

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

PARAISANT LES MARDI, MERCREDI ET VENDREDI

Matahiti 173
N° 87

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Mahana 7
nō 'Ātete 2024

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 40 50 05 80

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

	Pages
Arrêté n° HC 422 DIE/FIP du 31 juillet 2024 portant attribution d'une dotation du Fonds intercommunal de péréquation (FIP) de 11 978 904 F CFP soit 100 383,22 € à la commune de Hao pour le financement de l'opération « Études préalables pour la reconstruction du centre scolaire de Hao »	13181
Arrêté n° HC 432 DIE/FIP du 1er août 2024 portant modification de l'arrêté n° 712 DIE/FIP du 6 mai 2022 relatif à l'opération « Supervision des communes adhérentes au département eau potable » du Syndicat pour la promotion des communes de Polynésie française (SPCPF)	13184
Arrêté n° HC 434 DIRAJ/BAJC du 2 août 2024 modifiant l'arrêté n° HC 918 DIRAJ/BAJC/gv du 20 septembre 2023 fixant la liste des médecins agréés de la fonction publique des communes, des groupements de communes et de leurs établissements publics administratifs	13185

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

Arrêté n° 1228 CM du 30 juillet 2024 portant nomination de Mme Moerani LEHARTEL en qualité de directrice générale des ressources humaines	13187
Arrêté n° 1234 CM du 30 juillet 2024 fixant les conditions d'octroi et de durée des autorisations spéciales d'absence accordées aux fonctionnaires, aux fonctionnaires stagiaires et aux agents non titulaires de la Polynésie française pour événements familiaux	13188
Arrêté n° 1238 CM du 31 juillet 2024 portant modification de l'arrêté n° 809 CM du 28 juillet 1995 modifié fixant les tarifs d'autorité de la Caisse de prévoyance sociale pour les actes dispensés par des praticiens médicaux et paramédicaux non conventionnés	13190
Arrêté n° 1239 CM du 31 juillet 2024 portant modification de l'arrêté n° 447 CM du 27 mars 2019 modifié relatif à la Nomenclature polynésienne des actes professionnels (NPAP) applicable aux auxiliaires médicaux et à certains actes des médecins, chirurgiens-dentistes et sages-femmes	13192
Arrêté n° 1240 CM du 31 juillet 2024 portant modification de l'arrêté n° 45 CM du 18 janvier 2012 modifié relatif à la codification polynésienne des actes médicaux et fixant les tarifs d'autorité de ces actes	13199
Avis n° 1241 CM du 31 juillet 2024 portant sur le projet de décret portant diverses dispositions relatives aux îles artificielles, aux installations, aux ouvrages flottants et aux navires professionnels	13207

Arrêté n° 1246 CM du 31 juillet 2024 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de la SCA Dream Pearls, sise à Fakarava, commune de Fakarava (exploitant n° 84)	13208
Arrêté n° 1250 CM du 31 juillet 2024 portant prorogation au 30 septembre 2025 du délai d'exécution de l'arrêté n° 2912 CM du 29 décembre 2022 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Arutua pour la réalisation de l'opération intitulée « études de conception pour la construction d'une école-restaurant scolaire aux normes abri de survie à Arutua » (convention relative à des bâtiments publics pouvant servir d'abris de survie dans l'archipel des îles Tuamotu)	13210
Arrêté n° 1253 CM du 31 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Les Petits Princes de Aimeho pour soutenir le projet de déplacement d'une délégation d'élèves de CM2 de l'école de Teavaro au Parlement des enfants à Paris le 17 juin 2024 afin de défendre leur proposition de loi visant à favoriser la pratique sportive chez les jeunes	13211
Arrêté n° 1254 CM du 1er août 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège du Taaone - Pirae pour financer la réalisation de plans d'intervention et d'évacuation	13213
Arrêté n° 1255 CM du 1er août 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège du Taaone - Pirae pour financer l'achat du mobilier de l'Unité localisée pour l'inclusion scolaire (ULIS)	13215
Arrêté n° 1256 CM du 1er août 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Papara pour financer l'achat d'eau potable	13217
Arrêté n° 1257 CM du 1er août 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du lycée polyvalent Ihi-tea no Vavau pour financer l'acquisition de matériels de cuisine pour l'enseignement professionnel	13219
Arrêté n° 1258 CM du 1er août 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Taiohae - Nuku Hiva pour financer le surcoût des repas	13221
Arrêté n° 1259 CM du 1er août 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Rangiroa pour financer la réfection des réseaux informatiques administratif et pédagogique	13223
Arrêté n° 1260 CM du 1er août 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du lycée polyvalent Ihi-tea no Vavau pour financer les levées des réserves électriques	13225
Arrêté n° 1261 CM du 1er août 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du lycée Tuianu-Le-Gayic pour financer la réparation du truck	13227
Arrêté n° 1262 CM du 1er août 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège Tinomana Ebb de Teva I Uta pour financer la réfection du câble de l'alarme anti-intrusion	13229
Arrêté n° 1263 CM du 1er août 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Atuona pour financer les travaux de rénovation de la vie scolaire	13231
Arrêté n° 1264 CM du 1er août 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Paopao - Moorea pour financer un voyage pédagogique aux îles Marquises	13233
Arrêté n° 1265 CM du 1er août 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège Maco-Tevane pour financer le fonctionnement de la mission pour la persévérance scolaire	13235
Arrêté n° 1266 CM du 1er août 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Rangiroa pour financer la prise en charge du surcoût des repas des élèves du Centre d'éducation aux technologies appropriées au développement	13237
Arrêté n° 1267 CM du 1er août 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège Henri-Hiro pour financer les travaux de peinture avec ravalement des façades du bâtiment C	13239
Arrêté n° 1268 CM du 1er août 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Rangiroa pour financer les travaux de rénovation des laveries de l'établissement	13241
Arrêté n° 1269 CM du 1er août 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Mataura - Tubuai pour financer la mise en place du réseau wifi, l'optimisation des connexions réseau et la modernisation des infrastructures informatiques	13243
Arrêté n° 1270 CM du 1er août 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Fare - Huahine pour financer la réparation des équipements de cuisine	13245
Arrêté n° 1271 CM du 1er août 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Faaroa pour financer l'achat de matériels nécessaires aux levées de réserves électriques	13247
Arrêté n° 1272 CM du 1er août 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du lycée Diadème, Te Tara O Maiao pour financer la formation et l'abonnement annuel à la plateforme e-space	13249

Arrêté n° 1273 CM du 1er août 2024 portant autorisation d'occupation temporaire, à titre de régularisation, de divers emplacements du domaine public maritime, sis commune de Mo'orea-Mai'ao (Paopao), au profit de la SCI Rairoa	13251
Arrêté n° 1275 CM du 1er août 2024 autorisant la location de la parcelle de terre dénommée « sans nom », cadastrée section section B n° 1177, sise commune de Rangiroa, au profit de M. Tahiri Zéphirin TEMUTU	13253
Arrêté n° 1276 CM du 1er août 2024 portant affectation d'une emprise de 40 800 m ² dépendant de la parcelle cadastrée commune de Rangiroa, section A n° 635, au profit de la commune de Rangiroa	13255
Arrêté n° 1284 CM du 2 août 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SARL Original ew cosmetic experience (ONCE) dans le cadre du dispositif d'Aide à la connexion internet en Polynésie française - ACI	13257
Arrêté n° 1285 CM du 2 août 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière à l'investissement en équipements agricoles et d'agrotransformation (type 2) en faveur de la SCA Tuao représentée par Mme Béatrice COPPENRATH épouse VERNAUDON	13259
Arrêté n° 1286 CM du 2 août 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière à l'investissement en équipements agricoles et d'agrotransformation (type 2) en faveur de la société civile agricole Enotarii représentée par M. Pierre TEROU	13261
Arrêté n° 1287 CM du 2 août 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SCEA Polycultures	13263
Arrêté n° 1288 CM du 2 août 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SCA Faaapu Manahune	13265
Arrêté n° 1289 CM du 2 août 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière à l'investissement en équipements agricoles et d'agrotransformation (type 2) en faveur de l'association Hanivai représentée par M. Torea FONSAGRIVE	13267
Arrêté n° 1290 CM du 2 août 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Mata 'Avei'a pour financer le projet d'édition artistique intitulé « Aikā », au titre de l'année 2024	13269
Arrêté n° 1291 CM du 2 août 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Puna Reo Piha'e'ina pour financer le projet d'immersion linguistique des enfants et des jeunes de Mo'orea, au titre de l'année 2024	13271
Arrêté n° 1292 CM du 2 août 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association District Vaka de Ua Pou pour financer le projet intitulé« Eo Enana 24 », au titre de l'année 2024	13273
Arrêté n° 1293 CM du 2 août 2024 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur du foyer socio-éducatif des élèves du collège de Taravao pour financer la réalisation d'un monument artistique collaboratif	13275

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

Présidence

Arrêté n° 1297 PR du 26 juillet 2024 portant transfert de gestion d'une emprise de 59 800 m ² dépendant la parcelle cadastrée section A n° 635, sise commune de Rangiroa, au profit de la direction de l'agriculture et abrogeant l'arrêté n° 731 CM du 10 juillet 1991 autorisant l'affectation des terres domaniales, sises à Avatoru, Rangiroa et Taahuaia, Tubuai, au profit du service du l'économie rurale	13277
Arrêté n° 1306 PR du 30 juillet 2024 portant attribution d'une aide financière en vue de favoriser la sortie de l'indivision immobilière en faveur de M. Nicolas Opuura HAUATA dans le cadre des opérations de transcription d'un partage judiciaire	13279
Arrêté n° 1307 PR du 30 juillet 2024 autorisant le transfert au profit de M. Tetau SNOW-PATERE du bénéfice de l'aide financière en vue de favoriser la sortie de l'indivision immobilière accordée à Mme Ariatai SNOW épouse TEPEHU suivant l'arrêté n° 5171 MAF du 20 mai 2022	13281
Arrêté n° 1308 PR du 30 juillet 2024 portant attribution d'une aide financière en vue de favoriser la sortie de l'indivision immobilière en faveur de Mme Vivia TUFAMEA veuve SEVESTRE dans le cadre des opérations de transcription d'un partage judiciaire	13282
Arrêté n° 1309 PR du 30 juillet 2024 portant attribution d'une aide financière en vue de favoriser la sortie de l'indivision immobilière en faveur de Mme Rose Vahinehau PAEPAETAATA veuve DEANE dans le cadre des opérations de transcription d'un partage judiciaire	13284
Arrêté n° 1317 PR du 30 juillet 2024 portant octroi d'une aide financière à M. Marcel Tapare AMARU	13286
Arrêté n° 1318 PR du 30 juillet 2024 portant octroi d'une aide financière à Mme Blandine Tiriohoh KEHUEHITU épouse TAMARII	13288

Arrêté n° 1319 PR du 30 juillet 2024 portant octroi d'une aide financière à Mme Raymonde MAITERE épouse VILLIERME-PUPUTAUKE	13290
Arrêté n° 1320 PR du 30 juillet 2024 portant octroi d'une aide financière à M. Geoffrey Aivanaa TEVAEARAI	13292
Arrêté n° 1321 PR du 30 juillet 2024 portant octroi d'une aide financière à M. Jules Tefania HAUATA	13294
Arrêté n° 1322 PR du 30 juillet 2024 portant octroi d'une aide financière à Mme Wendy PRATT	13296
Arrêté n° 1329 PR du 30 juillet 2024 portant nomination de M. Anthony PHEU en qualité de directeur de cabinet, auprès du ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée	13298
Arrêté n° 1331 PR du 30 juillet 2024 portant attribution d'une aide financière en vue de favoriser la sortie de l'indivision immobilière en faveur de M. Anotrito Oututoa TAPI dans le cadre d'un partage amiable	13299
Arrêté n° 1332 PR du 30 juillet 2024 portant attribution d'une aide financière en vue de favoriser la sortie de l'indivision immobilière en faveur de M. Georges Nédo Gustave Teuiarai PIEHI dans le cadre d'un partage amiable	13301
Arrêté n° 1333 PR du 30 juillet 2024 portant attribution d'une aide financière en vue de favoriser la sortie d'indivision immobilière en faveur de M. Lao Yen Ming LIU dans le cadre d'un partage amiable	13302
Arrêté n° 1336 PR du 30 juillet 2024 autorisant le transfert de l'autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime, sis commune de Rangiroa, au profit de la société Électricité de Polynésie	13304
Arrêté n° 1337 PR du 31 juillet 2024 autorisant la location d'une emprise de 20 000 m², à détacher de la parcelle de terre domaniale dénommée Karagatetaua, cadastrée section H n° 214 d'une superficie totale de 52 940 m², sise commune de Mānihi, île de Mānihi, archipel des Tuamotu et Gambier, au profit de Mme Laina Tearo HUHINA épouse POLTAVTSEEF	13306
Arrêté n° 1349 PR du 1 août 2024 portant nomination de Mme Heirani PANAI au conseil d'administration de l'établissement public administratif chargé de la prise en charge médico-sociale de l'enfant et de l'adolescent dénommé « Fare Tama Hau »	13308
Arrêté n° 1374 PR du 1er août 2024 relatif à l'exercice des attributions de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat	13309
Arrêté n° 1375 PR du 1er août 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de l'entreprise individuelle de Mme Kathleen DUVAL dans le cadre du dispositif d'Aide à la création numérique - ACN	13310
Arrêté n° 1380 PR du 1er août 2024 portant commissionnement d'un agent de la direction de la santé pour rechercher et constater les infractions relevant de la compétence de cette direction	13311
Arrêté n° 1395 PR du 2 août 2024 relatif à l'exercice des attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale	13313
Arrêté n° 1426 PR du 5 août 2024 portant nomination de Mme Soumia HANDACHY en qualité de directrice de cabinet, auprès de la vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions	13314
Arrêté n° 1440 PR du 5 août 2024 portant octroi d'une aide financière à M. Arii Alain HOAN	13315
Vice-présidence, ministère des solidarités	
Arrêté n° 6708 VP du 31 juillet 2024 portant abrogation de l'arrêté n° 1845 MTS du 27 février 2023 portant agrément de Mme Vaihotu WONG PAO SING en qualité d'accueillant familial	13317
Ministère de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration, du développement des archipels et de la formation professionnelle	
Arrêté n° 6666 MFT/DGRH du 30 juillet 2024 portant octroi d'une décharge partielle d'activité de service pour exercer une activité syndicale auprès de la fédération de Rassemblement des Agents des Administrations de Polynésie, au bénéfice de M. Steven REY, attaché principal, 3e échelon, en fonction à la direction de l'équipement	13318
Ministère des grands travaux, de l'équipement	
Arrêté n° 6534 MGT du 25 juillet 2024 portant autorisation d'empiètement d'une superficie de 34 m², sur la servitude établie aux abords des ouvrages d'art sise au PK 4,500 ouest côté montagne, section de Paopao, dans la commune de Moorea-Maiao, au profit de M. Rony FROGIER et Mme Teraimareva MAHOTU	13319
Arrêté n° 6635 MGT du 30 juillet 2024 portant autorisation d'empiètement d'une superficie totale de soixante-neuf mètres carrés (69 m²), dans la zone soumise à autorisation, sur la parcelle cadastrée section PL n° 33 (terre Taipiti 1 et 2 - Tareia 2), sise à Iripau, commune de Tahaa sur l'île de Tahaa, au profit de M. Punua MARUA'E	13320

Arrêté n° 6636 MGT du 30 juillet 2024 portant autorisation d'empiètement d'une superficie totale de cent-vingt-et-un mètres carrés soixante-quatorze (121,74 m²), dans la zone soumise à autorisation, sur la parcelle cadastrée section PH n° 22, (terre Aharau dite Mahamene lot 1 - lot 4), sise à Tapuamu, commune de Tahaa, sur l'île de Tahaa, au profit de M. François ANUU	13321
Arrêté n° 6637 MGT du 30 juillet 2024 portant autorisation d'empiètement d'une superficie totale de un mètre carré (1,50 m²), dans la zone soumise à autorisation, sur la parcelle cadastrée section CV n° 13 (terre Niutehiri 1, sise à Faanui, commune de Bora Bora sur l'île de Bora Bora, au profit de M. Mercelino TEIHOTAATA	13322
Arrêté n° 6638 MGT du 30 juillet 2024 portant modification de l'arrêté n° 6453 MLA du 7 juillet 2020 portant octroi d'une licence d'exploitation à l'EURL Apetahi Express pour l'exploitation du navire (Apetahi Express)	13323
Arrêté n° 6644 MGT du 30 juillet 2024 portant autorisation d'empiètement d'une superficie totale de quarante-deux mètres carrés (42 m²), dans la zone soumise à autorisation, sur la parcelle cadastrée section DI n° 54, sise à, commune de Huahine, sur l'île de Huahine, au profit de M. Christobal FAATAUIRA	13325
Arrêté n° 6647 MGT du 30 juillet 2024 portant autorisation d'empiètement du prospect routier d'une superficie totale de un mètre carré deux-cent (1,200 m²), dans la zone soumise à autorisation, sur la parcelle cadastrée section AO n° 64, terre Boraborafanautahi du lot 2 (parcelle), sise à Nunue, commune de Bora Bora sur l'île de Bora Bora, au profit de M. Olivier TOUBOUL	13326
Arrêté n° 6707 MGT/DEQ du 31 juillet 2024 relatif à des travaux de voirie de la SA Électricité de Polynésie en accotement de la route territoriale sise à Ohutu, île de Rangiroa	13327
Arrêté n° 6724 MGT du 1er août 2024 autorisant, à titre exceptionnel, le navire (Nuku Hau) à desservir l'île de Amanu lors de son voyage n° 8 du 10 août 2024	13330
Arrêté n° 6785 MGT du 2 août 2024 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public portuaire, d'une superficie de 403 m², au droit du quai de Tapuamu cadastré section TC n° 50, sis à Tahaa, au profit de la société Transport Maritime Vaitere représentée par M. Georges MOARII	13331
Arrêté n° 6832 MGT du 2 août 2024 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public portuaire, d'une superficie de 468 m², sur le quai de Rairua, au droit de la parcelle cadastrée section AC n° 116, sise commune de Raivavae, au profit du comité organisateur local de Raivavae	13335
Ministère de l'économie, du budget et des finances	
Arrêté n° 6669 MEF/DGAE du 31 juillet 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de Mme Audrey DELLA-MAGGIORA et M. Benjamin HUYNH VAN PHUONG pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale, dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages	13338
Arrêté n° 6670 MEF/DGAE du 31 juillet 2024 portant autorisation dérogatoire de la section pétanque de l'association sportive Excelsior en application de l'article LP. 250-2-II	13340
Arrêté n° 6671 MEF/DGAE du 31 juillet 2024 portant autorisation dérogatoire de l'association Fare Ute Pétanque en application de l'article LP. 250-2-II	13341
Arrêté n° 6729 MEF du 1er août 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de l'entreprise individuelle Yolani Dominique Teheiopuaiki TEIKITUTOUA au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	13342
Arrêté n° 6784 MEF/DGAE du 2 août 2024 portant retrait de l'arrêté 6057 MEF/DGAE du 9 juin 2022 portant attribution d'une aide financière en faveur de M. Matahi ANESTIDES pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale, dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages	13343
Arrêté n° 6831 MEF du 2 août 2024 portant autorisation d'implantation d'un dépôt d'hydrocarbures sur la parcelle cadastrée section B n° 252, sur la commune de Faa'a	13344
Arrêté n° 6834 MEF/DGAE du 5 août 2024 portant habilitation de M. Stéphane GLAVINAZ en qualité d'agent spécial d'assurance de la société Vitis Life SA	13345
Ministère de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement	
Arrêté n° 6661 MPR/DRM du 30 juillet 2024 autorisant à titre dérogatoire M. Moerani Taromahina LEHARTEL à prélever, transporter et détenir des trocas (<i>Rochia nilotica</i>) pour les besoins de son activité aquacole	13346
Arrêté n° 6662 MPR/DRM du 30 juillet 2024 portant octroi d'un agrément de mareyeur au profit de la SARL Fenua Fish	13348

Arrêté n° 6694 MPR/DIREN du 31 juillet 2024 autorisant M. Tevai MALINOWSKI à exercer des activités d'approche et de prises de vues et de son des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Rurutu avec les navires de numéro d'immatriculation PY 4979 (Tearapatu 2) et PY 3842 (Naio 2) du 1er août 2024 au 11 novembre 2024	13349
Arrêté n° 6695 MPR/DIREN du 31 juillet 2024 autorisant la société SARL Tahiti Dive Management à exercer des activités d'approche et de prises de vues et de son des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Tahiti Nui avec les navires de numéro d'immatriculation PY 18489 (Zetender) et PY 17294 (Bayaone) du 1er août 2024 au 11 novembre 2024	13351
Arrêté n° 6696 MPR/DIREN du 31 juillet 2024 autorisant M. Gabriel de GALLERY de LA SERVIERE à exercer des activités d'approche et de prises de vues et de son des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Tahiti Nui avec le navire de numéro d'immatriculation PY 17992 (Tataina) du 1er août 2024 au 11 novembre 2024	13353
Arrêté n° 6709 MPR du 31 juillet 2024 autorisant la location du lot n° 11 d'une superficie de 1 026 m ² dépendant du lotissement agricole Matavahi-Tarodièrè, sis à Mata'ura, commune de Tubua'i, île de Tubua'i, archipel des Australes, au profit de Mme Nadège Poerava TEREOPA	13355
Arrêté n° 6710 MPR du 31 juillet 2024 autorisant la location du lot n° 10 d'une superficie de 1 046 m ² dépendant du lotissement agricole Matavahi-Tarodièrè, sis à Mata'ura, commune de Tubua'i, île de Tubua'i, archipel des Australes, au profit de Mme Nadège Poerava TEREOPA	13357
Arrêté n° 6711 MPR du 31 juillet 2024 autorisant la location du lot n° 9 d'une superficie de 929 m ² dépendant du lotissement agricole Matavahi-Tarodièrè, sis à Mata'ura, commune de Tubua'i, île de Tubua'i, archipel des Australes, au profit de Mme Esther TETUA épouse HAUATA	13359
Arrêté n° 6712 MPR du 31 juillet 2024 autorisant la location du lot n° 8 d'une superficie de 969 m ² dépendant du lotissement agricole Matavahi-Tarodièrè, sis à Mata'ura, commune de Tubua'i, île de Tubua'i, archipel des Australes, au profit de Mme Esther TETUA épouse HAUATA	13361
Arrêté n° 6713 MPR du 31 juillet 2024 autorisant la location du lot n° 6 d'une superficie de 795 m ² dépendant du lotissement agricole Matavahi-Tarodièrè, sis à Mata'ura, commune de Tubua'i, île de Tubua'i, archipel des Australes, au profit de M. Lenoir Tetaria TEHOIRI	13363
Arrêté n° 6714 MPR du 31 juillet 2024 autorisant la location du lot n° 5 d'une superficie de 720 m ² dépendant du lotissement agricole Matavahi-Tarodièrè, sis à Mata'ura, commune de Tubua'i, île de Tubua'i, archipel des Australes, au profit de M. Lenoir Tetaria TEHOIRI	13365
Arrêté n° 6715 MPR du 31 juillet 2024 autorisant la location du lot n° 4 d'une superficie de 732 m ² dépendant du lotissement agricole Matavahi-Tarodièrè, sis à Mata'ura, commune de Tubua'i, île de Tubua'i, archipel des Australes, au profit de M. Vetea RATIA	13367
Arrêté n° 6716 MPR du 31 juillet 2024 autorisant la location du lot n° 1 d'une superficie de 2 500 m ² dépendant du lotissement agricole Hamokai, sis commune de Fakarava, île de Fakarava, archipel des îles Tuamotu et Gambier, au profit de M. Pierre Damien TOAE	13369
Arrêté n° 6717 MPR du 31 juillet 2024 autorisant la location du lot n° 2 d'une superficie de 2 500 m ² dépendant du lotissement agricole Hamokai, sis commune de Fakarava, île de Fakarava, archipel des îles Tuamotu et Gambier, au profit de M. Tamatea Olivier SNOW	13371
Arrêté n° 6718 MPR du 31 juillet 2024 autorisant la location du lot n° 3 d'une superficie de 2 500 m ² dépendant du lotissement agricole Hamokai, sis commune de Fakarava, île de Fakarava, archipel des îles Tuamotu et Gambier, au profit de Mme Bélinda Teta TERAUAUHAU	13373
Arrêté n° 6719 MPR du 31 juillet 2024 autorisant la location du lot n° 1 d'une superficie de 937 m ² dépendant du lotissement agricole Matavahi-Tarodièrè, sis à Mata'ura, commune de Tubua'i, île de Tubua'i, archipel des Australes, au profit de M. Warren Matauarii VIRIAMU	13375
Arrêté n° 6720 MPR du 31 juillet 2024 autorisant la location du lot n° 2 d'une superficie de 733 m ² dépendant du lotissement agricole Matavahi-Tarodièrè, sis à Mata'ura, commune de Tubua'i, île de Tubua'i, archipel des Australes, au profit de M. Warren Matauarii VIRIAMU	13377
Arrêté n° 6721 MPR du 31 juillet 2024 autorisant la location du lot n° 3 d'une superficie de 775 m ² dépendant du lotissement agricole Matavahi-Tarodièrè, sis à Mata'ura, commune de Tubua'i, île de Tubua'i, archipel des Australes, au profit de M. Vetea RATIA	13379
Arrêté n° 6736 MPR/DIREN du 1er août 2024 autorisant la SASU Hubert de CASTELBALJAC à exercer une activité de prises de vues et de son des baleines à bosse, espèces marines protégées du code de l'environnement à des fins commerciales dans les eaux de Mo'orea, Tahiti, Tubuai, Maiao du 8 août au 7 septembre 2024	13381

Arrêté n° 6737 MPR/DIREN du 1er août 2024 autorisant M. Naea BOUREZ à exercer des activités d'approche et de prises de vues et de son des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Tahiti Nui avec le navire de numéro d'immatriculation PY 10538 (Le Kaoriki) du 1er août 2024 au 11 novembre 2024	13383
Arrêté n° 6738 MPR/DIREN du 1er août 2024 autorisant la direction des ressources marines à installer et exploiter le pôle aquacole Vaia à Vairao, commune de Taiarapu Ouest, établissement de la deuxième classe des installations classées pour la protection de l'environnement	13385
Arrêté n° 6739 MPR du 1er août 2024 relatif aux conditions d'inscription et aux modalités d'ouverture et de déroulement de l'examen du brevet préparateur de vanille	13390
Arrêté n° 6748 MPR du 1er août 2024 autorisant le renouvellement de la location du lot n° 32 d'une superficie de 0,76 ha dépendant du lotissement agricole Fa'ahue, sis à Hīpū, commune de Taha'a, îles Sous-le-Vent, au profit de M. Flavien MARAE	13391
Arrêté n° 6749 MPR du 1er août 2024 autorisant le renouvellement de la location du lot n° 31 d'une superficie de 0,76 ha dépendant du lotissement agricole Fa'ahue, sis à Hīpū, commune de Taha'a, îles Sous-le-Vent, au profit de M. Rai Jean-Luc TETUANUI-TEMATARU	13393
Arrêté n° 6750 MPR du 1er août 2024 autorisant le renouvellement de la location du lot n° 27 d'une superficie de 0,79 ha dépendant du lotissement agricole Fa'ahue, sis à Hīpū, commune de Taha'a, îles Sous-le-Vent, au profit de M. Bertho HAAVIHIA	13395
Arrêté n° 6799 MPR du 2 août 2024 autorisant la location du lot n° 109 d'une superficie de 2,70 ha dépendant du lotissement agricole Fa'aroa, sis à 'Avera, commune de Taputapuātea, Ra'iātea, îles Sous-le-Vent, au profit de Mme Vaitiare SMITH épouse TEIKIUTAPU	13397
Arrêté n° 6800 MPR du 2 août 2024 autorisant la location du lot n° 1 d'une superficie de 0,90 ha dépendant du lotissement agricole Ha'amene, sis à Ha'amene, commune de Taha'a, îles Sous-le-Vent, au profit de Mme Amandine LAMBERT épouse LEVERD	13399
Arrêté n° 6801 MPR du 2 août 2024 autorisant la location du lot n° 22 d'une superficie de 1,80 ha dépendant du lotissement agricole Vaitahe-Teharato, sis commune de 'Uturoa, Ra'iātea, îles Sous-le-Vent, au profit de M. Adrien MONJOL-DELPHINE	13400
Arrêté n° 6802 MPR du 2 août 2024 autorisant la location du lot n° 30 d'une superficie de 1,60 ha dépendant du lotissement agricole Vaitahe-Teharato, sis commune de 'Uturoa, Ra'iātea, îles Sous-le-Vent, au profit de M. Gaston HAPAITAHAA	13401
Arrêté n° 6803 MPR du 2 août 2024 autorisant la location du lot n° 25 d'une superficie de 1,30 ha dépendant du lotissement agricole Vaitahe-Teharato, sis commune de 'Uturoa, Ra'iātea, îles Sous-le-Vent, au profit de Mme Mihimana TAUTU	13402
Arrêté n° 6804 MPR du 2 août 2024 autorisant la location du lot n° 24 d'une superficie de 2,75 ha dépendant du lotissement agricole Vaitahe-Teharato, sis commune de 'Uturoa, Ra'iātea, îles Sous-le-Vent, au profit de M. Louis FAAHU	13403
Arrêté n° 6805 MPR du 2 août 2024 autorisant la location du lot n° 26 d'une superficie de 1,20 ha dépendant du lotissement agricole Vaitahe-Teharato, sis commune de 'Uturoa, Ra'iātea, îles Sous-le-Vent, au profit de Mme Miranda FOSSE épouse ROOPINIA	13404
Arrêté n° 6806 MPR du 2 août 2024 autorisant la location du lot n° 28 d'une superficie de 0,80 ha dépendant du lotissement agricole Vaitahe-Teharato, sis commune de 'Uturoa, Ra'iātea, îles Sous-le-Vent, au profit de Mme Meihiti SUHAS épouse TAUTU	13405
Arrêté n° 6807 MPR du 2 août 2024 autorisant la location du lot n° 27 d'une superficie de 2,40 ha dépendant du lotissement agricole Vaitahe-Teharato, sis commune de 'Uturoa, Ra'iātea, îles Sous-le-Vent, au profit de M. Sergio TUPAIA	13406
Arrêté n° 6808 MPR du 2 août 2024 autorisant la location du lot n° 16 d'une superficie de 2,50 ha dépendant du lotissement agricole Vaitahe-Teharato, sis commune de 'Uturoa, Ra'iātea, îles Sous-le-Vent, au profit de la SCA Hineora, représentée par Mme Sylvie WANE	13407
Arrêté n° 6809 MPR du 2 août 2024 autorisant la location du lot n° 13 d'une superficie de 0,54 ha dépendant du lotissement agricole Hamoa, sis à 'Avera, commune de Taputapuātea, Ra'iātea, îles Sous-le-Vent, au profit de M. Julio MOU THAM	13408
Arrêté n° 6810 MPR du 2 août 2024 autorisant la location du lot n° 23b d'une superficie de 0,79 ha dépendant du lotissement agricole Maraeroa, sis à Opōa, commune de Taputapuātea, Ra'iātea, îles Sous-le-Vent, au profit de Mme Justine BROTHERS	13409

- Arrêté n° 6811 MPR du 2 août 2024 autorisant la location du lot n° 38 d'une superficie de 1,60 ha dépendant du lotissement agricole Ōpōa, sis à Ōpōa, commune de Taputapuātea, Ra'iātea, îles Sous-le-Vent, au profit de M. Ludovic PUNAA **13410**
- Arrêté n° 6812 MPR/DRM du 2 août 2024 portant suspension du bénéfice de la licence de pêche professionnelle dite « apte à naviguer » de M. Jonathan Philippe CONSTANS pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française **13411**
- Arrêté n° 6813 MPR/DRM du 2 août 2024 accordant à M. Temaiurarii Teddy AI LAISE le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle dite « apte à naviguer » pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française **13412**
- Arrêté n° 6814 MPR/DRM du 2 août 2024 portant autorisation d'occupation temporaire de deux emplacements du domaine public maritime à des fins d'exploitation aquacole sis à Tahiti, commune de Punaauia, au profit de l'association Tamari'i no te Moana (exploitant n° 107) **13414**
- Arrêté n° 6815 MPR/DRM du 2 août 2024 portant autorisation d'occupation temporaire de quatre emplacements du domaine public maritime à des fins d'exploitation aquacole sis à Moorea, commune de Moorea-Maiao, au profit de la SARL Coral Gardeners (exploitant n° 35) **13417**
- Arrêté n° 6816 MPR/DRM du 2 août 2024 portant autorisation d'occupation temporaire de deux emplacements du domaine public maritime à des fins d'exploitation aquacole sis à Tahiti, communes de Tiarapu-Ouest, au profit de la société civile aquacole Tahiti Marine Products (exploitant n° 109) **13420**
- Arrêté n° 6817 MPR/DRM du 2 août 2024 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime à des fins d'exploitation aquacole sis à Tupai, commune de Bora Bora, au profit de la société civile aquacole Tahiti Marine Products (exploitant n° 2) **13423**
- Arrêté n° 6818 MPR/DRM du 2 août 2024 portant autorisation d'occupation temporaire de six emplacements du domaine public maritime à des fins d'exploitation aquacole sis à Reao, commune de Reao, au profit de Mme Tuhei Raihau Vaimiti Thérèse TEMAIEVA (exploitant n° 57) **13425**
- Arrêté n° 6819 MPR/DIREN du 2 août 2024 portant modification et changement d'exploitant de l'arrêté n° 4927 MCE/ENV du 18 juin 2015 autorisant M. Edwin TERAIHAROA à installer et exploiter dans la commune Hitia'a O Te Ra, commune associée de Hitia'a, les équipements d'un centre d'enfouissement technique de catégorie 2 et 3, établissement de 1^{re} classe des installations classées pour la protection de l'environnement **13427**

Ministère de l'éducation, de l'enseignement supérieur

- Arrêté n° 6730 MEE du 1^{er} août 2024 portant délégation de signature à M. Rainui HUGON, directeur général de l'éducation et des enseignements **13429**
- Arrêté n° 6833 MEE/DGEE du 5 août 2024 portant délégation de signature de M. Rainui HUGON, directeur général de l'éducation et des enseignements, au profit d'agents placés sous son autorité **13432**

Ministère de la santé

- Arrêté n° 6747 MSP du 1^{er} août 2024 portant délégation de signature du ministre de la santé en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée à M. Anthony PHEU, directeur de cabinet **13438**

Ministère des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance

- Arrêté n° 6731 MJP du 1^{er} août 2024 portant attribution du brevet professionnel polynésien de guide d'activités physiques de pleine nature, mention « plongée subaquatique » **13439**
- Arrêté n° 6732 MJP du 1^{er} août 2024 portant attribution du certificat de spécialisation « directeur de plongée » associé à la mention « plongée subaquatique » du brevet professionnel polynésien de guide d'activités physiques de pleine nature **13440**
- Arrêté n° 6733 MJP du 1^{er} août 2024 portant modification de l'arrêté n° 6180 MJP du 16 juillet 2024 portant attribution du certificat professionnel polynésien d'accompagnateur d'activités physiques de pleine nature, mention « randonnée aquatique » **13441**
- Arrêté n° 6734 MJP du 1^{er} août 2024 portant attribution du certificat professionnel polynésien d'accompagnateur d'activités physiques de pleine nature, mention « randonnée à scooter ou moto des mers à selle » **13442**
- Arrêté n° 6735 MJP du 1^{er} août 2024 portant attribution du certificat professionnel polynésien d'accompagnateur d'activités physiques de pleine nature, mention « randonnée aquatique » **13443**

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

Arrêté n° HC 422 DIE/FIP du 31 juillet 2024 portant attribution d'une dotation du Fonds intercommunal de péréquation (FIP) de 11 978 904 F CFP soit 100 383,22 € à la commune de Hao pour le financement de l'opération « Études préalables pour la reconstruction du centre scolaire de Hao »

Le haut-commissaire de la République en Polynésie française, officier de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, notamment son article 52 ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2573-51, R. 2573-42, R. 2573-46 et R. 2573-47 ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2573-51, R. 2573-42, R. 2573-46 et R. 2573-47 ;

Vu l'arrêté n° HC 88 DIE du 13 mars 2024 relatif aux décisions prises par le comité des finances locales dans sa séance du 29 février 2024 ;

Vu la délibération n° 4-2024 du 5 février 2024 du conseil municipal de la commune de Hao relative au projet « Études préalables pour la reconstruction du centre scolaire de Hao » ;

Vu la saisine du haut-commissaire en date du 24 juin 2024 adressée au Président de la Polynésie française ;

Vu l'avis favorable du Président de la Polynésie française en date du 24 juillet 2024 ;

Vu le règlement intérieur du CFL approuvé le 28 février 2023 ;

Vu le dossier de financement,

Arrête :

Article 1er. — Objet

Le présent arrêté a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le comité des finances locales de la Polynésie française, chargé de la gestion du fonds intercommunal de péréquation, apporte son soutien financier à la commune de Hao pour la réalisation de l'opération intitulée « Études préalables pour la reconstruction du centre scolaire de Hao », décrite à l'article 2, et dénommée ci-après « l'opération ».

Art. 2. — Description de l'opération

L'opération consiste en la réalisation d'études préalables pour la reconstruction du centre scolaire de Hao.

Le montant total toutes taxes comprises de l'opération est fixé à 14 973 630 F CFP soit 125 479,02 €.

Art. 3. — Plan de financement

Le plan de financement de l'opération décrite à l'article précédent est arrêté comme suit :

FIP	11 978 904 F CFP	100 383,22 €	soit	80 %
Commune	2 994 726 F CFP	25 095,80 €	soit	20 %
Total	14 973 630 F CFP	125 479,02 €	soit	100 %

Art. 4. — Montant de la dotation affectée

Le fonds s'engage à apporter son concours financier à la commune de Hao pour la réalisation de l'opération décrite à l'article 2 ci-dessus.

Le montant de la dotation est fixé à 80 % du montant réel toutes taxes comprises de l'opération, dans la limite de 11 978 904 F CFP soit 100 383,22 €.

Art. 5. — Modalités de versement de la dotation affectée

Le versement de la dotation s'effectuera dans la limite des crédits disponibles et selon les modalités suivantes :

- une avance de 30 % pourra être versée sur présentation des documents ci-après :
- l'imprimé FIP signé par le maire et visé par le chef de la subdivision administrative ;
- un document attestant du commencement d'exécution de l'opération justifié par le premier acte juridique passé pour la réalisation de l'opération (notification d'un marché, bon de commande...)
- des acomptes peuvent être versés au fur et à mesure de la réalisation effective de l'opération sur production de l'imprimé FIP accompagné d'un état des mandatements effectués, visé par le receveur municipal.

Le montant cumulé de l'avance et des acomptes interviendra dans la limite des 95 % du montant total du financement ;

- le solde sera versé sur production de l'imprimé FIP, d'une attestation de réalisation de l'opération établie par le maire, d'un rapport final des études et d'un état de mandatement définitif visé par le receveur municipal. L'attestation du maire mentionnera la date effective de réalisation et le montant final de l'opération.

Les imprimés FIP seront signés par le maire et visés par la cheffe de la subdivision administrative des îles Tuamotu-Gambier. Les états de mandatement mentionneront les mandats relatifs à l'opération validés et payés par le receveur municipal.

Art. 6. — Engagements de la commune

La commune de Hao s'engage :

- à respecter le plan de financement défini à l'article 3 ci-dessus ;
- à réaliser l'opération définie à l'article 2 ci-dessus selon les règles de l'art, dans le respect de la réglementation et selon les dispositions du règlement intérieur du CFL ;
- à ne pas suspendre, abandonner ou modifier la réalisation de cet investissement sans accord préalable écrit du comité des finances locales chargé de la gestion du fonds intercommunal de péréquation ;
- à partir de la date de signature du présent arrêté, le bénéficiaire disposera de 9 mois pour commencer l'opération. À l'échéance de ce délai, le bénéficiaire adresse sans délai à la subdivision administrative de son ressort tout document justifiant du caractère effectif du commencement d'exécution. Au sens de l'article 27 du règlement intérieur du CFL, faute de commencement dans ce délai, la dotation retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL ;
- à exécuter cette opération conformément au projet présenté au plus tard le 31 août 2026 ;
- à demander le versement du solde de la dotation relative à cette opération au plus tard le 28 février 2027 ;
- à faciliter les contrôles techniques et comptables relatifs à cette opération en communiquant notamment au secrétariat du CFL tous documents nécessaires à ces contrôles.

Art. 7. — Conséquences du non-respect des engagements souscrits

En cas d'inexécution de l'opération, ou d'une exécution non conforme au projet présenté et aux dispositions du présent arrêté, le CFL sera de plein droit libéré de son engagement et devra, le cas échéant, être remboursé par le bénéficiaire des sommes perçues au titre du présent arrêté.

Art. 8. — Modifications

Les dispositions du présent arrêté en particulier celles prévues aux articles 3 et 6 ci-dessus, relatifs au respect du plan de financement et aux délais, peuvent être modifiées ou complétées par voie d'arrêté modificatif, sur demande justifiée et motivée du bénéficiaire :

- pour toute demande de prorogation du délai de commencement d'exécution de l'opération, le bénéficiaire devra déposer sa demande au plus tard un mois avant l'expiration du délai de commencement d'exécution mentionné à l'article 6 alinéa 5. La prorogation du délai de commencement d'exécution accordée par le secrétariat du CFL ne peut excéder six mois ;

- pour toute demande de prorogation du délai d'exécution de l'opération, le bénéficiaire devra déposer sa demande au plus tard un mois avant l'expiration du délai de réalisation mentionné à l'article 6 alinéa 6. La durée totale des prorogations ne peut excéder 2 ans à compter de la date du commencement d'exécution (pour les études et les acquisitions).

Au-delà de ces délais, le secrétariat du CFL pourra accorder exceptionnellement une prorogation d'1 an maximum sur demande motivée déposée au plus tard un mois avant l'expiration du délai de réalisation.

Au-delà de ce délai susmentionné et à titre dérogatoire, une seule demande de prorogation sera soumise à la décision du CFL. Cette demande motivée du bénéficiaire devra être déposée au plus tard un mois avant l'expiration du délai de réalisation et ne peut excéder 1 an.

- pour toute demande de prorogation du délai de versement du solde de la dotation affectée, le bénéficiaire devra déposer sa demande au plus tard 15 jours avant l'expiration du délai mentionné à l'article 6 alinéa 7. La prorogation du délai de versement accordée par le secrétariat du CFL ne peut excéder neuf mois.

Faute de respect des délais de demande de prorogation mentionnés ci-dessus, la dotation affectée retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL.

Art. 9. — Voies et délais de recours

Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par application de Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr. Durant ce délai, un recours gracieux peut être exercé auprès de mes services. Ce recours interrompt le délai du recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de la réception de la réponse, étant précisé qu'un défaut de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet.

Art. 10. — Exécution

Le secrétaire général du haut-commissariat, la cheffe de la subdivision administrative des îles Tuamotu-Gambier, le directeur des finances publiques et le maire de la commune de Hao sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Pour le haut-commissaire et par délégation : le secrétaire général du haut-commissariat,
Xavier MAROTEL

Arrêté n° HC 432 DIE/FIP du 1er août 2024 portant modification de l'arrêté n° 712 DIE/FIP du 6 mai 2022 relatif à l'opération « Supervision des communes adhérentes au département eau potable » du Syndicat pour la promotion des communes de Polynésie française (SPCPF)

Le haut-commissaire de la République en Polynésie française, officier de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu l'arrêté n° 712 DIE/FIP du 6 mai 2022 portant attribution d'une dotation du « Fonds intercommunal de péréquation » (FIP) de 5 722 376 F CFP soit 47 953,51 € au Syndicat pour la promotion des communes de Polynésie française (SPCPF) pour le financement de l'opération « Supervision des communes adhérentes au département eau potable » ;

Vu le courrier du SPCPF n° 19/2024/SPC du 25 janvier 2024 ;

Vu l'arrêté modificatif n° 98 DIE/FIP du 18 mars 2024,

Arrête :

Article 1er. — Objet

Le présent arrêté a pour objet de modifier l'arrêté n° 712 DIE/FIP du 6 mai 2022 relatif à l'opération « Supervision des communes adhérentes au département eau potable » du Syndicat pour la promotion des communes de Polynésie française, en ce qui concerne le délai de commencement d'exécution.

Art. 2. — Modifications

L'alinéa 6 de l'article 6 de l'arrêté de financement est modifié comme suit :

Au lieu de :

« - à demander le versement du solde de la dotation relative à cette opération au plus tard le 29 août 2024 » ;

Lire :

« - à demander le versement du solde de la dotation relative à cette opération au plus tard le 29 novembre 2024 ».

Art. 3. — Voies et délais de recours

Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par application de Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr. Durant ce délai, un recours gracieux peut être exercé auprès de mes services. Ce recours interrompt le délai du recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de la réception de la réponse, étant précisé qu'un défaut de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet.

Art. 4. — Le secrétaire général du haut-commissariat, la directrice des interventions de l'État, le directeur des finances publiques et le président du syndicat pour la promotion des communes de Polynésie française sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Pour le haut-commissaire et par délégation : le secrétaire général du haut-commissariat,
Xavier MAROTEL

Arrêté n° HC 434 DIRAJ/BAJC du 2 août 2024 modifiant l'arrêté n° HC 918 DIRAJ/BAJC/gv du 20 septembre 2023 fixant la liste des médecins agréés de la fonction publique des communes, des groupements de communes et de leurs établissements publics administratifs

Le haut-commissaire de la République en Polynésie française, officier de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 modifiée portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs ;

Vu le décret n° 2011-1040 du 29 août 2011 modifié fixant les règles communes applicables aux fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs ;

Vu l'arrêté n° 1110 DIPAC du 5 juillet 2012 modifié fixant les règles d'organisation et de fonctionnement de la médecine professionnelle, du comité médical et de la commission des réformes ;

Vu l'arrêté n° HC 918 DIRAJ/BAJC/gv du 20 septembre 2023 fixant la liste des médecins agréés de la fonction publique des communes, des groupements de communes et de leurs établissements publics administratifs ;

Vu les justificatifs produits ;

Sur proposition du secrétaire général,

Arrête :

Article 1er. — À l'article 1er de l'arrêté du 20 septembre 2023 susvisé :

1° Avant la ligne :

« Archipel des îles Sous-le-Vent »

sont insérées les lignes suivantes :

«

ARUE

Médecine générale

Carole SARDA	Antenne médicale du RSMA-Pf BP 9488, 98716 Pirae	tél. 40 46 32 94
Audrey COURSON	Antenne médicale du RSMA-Pf BP 9488, 98716 Pirae	tél. 40 46 32 94 »

2° Les lignes :

«

FAAA

Médecine générale

Philippe Huy NGUYEN NGOC	Immeuble Air Tahiti Faaa BP 130270, 98718 Punaauia	tél. 40 80 00 80 87 77 75 3 »
--------------------------	---	----------------------------------

sont remplacées par les lignes suivantes :

«

FAA'A

Médecine générale

Philippe Huy NGUYEN NGOC	Immeuble Air Tahiti Faa'a BP 130270 - 98718 Punaauia	tél. 40 80 00 80 87 77 75 37 »
--------------------------	---	-----------------------------------

Art. 2. — Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et R. 421-2 du code de la justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formée contre le présent arrêté, dans un délai de deux (2) mois à compter de la date de sa notification.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par application de Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Art. 3. — Le secrétaire général du haut-commissariat et la directrice de la réglementation et des affaires juridiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié aux intéressés.

Pour le haut-commissaire et par délégation : le secrétaire général du haut-commissariat,
Xavier MAROTEL

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE**ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES**

Arrêté n° 1228 CM du 30 juillet 2024 portant nomination de Mme Moerani LEHARTEL en qualité de directrice générale des ressources humaines

NOR : DRH24202117AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport de la ministre de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration, du développement des archipels et de la formation professionnelle,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2016-38 APF du 26 mai 2016 modifiée relative aux agents publics occupant des emplois fonctionnels ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 30 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Mme Moerani LEHARTEL est nommée en qualité de directrice générale des ressources humaines à compter du 9 août 2024.

Art. 2. — La ministre de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration, du développement des archipels et de la formation professionnelle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 juillet 2024.

La vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions,

Minarii GALENON-TAUPUA

La ministre de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration, du développement des archipels et de la formation professionnelle,

Vannina CROLAS

Arrêté n° 1234 CM du 30 juillet 2024 fixant les conditions d'octroi et de durée des autorisations spéciales d'absence accordées aux fonctionnaires, aux fonctionnaires stagiaires et aux agents non titulaires de la Polynésie française pour événements familiaux

NOR : DRH24201683AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport de la ministre de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration, du développement des archipels et de la formation professionnelle,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-220 AT du 14 décembre 1995 modifiée relative aux congés, à l'organisation du comité médical et aux conditions d'aptitude physique des fonctionnaires ;

Vu la délibération n° 98-188 APF du 19 novembre 1998 modifiée fixant les dispositions applicables aux fonctionnaires stagiaires de la fonction publique du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-15 APF du 22 janvier 2004 modifiée relative aux agents non titulaires des services, des autorités administratives indépendantes et des établissements publics administratifs de la Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 30 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — En application de l'article 57 de la délibération n° 95-220 AT du 14 décembre 1995 modifiée susvisée, les fonctionnaires, les fonctionnaires stagiaires et les agents non titulaires en activité ont droit à des autorisations spéciales d'absence pour événements familiaux avec maintien du traitement, dans les conditions suivantes :

- mariage du fonctionnaire, du fonctionnaire stagiaire ou de l'agent non titulaire : 5 jours ouvrés ;
- décès du conjoint, du concubin, du partenaire lié par un pacte civil de solidarité, d'un enfant, du père, de la mère, d'un beau-parent, d'un frère, d'une sœur, d'un grand-parent : 3 jours ouvrés ;
- naissance ou adoption d'un enfant : 3 jours ouvrés ;
- baptême d'un enfant : 1 jour ouvré ;
- mariage d'un enfant, d'un frère, d'une sœur : 1 jour ouvré ;
- allaitement d'un enfant : les mères allaitant leurs enfants disposent à cet effet d'une heure par jour durant les heures de travail, pendant une période de quinze mois à compter du jour de la naissance. Cette autorisation spéciale est accordée sur présentation d'un certificat médical.

Art. 2. — Les autorisations spéciales d'absence visées par le présent arrêté sont accordées aux fonctionnaires, aux fonctionnaires stagiaires ou aux agents non titulaires, à leur demande, par le Président de la Polynésie française.

La demande doit être accompagnée des justificatifs se rapportant à l'évènement en cause.

Art. 3. — Ces jours d'autorisation spéciales d'absence doivent être pris dans les 8 jours calendaires entourant l'évènement familial et ne pourront en aucun cas être reportés.

Art. 4. — À titre transitoire, les dispositions du présent arrêté s'appliquent aux demandes d'autorisations spéciales d'absence en cours intervenues avant l'entrée en vigueur du présent texte.

Art. 5. — L'arrêté n° 783 CM du 5 mai 2004 fixant les conditions d'octroi et de durée des autorisations spéciales d'absence et des congés accordés aux fonctionnaires de la Polynésie française et aux agents non titulaires pour événements spéciaux est abrogé.

Art. 6. — La ministre de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration, du développement des archipels et de la formation professionnelle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 juillet 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

La ministre de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration, du développement des archipels et de la formation professionnelle,

Vannina CROLAS

Arrêté n° 1238 CM du 31 juillet 2024 portant modification de l'arrêté n° 809 CM du 28 juillet 1995 modifié fixant les tarifs d'autorité de la Caisse de prévoyance sociale pour les actes dispensés par des praticiens médicaux et paramédicaux non conventionnés

NOR : DPS24201514AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 74-22 du 14 février 1974 modifiée instituant un régime d'assurance maladie-invalidité au profit des travailleurs salariés ;

Vu la délibération n° 94-170 AT du 29 décembre 1994 modifiée instituant le régime d'assurance maladie des personnes non salariées ;

Vu la délibération n° 95-262 AT du 20 décembre 1995 modifiée instituant et modifiant les conditions du risque maladie des ressortissants du régime de solidarité territorial ;

Vu la délibération n° 95-109 AT du 3 août 1995 modifiée relative aux rapports entre les professionnels de santé du secteur privé et la Caisse de prévoyance sociale ;

Vu la délibération n° 2003-125 APF du 28 août 2003 modifiée relative à l'instauration d'une codification des actes professionnels des médecins, chirurgiens-dentistes, sages-femmes et auxiliaires médicaux en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 809 CM du 28 juillet 1995 modifié fixant les tarifs d'autorité de la Caisse de prévoyance sociale pour les actes dispensés par des praticiens médicaux et paramédicaux non conventionnés ;

Vu l'arrêté n° 45 CM du 18 janvier 2012 modifié relatif à la codification polynésienne des actes médicaux et fixant les tarifs d'autorité de ces actes ;

Vu l'arrêté n° 446 CM du 27 mars 2019 relatif à la codification polynésienne des actes professionnels exécutés par les docteurs en médecine, les chirurgiens-dentistes, les sages-femmes et les auxiliaires médicaux ;

Vu l'arrêté n° 447 CM du 27 mars 2019 modifié relatif à la Nomenclature polynésienne des actes professionnels (NPAP) applicable aux auxiliaires médicaux et à certains actes des médecins, chirurgiens-dentistes et sages-femmes ;

Vu l'avis du conseil d'administration de la Caisse de prévoyance sociale en date du 3 mai 2024 ;

Vu l'avis de l'agence de régulation de l'action sanitaire et sociale en date du 19 juillet 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 30 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Au 1° de l'article 1er de l'arrêté n° 809 CM du 28 juillet 1995 modifié susvisé, après la ligne : « MU », sont insérées les lignes suivantes :

« MEG : Majoration pour la prise en charge des enfants jusqu'à 6 ans par le médecin généraliste : 355

« MEP : Majoration pour la prise en charge des enfants jusqu'à 6 ans par le pédiatre : 355

« MSH : Majoration pour la consultation de suivi de sortie d'hospitalisation de court séjour des patients à forte comorbidité : 355

« MSO : Majoration de suivi et de coordination de la prise en charge des enfants de 3 à 12 ans en risque avéré d'obésité, par le médecin traitant de l'enfant : 355

« MEO : Majoration orthophoniste pour la prise en charge des enfants de moins de 3 ans : 400

« IFN : Indemnité Forfaitaire Neurologique de l'orthophoniste : 250

« IFS : Indemnité forfaitaire du masseur-kinésithérapeute pour la prise en charge précoce post-hospitalisation : 250 »

Art. 2. — Le présent arrêté entre en vigueur à compter du lundi de la cinquième semaine qui suit sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 3. — Le ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 juillet 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée,
Cédric MERCADAL

Arrêté n° 1239 CM du 31 juillet 2024 portant modification de l'arrêté n° 447 CM du 27 mars 2019 modifié relatif à la Nomenclature polynésienne des actes professionnels (NPAP) applicable aux auxiliaires médicaux et à certains actes des médecins, chirurgiens-dentistes et sages-femmes

NOR : DPS24201517AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 74-22 du 14 février 1974 modifiée instituant un régime d'assurance maladie-invalidité au profit des travailleurs salariés ;

Vu la délibération n° 94-170 AT du 29 décembre 1994 modifiée instituant le régime d'assurance maladie des personnes non salariées ;

Vu la délibération n° 95-109 AT du 3 août 1995 modifiée relative aux rapports entre les professionnels de santé du secteur privé et la Caisse de prévoyance sociale ;

Vu la délibération n° 95-262 AT du 20 décembre 1995 modifiée instituant et modifiant les conditions du risque maladie des ressortissants du régime de solidarité territorial ;

Vu la délibération n° 2003-125 APF du 28 août 2003 modifiée relative à l'instauration d'une codification des actes professionnels des médecins, chirurgiens-dentistes, sages-femmes et auxiliaires médicaux en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 809 CM du 28 juillet 1995 modifié fixant les tarifs d'autorité de la Caisse de prévoyance sociale pour les actes dispensés par des praticiens médicaux et paramédicaux non conventionnés ;

Vu l'arrêté n° 45 CM du 18 janvier 2012 modifié relatif à la codification des actes professionnels des médecins de Polynésie française et fixant les tarifs d'autorité des actes professionnels des médecins non conventionnés ;

Vu l'arrêté n° 446 CM du 27 mars 2019 relatif à la codification polynésienne des actes professionnels exécutés par les docteurs en médecine, les chirurgiens-dentistes, les sages-femmes et les auxiliaires médicaux ;

Vu l'arrêté n° 447 CM du 27 mars 2019 modifié relatif à la Nomenclature polynésienne des actes professionnels (NPAP) applicable aux auxiliaires médicaux et à certains actes des médecins, chirurgiens-dentistes et sages-femmes ;

Vu l'avis du conseil d'administration de la Caisse de prévoyance sociale (CPS) en date du 3 mai 2024 ;

Vu l'avis de l'agence de régulation de l'action sanitaire et sociale en date du 19 juillet 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 30 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Au « c) » de l'article 5 de l'arrêté n° 447 CM du 27 mars 2019 modifié susvisé, après les mots : « fait l'objet », sont ajoutés les mots : « , sauf dispositions réglementaires dérogatoires, ».

Art. 2. — À l'article 7 de l'arrêté n° 447 CM du 27 mars 2019 modifié susvisé, au « C », les sixième et septième alinéa sont rédigés ainsi qu'il suit :

« Le délai pour la complétude de la demande est de quinze jours. L'absence de transmission des pièces manquantes par le professionnel de santé dans le délai imparti conduit au rejet de la demande.

« Le silence gardé par l'organisme de gestion pendant plus de quinze jours après réception des pièces complémentaires sur la demande de prise en charge vaut décision d'acceptation ».

Art. 3. — Au B.4. de l'article 11 de l'arrêté n° 447 CM du 27 mars 2019 modifié susvisé, au dernier alinéa, après les mots : « ne sont pas cumulables entre eux », sont ajoutés les mots : « au cours de la même séance, ».

Art. 4. — À la fin de l'article 14 de l'arrêté n° 447 CM du 27 mars 2019 modifié susvisé, sont ajoutés les paragraphes IV et V suivants :

« IV Majorations pour certains actes réalisés par les orthophonistes

« - majoration pour la prise en charge des enfants de moins de 3 ans : MEO

« Majoration pour la prise en charge des enfants de moins de 3 ans ayant fait l'objet d'un diagnostic médical de Troubles sévères des interactions, de la communication (TSA) ; les syndromes génétiques responsables de troubles du langage et les pathologies neurologiques entraînant des troubles du langage. Cette majoration peut être facturable pour tous les actes de rééducation réalisés jusqu'à la date anniversaire des 3 ans ;

« - Indemnité forfaitaire neurologique : IFN

« Cette indemnité est facturable pour la prise en charge de pathologies neurologiques ou neurodégénératives, pour chaque acte de rééducation et/ou maintien et/ou adaptation des fonctions de communication, du langage, des troubles cognitivo-linguistiques et des fonctions oro-myo faciales chez les patients atteints de pathologies neurodégénératives ou neurologiques d'origine vasculaire, tumorale ou post-traumatique (actes 04010124 et 04010125).

« V- Majorations pour certains actes réalisés par les masseurs-kinésithérapeutes

« - Indemnité forfaitaire pour la prise en charge précoce post-hospitalisation : IFS

« Cette indemnité est facturable pour tous les actes réalisés dans les 6 semaines qui suivent la sortie d'hospitalisation pour affection neurologique ou mise en place de prothèse articulaire du membre inférieur. L'indemnité ne peut être facturée que si le bilan initial est réalisé dans les 7 jours suivant la sortie d'hospitalisation. Cette indemnité n'est facturable que pour une rééducation à domicile comprenant au moins 15 séances de kinésithérapie sur les 2 mois suivant la sortie d'hospitalisation ».

Art. 5. — Le « II » de l'article 15 de l'arrêté n° 447 CM du 27 mars 2019 modifié susvisé est rédigé ainsi qu'il suit :

« II Première consultation de santé sexuelle, de contraception et de prévention des maladies sexuellement transmissibles, par un médecin généraliste, un gynécologue, un gynécologue-obstétricien, une sage-femme ou un pédiatre

« La consultation de santé sexuelle, de contraception et de prévention est dénommée "CCP".

« Cette consultation est réservée aux personnes de moins de 26 ans.

« Cette consultation permet d'aborder des sujets relatifs à la santé sexuelle et reproductive dans une approche globale (prévention et promotion, contraception, vaccination, dépistage et traitement des infections sexuellement transmissibles, repérage des situations de violences et/ou discriminations en rapport avec la vie sexuelle).

« Lors de cette consultation le praticien informe le(la) patient(e) sur les méthodes contraceptives et sur les maladies sexuellement transmissibles. Il conseille, prescrit et explique l'emploi de la méthode choisie et ses éventuelles interactions médicamenteuses. Il inscrit les conclusions de cette visite dans le dossier médical du patient.

« Elle peut être réalisée par un médecin généraliste, un gynécologue, un gynécologue-obstétricien, une sage-femme ou un pédiatre. Elle ne peut être facturée qu'une seule fois par patient(e).

« Cette consultation est facturée à tarif opposable.

« Le médecin doit informer le(la) patient(e) du droit au secret pour cette prestation et doit respecter la décision du patient ».

Art. 6. — L'annexe II de l'arrêté n° 447 CM du 27 mars 2019 modifié susvisé est modifiée ainsi qu'il suit :

1° Au 3.5.1, le code 03050109 est remplacé par les codes 03050109 et 03050112 rédigés ainsi qu'il suit :

« Code acte	Désignation de l'acte	Coefficient	Lettre clé	AP
03050109	- forfait annuel, facturé à la fin de l'année de soins	200	TO ou ORT	AP »
03050112	ou - forfait semestriel, facturé à la fin du semestre de soins	100		

2° Le 4.1.1 est modifié ainsi qu'il suit :

a) Au premier alinéa, à la fin de la phrase : « Les cotations des actes de cet article ne sont pas cumulables entre elles » sont ajoutés les mots : « au cours d'une même séance » ;

b) À la ligne qui suit le code 04010109, les mots : « 2) Rééducation individuelle (accord préalable) » sont remplacés par les mots : « 2) Rééducation individuelle (accord préalable valable pendant 1 an et pour un nombre maximum de 100 séances) » ;

c) La ligne du code 04010123 est rédigée ainsi qu'il suit :

« 04010123	Éducation ou rééducation de la communication et du langage dans les handicaps moteur, sensoriel et/ou les déficiences intellectuelles (inclus paralysie cérébrale, troubles du spectre de l'autisme et maladies génétiques), par séance	13,8	AMO	AP »
------------	---	------	-----	------

d) Aux codes 04010124 et 04010125, dans la colonne « désignation de l'acte », à la fin de l'alinéa sont ajoutés les mots : « , par séance » ;

e) Après le code 04010127, la ligne relative au « 3) Rééducation nécessitant des techniques de groupe (accord préalable) » et les codes 04010128 à 04010140 sont remplacés par le code 04010141 rédigé ainsi qu'il suit :

« 04010141	Rééducation en groupe homogène hors acte en rééducation individuelle exclusive, par séance et par patient, en présentiel 4 patients maximum par séance	9	AMO	AP »
------------	---	---	-----	------

3° Au premier alinéa du 3° du 7.2.2, les mots : « J7 » sont remplacés par les mots : « J12 » ;

4° Au 12.1.3, après le code 12010309, sont ajoutés les codes 12010310 et 12010311 rédigés ainsi qu'il suit :

« 12010310	Pose de système de traitement par pression négative (console et pansement) à usage unique avec pansement faisant office de réservoir. Prescription initiale hospitalière pour 30 jours et pouvant être renouvelée une fois au maximum. Suivi hebdomadaire par le prescripteur initial de l'évolution de la plaie et de l'état général du patient. Indications médicales selon les recommandations HAS : traitement de seconde intention des plaies chroniques (ulcères de jambe veineux ou mixtes à prédominance veineuse et plaies du pied diabétique) faiblement à modérément exsudatives, après échec d'un traitement de première intention bien conduit. Un nouveau système de traitement est posé lorsque le système en place est saturé ou après 7 jours de traitement.	4,6	AMI ou SFI
12010311	Mise en place de pansement additionnel (sans changement de console) pour Traitement par pression négative (TPN) à usage unique avec pansement faisant office de réservoir. Indications médicales selon les recommandations HAS.	2	AMI ou SFI »

5° Le 12.1.4 est modifié ainsi qu'il suit :

a) La « désignation de l'acte » du code 12010402 est rédigée ainsi qu'il suit : « Alimentation entérale par nutri-pompe, y compris le rinçage et la surveillance, par séance » ;

b) La « désignation de l'acte » du code 12010403 est rédigée ainsi qu'il suit : « Alimentation entérale par voie jéjunale avec sondage de la stomie, y compris le rinçage, le pansement et la surveillance, par séance » et le chiffre de la colonne « coefficient » est remplacé par le chiffre suivant : « 3,5 » ;

c) Après le code 12010403, est ajouté le code 12010404 rédigé ainsi qu'il suit :

« 12010404	Changement de bouton de gastrostomie, dans la limite de 4 par an	3	AMI ou SFI »
------------	--	---	--------------

6° Au 12.1.6, après le code 12010610, est ajouté le code 12010611 rédigé ainsi qu'il suit :

« 12010611	Retrait d'une sonde vésicale à demeure	2	AMI ou SFI »
------------	--	---	--------------

7° Au 12.1.9, au code 12010901, après les mots : « troubles psychiatriques », sont ajoutés les mots : « ou troubles cognitifs (congénitaux, maladies neurodégénératives ou apparentées) » ;

8° Le 12.1.10 est modifié ainsi qu'il suit :

a) Les deux derniers alinéas de la « désignation de l'acte » du code 12011003 sont remplacés par les deux alinéas suivants :

« Ces séances ne peuvent être prescrites pour une durée supérieure à douze mois.

« Leur renouvellement nécessite la prescription et l'élaboration d'une nouvelle démarche de soins infirmiers, excepté pour les patients grabataires dont l'état est permanent » ;

b) Le dernier alinéa de la « désignation de l'acte » du code 12011004 est remplacé par deux alinéas ainsi rédigés :

« Ces séances ne peuvent être prescrites pour une durée supérieure à douze mois.

« Leur renouvellement nécessite la prescription et l'élaboration d'une nouvelle démarche de soins infirmiers, excepté pour les patients grabataires dont l'état est permanent » ;

c) Les deux derniers alinéas de la « désignation de l'acte » de la ligne suivant le code 12011005 sont remplacés par deux alinéas ainsi rédigés ainsi qu'il suit :

« Ces séances ne peuvent être prescrites pour une durée supérieure à douze mois.

« Leur renouvellement nécessite la prescription et l'élaboration d'une nouvelle démarche de soins infirmiers, excepté pour les patients grabataires dont l'état est permanent » ;

9° Au 12.2.1, à la fin de la désignation de l'acte du code 12020102, sont ajoutés les mots suivants : « ou cathéter périnerveux » ;

10° Le 12.2.3 est rédigé ainsi qu'il suit :

« 12.2.3. Perfusions

« Ces actes sont réalisés soit en application d'une prescription médicale qui sauf urgence, est écrite, qualitative et quantitative, datée et signée soit en application d'un protocole écrit, qualitatif et quantitatif préalablement établi, daté et signé par un médecin.

« La séance de perfusion permet d'administrer chez un patient des solutés et/ou des médicaments de façon continue ou discontinue par voie veineuse ou par voie sous cutanée ou par voie endorectale.

« Selon le protocole thérapeutique établi par le médecin prescripteur, la perfusion nécessite soit la surveillance continue de l'infirmier, soit l'organisation d'une surveillance pour les perfusions dont la durée est supérieure à une heure.

« Toute séance de perfusion comprend la préparation des produits à injecter, la préparation du matériel de perfusion, l'éventuelle pose ou retrait d'un dispositif, la perfusion des produits de façon successive ou simultanée, la surveillance, l'organisation de contrôles, la gestion des complications éventuelles et l'arrêt de la perfusion, le jour même, avec le pansement.

« Ces contrôles et les interventions à domicile pour complications peuvent donner lieu à des frais de déplacement.

Code acte	Désignation de l'acte	Coefficient	Lettre clé
12020301	Forfait pour séance de perfusion courte, d'une durée inférieure ou égale à trente minutes, avec surveillance continue	9	AMI ou SFI
12020302	Forfait pour séance de perfusion courte, d'une durée inférieure ou égale à trente minutes, sans surveillance continue	7	AMI ou SFI
12020303	Supplément forfaitaire pour surveillance continue d'une perfusion au-delà des 30 premières minutes, par tranche supplémentaire de 30 minutes effectuées (avec un maximum de trois heures par séance pour la surveillance continue)	3	AMI ou SFI
12020304	Forfait pour séance de perfusion, sans surveillance continue, d'une durée supérieure à une heure, avec organisation d'une surveillance (dans la limite d'une facturation par 72 h)	14	AMI ou SFI
12020305	Forfait pour arrêt et retrait du dispositif d'une perfusion, y compris le pansement, la tenue du dossier de soins éventuellement la transmission d'informations nécessaires au médecin prescripteur ; ce forfait ne se cumule pas avec un forfait de perfusion	4	AMI ou SFI
12020306	Supplément forfaitaire pour l'organisation de la surveillance d'une perfusion, de la planification des soins, y compris la coordination avec les autres professionnels de santé, les prestataires et les services sociaux, à l'exclusion du jour de la pose et de celui du retrait, par jour (ne peuvent être notés, à l'occasion de cet acte, des frais de déplacements ou des majorations de nuit ou de dimanche)	1,6	AMI ou SFI
12020307	Changement de flacon(s) ou branchement en Y sur dispositif en place ou intervention ou contrôle du débit, pour une perfusion sans surveillance continue, en dehors de la séance de pose	3,9	AMI ou SFI
12020308	Acte de pose d'un dispositif de perfusion veineuse. Cet acte ne se cumule pas avec un forfait de perfusion	3,5	AMI ou SFI
12020309	Acte de pose d'un dispositif de perfusion sous-cutanée. Cet acte ne se cumule pas avec un forfait de perfusion.	2,9	AMI ou SFI
	Les actes du 12.2.3 se cumulent à taux pleins par dérogation à l'article 11B, le cas échéant en cas de séances itératives le même jour. »		

11° Le 12.2.4 est modifié ainsi qu'il suit :

a) La ligne faisant suite au code 12020404, est rédigée ainsi qu'il suit :

	« Perfusion, surveillance et planification des soins : Dans les mêmes conditions que celles prévues au 12.2.3 Perfusion »		
--	--	--	--

b) Les codes 12020405 à 12020410 sont rédigés ainsi qu'il suit :

« 12020405	Forfait pour séance de perfusion courte, d'une durée inférieure ou égale à trente minutes, avec surveillance continue	10	AMI ou SFI
12020406	Forfait pour séance de perfusion courte, d'une durée inférieure ou égale à trente minutes, sans surveillance continue	8	AMI ou SFI
12020407	Supplément forfaitaire pour surveillance continue d'une perfusion au-delà des 30 premières minutes, par tranche supplémentaire de 30 minutes effectuées (avec un maximum de trois heures par séance pour la surveillance continue)	4	AMI ou SFI
12020408	Forfait pour séance de perfusion, sans surveillance continue, d'une durée supérieure à une heure, avec organisation d'une surveillance (dans la limite d'une facturation par 72h)	15	AMI ou SFI
12020409	Forfait pour arrêt et retrait du dispositif d'une perfusion, y compris le pansement, la tenue du dossier de soins éventuellement la transmission d'informations nécessaires au médecin prescripteur ; ce forfait ne se cumule pas avec un forfait de perfusion	2	AMI ou SFI
12020410	Supplément forfaitaire pour l'organisation de la surveillance d'une perfusion, de la planification des soins, y compris la coordination avec les autres professionnels de santé, les prestataires et les services sociaux, à l'exclusion du jour de la pose et de celui du retrait, par jour (ne peuvent être notés, à l'occasion de cet acte, des frais de déplacements ou des majorations de nuit ou de dimanche)	2,6	AMI ou SFI »

c) Après le code 12020410, sont insérés les codes 12020411 à 12020413 :

« 12020411	Changement de flacon(s) ou branchement en Y sur dispositif en place ou intervention ou contrôle du débit, pour une perfusion sans surveillance continue, en dehors de la séance de pose	4,9	AMI ou SFI
12020412	Acte de pose d'un dispositif de perfusion veineuse. Cet acte ne se cumule pas avec un forfait de perfusion.	4,5	AMI ou SFI
12020413	Acte de pose d'un dispositif de perfusion sous-cutanée. Cet acte ne se cumule pas avec un forfait de perfusion.	3,9	AMI ou SFI »

d) Après le code 12020413, il est inséré une ligne rédigée ainsi qu'il suit :

« Les actes du 12.2.4 se cumulent à taux pleins par dérogation à l'article 11B, le cas échéant en cas de séances itératives le même jour. »		
---	--	--

Art. 7. — Le présent arrêté entre en vigueur à compter du lundi de la cinquième semaine qui suit la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 8. — Le ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 juillet 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée,

Cédric MERCADAL

Arrêté n° 1240 CM du 31 juillet 2024 portant modification de l'arrêté n° 45 CM du 18 janvier 2012 modifié relatif à la codification polynésienne des actes médicaux et fixant les tarifs d'autorité de ces actes*NOR : DPS24201520AC-1*

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 74-22 du 14 février 1974 modifiée instituant un régime d'assurance maladie-invalidité au profit des travailleurs salariés ;

Vu la délibération n° 94-170 AT du 29 décembre 1994 modifiée instituant le régime d'assurance maladie des personnes non salariées ;

Vu la délibération n° 95-262 AT du 20 décembre 1995 modifiée instituant et modifiant les conditions du risque maladie des ressortissants du régime de solidarité territorial ;

Vu la délibération n° 95-109 AT du 3 août 1995 modifiée relative aux rapports entre les professionnels de santé du secteur privé et la Caisse de prévoyance sociale ;

Vu la délibération n° 2003-125 APF du 28 août 2003 modifiée relative à l'instauration d'une codification des actes professionnels des médecins, chirurgiens-dentistes, sages-femmes et auxiliaires médicaux en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 809 CM du 28 juillet 1995 modifié fixant les tarifs d'autorité de la Caisse de prévoyance sociale pour les actes dispensés par des praticiens médicaux et paramédicaux non conventionnés ;

Vu l'arrêté n° 45 CM du 18 janvier 2012 modifié relatif à la codification polynésienne des actes médicaux et fixant les tarifs d'autorité de ces actes ;

Vu l'arrêté n° 446 CM du 27 mars 2019 relatif à la codification polynésienne des actes professionnels exécutés par les docteurs en médecine, les chirurgiens-dentistes, les sages-femmes et les auxiliaires médicaux ;

Vu l'arrêté n° 447 CM du 27 mars 2019 modifié relatif à la Nomenclature polynésienne des actes professionnels (NPAP) applicable aux auxiliaires médicaux et à certains actes des médecins, chirurgiens-dentistes et sages-femmes ;

Vu l'avis du conseil d'administration de la Caisse de prévoyance sociale en date du 3 mai 2024 ;

Vu l'avis de l'agence de régulation de l'action sanitaire et sociale en date du 19 juillet 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 30 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — À la subdivision 04.0403.08 du livre II, fixé en annexe 2 de l'arrêté n° 45 CM du 18 janvier 2012 modifié susvisé, après le code EJNF002, sont ajoutés les codes EJNJ014, EJSF007, EJSF019 et EJSF021 rédigés ainsi qu'il suit :

EJNJ014	<p>Occlusion de veine du membre inférieur par injection intraveineuse transcutanée de produit sclérosant avec guidage échographique</p> <p>À l'exclusion de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - occlusion de la grande veine saphène par injection intraveineuse transcutanée de produit sclérosant avec guidage échographique (EJSF007) ; - occlusion de la petite veine saphène par injection intraveineuse transcutanée de produit sclérosant avec guidage échographique (EJSF019) ; - occlusion pour récurrence d'insuffisance de la grande veine saphène au trigone fémoral [triangle de scarpa] et/ou de la petite veine saphène à la fosse poplitée [creux poplité] par injection intraveineuse transcutanée de produit sclérosant avec guidage échographique (EJSF021). <p>Indication : selon les recommandations du conseil national professionnel de médecine vasculaire</p> <p>Facturation : le tarif prend en compte :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le repérage échographique préprocédure immédiat ; - le guidage échographique ; - le contrôle échographique postprocédure immédiat ; <p>ne peut pas être codé en association avec une séance d'occlusion de veine du membre inférieur, par injection intraveineuse transcutanée de produit sclérosant sans guidage (EJNF002) sur le même membre</p>	1	0	4.470	RC	ATM
EJSF007	<p>Occlusion de la grande veine saphène par injection intraveineuse transcutanée de produit sclérosant avec guidage échographique</p> <p>Avec ou sans :</p> <ul style="list-style-type: none"> - sclérose et/ou phlébectomie de veine variqueuse superficielle collatérale et/ou accessoire de la grande veine saphène ; - sclérose et/ou ligature de veine perforante du territoire de la grande veine saphène. <p>Indication :</p> <ul style="list-style-type: none"> - insuffisance de la grande veine saphène symptomatique associée à un reflux documenté par échodoppler ; - traitement de première intention pour un diamètre interne mesuré en coupe échographique transversale à mi-cuisse, en position debout, inférieur ou égal à 8 mm hors ectasie ; - selon les recommandations du conseil national professionnel de médecine vasculaire. <p>Facturation : le tarif prend en compte :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le repérage échographique préprocédure immédiat ; - le guidage échographique ; - le contrôle échographique postprocédure immédiat. 	1	0	11.293	RC	ATM

EJSF019	<p>Occlusion de la petite veine saphène par injection intraveineuse transcutanée de produit sclérosant avec guidage échographique</p> <p>Avec ou sans :</p> <ul style="list-style-type: none"> - sclérose et/ou phlébectomie de veine variqueuse superficielle collatérale et/ou accessoire de la petite veine saphène ; - sclérose et/ou ligature de veine perforante du territoire de la petite veine saphène. <p>Indication :</p> <ul style="list-style-type: none"> - insuffisance de la petite veine saphène symptomatique associée à un reflux documenté par échodoppler ; - traitement de première intention pour un diamètre interne mesuré en coupe échographique transversale à mi-mollet, en position debout, inférieur ou égal à 8 mm hors ectasie ; - selon les recommandations du conseil national professionnel de médecine vasculaire. <p>Facturation : le tarif prend en compte :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le repérage échographique préprocédure immédiat ; - le guidage échographique ; - le contrôle échographique postprocédure immédiat. 	1	0	11.293	RC	ATM
EJSF021	<p>Occlusion pour récurrence d'insuffisance de la grande veine saphène au trigone fémoral [triangle de Scarpa] et/ou de la petite veine saphène à la fosse poplitée [creux poplité] par injection intraveineuse transcutanée de produit sclérosant avec guidage échographique</p> <p>Sclérose de cavernome de veine saphène</p> <p>Avec ou sans :</p> <ul style="list-style-type: none"> - sclérose et/ou phlébectomie de veine variqueuse superficielle collatérale et/ou accessoire de saphène ; - sclérose et/ou ligature de veine perforante du territoire de veine saphène. <p>Indication : selon les recommandations du conseil national professionnel de médecine vasculaire</p> <p>Facturation : le tarif prend en compte :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le repérage échographique préprocédure immédiat ; - le guidage échographique ; - le contrôle échographique postprocédure immédiat. 	1	0	15.476	RC	ATM

Art. 2. — La subdivision 08.01.09.01 du livre II, fixé en annexe 2 de l'arrêté n° 45 CM du 18 janvier 2012 modifié susvisé est modifiée ainsi qu'il suit :

1°) Les codes JKQX027 et JKQX015 sont rédigés ainsi qu'il suit :

JKQX027	<p>Examen cytopathologique de contrôle de prélèvement [frottis] du col de l'utérus</p> <p>À l'exclusion de : examen cytopathologique de contrôle en phase liquide [technique monocouche] de prélèvement [frottis] du col de l'utérus (JKQX015)</p> <p>Indication : selon les recommandations de bonnes pratiques en vigueur, relatives :</p> <ul style="list-style-type: none"> - aux anomalies du test de dépistage de première intention ; - aux situations relevant d'un suivi spécifique. 	1	0	2.745		ATM
JKQX015	<p>Examen cytopathologique de contrôle en phase liquide [technique monocouche] de prélèvement [frottis] du col de l'utérus</p> <p>Indication : selon les recommandations de bonnes pratiques en vigueur, relative :</p> <ul style="list-style-type: none"> - aux anomalies du test de dépistage de première intention ; - aux situations relevant d'un suivi spécifique. <p>Environnement : lorsque la cytologie de dépistage de première intention a été effectuée sur un prélèvement cervicovaginal en phase liquide, l'examen cytopathologique de contrôle est réalisé sur ce même prélèvement au titre de cytologie reflexe en seconde intention, conformément aux recommandations de bonne pratique en vigueur.</p>	1	0	2.745		ATM

2°) Les codes JKQX001 et JKQX008 sont remplacés respectivement par les codes JKQX347 et JKQX261 pour le premier, et par les codes JKQX147 et JKQX426 pour le second, rédigés ainsi qu'il suit :

JKQX347	Examen cytopathologique de prélèvement [frottis] du col de l'utérus pour dépistage individuel À l'exclusion de : - examen cytopathologique en phase liquide [technique monocouche] de prélèvement [frottis] du col de l'utérus pour dépistage individuel (JKQX147) ; - examen cytopathologique de contrôle de prélèvement [frottis] du col de l'utérus (JKQX027). Indication : selon les recommandations de bonnes pratiques en vigueur. Environnement : la technique de référence est l'examen cytologique en phase liquide, conformément aux recommandations de la haute autorité de santé.	1	0	2.387		ATM
JKQX261	Examen cytopathologique de prélèvement [frottis] du col de l'utérus pour dépistage organisé À l'exclusion de : - examen cytopathologique en phase liquide [technique monocouche] de prélèvement [frottis] du col de l'utérus pour dépistage organisé (JKQX426) ; - examen cytopathologique de contrôle de prélèvement [frottis] du col de l'utérus (JKQX027). Environnement : selon les modalités prévues dans le cadre du dépistage organisé du cancer du col de l'utérus.	1	0	2.387		ATM
JKQX147	Examen cytopathologique en phase liquide [technique monocouche] de prélèvement [frottis] du col de l'utérus pour dépistage individuel À l'exclusion de : examen cytopathologique de contrôle en phase liquide [technique monocouche] de prélèvement [frottis] du col de l'utérus (JKQX015). Indication : selon les recommandations de bonnes pratiques en vigueur.	1	0	2.387		ATM
JKQX426	Examen cytopathologique en phase liquide [technique monocouche] de prélèvement [frottis] du col de l'utérus pour dépistage organisé À l'exclusion de : examen cytopathologique de contrôle en phase liquide [technique monocouche] de prélèvement [frottis] du col de l'utérus (JKQX015). Indication : selon les modalités prévues dans le cadre du dépistage organisé du cancer du col de l'utérus. Environnement : selon les modalités prévues dans le cadre du dépistage organisé du cancer du col de l'utérus.	1	0	2.387		ATM

Art. 3. — À la subdivision 11.01.03 du livre II fixé en annexe 2 de l'arrêté n^o 45 CM du 18 janvier 2012 modifié susvisé, pour le code LAQK027, les mots : « Formation : spécifique à cet acte en plus de la formation initiale », sont remplacés par les mots : « Formation : validée par l'ordre professionnel du professionnel concerné ».

Art. 4. — La subdivision 16.02.02 du livre II, fixé en annexe 2 de l'arrêté n^o 45 CM du 18 janvier 2012 modifié susvisé, est modifiée ainsi qu'il suit :

1°) Pour le code QEQQ004, les mots : « la direction de la santé » sont remplacés par les mots : « l'Institut du cancer de la Polynésie française sous réserve d'une convention avec le radiologue effecteur ».

2°) Après le code QEQQ004, il est inséré le code QEQH204 rédigé ainsi qu'il suit :

QEQH204	Angiomammographie spectrale unilatérale ou bilatérale Selon les recommandations de la HAS en vigueur Recueil prospectif de données (YYYY600)	1	0	13.439	2	ADI
---------	---	---	---	--------	---	-----

Art. 5. — À la subdivision 16.06.06 du livre II, fixé en annexe 2 de l'arrêté n° 45 CM du 18 janvier 2012 modifié susvisé, le code QEDA002 est rédigé ainsi qu'il suit :

QEDA002	Mastopexie unilatérale, sans pose d'implant prothétique Indication: symétrisation mammaire en cas de mastectomie partielle ou totale du sein controlatéral pour cancer Anesthésie	1	0	30.119 13.857	AP	ADC ADA
		4	0			

Art. 6. — À la subdivision 17.02.06.02 du livre II, fixé en annexe 2 de l'arrêté n° 45 CM du 18 janvier 2012 modifié susvisé, le code ZZQX173 est remplacé par les codes ZZQX628 et ZZQX603 rédigés ainsi qu'il suit :

ZZQX628	Test de détection de l'acide ribonucléique ou désoxyribonucléique des papillomavirus humains oncogènes [test HPV à ARNm ou test HPV à ADN] pour dépistage individuel Indication : selon les recommandations de bonnes pratiques en vigueur Formation : spécifique à la biologie moléculaire Environnement : conforme aux conditions requises pour l'accréditation en biologie médicale pour la réalisation d'examens de biologie moléculaire	1	0	2.387		ATM
ZZQX603	Test de détection de l'acide ribonucléique ou désoxyribonucléique des papillomavirus humains oncogènes [test HPV à ARNm ou test HPV à ADN] pour dépistage organisé Indication : selon les modalités prévues dans le cadre du dépistage organisé du cancer du col de l'utérus Formation : spécifique à la biologie moléculaire	1	0	2.387		ATM

Art. 7. — Avant la subdivision 17.03 du livre II fixé en annexe 2 de l'arrêté n° 45 CM du 18 janvier 2012 modifié susvisé, il est ajouté la subdivision 17.02. 07, comprenant les codes ZZQX065 et ZZQX086, rédigés ainsi qu'il suit :

« 17.02.07 - Examen anatomocytopathologique expertal

Le pathologiste expert doit exercer en relation avec un centre de compétence ou de référence et disposer dans son environnement des moyens techniques nécessaires pour aboutir à un diagnostic et un pronostic dans le champ des pathologies relevant de son expertise.

ZZQX065	<p>Examen histopathologique ou cytopathologique pour second avis</p> <p>À l'exclusion de : examen histopathologique ou cytopathologique de cancer rare pour seconde lecture (ZZQX086)</p> <p>Coder éventuellement : la réalisation de techniques complémentaires d'anatomie et cytologie pathologiques nécessaires à l'avis expertal</p> <p>Par lésion de diagnostic difficile, on entend : une lésion dont l'interprétation de l'examen histopathologique ou cytopathologique, incluant la séquence de colorations standards et éventuellement spéciales, de l'immunocytohistochimie et autres techniques, ne permet pas à l'observateur d'aboutir à un diagnostic de certitude ou aboutit à des diagnostics différents suivant les observateurs ou encore ne permet pas d'aboutir à une évaluation complète des facteurs pronostiques et prédictifs</p> <p>Indication : le pathologiste confronté au problème d'une lésion de diagnostic difficile ayant une incidence pronostique ou thérapeutique, qu'il ne peut résoudre seul en respectant son obligation de moyens, adresse à son initiative, à un expert de son choix, le matériel nécessaire à cette expertise de seconde intention, conformément aux recommandations de bonne pratique en vigueur</p> <p>Facturation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - par un pathologiste expert dans le domaine concerné, identifié dans l'outil de suivi des demandes d'avis mis en place par l'association française d'assurance Qualité en anatomie et cytologie pathologiques [AFAQAP] sous l'égide du Conseil national professionnel d'anatomie et cytologie pathologiques (CNPath) - ne peut pas être facturé pour : <ul style="list-style-type: none"> l'envoi d'un compte-rendu complémentaire au compte-rendu initial ; un cancer rare relevant d'un circuit de double lecture systématique des prélèvements tumoraux dans le cadre d'un dépistage de santé publique ; des demandes de techniques supplémentaires seules ; la réalisation par le pathologiste expert d'une technique déjà réalisée en première intention par le pathologiste demandeur ; - deux techniques complémentaires au plus peuvent être facturées par l'expert en lien avec cet examen de second avis. 	1	0	7.160		ATM
ZZQX086	<p>Examen histopathologique ou cytopathologique de cancer rare pour seconde lecture</p> <p>Indication : cancers entrant dans le champ des missions des réseaux nationaux anatomopathologiques pour cancers rares dont la liste est actualisée et publiée par l'Institut national du cancer [INCa]</p> <p>Environnement : dans le cadre d'un réseau labellisé comme réseau national de référence pour cancers rares</p>	1	0			ATM

Art. 8. — À l'article III-1 du livre III fixé en annexe 3 de l'arrêté n° 45 CM du 18 janvier 2012 modifié susvisé, les mots : « les actes d'anatomie et de cytologie pathologiques, » sont supprimés.

À titre transitoire, les établissements facturant des actes d'anatomie et de cytologie pathologiques conformément à l'arrêté n° 447 CM du 27 mars 2019 modifié susvisé peuvent continuer à le faire pendant une durée de deux ans à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté. Passé ce délai, ces actes sont facturés conformément à l'arrêté n° 45 CM du 18 janvier 2012 modifié susvisé.

Art. 9. — Le présent arrêté entre en vigueur à compter du lundi de la cinquième semaine qui suit la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 10. — Le ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 juillet 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée,

Cédric MERCADAL

Avis n° 1241 CM du 31 juillet 2024 portant sur le projet de décret portant diverses dispositions relatives aux îles artificielles, aux installations, aux ouvrages flottants et aux navires professionnels

NOR : DAM24202149AV-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la lettre de saisine n° HC 393 DIRAJ/BAJC du 2 juillet 2024,

Émet l'avis suivant :

Article 1er. — Le projet de décret portant diverses dispositions relatives aux îles artificielles, aux installations, aux ouvrages flottants et aux navires professionnels appelle un avis défavorable en tant qu'il étend en Polynésie française des dispositions qui empiètent sur les compétences de la Polynésie française, notamment en matière de sécurité de la circulation et de la navigation dans les eaux intérieures et d'activités nautiques.

Le gouvernement de la Polynésie française demande que le projet soit modifié de manière à prévoir :

- que les articles 7 et 11 ne soient pas étendus en Polynésie française ;
- que l'article 19-IV-2° soit réécrit de la manière suivante :

« Article 19-IV

« 2° L'article R. 622-1 est complété par les dispositions suivantes :

« Les articles R. 218-16 à R. 218-22 sont applicables en Polynésie française dans leur rédaction résultant du décret XXX du XXX xxx 2024 sous réserve des compétences dévolues à la Polynésie française par la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, notamment en matière de gestion et conservation de son domaine public, d'environnement et de sécurité maritime, et des adaptations suivantes : (...) ».

Art. 2. — Le présent avis sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 juillet 2024.

Moetai BROTHERRSON

Arrêté n° 1246 CM du 31 juillet 2024 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de la SCA Dream Pearls, sise à Fakarava, commune de Fakarava (exploitant n° 84)

NOR : DRM24201876AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2017-16 du 18 juillet 2017 modifiée réglementant les activités professionnelles liées à la production et la commercialisation des produits perliers et nacriers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1259 CM du 31 juillet 2017 modifié relatif aux conditions d'exercice des activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de produits perliers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 modifié portant fixation des tarifs d'occupation et d'utilisation du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 620 CM du 25 avril 2019 modifié portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de la SCA Dream Pearls, sise à Fakarava, commune de Fakarava (exploitant n° 84) ;

Vu l'avis favorable du maire de la commune de Fakarava du 16 avril 2024 ;

Vu l'avis favorable du président du comité de gestion de Fakarava du 16 avril 2024 ;

Vu la demande de renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime formulée par la la SCA Dream Pearls du 20 avril 2024, reçue le 19 juin 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 30 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisée au profit de la SCA Dream Pearls, aux clauses et conditions du cahier des charges selon la réglementation en vigueur, pour une durée de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté, l'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole, sise à Fakarava, commune de Fakarava.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 4 emplacements d'une superficie totale de 94,13 ha (11,30 ha ; 15,65 ha ; 34,88 ha et 32,30 ha) ;
- pour l'implantation d'une maison d'exploitation et de greffe : 20 m².

Et tels que ces emplacements figurent sur le plan délivré par le service en charge de la perliculture.

Art. 3. — La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete, est fixée à 1 415 950 F CFP (un-million-quatre-cent-quinze-mille-neuf-cent-vingt-cinq francs CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 94,13 ha à 1 500 F CFP/1 000 m², soit 1 411 950 F CFP ;
- sur la base de 20 m² à 200 F CFP/m², soit 4 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4. — Conformément aux dispositions de l'article 14 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifié susvisée, toute occupation sans titre ni autorisation d'une dépendance du domaine public, donne lieu à recouvrement d'une indemnité dont le montant correspond à la totalité des redevances dont la Polynésie française a été frustrée, majorée de cent pour cent (100 %). Cette indemnité est exigible pour la période courant du 9 juillet 2024 jusqu'à la veille de la publication du présent arrêté.

Cette indemnité est payable à compter de la publication du présent arrêté.

Art. 5. — L'utilisation desdits emplacements est liée à l'obtention par la SCA Dream Pearls de ses autorisations d'exercer une activité de producteur de produits perliers.

Art. 6. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé(e) et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 juillet 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Taivini TEAI

Arrêté n° 1250 CM du 31 juillet 2024 portant prorogation au 30 septembre 2025 du délai d'exécution de l'arrêté n° 2912 CM du 29 décembre 2022 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Arutua pour la réalisation de l'opération intitulée « études de conception pour la construction d'une école-restaurant scolaire aux normes abri de survie à Arutua » (convention relative à des bâtiments publics pouvant servir d'abris de survie dans l'archipel des îles Tuamotu)

NOR : DDC24202127AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu la délibération n° 97-81 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création de la Délégation pour le développement des communes ;

Vu l'arrêté n° 2192 CM du 26 novembre 2010 modifié pris pour l'application de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu la convention relative à des bâtiments publics pouvant servir d'abris de survie dans l'archipel des îles Tuamotu ;

Vu l'arrêté n° 2912 CM du 29 décembre 2022 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Arutua pour la réalisation de l'opération intitulée « études de conception pour la construction d'une école-restaurant scolaire aux normes abri de survie à Arutua » (convention relative à des bâtiments publics pouvant servir d'abris de survie dans l'archipel des îles Tuamotu) ;

Vu le commencement d'exécution de l'opération en date du 31 mars 2023 ;

Vu la lettre de demande de prorogation n° 66/2024-fl en date du 18 juin 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 30 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Le délai d'exécution de l'arrêté n° 2912 CM du 29 décembre 2022 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Arutua pour la réalisation de l'opération intitulée « études de conception pour la construction d'une école-restaurant scolaire aux normes abri de survie à Arutua » (convention relative à des bâtiments publics pouvant servir d'abris de survie dans l'archipel des îles Tuamotu) est prorogé pour une période de douze (12) mois à compter du 30 septembre 2024, soit jusqu'au 30 septembre 2025 au plus tard.

Art. 2. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la commune de Arutua et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 juillet 2024.

Moetai BROTHERTON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Tevaiti-Ariipaea POMARE

Arrêté n° 1253 CM du 31 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Les Petits Princes de Aimeho pour soutenir le projet de déplacement d'une délégation d'élèves de CM2 de l'école de Teavaro au Parlement des enfants à Paris le 17 juin 2024 afin de défendre leur proposition de loi visant à favoriser la pratique sportive chez les jeunes

NOR : DEE24201562AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 99-76 APF du 14 octobre 1999 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention de fonctionnement présentée par l'association Les Petits Princes de Aimeho en date du 7 juin 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 30 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement de 500 000 F CFP (cinq-cent-mille francs CFP) en faveur de l'association Les Petits Princes de Aimeho pour soutenir le projet de déplacement d'une délégation d'élèves de CM2 de l'école de Teavaro au parlement des enfants à Paris le 17 juin 2024 afin de défendre leur proposition de loi visant à favoriser la pratique sportive chez les jeunes.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : programme 96905, article 657, centre de travail 8138-F.

Art. 3. — Le versement de la subvention de fonctionnement s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une 1re fraction de 50 %, soit 250 000 F CFP (deux-cent-cinquante-mille francs CFP) à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française ;
- le solde, soit 250 000 F CFP (deux-cent-cinquante-mille francs CFP) sur présentation des pièces justificatives des dépenses attestant de l'utilisation de la 1re fraction perçue.

Art. 4. — L'association Les Petits Princes de Aimeho s'engage à produire avant le 30 juin 2025, les pièces justificatives auprès de la direction générale de l'éducation et des enseignements attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté.

Art. 5. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de la subvention auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette subvention.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'association Les Petits Princes de Aimeho et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 juillet 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Tevaiti-Ariipaea POMARE

Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Ronny TERIIPAI

Arrêté n° 1254 CM du 1er août 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège du Taaone - Pirae pour financer la réalisation de plans d'intervention et d'évacuation

NOR : DEE24201934AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la convention n° 99-16 du 22 octobre 2016 modifiée relative à l'éducation entre la Polynésie française et l'État ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 modifiée portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement du premier et second cycle du second degré ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 732 CM du 17 juin 1987 modifié portant organisation administrative et financière des établissements publics territoriaux d'enseignement ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention de fonctionnement du collège du Taaone - Pirae pour l'exercice 2024 en date du 25 avril 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 30 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement de six-cent-trente-deux-mille-six-cent-quarante-deux francs CFP (632 642 F CFP) en faveur du collège du Taaone - Pirae pour financer la réalisation de plans d'intervention et d'évacuation.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : programme 96902, centre de travail 8133-F, article 657 « subventions ».

Art. 3. — Le versement de la subvention de fonctionnement s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une 1re fraction de 50 %, soit trois-cent-seize-mille-trois-cent-vingt-et-un francs CFP (316 321 F CFP), à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française ;
- le solde, soit trois-cent-seize-mille-trois-cent-vingt-et-un francs CFP (316 321 F CFP), sur justification du paiement effectif de la totalité de l'opération.

Art. 4. — Le collège du Taaone - Pirae s'engage à transmettre au plus tard le 30 septembre 2025, les pièces justificatives auprès de la direction générale de l'éducation et des enseignements attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté.

Art. 5. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au collège du Taaone - Pirae et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er août 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Tevaiti-Ariipaea POMARE

Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Ronny TERIIPAIA

Arrêté n° 1255 CM du 1er août 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège du Taaone - Pirae pour financer l'achat du mobilier de l'Unité localisée pour l'inclusion scolaire (ULIS)*NOR : DEE24201947AC-1*

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la convention n° 99-16 du 22 octobre 2016 modifiée relative à l'éducation entre la Polynésie française et l'État ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 modifiée portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement du premier et second cycle du second degré ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 732 CM du 17 juin 1987 modifié portant organisation administrative et financière des établissements publics territoriaux d'enseignement ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention de fonctionnement du collège du Taaone - Pirae pour l'exercice 2024 en date du 5 mai 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 30 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement de sept-cent-cinquante-six-mille-huit-cent-soixante-trois francs CFP (756 863 F CFP) en faveur du collège du Taaone - Pirae pour financer l'achat du mobilier de l'Unité localisée pour l'inclusion scolaire (ULIS).

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : programme 96902, centre de travail 8133-F, article 657 « subventions ».

Art. 3. — Le versement de la subvention de fonctionnement s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une 1re fraction de 50 %, soit trois-cent-soixante-dix-huit-mille-quatre-cent-trente-et-un francs CFP (378 431 F CFP), à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française ;
- le solde, soit trois-cent-soixante-dix-huit-mille-quatre-cent-trente-deux francs CFP (378 432 F CFP), sur justification du paiement effectif de la totalité de l'opération.

Art. 4. — Le collège du Taaone - Pirae s'engage à transmettre au plus tard le 30 septembre 2025, les pièces justificatives auprès de la direction générale de l'éducation et des enseignements attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté.

Art. 5. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au collège du Taaone - Pirae et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er août 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Tevaiti-Ariipaea POMARE

Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Ronny TERIIPAIA

Arrêté n° 1256 CM du 1er août 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Papara pour financer l'achat d'eau potable

NOR : DEE24201946AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la convention n° 99-16 du 22 octobre 2016 modifiée relative à l'éducation entre la Polynésie française et l'État ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 modifiée portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement du premier et second cycle du second degré ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 732 CM du 17 juin 1987 modifié portant organisation administrative et financière des établissements publics territoriaux d'enseignement ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention de fonctionnement du collège de Papara pour l'exercice 2024 en date du 21 mars 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 30 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement de quatre-cent-trente-sept-mille-neuf-cent-quatre-vingt-treize francs CFP (437 993 F CFP) en faveur du collège de Papara pour financer l'achat d'eau potable.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : programme 96902, centre de travail 8133-F, article 657 « subventions ».

Art. 3. — Le versement de la subvention de fonctionnement s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une 1re fraction de 50 %, soit deux-cent-dix-huit-mille-neuf-cent-quatre-vingt-seize francs CFP (218 996 F CFP), à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française ;
- le solde, soit deux-cent-dix-huit-mille-neuf-cent-quatre-vingt-dix-sept francs CFP (218 997 F CFP), sur justification du paiement effectif de la totalité de l'opération.

Art. 4. — Le collège de Papara s'engage à transmettre au plus tard le 30 septembre 2025, les pièces justificatives auprès de la direction générale de l'éducation et des enseignements attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté.

Art. 5. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au collège de Papara et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er août 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Tevaiti-Ariipaea POMARE

Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Ronny TERIIPAA

Arrêté n° 1257 CM du 1er août 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du lycée polyvalent Ihi-tea no Vavau pour financer l'acquisition de matériels de cuisine pour l'enseignement professionnel

NOR : DEE24201945AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la convention n° 99-16 du 22 octobre 2016 modifiée relative à l'éducation entre la Polynésie française et l'État ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 modifiée portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement du premier et second cycle du second degré ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 732 CM du 17 juin 1987 modifié portant organisation administrative et financière des établissements publics territoriaux d'enseignement ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention de fonctionnement du lycée polyvalent Ihi-tea no Vavau pour l'exercice 2024 en date du 25 avril 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 30 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement de deux-cent-vingt-trois-mille-huit-cent-un francs CFP (223 801 F CFP) en faveur du lycée polyvalent Ihi-tea no Vavau pour financer l'acquisition de matériels de cuisine pour l'enseignement professionnel.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : programme 96903, centre de travail 8133-F, article 657 « subventions ».

Art. 3. — Le versement de la subvention de fonctionnement s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une 1^{re} fraction de 50 %, soit cent-onze-mille-neuf-cents francs CFP (111 900 F CFP), à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française ;
- le solde, soit cent-onze-mille-neuf-cent-un francs CFP (111 901 F CFP), sur justification du paiement effectif de la totalité de l'opération.

Art. 4. — Le lycée polyvalent Ihi-tea no Vavau s'engage à transmettre au plus tard le 30 septembre 2025, les pièces justificatives auprès de la direction générale de l'éducation et des enseignements attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté.

Art. 5. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au lycée polyvalent Ihi-tea no Vavau et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er août 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Tevaiti-Ariipaea POMARE

Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Ronny TERIIPAIA

Arrêté n° 1258 CM du 1er août 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Taiohae - Nuku Hiva pour financer le surcoût des repas

NOR : DEE24201943AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la convention n° 99-16 du 22 octobre 2016 modifiée relative à l'éducation entre la Polynésie française et l'État ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 modifiée portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement du premier et second cycle du second degré ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 732 CM du 17 juin 1987 modifié portant organisation administrative et financière des établissements publics territoriaux d'enseignement ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention de fonctionnement du collège de Taiohae - Nuku Hiva pour l'exercice 2024 en date du 30 mai 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 30 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement de deux-millions-cinq-cent-cinquante-neuf-mille francs CFP (2 559 000 F CFP) en faveur du collège de Taiohae - Nuku Hiva pour financer le surcoût des repas.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : programme 96902, centre de travail 8133-F, article 657 « subventions ».

Art. 3. — Le versement de la subvention de fonctionnement s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une 1re fraction de 50 %, soit un-million-deux-cent-soixante-dix-neuf-mille-cinq-cents francs CFP (1 279 500 F CFP), à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française ;
- le solde, soit un-million-deux-cent-soixante-dix-neuf-mille-cinq-cents francs CFP (1 279 500 F CFP), sur justification du paiement effectif de la totalité de l'opération.

Art. 4. — Le collège de Taiohae - Nuku Hiva s'engage à transmettre au plus tard le 30 septembre 2025, les pièces justificatives auprès de la direction générale de l'éducation et des enseignements attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté.

Art. 5. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au collège de Taiohae - Nuku Hiva et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er août 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Tevaiti-Ariipaea POMARE

Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Ronny TERIIPAIA

Arrêté n° 1259 CM du 1er août 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Rangiroa pour financer la réfection des réseaux informatiques administratif et pédagogique

NOR : DEE24201942AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la convention n° 99-16 du 22 octobre 2016 modifiée relative à l'éducation entre la Polynésie française et l'État ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 modifiée portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement du premier et second cycle du second degré ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 732 CM du 17 juin 1987 modifié portant organisation administrative et financière des établissements publics territoriaux d'enseignement ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention de fonctionnement du collège de Rangiroa pour l'exercice 2024 en date du 30 mai 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 30 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement de un-million-quatre-cent-soixante-quatre-mille-cent-quarante francs CFP (1 464 140 F CFP) en faveur du collège de Rangiroa pour financer la réfection des réseaux informatiques administratif et pédagogique.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : programme 96903, centre de travail 8133-F, article 657 « subventions ».

Art. 3. — Le versement de la subvention de fonctionnement s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une 1re fraction de 50 %, soit sept-cent-trente-deux-mille-soixante-dix francs CFP (732 070 F CFP), à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française ;
- le solde, soit sept-cent-trente-deux-mille-soixante-dix francs CFP (732 070 F CFP), sur justification du paiement effectif de la totalité de l'opération.

Art. 4. — Le collège de Rangiroa s'engage à transmettre au plus tard le 30 septembre 2025, les pièces justificatives auprès de la direction générale de l'éducation et des enseignements attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté.

Art. 5. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au collège de Rangiroa et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er août 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Tevaiti-Ariipaea POMARE

Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Ronny TERIIPAIA

Arrêté n° 1260 CM du 1er août 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du lycée polyvalent Ihi-tea no Vavau pour financer les levées des réserves électriques

NOR : DEE24201939AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la convention n° 99-16 du 22 octobre 2016 modifiée relative à l'éducation entre la Polynésie française et l'État ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 modifiée portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement du premier et second cycle du second degré ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 732 CM du 17 juin 1987 modifié portant organisation administrative et financière des établissements publics territoriaux d'enseignement ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention de fonctionnement du lycée polyvalent Ihi-tea no Vavau pour l'exercice 2024 en date du 25 avril 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 30 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement de sept-cent-quatre-vingt-seize-mille-deux-cent-sept francs CFP (796 207 F CFP) en faveur du lycée polyvalent Ihi-tea no Vavau pour financer les levées des réserves électriques.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : programme 96903, centre de travail 8133-F, article 657 « subventions ».

Art. 3. — Le versement de la subvention de fonctionnement s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une 1re fraction de 50 %, soit trois-cent-quatre-vingt-dix-huit-mille-cent-trois francs CFP (398 103 F CFP), à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française ;
- le solde, soit trois-cent-quatre-vingt-dix-huit-mille-cent-quatre francs CFP (398 104 F CFP), sur justification du paiement effectif de la totalité de l'opération.

Art. 4. — Le lycée polyvalent Ihi-tea no Vavau s'engage à transmettre au plus tard le 30 septembre 2025, les pièces justificatives auprès de la direction générale de l'éducation et des enseignements attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté.

Art. 5. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au lycée polyvalent Ihi-tea no Vavau et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er août 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Tevaiti-Ariipaea POMARE

Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Ronny TERIIPAIA

Arrêté n° 1261 CM du 1er août 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du lycée Tuianu-Le-Gayic pour financer la réparation du truck

NOR : DEE24201937AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la convention n° 99-16 du 22 octobre 2016 modifiée relative à l'éducation entre la Polynésie française et l'État ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 modifiée portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement du premier et second cycle du second degré ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 732 CM du 17 juin 1987 modifié portant organisation administrative et financière des établissements publics territoriaux d'enseignement ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention de fonctionnement du lycée Tuianu-Le-Gayic pour l'exercice 2024 en date du 23 mai 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 30 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement de cinq-cent-trente-cinq-mille-cinq-cent-quarante-et-un francs CFP (535 541 F CFP) en faveur du lycée Tuianu-Le-Gayic pour financer la réparation du truck.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : programme 96903, centre de travail 8133-F, article 657 « subventions ».

Art. 3. — Le versement de la subvention de fonctionnement s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une 1re fraction de 50 %, soit deux-cent-soixante-sept-mille-sept-cent-soixante-dix francs CFP (267 770 F CFP), à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française ;
- le solde, soit deux-cent-soixante-sept-mille-sept-cent-soixante-et-onze francs CFP (267 771 F CFP), sur justification du paiement effectif de la totalité de l'opération.

Art. 4. — Le lycée Tuianu-Le-Gayic s'engage à transmettre au plus tard le 30 septembre 2025, les pièces justificatives auprès de la direction générale de l'éducation et des enseignements attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté.

Art. 5. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au lycée Tuianu-Le-Gayic et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er août 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Tevaiti-Ariipaea POMARE

Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Ronny TERIIPAIA

Arrêté n° 1262 CM du 1er août 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège Tinomana Ebb de Teva I Uta pour financer la réfection du câble de l'alarme anti-intrusion

NOR : DEE24201936AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la convention n° 99-16 du 22 octobre 2016 modifiée relative à l'éducation entre la Polynésie française et l'État ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 modifiée portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement du premier et second cycle du second degré ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 732 CM du 17 juin 1987 modifié portant organisation administrative et financière des établissements publics territoriaux d'enseignement ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention de fonctionnement du collège Tinomana Ebb de Teva I Uta pour l'exercice 2024 en date du 22 avril 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 30 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement de cinq-cent-vingt-quatre-mille-sept-cent-quatre-vingt-seize francs CFP (524 796 F CFP) en faveur du collège Tinomana Ebb de Teva I Uta pour financer la réfection du câble de l'alarme anti-intrusion.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : programme 96902, centre de travail 8133-F, article 657 « subventions ».

Art. 3. — Le versement de la subvention de fonctionnement s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une 1re fraction de 50 %, soit deux-cent-soixante-deux-mille-trois-cent-quatre-vingt-dix-huit francs CFP (262 398 F CFP), à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française ;
- le solde, soit deux-cent-soixante-deux-mille-trois-cent-quatre-vingt-dix-huit francs CFP (262 398 F CFP), sur justification du paiement effectif de la totalité de l'opération.

Art. 4. — Le collège Tinomana Ebb de Teva I Uta s'engage à transmettre au plus tard le 30 septembre 2025, les pièces justificatives auprès de la direction générale de l'éducation et des enseignements attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté.

Art. 5. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au collège Tinomana Ebb de Teva I Uta et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er août 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,
Tevaiti-Ariipaea POMARE

Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,
Ronny TERIIPAIA

Arrêté n° 1263 CM du 1er août 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Atuona pour financer les travaux de rénovation de la vie scolaire

NOR : DEE24202153AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la convention n° 99-16 du 22 octobre 2016 modifiée relative à l'éducation entre la Polynésie française et l'État ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 modifiée portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement du premier et second cycle du second degré ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 732 CM du 17 juin 1987 modifié portant organisation administrative et financière des établissements publics territoriaux d'enseignement ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention de fonctionnement du collège de Atuona pour l'exercice 2024 en date du 19 juin 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 30 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un-million-cinq-cent-quarante-et-un-mille-six-cent-quatre-vingt-deux francs CFP (1 541 682 F CFP) en faveur du collège de Atuona pour financer les travaux de rénovation de la vie scolaire.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : programme 96903, centre de travail 8133-F, article 657 « subventions ».

Art. 3. — Le versement de la subvention de fonctionnement s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une 1re fraction de 50 %, soit sept-cent-soixante-dix-mille-huit-cent-quarante-et-un francs CFP (770 841 F CFP), à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française ;
- le solde, soit sept-cent-soixante-dix-mille-huit-cent-quarante-et-un francs CFP (770 841 F CFP), sur justification du paiement effectif de la totalité de l'opération.

Art. 4. — Le collège de Atuona s'engage à transmettre au plus tard le 30 septembre 2025, les pièces justificatives auprès de la direction générale de l'éducation et des enseignements attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté.

Art. 5. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au collège de Atuona et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er août 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Tevaiti-Ariipaea POMARE

Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Ronny TERIIPAIA

Arrêté n° 1264 CM du 1er août 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Paopao - Moorea pour financer un voyage pédagogique aux îles Marquises*NOR : DEE24201105AC-1*

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la convention n° 99-16 du 22 octobre 2016 modifiée relative à l'éducation entre la Polynésie française et l'État ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 modifiée portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement du premier et second cycle du second degré ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 732 CM du 17 juin 1987 modifié portant organisation administrative et financière des établissements publics territoriaux d'enseignement ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention de fonctionnement du collège de Paopao - Moorea pour l'exercice 2024 en date du 28 juin 2023 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 30 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement de six-cent-mille francs CFP (600 000 F CFP) en faveur du collège de Paopao - Moorea pour financer un voyage pédagogique aux îles Marquises.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : programme 96906, centre de travail 8133-F, article 657.

Art. 3. — Le versement de la subvention de fonctionnement s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une 1re fraction de 50 %, soit trois-cent-mille francs CFP (300 000 F CFP), à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française ;
- le solde, soit trois-cent-mille francs CFP (300 000 F CFP), sur justification du paiement effectif de la totalité de l'opération.

Art. 4. — Le collège de Paopao - Moorea s'engage à transmettre au plus tard le 30 septembre 2025, les pièces justificatives auprès de la direction générale de l'éducation et des enseignements attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté.

Art. 5. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au collège de Paopao - Moorea et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er août 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Tevaiti-Ariipaea POMARE

Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Ronny TERIIPAIA

Arrêté n° 1265 CM du 1er août 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège Maco-Tevane pour financer le fonctionnement de la mission pour la persévérance scolaire

NOR : DEE2420111AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la convention n° 99-16 du 22 octobre 2016 modifiée relative à l'éducation entre la Polynésie française et l'État ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 modifiée portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement du premier et second cycle du second degré ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 732 CM du 17 juin 1987 modifié portant organisation administrative et financière des établissements publics territoriaux d'enseignement ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention de fonctionnement du collège Maco-Tevane pour l'exercice 2024 en date du 21 mars 2024 ;

Vu la lettre n° 3188 PR du 31 mai 2024 adressée au président de l'Assemblée de la Polynésie française et réceptionnée par l'Assemblée de la Polynésie française le 3 juin 2024 ;

Vu l'avis n° 143-2024 CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'Assemblée de la Polynésie française du 10 juin 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 30 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement de 6 550 000 F CFP (six-millions-cinq-cent-cinquante-mille francs CFP) en faveur du collège Maco-Tevane pour financer le fonctionnement de la mission pour la persévérance scolaire.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française, programme 96905, centre de travail 8138-F, article 657 « subventions ».

Art. 3. — Le versement de la subvention de fonctionnement s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une 1re fraction de 50 %, soit 3 275 000 F CFP (trois-millions-deux-cent-soixante-quinze-mille francs CFP), à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française ;
- le solde, soit 3 275 000 F CFP (trois-millions-deux-cent-soixante-quinze-mille francs CFP), sur justification du paiement effectif de la totalité de l'opération.

Art. 4. — Le collège Maco-Tevane s'engage à transmettre au plus tard le 30 septembre 2025, les pièces justificatives auprès de la direction générale de l'éducation et des enseignements attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté.

Art. 5. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies et le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au collège Maco-Tevane et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er août 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,
Tevaiti-Ariipaea POMARE

Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,
Ronny TERIIPAIA

Arrêté n° 1266 CM du 1er août 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Rangiroa pour financer la prise en charge du surcoût des repas des élèves du Centre d'éducation aux technologies appropriées au développement

NOR : DEE24201104AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la convention n° 99-16 du 22 octobre 2016 modifiée relative à l'éducation entre la Polynésie française et l'État ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 modifiée portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement du premier et second cycle du second degré ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 732 CM du 17 juin 1987 modifié portant organisation administrative et financière des établissements publics territoriaux d'enseignement ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention de fonctionnement du collège de Rangiroa pour l'exercice 2024 en date du 14 janvier 2024 ;

Vu la lettre n° 3177 PR du 31 mai 2024 adressée au président de l'Assemblée de la Polynésie française et réceptionnée par l'Assemblée de la Polynésie française le 3 juin 2024 ;

Vu l'avis n° 139-2024 CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'Assemblée de la Polynésie française du 10 juin 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 30 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement de 4 872 950 F CFP (quatre-millions-huit-cent-soixante-douze-mille-neuf-cent-cinquante francs CFP) en faveur du collège de Rangiroa pour financer la prise en charge du surcoût des repas des élèves du Centre d'éducation aux technologies appropriées au développement.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : programme 96903, centre de travail 8133-F, article 657 « subventions ».

Art. 3. — Le versement de la subvention de fonctionnement s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une 1re fraction de 50 %, soit 2 436 475 F CFP (deux-millions-quatre-cent-trente-six-mille-quatre-cent-soixante-quinze francs CFP), à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française ;
- le solde, soit 2 436 475 F CFP (deux-millions-quatre-cent-trente-six-mille-quatre-cent-soixante-quinze francs CFP), sur justification du paiement effectif de la totalité de l'opération.

Art. 4. — Le collège de Rangiroa s'engage à transmettre au plus tard le 30 septembre 2025, les pièces justificatives auprès de la direction générale de l'éducation et des enseignements attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté.

Art. 5. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au collège de Rangiroa et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er août 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Tevaiti-Ariipaea POMARE

Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Ronny TERIIPAIA

Arrêté n° 1267 CM du 1er août 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège Henri-Hiro pour financer les travaux de peinture avec ravalement des façades du bâtiment C

NOR : DEE24201094AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la convention n° 99-16 du 22 octobre 2016 modifiée relative à l'éducation entre la Polynésie française et l'État ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 modifiée portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement du premier et second cycle du second degré ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 732 CM du 17 juin 1987 modifié portant organisation administrative et financière des établissements publics territoriaux d'enseignement ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention de fonctionnement du collège Henri-Hiro pour l'exercice 2024 en date du 14 février 2024 ;

Vu la lettre n° 3187 PR du 31 mai 2024 adressée au président de l'Assemblée de la Polynésie française déclarant l'urgence et réceptionnée par l'Assemblée de la Polynésie française le 3 juin 2024 ;

Vu l'avis n° 142-2024 CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'Assemblée de la Polynésie française du 10 juin 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 30 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement de 4 039 873 F CFP (quatre-millions-trente-neuf-mille-huit-cent-soixante-treize francs CFP) en faveur du collège Henri-Hiro pour financer les travaux de peinture avec ravalement des façades du bâtiment C.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : programme 96902, centre de travail 8133-F, article 657 « subventions ».

Art. 3. — Le versement de la subvention de fonctionnement s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une 1re fraction de 50 %, soit 2 019 936 F CFP (deux-millions-dix-neuf-mille-neuf-cent-trente-six francs CFP), à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française ;
- le solde, soit 2 019 937 F CFP (deux-millions-dix-neuf-mille-neuf-cent-trente-sept francs CFP), sur justification du paiement effectif de la totalité de l'opération.

Art. 4. — Le collège Henri-Hiro s'engage à transmettre au plus tard le 30 septembre 2025, les pièces justificatives auprès de la direction générale de l'éducation et des enseignements attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté.

Art. 5. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au collège Henri-Hiro et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er août 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Tevaiti-Ariipaea POMARE

Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Ronny TERIIPAA

Arrêté n° 1268 CM du 1er août 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Rangiroa pour financer les travaux de rénovation des laveries de l'établissement

NOR : DEE24201185AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la convention n° 99-16 du 22 octobre 2016 modifiée relative à l'éducation entre la Polynésie française et l'État ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 modifiée portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement du premier et second cycle du second degré ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 732 CM du 17 juin 1987 modifié portant organisation administrative et financière des établissements publics territoriaux d'enseignement ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention de fonctionnement du collège de Rangiroa pour l'exercice 2024 en date du 13 février 2024 ;

Vu la lettre n° 3224 PR du 31 mai 2024 adressée au président de l'Assemblée de la Polynésie française et réceptionnée par l'Assemblée de la Polynésie française le 3 juin 2024 ;

Vu l'avis n° 140-2024/CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'Assemblée de la Polynésie française du 10 juin 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 30 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement de 4 515 180 F CFP (quatre-millions-cinq-cent-quinze-mille-cent-quatre-vingt francs CFP) en faveur du collège de Rangiroa pour financer les travaux de rénovation des laveries de l'établissement.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : programme 96902, centre de travail 8133-F, article 657 « subventions ».

Art. 3. — Le versement de la subvention de fonctionnement s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une 1re fraction de 50 %, soit 2 257 590 F CFP (deux-millions-deux-cent-cinquante-sept-mille-cinq-cent-quatre-vingt-dix francs CFP), à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française ;
- le solde, soit 2 257 590 F CFP (deux-millions-deux-cent-cinquante-sept-mille-cinq-cent-quatre-vingt-dix francs CFP), sur justification du paiement effectif de la totalité de l'opération.

Art. 4. — Le collège de Rangiroa s'engage à transmettre au plus tard le 30 septembre 2025, les pièces justificatives auprès de la direction générale de l'éducation et des enseignements attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté.

Art. 5. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au collège de Rangiroa et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er août 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Tevaiti-Ariipaea POMARE

Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Ronny TERIIPAIA

Arrêté n° 1269 CM du 1er août 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Mataura - Tubuai pour financer la mise en place du réseau wifi, l'optimisation des connexions réseau et la modernisation des infrastructures informatiques

NOR : DEE24201940AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la convention n° 99-16 du 22 octobre 2016 modifiée relative à l'éducation entre la Polynésie française et l'État ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 modifiée portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement du premier et second cycle du second degré ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 732 CM du 17 juin 1987 modifié portant organisation administrative et financière des établissements publics territoriaux d'enseignement ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention de fonctionnement du collège de Mataura - Tubuai pour l'exercice 2024 en date du 18 juin 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 30 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement de deux-millions-quatre-vingt-deux-mille-sept-cent-quarante francs CFP (2 082 740 F CFP) en faveur du collège de Mataura - Tubuai pour financer la mise en place du réseau wifi, l'optimisation des connexions réseau et la modernisation des infrastructures informatiques.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : programme 96903, centre de travail 8133-F, article 657 « subventions ».

Art. 3. — Le versement de la subvention de fonctionnement s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une 1re fraction de 50 %, soit un-million-quarante-et-un-mille-trois-cent-soixante-dix francs CFP (1 041 370 F CFP), à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française ;
- le solde, soit un-million-quarante-et-un-mille-trois-cent-soixante-dix francs CFP (1 041 370 F CFP), sur justification du paiement effectif de la totalité de l'opération.

Art. 4. — Le collège de Mataura - Tubuai s'engage à transmettre au plus tard le 30 septembre 2025, les pièces justificatives auprès de la direction générale de l'éducation et des enseignements attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté.

Art. 5. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au collège de Mataura - Tubuai et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er août 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Tevaiti-Ariipaea POMARE

Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Ronny TERIIPAA

Arrêté n° 1270 CM du 1er août 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Fare - Huahine pour financer la réparation des équipements de cuisine*NOR : DEE24201927AC-1*

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la convention n° 99-16 du 22 octobre 2016 modifiée relative à l'éducation entre la Polynésie française et l'État ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 modifiée portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement du premier et second cycle du second degré ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 732 CM du 17 juin 1987 modifié portant organisation administrative et financière des établissements publics territoriaux d'enseignement ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention de fonctionnement du collège de Fare - Huahine pour l'exercice 2024 en date du 18 mars 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 30 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement de un-million-quatre-cent-soixante-dix-neuf-mille-six-cent-soixante-deux francs CFP (1 479 662 F CFP) en faveur du collège de Fare - Huahine pour financer la réparation des équipements de cuisine.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : programme 96902, centre de travail 8133-F, article 657 « subventions ».

Art. 3. — Le versement de la subvention de fonctionnement s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une 1re fraction de 50 %, soit sept-cent-trente-neuf-mille-huit-cent-trente-et-un francs CFP (739 831 F CFP), à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française ;
- le solde, soit sept-cent-trente-neuf-mille-huit-cent-trente-et-un francs CFP (739 831 F CFP), sur justification du paiement effectif de la totalité de l'opération.

Art. 4. — Le collège de Fare - Huahine s'engage à transmettre au plus tard le 30 septembre 2025, les pièces justificatives auprès de la direction générale de l'éducation et des enseignements attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté.

Art. 5. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au collège de Fare - Huahine et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er août 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Tevaiti-Ariipaea POMARE

Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Ronny TERIIPAIA

Arrêté n° 1271 CM du 1er août 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Faaroa pour financer l'achat de matériels nécessaires aux levées de réserves électriques

NOR : DEE24201926AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la convention n° 99-16 du 22 octobre 2016 modifiée relative à l'éducation entre la Polynésie française et l'État ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 modifiée portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement du premier et second cycle du second degré ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 732 CM du 17 juin 1987 modifié portant organisation administrative et financière des établissements publics territoriaux d'enseignement ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention de fonctionnement du collège de Faaroa pour l'exercice 2024 en date du 8 mars 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 30 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement de sept-cent-quarante-cinq-mille-cinq-cent-cinquante-quatre francs CFP (745 554 F CFP) en faveur du collège de Faaroa pour financer l'achat de matériels nécessaires aux levées de réserves électriques.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : programme 96903, centre de travail 8133-F, article 657 « subventions » .

Art. 3. — Le versement de la subvention de fonctionnement s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une 1re fraction de 50 %, soit trois-cent-soixante-douze-mille-sept-cent-soixante-dix-sept francs CFP (372 777 F CFP), à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française ;
- le solde, soit trois-cent-soixante-douze-mille-sept-cent-soixante-dix-sept francs CFP (372 777 F CFP), sur justification du paiement effectif de la totalité de l'opération.

Art. 4. — Le collège de Faaroa s'engage à transmettre au plus tard le 30 septembre 2025, les pièces justificatives auprès de la direction générale de l'éducation et des enseignements attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté.

Art. 5. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au collège de Faaroa et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er août 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Tevaiti-Ariipaea POMARE

Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Ronny TERIIPAIA

Arrêté n° 1272 CM du 1er août 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du lycée Diadème, Te Tara O Maiao pour financer la formation et l'abonnement annuel à la plateforme e-space

NOR : DEE24202023AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la convention n° 99-16 du 22 octobre 2016 modifiée relative à l'éducation entre la Polynésie française et l'État ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 modifiée portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement du premier et second cycle du second degré ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 732 CM du 17 juin 1987 modifié portant organisation administrative et financière des établissements publics territoriaux d'enseignement ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention de fonctionnement du lycée Diadème, Te Tara O Maiao pour l'exercice 2024 en date du 18 juin 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 30 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement de deux-millions-six-cent-soixante-huit-mille-cinq-cent-soixante-dix francs CFP (2 668 570 F CFP) en faveur du lycée Diadème, Te Tara O Maiao pour financer la formation et l'abonnement annuel à la plateforme e-space.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : programme 96903, centre de travail 8133-F, article 657 « subventions ».

Art. 3. — Le versement de la subvention de fonctionnement s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une 1re fraction de 50 %, soit un-million-trois-cent-trente-quatre-mille-deux-cent-quatre-vingt-cinq francs CFP (1 334 285 F CFP), à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française ;
- le solde, soit un-million-trois-cent-trente-quatre-mille-deux-cent-quatre-vingt-cinq francs CFP (1 334 285 F CFP), sur justification du paiement effectif de la totalité de l'opération.

Art. 4. — Le lycée Diadème, Te Tara O Maiao s'engage à transmettre au plus tard le 30 septembre 2025, les pièces justificatives auprès de la direction générale de l'éducation et des enseignements attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté.

Art. 5. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au lycée Diadème, Te Tara O Maiao et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er août 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Tevaiti-Ariipaea POMARE

Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Ronny TERIIPAA

Arrêté n° 1273 CM du 1er août 2024 portant autorisation d'occupation temporaire, à titre de régularisation, de divers emplacements du domaine public maritime, sis commune de Mo'orea-Mai'ao (Paopao), au profit de la SCI Rairoa

NOR : DAF24201593AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public et privé de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public de la Polynésie française ;

Vu le cahier des charges d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime à charge de remblai ou remblayé approuvé par arrêté n° 1483 CM du 27 septembre 2016 ;

Vu l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 modifié portant fixation des tarifs d'occupation et d'utilisation du domaine public de la Polynésie française ;

Vu la demande de la SCI Rairoa du 10 janvier 2022, modifiée et complétée les 17 janvier et 12 février 2024 ;

Vu l'avis de la commune de Mo'orea-Mai'ao du 28 mai 2024 ;

Vu l'avis du comité de gestion de l'espace maritime de Mo'orea du 28 mai 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 30 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — L'occupation temporaire de divers emplacements du domaine public maritime d'une superficie totale de 681 m², sis commune de Mo'orea-Mai'ao, commune associée de Paopao, au droit de la parcelle de terre cadastrée EI n° 232, est autorisée au profit de la SCI Rairoa.

Cette autorisation est destinée à la régularisation des occupations irrégulières tel que le tout figure sur le plan de morcellement et de récolement établi le 22 janvier 2024 par le cabinet de géomètres GeometriX joint à la demande de l'intéressée.

Il s'agit des emplacement suivants :

Références cadastrales	Occupations suivant plan du 22 janvier 2024
EI n° 40	- 2 remblais de 419 m² et 81 m² ;
EI n° 117	- 1 partie du magasin de 62 m² ; - 1 partie de l'entrepôt de 86 m² ;
surplus non cadastré	- 1 local à poubelles de 8 m² ; - 1 enrochement de 25 m².

Art. 2. — La présente autorisation est consentie pour une durée de 9 (neuf) années consécutives à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française, aux clauses et conditions particulières du présent arrêté et du cahier des charges visé en référence, que le bénéficiaire s'engage à respecter, à savoir :

- 1° Les emplacements autorisés sont destinés à l'aménagement des biens définis à l'article 1er du présent arrêté ;
- 2° Elle est tenue d'établir sur les remblais dont l'occupation est autorisée un passage public d'une largeur de 3 (trois) mètres le long des ouvrages de protection en bordure du front de mer ;
- 3° Elle s'engage à assurer la continuité du passage public en bordure de rivage ;
- 4° Elle doit matérialiser par une haie vive la limite séparative du passage public du surplus des emplacements réservé à son usage privatif ;

5° Elle s'engage à déplacer le local à poubelles de 8 m² comme cela est indiqué sur le plan de morcellement et de récolement établi le 22 janvier 2024 par le cabinet de géomètres GeometriX ;

6° Elle est seule tenue à toutes les garanties que l'occupation et les installations pourraient entraîner à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés ;

7° Il lui appartient de souscrire toutes les assurances nécessaires garantissant les risques liés à sa responsabilité civile. Le cas échéant, il devra justifier auprès de la Polynésie française être couvert par la production des attestations des polices d'assurances conclues dans le cadre de l'occupation temporaire du domaine public maritime ;

8° Elle fait son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française ;

9° Elle ne peut céder ou sous-louer son droit à l'occupation.

Art. 3. — L'administration peut exercer à tout moment, par tout préposé de son choix, tout contrôle ou vérification tendant à s'assurer de la parfaite exécution de ses obligations par la bénéficiaire.

Art. 4. — La redevance annuelle d'occupation est fixée à 182 160 F CFP (cent-quatre-vingt-deux-mille-cent-soixante francs CFP). La bénéficiaire s'oblige à payer la redevance en début d'année à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua Mā'ohi, Orovini).

Le paiement de la première annuité de la redevance et des frais y afférents intervient dans un délai de 4 (quatre) mois à compter de la date publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le montant de la redevance annuelle est révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime.

En cas de retard dans le paiement, les sommes restantes dues seront majorées d'une pénalité de retard dont le taux est fixé à 1 % par mois. Tout mois entier est payé.

Art. 5. — Les fais et droits d'enregistrement et de publicité foncière du présent arrêté, du cahier des charges et des documents y annexés seront à la charge de la bénéficiaire.

Art. 6. — Pour les besoins de la publicité foncière du présent arrêté, il est précisé que la présente autorisation temporaire est consentie par la Polynésie française.

Art. 7. — Conformément aux dispositions de l'article 14 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée susvisée, la personne qui occupe sans titre un emplacement du domaine public est tenue de verser une indemnité pour occupation sans titre, correspondant à minima à la totalité des redevances dont la Polynésie a été frustrée, majorée de cent pour cent (100 %).

Cette indemnité est calculée sur la base de la redevance qui aurait dû être perçue par la Polynésie française, pour toute la durée d'occupation sans autorisation soit à compter de la date de début de l'occupation jusqu'à la veille de la date publication du présent arrêté. Cette indemnité est payable à compter de la publication du présent arrêté.

Le paiement de l'indemnité ci dessus doit intervenir dans un délai de 4 (quatre) mois à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 8. — À l'expiration ou à l'abrogation de l'autorisation d'occupation, les constructions et installations de toute nature édifiées sur le domaine public maritime devront être enlevées par la bénéficiaire, à ses frais et sous sa responsabilité, sans aucune indemnité, sauf avis contraire du conseil des ministres.

Art. 9. — En cas d'inobservation des conditions particulières du présent arrêté, le conseil des ministres peut, après mise en demeure restée infructueuse, prononcer l'abrogation de la présente autorisation, sans préjudice de la remise en état des lieux et du versement éventuel de dommages-intérêts.

Art. 10. — Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er août 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,
Jordy CHAN

Arrêté n° 1275 CM du 1er août 2024 autorisant la location de la parcelle de terre dénommée « sans nom », cadastrée section B n° 1177, sise commune de Rangiroa, au profit de M. Tahiri Zéphirin TEMUTU*NOR : DAF24202164AC-1*

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 modifiée relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 136 CM du 11 février 2016 modifié portant fixation des tarifs d'occupation du domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1740 CM du 1er octobre 2010 autorisant la location de l'ilot domanial formant la terre dénommée « Sans Nom » cadastrée section B n° 1177 sise sur l'île de Rangiroa au profit de M. Zéphirin TEMUTU ;

Vu le bail du 13 juillet 2011 conclu entre la Polynésie française et M. Tahiri Zéphirin TEMUTU, enregistré le 20 octobre 2011 F° 110 bordereau 3407/1 ;

Vu la demande de M. Tahiri Zéphirin TEMUTU du 4 avril 2023, réceptionnée le 12 mai 2023 ;

Vu l'avis du maire de la commune de Rangiroa en date du 4 août 2023 ;

Vu l'avis du tāvana hau de la circonscription des Tuamotu et Gambier en date du 12 juillet 2023 ;

Vu la lettre de la direction des affaires foncières relative à la proposition de loyer en date du 26 mars 2024 ;

Vu la lettre d'acceptation de M. Tahiri Zéphirin TEMUTU en date du 5 avril 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 30 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — La location, à titre de régularisation, de la parcelle de terre dénommée « sans nom », cadastrée section B n° 1177, sise commune de Rangiroa, d'une superficie de 2 840 m², est autorisée au profit de M. Tahiri Zéphirin TEMUTU à des fins d'aménagement d'une aire de détente touristique.

Le tout figure sur le plan détenu par la direction des affaires foncières section du domaine.

Art. 2. — La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de 4 (quatre) mois à compter de la date de notification du présent arrêté au bénéficiaire de l'autorisation.

Art. 3. — La présente location est consentie à compter de la date de signature du bail pour une durée de 9 (neuf) années.

Art. 4. — Le loyer annuel est fixé à 127 800 F CFP (cent-vingt-sept-mille-huit-cent francs CFP) payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua Mā'ohi à Orovini).

Ce loyer est révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 5. — Le bénéficiaire ne peut céder ou sous-louer son droit au bail.

Art. 6. — Toutes les constructions et/ou installations sont subordonnées à l'obtention des autorisations prévues par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Art. 7. — L'accès à la parcelle cadastrée section B n° 1177 se fait uniquement par voie maritime.

Art. 8. — Conformément aux dispositions de l'article LP. 34 de la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 modifiée susvisée, la période d'occupation comprise entre le contrat échu et le nouveau contrat donne lieu au paiement d'une indemnité égale au montant du loyer qui aurait été dû au titre du contrat échu, *prorata temporis*.

Ainsi le loyer annuel fixé dans le précédent bail en date du 13 juillet 2011 s'élevant à la somme de 42 600 F CFP (quarante-deux-mille-six-cent francs CFP) compte tenu de l'absence d'évolution des tarifs sur la période concernée, c'est sur cette base que sera calculée l'indemnité ayant vocation à couvrir toute la durée de l'occupation hors bail, soit du 13 juillet 2020 jusqu'à la veille de la signature du nouveau bail visé à l'article 2. Cette indemnité est prévue par les termes du nouveau contrat de bail et est payable à la signature de celui-ci.

Art. 9. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er août 2024.

Moetai BROTHERSON

Arrêté n° 1276 CM du 1er août 2024 portant affectation d'une emprise de 40 800 m² dépendant de la parcelle cadastrée commune de Rangiroa, section A n° 635, au profit de la commune de Rangiroa

NOR : DAF24201396AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu le formulaire de demande de location du 14 mars 2023 de la société d'Électricité de Polynésie (EDP) ;

Vu la lettre n° 5549 MPR/DAG/STG du 4 septembre 2023 ;

Vu les délibérations n°^{OS} 51/2023 et 55/2023 du 24 octobre 2023 du conseil municipal de la commune de Rangiroa ;

Vu la lettre n° 932 VP du 21 mars 2024 ;

Vu la lettre n° 539 MPR du 10 avril 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 30 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — L'affectation d'une emprise de 40 800 m² dépendant de la parcelle cadastrée section A n° 635, sise commune de Rangiroa, est autorisée au profit de la commune de Rangiroa, telle qu'elle figure sur le plan établi le 13 octobre 2023 détenu par la direction des affaires foncières - section du domaine et telle que ladite terre appartient à la Polynésie française en vertu de la combinaison des articles 1er et 11 du décret du 24 août 1887.

Art. 2. — La présente affectation prend effet à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 3. — Cette affectation est destinée à l'implantation d'ouvrages photovoltaïques au sol associés à un stockage d'énergie centralisée, à la pose de réseau de câblage électrique, la gestion et l'entretien du bien. Ce projet devra être réalisé dans un délai de trois ans courant à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française sous peine de caducité de la présente affectation.

Art. 4. — La valeur vénale du bien affecté est estimée à 61 200 000 F CFP (soixante-et-un-millions-deux-cent-mille francs CFP), telle que détaillée ci-après :

N° Bien poly GF	N° Accessoire	Libellé	Superficie (m²)	Date d'acquisition	Valeur historique (F CFP)
1001329	1	A 635 – Lot 1	40 800	24/8/1887	61 200 000

Art. 5. — Tous travaux de construction et d'aménagement sont soumis à l'obtention préalable des autorisations réglementaires nécessaires en la matière. L'affectataire devra fournir à la direction des affaires foncières toutes pièces justifiant ces autorisations et notamment le certificat d'achèvement des travaux.

Art. 6. — Conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée susvisée, l'affectataire est autorisé à établir et à signer toutes conventions d'exploitation, d'entretien, de gardiennage, d'animation, d'occupations temporaires et autres actes entrant dans le cadre de ses attributions, dans le respect de la destination du bien . Ces actes sont résiliés d'office dès lors que la présente affectation est abrogée ou devenue caduque.

Art. 7. — Lorsque l'affectataire consent des autorisations sur le domaine public qui lui a été affecté, il recouvre directement les redevances dues au titre de cette occupation.

Art. 8. — En cas de changement de destination des biens, la Polynésie française recouvrera la jouissance des terrains et deviendra propriétaire par accession des constructions y édifiées sans aucune indemnité et la direction des affaires foncières devra en être informée.

Art. 9. — L'affectataire est tenu d'assumer les charges afférentes à la conservation, la protection, l'amélioration et au fonctionnement du bien affecté. Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir d'un tiers et engagera ou défendra tout contentieux utile afin de préserver l'intégrité du bien affecté.

Art. 10. — Conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée susvisée, en cas de non-respect des clauses, conditions et charges de l'affectation, notamment en cas de changement dans la destination, mais également à tout moment, l'autorité compétente peut mettre fin à la présente affectation, sans que l'affectataire ne puisse se prévaloir d'une quelconque indemnité.

Art. 11. — Le présent arrêté sera notifié à la commune de Rangiroa et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er août 2024.

Moetai BROTHERSON

Arrêté n° 1284 CM du 2 août 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SARL Original ew cosmetic experience (ONCE) dans le cadre du dispositif d'Aide à la connexion internet en Polynésie française - ACI

NOR : ADN24201693AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la délibération n° 2016-97 APF du 13 octobre 2016 modifiée portant création du dispositif d'Aide à la connexion des entreprises ACE en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu l'arrêté n° 1635 CM du 27 octobre 2016 modifié portant application de la délibération n° 2016-97 APF du 13 octobre 2016 modifiée portant création du dispositif d'Aide à la connexion des entreprises ACE en Polynésie française ;

Vu la demande d'aide financière présentée par la SARL Original new cosmetic experience (ONCE) en date du 4 juin 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 30 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide financière de deux-cent-quarante-neuf-mille-cinq-cent-soixante-deux francs CFP (249 562 F CFP) en faveur de la SARL Original new cosmetic experience (ONCE) pour financer sa connexion à internet.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : programme 97405, article 6525, centre de travail 8410-F.

Art. 3. — Le montant total de l'aide financière sera versé sur le compte bancaire de la SARL Original new cosmetic experience (ONCE) selon les modalités suivantes :

- un premier versement de cent-vingt-quatre-mille-sept-cent-quatre-vingt-et-un francs CFP (124 781 F CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française du présent arrêté ;
- le solde de cent-vingt-quatre-mille-sept-cent-quatre-vingt-et-un francs CFP (124 781 F CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la remise des documents justifiant de la dépense.

Art. 4. — La SARL Original new cosmetic experience (ONCE) s'engage à produire dans un délai de six (6) mois à compter de la date de parution de l'arrêté d'octroi, au *Journal officiel* de la Polynésie française, un état récapitulatif des dépenses effectuées et les justificatifs comptables, auprès de la Direction générale de l'économie numérique - DGEN, de l'utilisation de l'aide financière dans le cadre du projet présenté.

Art. 5. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SARL Original new cosmetic experience (ONCE) et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 août 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Tevaiti-Ariipaea POMARE

Arrêté n° 1285 CM du 2 août 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière à l'investissement en équipements agricoles et d'agrotransformation (type 2) en faveur de la SCA Tuao représentée par Mme Béatrice COPPENRATH épouse VERNAUDON

NOR : SDR23203283AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2022-97 APF du 8 décembre 2022 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2023 ;

Vu la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 1929 CM du 30 octobre 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 relative aux aides à la filière agricole ;

Vu la demande d'aide de la SCA Tuao représentée par Mme Béatrice COPPENRATH épouse VERNAUDON réceptionnée le 5 mai 2023 et réputée complète le 18 septembre 2023 ;

Vu l'avis de la commission d'attribution des aides à l'agriculture du 15 novembre 2023 ;

Vu la lettre n° 3184 PR du 31 mai 2024 adressée au président de l'Assemblée de la Polynésie française et réceptionnée par l'Assemblée de la Polynésie française le 3 juin 2024 ;

Vu l'avis 137-2024 CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'Assemblée de la Polynésie française du 10 juin 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 30 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée attribution d'une aide à l'investissement en équipements agricoles et d'agro-transformation de 3 493 000 F CFP (trois-millions-quatre-cent-quatre-vingt-treize-mille francs CFP) en faveur de la SCA Tuao représentée par Mme Béatrice COPPENRATH épouse VERNAUDON (aide type II de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée), carte professionnelle CAPL n° 2024-GS-005.

Le taux d'aide attribué correspond à 70 % (taux majoré pour la filière cocotier) du montant des dépenses éligibles selon le tableau ci-après :

Dépenses éligibles (en F CFP)	Aide (en F CFP)
4 990 000	3 493 000

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : section investissement, centre de travail 74021A, mission 905, programme 90501, AP 98.2023, AE 101.2023, article 204.

Art. 3. — L'aide est versée sur le compte ouvert par la société SOPADEP, fournisseur du matériel agricole et d'agrotransformation , suivant les termes d'une convention qui sera signée par la bénéficiaire de l'aide, le fournisseur du matériel et la Polynésie française.

Une avance de l'aide ne dépassant pas 50 %, soit 1 746 500 F CFP, du montant total peut être versée auprès du fournisseur à la commande, après présentation d'un justificatif attestant le versement de la quote-part de la bénéficiaire.

Les tranches restantes ou totalité de l'aide sont versées au fournisseur sur présentation des factures justifiant la livraison complète des équipements.

La bénéficiaire de l'aide s'engage à commencer la mise en œuvre du projet, objet de l'aide, dans un délai de 12 mois à compter de la date de notification du présent arrêté. Elle s'engage également à signer la facture correspondant au matériel subventionné lors de son retrait auprès du fournisseur.

Art. 4. — Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est inférieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur la base d'une aide recalculée à partir de l'investissement réel. Le cas échéant, le reversement du trop-perçu est demandé à la bénéficiaire.

Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est supérieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur le montant de l'aide octroyée sans qu'elle puisse être réévaluée.

Art. 5. — Si, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date de notification du présent arrêté, le projet, l'opération ou la tranche d'opération au titre duquel l'aide a été accordée n'a pas été réalisé, la décision attributive de l'aide est caduque et la direction en charge de l'agriculture en informe le bénéficiaire. Sur demande motivée de la bénéficiaire transmise au service instructeur par lettre recommandée avant l'expiration du délai de caducité, cette autorité peut proroger la validité de sa décision pour une période qui ne peut excéder un an.

Art. 6. — Le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté peut être exigé dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement financé sans autorisation, préalable et écrite, de l'autorité compétente ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté attributif ;
- opération subventionnée au-delà des taux autorisés ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande d'aide ainsi que dans la production des pièces justifiant la dépense ;
- non-respect des engagements auprès de l'administration, souscrits par la bénéficiaire et/ou mentionnés dans le présent arrêté.

Art. 7. — Les membres de la SCA Tuao représentée par Mme Béatrice COPPENRATH épouse VERNAUDON s'engagent à laisser libre accès à la direction de l'agriculture pour vérifier la réalisation de l'opération financée. Ils s'engagent également à pratiquer l'agriculture, l'élevage ou l'exploitation forestière durant au moins 5 ans à partir de la date de réception du dossier de demande d'aide, et à conserver l'usage de l'investissement financé durant toute la durée de son amortissement et pendant la durée minimale de 5 ans à partir de son acquisition

Art. 8. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SCA Tuao représentée par Mme Béatrice COPPENRATH épouse VERNAUDON et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 août 2024.

Moetai BROTHERRSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Tevaiti-Ariipaea POMARE

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Taivini TEAI

Arrêté n° 1286 CM du 2 août 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière à l'investissement en équipements agricoles et d'agrotransformation (type 2) en faveur de la société civile agricole Enotarii représentée par M. Pierre TEROU

NOR : SDR24201005AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 1929 CM du 30 octobre 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu la demande d'aide de la société civile agricole Enotarii représentée par M. Pierre TEROU réceptionnée le 10 octobre 2023 et réputée complète le 26 octobre 2023 ;

Vu l'avis de la commission d'attribution des aides à l'agriculture du 15 novembre 2023 ;

Vu la lettre n° 3215 PR du 31 mai 2024 adressée au président de l'Assemblée de la Polynésie française et réceptionnée par l'Assemblée de la Polynésie française le 3 juin 2024 ;

Vu l'avis n° Sans avis CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'Assemblée de la Polynésie française du 10 juin 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 30 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide à l'investissement en équipements agricoles et d'agrotransformation d'un montant de 4 996 040 F CFP (quatre-millions-neuf-cent-quatre-vingt-seize-mille-quarante francs CFP) en faveur de la société civile agricole Enotarii représentée par M. Pierre TEROU (aide type 2 de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée), carte professionnelle CAPL n° 2023-GS-072.

Le taux d'aide attribué aux équipements motorisés roulants correspond à 40 % et aux autres équipements à 50 % (filière élevage porcin) du montant des dépenses éligibles selon le tableau ci-après :

Type de matériel	Dépenses éligible (en F CFP)	Aide (en F CFP)
Équipements motorisés roulants	6 641 200	2 656 480
Autres équipements	4 679 120	2 339 560
Total	11 320 320	4 996 040

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : centre de travail 74021A, section investissement, mission 905, AP 86.2024, AE 133.2024, article 204.

Art. 3. — L'aide est versée sur le compte ouvert par Te Mana Import, fournisseur du matériel agricole, suivant les termes d'une convention qui sera signée par le bénéficiaire de l'aide, le fournisseur du matériel et la Polynésie française.

Une avance de l'aide ne dépassant pas 50 % du montant total peut être versée auprès du fournisseur à la commande, après présentation d'un justificatif attestant le versement de la quote-part du bénéficiaire.

Le bénéficiaire de l'aide s'engage à commencer la mise en œuvre du projet, objet de l'aide, dans un délai de 12 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Art. 4. — Le fournisseur du matériel dispose d'un délai de 3 mois, après livraison du matériel et à compter de la date figurant sur la facture signée par le bénéficiaire, pour faire parvenir à la direction de l'agriculture les pièces nécessaires à la liquidation de l'aide, spécifiées dans la convention précitée.

Art. 5. — Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est inférieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur la base d'une aide recalculée à partir de l'investissement réel. Le cas échéant, le reversement du trop-perçu est demandé au bénéficiaire.

Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est supérieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur le montant de l'aide octroyée sans qu'elle puisse être réévaluée.

Art. 6. — Si, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date de notification du présent arrêté, le projet, l'opération ou la tranche d'opération au titre duquel l'aide a été accordée n'a pas été réalisé, la décision attributive de l'aide est caduque et la direction en charge de l'agriculture en informe le bénéficiaire. Sur demande motivée du bénéficiaire transmise au service instructeur par lettre recommandée avant l'expiration du délai de caducité, cette autorité peut proroger la validité de sa décision pour une période qui ne peut excéder un an.

Art. 7. — Le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté peut être exigé dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement financé sans autorisation, préalable et écrite, de l'autorité compétente ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté attributif ; opération subventionnée au-delà des taux autorisés ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande d'aide ainsi que dans la production des pièces justifiant la dépense ;
- non-respect des engagements auprès de l'administration, souscrits par le bénéficiaire et/ou mentionnés dans le présent arrêté.

Art. 8. — Les membres de la société civile agricole Enotarii représentée par M. Pierre TEROU s'engagent à laisser libre accès à la direction de l'agriculture pour vérifier la réalisation de l'opération financée. Ils s'engagent à pratiquer l'agriculture, l'élevage ou l'exploitation forestière durant au moins 5 ans à partir de la date du présent arrêté, et à conserver l'usage de l'investissement financé durant toute la durée de son amortissement et pendant une durée minimale de 5 ans à partir de son acquisition. Ils s'engagent également à communiquer au service en charge de l'agriculture les informations nécessaires pour l'établissement des bilans financiers et comptables pendant les 3 années suivant l'attribution de l'aide, et les copies des rapports d'études, analyses et expertises éventuelles réalisées dans le cadre du projet objet de la demande d'aide.

Art. 9. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société civile agricole Enotarii représentée par M. Pierre TEROU et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 août 2024.

Moetai BROTHERRSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Tevaiti-Ariipaea POMARE

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Taivini TEAI

Arrêté n° 1287 CM du 2 août 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SCEA Polycultures

NOR : SDR24200682AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée ponant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 1929 CM du 30 octobre 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 303 CM du 2 mars 2018 relatif au classement des carcasses de bovins abattus en Polynésie française ;

Vu la demande d'aide de la SCEA Polycultures réceptionnée le 26 février 2024 ;

Vu la lettre n° 3183/PR du 31 mai 2024 adressée au président de l'Assemblée de la Polynésie française déclarant l'urgence et réceptionnée par l'Assemblée de la Polynésie française le 3 juin 2024 ;

Vu l'avis 136-2024/CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'Assemblée de la Polynésie française du 10 juin 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 30 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide plafonnée à la production de viande bovine de trente-millions de francs CFP (30 000 000 F CFP) en faveur de la SCEA Polycultures (aide type VII viande bovine de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée), carte professionnelle CAPL n° 2024-GS-031.

Le montant de l'aide correspond à la production des bovins abattus en 2024 et est fixé selon les dispositions suivantes sur la base du prévisionnel d'abattage établi par l'éleveur :

Année de production	Masse totale de carcasses estimée (en kg)	Montant total de l'aide plafonnée (en F CFP)
Production 2024	83 984	30 000 000

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : section fonctionnement, centre de travail 74015-F, mission 965, programme 965.01, article 652, sous-article 6524.

Art. 3. — L'aide est versée par tranche sur le compte ouvert par la SCEA Polycultures sur présentation des documents d'abattage numérotés, établis à l'en-tête de la société d'abattage lorsqu'il s'agit d'une personne morale et comportant notamment, la date d'abattage, le nom l'éleveur, le poids de carcasse après abattage, la classification et la qualité de la carcasse, le cas échéant le numéro d'identification de l'animal, son sexe et le numéro de traçabilité de la carcasse. Au moment du dernier versement, la liquidation de l'aide s'effectue sur la base de l'aide recalculée à partir de l'ensemble des pièces justificatives produites. L'aide ne peut en aucun cas être supérieure au montant maximal indiqué dans l'arrêté attributif.

Art. 4. — Les membres de la SCEA Polycultures s'engagent à laisser libre accès à la direction de l'agriculture pour vérifier la réalisation de l'opération financée. Ils s'engagent également à pratiquer l'agriculture, l'élevage ou l'exploitation forestière durant au moins 5 ans à partir de la date du présent arrêté, et à conserver l'usage de l'investissement financé durant toute la durée de son amortissement et pendant une durée minimale de 5 ans à partir de son acquisition. Ils s'engagent également à communiquer au service en charge de l'agriculture les informations nécessaires pour l'établissement des bilans financiers et comptables pendant les 3 années suivant l'attribution de l'aide, et les copies des rapports d'études, analyses et expertises éventuelles réalisées dans le cadre du projet objet de la demande d'aide.

Art. 5. — Le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté peut être exigé dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement financé sans autorisation, préalable et écrite de l'autorité compétente ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté attributif ;
- opération subventionnée au-delà des taux autorisés ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande d'aide ainsi que dans la production des pièces justifiant la dépense ;
- non-respect des engagements auprès de l'administration, souscrits par le bénéficiaire et/ou mentionnés dans le présent arrêté.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SCEA Polycultures et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 août 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Tevaiti-Ariipaea POMARE

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Taivini TEAI

Arrêté n° 1288 CM du 2 août 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SCA Faaapu Manahune

NOR : SDR24200685AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la loi de pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 1929 CM du 30 octobre 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 303 CM du 2 mars 2018 relatif au classement des carcasses de bovins abattus en Polynésie française ;

Vu la demande d'aide de la SCA Faaapu Manahune réceptionnée le 29 février 2024 ;

Vu la lettre n° 3182 PR du 31 mai 2024 adressée au président de l'Assemblée de la Polynésie française déclarant l'urgence et réceptionnée par l'Assemblée de la Polynésie française le 3 juin 2024 ;

Vu l'avis n° 135-2024 CBF/AFP de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'Assemblée de la Polynésie française du 10 juin 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 30 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide à la production de viande bovine de deux-millions-cinq-cent-cinquante-six-mille-neuf-cent-vingt-cinq francs CFP (2 556 925 F CFP) en faveur de la SCA Faaapu Manahune (aide type VII viande bovine de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée), carte professionnelle CAPL n° 2024-GS-022.

Le montant de l'aide correspond à la production des bovins abattus en 2024 et est fixé selon les dispositions suivantes sur la base du prévisionnel d'abattage établi par l'éleveur :

Année de production	Masse totale de carcasses estimée (en kg)	Montant total de l'aide (en F CFP)
Production 2024	5 945	2 556 925

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : section fonctionnement, centre de travail 74015-F, mission 965, programme 965.01, article 652, sous-article 6524.

Art. 3. — L'aide est versée par tranche sur le compte ouvert par la SCA Faaapu Manahune sur présentation des documents d'abattage numérotés, établis à l'en-tête de la société d'abattage lorsqu'il s'agit d'une personne morale et comportant notamment, la date d'abattages, le nom de l'éleveur, le poids de la carcasse après abattage, la classification et la qualité de la carcasse, le cas échéant le numéro d'identification de l'animal, son sexe et le numéro de traçabilité de la carcasse. Au moment du dernier versement, la liquidation de l'aide s'effectue sur la base de l'aide recalculée à partir de l'ensemble des pièces justificatives produites. L'aide ne peut en aucun cas être supérieure au montant maximal indiqué dans l'arrêté attributif.

Art. 4. — Les membres de la SCA Faaapu Manahune s'engagent à laisser libre accès à la direction de l'agriculture pour vérifier la réalisation de l'opération financée. Ils s'engagent également à pratiquer l'agriculture, l'élevage ou l'exploitation forestière durant au moins 5 ans à partir de la date du présent arrêté, et à conserver l'usage de l'investissement financé durant toute la durée de son amortissement et pendant une durée minimale de 5 ans à partir de son acquisition. Ils s'engagent également à

communiquer au service en charge l'agriculture les informations nécessaires pour l'établissement des bilans financiers et comptables pendant les 3 années suivant l'attribution de l'aide, et les copies des rapports d'études, analyses et expertises éventuelles réalisées dans le cadre du projet objet de la demande d'aide.

Art. 5. — Le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté peut être exigé dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement financé sans autorisation, préalable et écrite, de l'autorité compétente ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté attributif ;
- opération subventionnée au-delà des taux autorisés ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande d'aide ainsi que dans la production des pièces justifiant la dépenses ;
- non-respect des engagements auprès de l'administration, souscrits par le bénéficiaire et/ou mentionnés dans le présent arrêté.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SCA Faaapu Manahune et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 août 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,
Tevaiti-Ariipaea POMARE

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,
Taivini TEAI

Arrêté n° 1289 CM du 2 août 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière à l'investissement en équipements agricoles et d'agrotransformation (type 2) en faveur de l'association Hanivai représentée par M. Torea FONSAGRIVE

NOR : SDR24201008AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 1929 CM du 30 octobre 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu la demande d'aide de l'association Hanivai représentée par M. Torea FONSAGRIVE réceptionnée le 10 novembre 2023 et réputée complète le 14 novembre 2023 ;

Vu l'avis de la commission d'attribution des aides à l'agriculture du 15 novembre 2023 ;

Vu la lettre n° 3185 PR du 31 mai 2024 adressée au président de l'Assemblée de la Polynésie française et réceptionnée par l'Assemblée de la Polynésie française le 3 juin 2024 ;

Vu l'avis n° 138-2024 CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'Assemblée de la Polynésie française du 10 juin 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 30 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide à l'investissement en équipements agricoles et d'agro-transformation d'un montant de 3 743 379 F CFP (trois-millions-sept-cent-quarante-trois-mille-trois-cent-soixante-dix-neuf francs CFP) en faveur de l'association Hanivai représentée par M. Torea FONSAGRIVE (aide type 2 de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée), carte CAPL n° 2024-GS-001.

Le taux d'aide attribué aux équipements motorisés roulants correspond à 40 % et aux autres équipements à 50 % (filrière agriculture biologique) du montant des dépenses éligibles selon le tableau ci-après.

Type de matériel	Dépenses éligible (en F CFP)	Aide (en F CFP)
Équipements motorisés roulants	8 539 316	3 415 726
Autres équipements	655 306	327 653
Total	9 194 622	3 743 379

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : centre de travail 74021A, section investissement, mission 905, AP 86.2024, AE 133.2024, article 204.

Art. 3. — L'aide est versée sur le compte ouvert par l'entreprise Autotech Polynésie, fournisseur du matériel agricole, suivant les termes d'une convention qui sera signée par le bénéficiaire de l'aide, le fournisseur du matériel et la Polynésie française.

Une avance de l'aide ne dépassant pas 50 % du montant total peut être versée auprès du fournisseur à la commande, après présentation d'un justificatif attestant le versement de la quote-part du bénéficiaire.

Le bénéficiaire de l'aide s'engage à commencer la mise en œuvre du projet, objet de l'aide, dans un délai de 12 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Il s'engage également à signer la facture correspondant au matériel subventionné lors de son retrait auprès du fournisseur.

Les tranches restantes ou totalité de l'aide sont versées au fournisseur sur présentation des factures justifiant la livraison complète des équipements.

Art. 4. — Le fournisseur du matériel dispose d'un délai de 3 mois, après livraison du matériel et à compter de la date figurant sur la facture signée par le bénéficiaire, pour faire parvenir à la direction de l'agriculture les pièces nécessaires à la liquidation de l'aide, spécifiées dans la convention précitée.

Art. 5. — Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est inférieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur la base d'une aide recalculée à partir de l'investissement réel. Le cas échéant, le reversement du trop-perçu est demandé au bénéficiaire.

Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est supérieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur le montant de l'aide octroyée sans qu'elle puisse être réévaluée.

Art. 6. — Si, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date de notification du présent arrêté, le projet, l'opération ou la tranche d'opération au titre duquel l'aide a été accordée n'a pas été réalisé, la décision attributive de l'aide est caduque et la direction en charge de l'agriculture en informe le bénéficiaire. Sur demande motivée du bénéficiaire transmise au service instructeur par lettre recommandée avant l'expiration du délai de caducité, cette autorité peut proroger la validité de sa décision pour une période qui ne peut excéder un an.

Art. 7. — Le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté peut être exigé dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement financé sans autorisation, préalable et écrite, de l'autorité compétente ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté attributif ;
- opération subventionnée au-delà des taux autorisés ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande d'aide ainsi que dans la production des pièces justifiant la dépense ;
- non-respect des engagements auprès de l'administration, souscrits par le bénéficiaire et/ou mentionnés dans le présent arrêté.

Art. 8. — Les membres de l'association Hanivai représentée par M. Torea FONSAGRIVE s'engagent à laisser libre accès à la direction de l'agriculture pour vérifier la réalisation de l'opération financée. Ils s'engagent à pratiquer l'agriculture, l'élevage ou l'exploitation forestière durant au moins 5 ans à partir de la date du présent arrêté, et à conserver l'usage de l'investissement financé durant toute la durée de son amortissement et pendant une durée minimale de 5 ans à partir de son acquisition. Ils s'engagent également à communiquer au service en charge de l'agriculture les informations nécessaires pour l'établissement des bilans financiers et comptables pendant les 3 années suivant l'attribution de l'aide, et les copies des rapports d'études, analyses et expertises éventuelles réalisées dans le cadre du projet objet de la demande d'aide.

Art. 9. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'association Hanivai représentée par M. Torea FONSAGRIVE et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 août 2024.

Moetai BROTHERTON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,
Tevaiti-Ariipaea POMARE

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,
Taivini TEAI

Arrêté n° 1290 CM du 2 août 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Mata 'Avei'a pour financer le projet d'édition artistique intitulé « Aikā », au titre de l'année 2024*NOR : SCP24202061AC-1*

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes (erratum publié au JOPF n° 89 NC du 7 novembre 2017 à la page 16424) ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la demande de subvention de fonctionnement en date du 29 mars 2024 formulée par la présidente de l'association Mata 'Avei'a, pour l'exercice 2024 ;

Vu l'avis du comité d'attribution des subventions en matière de culture et de patrimoine de la Polynésie française en date du 7 mai 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 30 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 500 000 F CFP (cinq-cent-mille francs CFP) en faveur de l'association Mata 'Avei'a pour financer le projet d'édition artistique intitulé « Aikā », au titre de l'année 2024.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : programme 96906, article 6574, centre de travail 750-F.

Art. 3. — La subvention sera versée sur le compte de l'association Mata 'Avei'a selon les modalités suivantes :

- un premier versement de 50 %, soit 250 000 F CFP (deux-cent-cinquante-mille francs CFP), au plus tôt à compter de la notification du présent arrêté ;
- le solde de 50 %, soit 250 000 F CFP (deux-cent-cinquante-mille francs CFP) sur présentation des pièces justificatives attestant de l'utilisation du premier versement et d'un état récapitulatif des dépenses correspondantes.

Art. 4. — L'association Mata 'Avei'a s'engage à produire auprès de la direction de la culture et du patrimoine les pièces justificatives du premier versement et du solde de la subvention ainsi qu'un état récapitulatif des dépenses correspondantes attestant de son utilisation dans le cadre du projet présenté, au plus tard le 15 mars 2025.

Art. 5. — À défaut de présentation de justificatifs dans les délais impartis ou en cas d'utilisation partielle de la subvention, voire d'utilisation non conforme à l'objet de la subvention, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie des sommes perçues.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'association Mata 'Avei'a et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 août 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Tevaiti-Ariipaea POMARE

Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Ronny TERIIPAIA

Arrêté n° 1291 CM du 2 août 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Puna Reo Piha'e'ina pour financer le projet d'immersion linguistique des enfants et des jeunes de Mo'orea, au titre de l'année 2024

NOR : SCP24202062AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes (erratum publié au JOPF n° 89 NC du 7 novembre 2017 à la page 16424) ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la demande de subvention de fonctionnement en date du 28 mars 2024 formulée par la présidente de l'association Puna Reo Piha'e'ina, pour l'exercice 2024 ;

Vu l'avis du comité d'attribution des subventions en matière de culture et de patrimoine de la Polynésie française en date du 7 mai 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 30 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 500 000 F CFP (cinq-cent-mille francs CFP) en faveur de l'association Puna Reo Piha'e'ina pour financer le projet d'immersion linguistique des enfants et des jeunes de Mo'orea, au titre de l'année 2024.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : programme 96906, article 6574, centre de travail 750-F.

Art. 3. — La subvention sera versée sur le compte de l'association Puna Reo Piha'e'ina selon les modalités suivantes :

- un premier versement de 50 %, soit 250 000 F CFP (deux-cent-cinquante-mille francs CFP), au plus tôt à compter de la notification du présent arrêté ;
- le solde de 50 %, soit 250 000 F CFP (deux-cent-cinquante-mille francs CFP) sur présentation des pièces justificatives attestant de l'utilisation du premier versement et d'un état récapitulatif des dépenses correspondantes.

Art. 4. — L'association Puna Reo Piha'e'ina s'engage à produire auprès de la direction de la culture et du patrimoine les pièces justificatives du premier versement et du solde de la subvention ainsi qu'un état récapitulatif des dépenses correspondantes attestant de son utilisation dans le cadre du projet présenté, au plus tard le 15 mars 2025.

Art. 5. — À défaut de présentation de justificatifs dans les délais impartis ou en cas d'utilisation partielle de la subvention, voire d'utilisation non-conforme à l'objet de la subvention, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie des sommes perçues.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies et le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'association Puna Reo Piha'e'ina et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 août 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Tevaiti-Ariipaea POMARE

Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Ronny TERIIPAIA

Arrêté n° 1292 CM du 2 août 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association District Vaka de Ua Pou pour financer le projet intitulé « Eo Enana 24 », au titre de l'année 2024*NOR : SCP24202059AC-1*

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes (erratum publié au JOPF n° 89 NC du 7 novembre 2017 à la page 16424) ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la demande de subvention de fonctionnement en date du 12 janvier 2024, formulée par le président de l'association District Vaka de Ua Pou, pour l'exercice 2024 ;

Vu l'avis du comité d'attribution des subventions en matière de culture et de patrimoine de la Polynésie française en date du 7 mai 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 30 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 800 000 F CFP (huit-cent-mille francs CFP) en faveur de l'association District Vaka de Ua Pou pour financer le projet intitulé « Eo Enana 24 », au titre de l'année 2024.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : programme 96906, article 6574, centre de travail 750-F.

Art. 3. — La subvention sera versée sur le compte de l'association District Vaka de Ua Pou selon les modalités suivantes :
- un premier versement de 50 %, soit 400 000 F CFP (quatre-cent-mille francs CFP), au plus tôt à compter de la notification du présent arrêté ;
- le solde de 50 %, soit 400 000 F CFP (quatre-cent-mille francs CFP) sur présentation des pièces justificatives attestant de l'utilisation du premier versement et d'un état récapitulatif des dépenses correspondantes.

Art. 4. — L'association District Vaka de Ua Pou s'engage à produire auprès de la direction de la culture et du patrimoine les pièces justificatives du premier versement et du solde de la subvention ainsi qu'un état récapitulatif des dépenses correspondantes attestant de son utilisation dans le cadre du projet présenté, au plus tard le 15 mars 2025.

Art. 5. — À défaut de présentation de justificatifs dans les délais impartis ou en cas d'utilisation partielle de la subvention, voire d'utilisation non conforme à l'objet de la subvention, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie des sommes perçues.

Art. 6. — Conformément à l'article LP. 15 de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 susvisée, une convention définit les obligations de l'association District Vaka de Ua Pou et les objectifs à atteindre au moyen du financement obtenu.

Art. 7. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'association District Vaka de Ua Pou et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 août 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Tevaiti-Ariipaea POMARE

Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Ronny TERIIPAA

Arrêté n° 1293 CM du 2 août 2024 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur du foyer socio-éducatif des élèves du collège de Taravao pour financer la réalisation d'un monument artistique collaboratif

NOR : SCP24201695AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention d'investissement en date du 22 février 2024 modifiée formulée par le président du foyer socio-éducatif des élèves du collège de Taravao pour l'exercice 2024 ;

Vu l'avis du comité d'attribution des subventions en matière de culture et de patrimoine de la Polynésie française du 29 mai 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 30 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention d'investissement d'un montant de 865 000 F CFP (huit-cent-soixante-cinq-mille francs CFP) en faveur du foyer socio-éducatif des élèves du collège de Taravao pour financer la réalisation d'un monument artistique collaboratif, dont le montant prévisionnel subventionnable s'élève à 865 000 F CFP (huit-cent-soixante-cinq-mille francs CFP).

Art. 2. — Le montant de la participation financière de la Polynésie française s'élèvera à 100 % du coût final de l'opération mais ne pourra pas excéder le montant plafond de 865 000 F CFP (huit-cent-soixante-cinq-mille francs CFP).

Art. 3. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française, programme 90801, AP 136.2024, AE 280.2024, article 204, centre de travail 750.

Art. 4. — La subvention sera versée sur le compte bancaire du foyer socio-éducatif des élèves du collège de Taravao selon les modalités suivantes :

- une avance de 75 %, soit 648 750 F CFP (six-cent-quarante-huit-mille-sept-cent-cinquante francs CFP), sur présentation par le bénéficiaire d'un justificatif de démarrage de l'opération financée et dès parution au *Journal officiel* de la Polynésie française du présent arrêté ;
- un acompte de 20 %, soit 173 000 F CFP (cent-soixante-treize-mille francs CFP), sur présentation des pièces justificatives attestant de l'utilisation du premier versement perçu à titre d'avance et d'un état récapitulatif des dépenses correspondantes ;
- le solde de 5 %, soit 43 250 F CFP (quarante-trois-mille-deux-cent-cinquante francs CFP), sur présentation des pièces justificatives attestant de la réalisation du projet présenté, accompagnées d'un état récapitulatif des dépenses correspondantes.

Art. 5. — Le foyer socio-éducatif des élèves du collège de Taravao s'engage à produire auprès de la direction de la culture et du patrimoine, dans un délai de six (6) mois à compter de la date du versement de l'avance de 75 %, les pièces justificatives du coût de l'opération attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté.

Art. 6. — Si, à l'expiration du délai d'un an à compter de la notification de la subvention, l'opération au titre de laquelle cette subvention accordée n'a reçu aucun commencement d'exécution, le conseil des ministres constate la caducité de sa décision.

Art. 7. — À défaut de présentation des justificatifs dans les délais impartis ou en cas d'utilisation partielle de la subvention, voire d'utilisation non conforme à l'objet de la subvention, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie des sommes perçues.

Art. 8. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au foyer socio-éducatif des élèves du collège de Taravao et publié *au Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 août 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,
Tevaiti-Ariipaea POMARE

Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,
Ronny TERIIPAIA

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES**PRÉSIDENCE**

Arrêté n° 1297 PR du 26 juillet 2024 portant transfert de gestion d'une emprise de 59 800 m² dépendant la parcelle cadastrée section A n° 635, sise commune de Rangiroa, au profit de la direction de l'agriculture et abrogeant l'arrêté n° 731 CM du 10 juillet 1991 autorisant l'affectation des terres domaniales, sises à Avatoru, Rangiroa et Taahuaia, Tubuai, au profit du service du l'économie rurale

NOR : DAF24504791AM-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 modifiée relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu le formulaire de demande de location du 14 mars 2023 de la société d'Électricité de Polynésie (EDP) ;

Vu la lettre n° 5549 MPR/DAG/STG du 4 septembre 2023 ;

Vu les délibérations n° 51-2023 et n° 55-2023 du 24 octobre 2023 du conseil municipal de la commune de Rangiroa ;

Vu la lettre n° 932 VP du 21 mars 2024 ;

Vu la lettre n° 539 MPR du 10 avril 2024,

Arrête :

Article 1er. — Le transfert de gestion d'une emprise de 59 800 m² dépendant de la parcelle cadastrée commune de Rangiroa, section A n° 635, est autorisé au profit de la direction de l'agriculture, telle qu'elle figure sur le plan établi le 13 octobre 2023 détenu par la direction des affaires foncières - section du domaine.

Art. 2. — Le présent transfert de gestion prend effet à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 3. — Le présent transfert de gestion est destiné à la gestion, l'entretien d'une station de recherche agricole et la mise en place d'un lotissement agricole.

Art. 4. — Tous travaux de construction et d'aménagement sont soumis à l'obtention préalable des autorisations réglementaires nécessaires en la matière. Le gestionnaire devra fournir à la direction des affaires foncières toutes pièces justifiant ces autorisations et notamment le certificat d'achèvement des travaux.

Art. 5. — Conformément aux dispositions de l'article LP. 56 de la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 susvisée, le gestionnaire gère l'immeuble dont la gestion lui a été transférée en bon père de famille et prend, en tant que de besoin, tous les actes nécessaires, à la réalisation de cette obligation.

Art. 6. — Il peut à ce titre passer tout acte de gestion et notamment consentir des locations dans le respect de la destination du bien. Il formalise tous les actes, notamment le bail lorsqu'il autorise une location.

Art. 7. — Le gestionnaire supporte les taxes, les impôts, l'amortissement et toutes les charges afférentes à la conservation, l'entretien et au fonctionnement du bien transféré. Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir d'un tiers et engagera ou défendra tout contentieux utile afin de préserver l'intégrité du bien transféré.

Art. 8. — Lorsqu'un motif d'intérêt général ou la bonne administration du bien transféré justifie de modifier les conditions de transfert de gestion ou d'en prononcer la fin, l'autorité compétente peut y procéder, y compris en l'absence d'accord du gestionnaire.

Art. 9. — L'arrêté n° 731 CM du 10 juillet 1991 autorisant l'affectation des terres domaniales, sises à Avatoru, Rangiroa et Taahuaia, Tubuai, au profit du service du l'économie rurale, est abrogé.

Art. 10. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la direction de l'agriculture et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 juillet 2024.

Moetai BROTHERRSON

Par le Président de la Polynésie française :

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, absent, le ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée,

Cédric MERCADAL

Arrêté n° 1306 PR du 30 juillet 2024 portant attribution d'une aide financière en vue de favoriser la sortie de l'indivision immobilière en faveur de M. Nicolas Opuura HAUATA dans le cadre des opérations de transcription d'un partage judiciaire

NOR : DAF24505613AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2023-066 APF du 14 décembre 2023 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2024 ;

Vu la délibération n° 2016-105 APF du 27 octobre 2016 modifiée instituant une aide individuelle en vue de favoriser la sortie de l'indivision immobilière ;

Vu l'arrêté n° 1899 CM du 22 novembre 2016 modifié portant application de la délibération n° 2016-105 APF du 27 octobre 2016 modifiée instituant une aide individuelle en vue de favoriser la sortie de l'indivision immobilière ;

Vu la demande de M. Nicolas Opuura HAUATA réceptionnée à la direction des affaires foncières le 19 septembre 2022 ;

Vu l'arrêté RG 42/Terre/01 du 20 septembre 2007 rendu par la cour d'appel de Papeete le 20 septembre 2007 ;

Vu la lettre de consultation n° 20281 MAF/DAF du 20 octobre 2022 ;

Vu l'offre transmise par le cabinet de géomètre Geo Fenua en date du 30 mars 2023 ;

Vu le tableau de dépouillement du 29 novembre 2022 ;

Vu le rapport d'analyse des offres n° 7478 MAF/DAF du 30 mars 2023 ;

Vu la lettre n° 7479 MAF/DAF du 30 mars 2023 attribuant l'offre au cabinet de géomètre Geo Fenua ;

Vu le devis transmis par l'entreprise individuelle Poly Services Foncier en date du 28 juin 2022,

Arrête :

Article 1er. — Dans le cadre des opérations de transcription d'un partage judiciaire, une aide financière d'un montant total de 2 552 600 F CFP (deux-millions-cinq-cent-cinquante-deux-mille-six-cents francs CFP) est accordée à M. Nicolas Opuura HAUATA pour la prise en charge des frais ci-après listés, relatifs à la procédure de sortie de l'indivision immobilière des biens définis à l'article 2 du présent arrêté :

- frais de géomètre à hauteur de 2 439 600 F CFP (deux-millions-quatre-cent-trente-neuf-mille-six-cents francs CFP) ;
- frais de l'agent de transcription à hauteur de 113 000 F CFP (cent-treize-mille francs CFP).

Art. 2. — Les biens concernés par la sortie de l'indivision immobilière sont les terres suivantes :

sises commune associée de Mata'ura, commune de Tupua'i :

- Hauatara, cadastrée section CZ n° 36 d'une superficie de 10 852 m² ;
- Hueava/lot 1, cadastrée section CI n° 7 d'une superficie de 3 094 m² ;
- Hueava/lot 2, cadastrée section CI n° 5 d'une superficie de 36 858 m²,

sises commune associée de Ta'ahu'aia, commune de Tupua'i :

- Uruhau/lot A1 parcelle 1, cadastrée section HA n° 32 d'une superficie de 1 985 m² ;
- Teautara n° 3/parcelle 1, cadastrée section HA n° 55 d'une superficie de 7 867 m² ;
- Metuateura, cadastrée section HR n° 10 d'une superficie de 2 797 m² ;
- Houhou, cadastrée section HD n° 35 d'une superficie de 8 163 m² ;
- Teahauavaipeetau/lot 1, cadastrée section HE n° 40 d'une superficie de 1 563 m² ;
- Teamato/lot 1 parcelle 1, cadastrée section HE n° 47 d'une superficie de 2 404 m².

Art. 3. — S'agissant des frais de géomètre, l'aide financière sera versée sur le compte bancaire du cabinet de géomètre Geo Fenua à hauteur de 2 439 600 F CFP (deux-millions-quatre-cent-trente-neuf-mille-six-cents francs CFP) pour l'établissement des délimitations nécessaires aux formalités de transcription de l'arrêt n° RG 42/Terre/01 rendu par la cour d'appel de Papeete le 20 septembre 2007, conformément à l'offre retenue par la direction des affaires foncières le 29 novembre et jointe au dossier de demande d'aide.

Les travaux devront être réalisés dans un délai de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Pour justifier la réalisation de ses prestations, le cabinet de géomètre Geo Fenua devra adresser à la direction des affaires foncières, une facture accompagnée d'un rapport d'opérations comprenant une copie du plan de partage, une copie du document d'arpentage, une copie du complément cadastral ainsi qu'un récépissé de dépôt de ces documents à l'agent de transcription en charge du dossier.

Art. 4. — S'agissant des frais liés à la rémunération de l'agent de transcription, l'aide financière sera versée sur le compte bancaire de l'entreprise individuelle Poly Services Foncier à hauteur de 113 000 F CFP (cent-treize-mille francs CFP), sur constatation de la réalisation effective et complète des prestations prises en charge notamment l'arrêt n° RG 42/Terre/01 rendu par la cour d'appel de Papeete le 20 septembre 2007, conformément à sa transmission en date du 28 juin 2022 jointe au dossier de demande.

Les factures devront être adressées à la direction des affaires foncières par l'entreprise individuelle Poly Services Foncier accompagnées d'une copie revêtue de la formule de transcription ou à défaut d'une copie du refus de dépôt de l'acte établi par la section recette-conservation des hypothèques empêchant la transcription de l'acte.

Art. 5. — Conformément à l'article 7 de la délibération n° 2016-105 APF du 27 octobre 2016 modifiée il est précisé que : « *La décision d'attribution est caduque à l'échéance d'un délai de trois ans à compter de la date de sa notification.* ».

Art. 6. — Conformément à l'article 8-2 de la délibération n° 2016-105 APF du 27 octobre 2016 modifiée il est précisé que : « *L'attribution de l'aide emporte l'obligation pour le demandeur ainsi que pour les co-indivisaires auxquels s'étend le bénéfice de la sortie d'indivision aidée de maintenir le bien partagé grâce à l'attribution de l'aide dans le patrimoine familial pendant un délai de trente ans à compter de la date de publication au Journal officiel de la Polynésie française de la décision de l'autorité compétente qui attribue l'aide.* ».

Art. 7. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : mission 976, programme 97603, article 651 « Aides à la personne ».

Art. 8. — Le présent arrêté sera notifié au bénéficiaire au cabinet de géomètre Geo Fenua à l'entreprise individuelle Poly Services Foncier et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 juillet 2024.

Moetai BROTHERSON

Arrêté n° 1307 PR du 30 juillet 2024 autorisant le transfert au profit de M. Tetau SNOW-PATERE du bénéfice de l'aide financière en vue de favoriser la sortie de l'indivision immobilière accordée à Mme Ariautai SNOW épouse TEPEHU suivant l'arrêté n° 5171 MAF du 20 mai 2022

NOR : DAF24507405AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2023-066 APF du 14 décembre 2023 modifiée approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2024 ;

Vu la délibération n° 2016-105 APF du 27 octobre 2016 modifiée instituant une aide individuelle en vue de favoriser la sortie de l'indivision immobilière ;

Vu l'arrêté n° 1899 CM du 22 novembre 2016 modifié portant application de la délibération n° 2016-105 APF du 27 octobre 2016 modifiée instituant une aide individuelle en vue de favoriser la sortie de l'indivision immobilière ;

Vu l'arrêté n° 5171 MAF du 20 mai 2022 portant attribution d'une aide financière en vue de favoriser la sortie d'indivision immobilière en faveur de Mme Ariautai SNOW épouse TEPEHU dans le cadre des opérations de transcription d'un partage judiciaire ;

Vu l'acte de décès n° 4 du 25 juin 2022 de Mme Ariautai SNOW épouse TEPEHU ;

Vu la demande de transfert du bénéfice de l'aide formulée par M. Tetau SNOW-PATERE frère de Mme Ariautai SNOW épouse TEPEHU, bénéficiaire décédée de l'aide, réceptionnée à la direction des affaires foncières 1er septembre 2022,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisé le transfert au profit de M. Tetau SNOW-PATERE du bénéfice de l'aide financière en vue de favoriser la sortie de l'indivision immobilière accordée à Mme Ariautai SNOW épouse TEPEHU suivant arrêté n° 5171 MAF du 20 mai 2022.

Art. 2. — Le présent transfert est consenti à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française et porte sur la prise en charge des prestations non encore réalisées visées aux termes de l'arrêté n° 5171 MAF du 20 mai 2022 susvisé.

Art. 3. — Conformément à l'article 7 de la délibération n° 2016-105 APF du 27 octobre 2016 modifiée il est précisé que : « *La décision d'attribution est caduque à l'échéance d'un délai de trois 3 ans à compter de la date de sa notification* ». Ladite notification étant intervenue auprès de Mme Ariautai SNOW épouse TEPEHU alors titulaire de l'aide le 23 mai 2022, la caducité interviendra le 23 mai 2025.

Art. 4. — Le bénéficiaire du transfert de l'aide financière en vue de favoriser la sortie de l'indivision immobilière qui succède au demandeur de ladite aide s'engage à respecter les obligations issues de la délibération n° 2016-105 APF du 27 octobre 2016 modifiée susvisée notamment son article 8-2 il est précisé que : « *L'attribution de l'aide emporte l'obligation pour le demandeur ainsi que pour les co-indivisaires auxquels s'étend le bénéfice de la sortie d'indivision aidée de maintenir le bien partagé grâce à l'attribution de l'aide dans le patrimoine familial pendant un délai de trente ans à compter de la date de publication au Journal officiel de la Polynésie française de la décision de l'autorité compétente qui attribue l'aide* ».

Art. 5. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : mission 976, programme 97603, article 651 « Aides à la personne ».

Art. 6. — Le présent arrêté sera notifié au bénéficiaire du transfert de l'aide, au cabinet de géomètre Anding - Leininger à l'office notarial Philippe Clémencet, Alexandrine Clémencet, Jean-Philippe Pinna et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 juillet 2024.

Moetai BROTHERSON

Arrêté n° 1308 PR du 30 juillet 2024 portant attribution d'une aide financière en vue de favoriser la sortie de l'indivision immobilière en faveur de Mme Vivia TUFAIMEA veuve SEVESTRE dans le cadre des opérations de transcription d'un partage judiciaire

NOR : DAF24506688AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2023-066 APF du 14 décembre 2023 modifiée approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2024 ;

Vu la délibération n° 2016-105 APF du 27 octobre 2016 modifiée instituant une aide individuelle en vue de favoriser la sortie de l'indivision immobilière ;

Vu l'arrêté n° 1899 CM du 22 novembre 2016 modifié portant application de la délibération n° 2016-105 APF du 27 octobre 2016 modifiée instituant une aide individuelle en vue de favoriser la sortie de l'indivision immobilière ;

Vu la demande de Mme Vivia TUFAIMEA veuve SEVESTRE réceptionnée à la direction des affaires foncières le 22 juillet 2022 ;

Vu le jugement n° 25 rendu par le tribunal de première instance de Papeete le 1er avril 2005 ;

Vu la lettre de consultation n° 19095 MAF/DAF du 29 septembre 2022 ;

Vu l'offre transmise par le cabinet de géomètre Wild en date du 15 novembre 2022 ;

Vu le tableau de dépouillement du 25 octobre 2022 ;

Vu la lettre n° 22218 MAF/DAF du 15 novembre 2022 attribuant l'offre au cabinet de géomètre Wild,

Arrête :

Article 1er. — Dans le cadre des opérations de transcription d'un partage judiciaire, une aide financière d'un montant total de 1 569 876 F CFP (un-million-cinq-cent-soixante-neuf-mille-huit-cent-soixante-seize francs CFP) est accordée à Mme Vivia TUFAIMEA veuve SEVESTRE pour la prise en charge des frais ci-après listés, relatifs à la procédure de sortie de l'indivision immobilière des biens définis à l'article 2 du présent arrêté :

- frais de géomètre à hauteur de 1 569 876 F CFP (un-million-cinq-cent-soixante-neuf-mille-huit-cent-soixante-seize francs CFP).

Art. 2. — Les biens concernés par la sortie de l'indivision immobilière sont les terres suivantes sises commune de Fitii - Huahine :

- Tevairoa 3/surplus (côté montagne), cadastrée section BE n°10 d'une superficie de 7 240 m² ;
- Huihuiamanu 2/partie, cadastrée section BE n° 13 d'une superficie de 64 320 m² ;
- Huihuiamanu 2/partie, cadastrée section BI n° 4 d'une superficie de 4 905 m² ;
- Huihuiamanu 2/partie, cadastrée section BI n° 5 d'une superficie de 3 807 m² ;
- Huihuiamanu 2/partie, cadastrée section LA n° 5 d'une superficie de 67 942 m².

Art. 3. — S'agissant des frais de géomètre, l'aide financière sera versée sur le compte bancaire du cabinet de géomètre Wild à hauteur de 1 569 876 F CFP (un-million-cinq-cent-soixante-neuf-mille-huit-cent-soixante-seize francs CFP) pour l'établissement du plan de partage, du document d'arpentage et de la mise en place des limites, conformément à l'offre retenu par la direction des affaires foncières et jointe au dossier de demande d'aide.

Les travaux devront être réalisés dans un délai de 9 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Pour justifier la réalisation de ses prestations, le cabinet de géomètre Wild devra adresser à la direction des affaires foncières, une facture accompagnée d'un rapport d'opérations comprenant une copie du plan de partage, une copie du document d'arpentage, une copie du complément cadastral ainsi qu'un récépissé de dépôt de ces documents à la subdivision de la direction des affaires foncières de 'Uturoa - Ra'iātea.

Art. 4. — Conformément à l'article 7 de la délibération n° 2016-105 APF du 27 octobre 2016 modifiée, il est précisé que : « La décision d'attribution est caduque à l'échéance d'un délai de trois ans à compter de la date de sa notification. » .

Art. 5. — Conformément à l'article 8-2 de la délibération n° 2016-105 APF du 27 octobre 2016 modifiée, il est précisé que :
« *L'attribution de l'aide emporte l'obligation pour le demandeur ainsi que pour les coindivisaires auxquels s'étend le bénéfice de la sortie d'indivision aidée de maintenir le bien partagé grâce à l'attribution de l'aide dans le patrimoine familial pendant un délai de trente ans à compter de la date de publication au Journal officiel de la Polynésie française de la décision de l'autorité compétente qui attribue l'aide.* » .

Art. 6. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française à la mission 976, programme 97603, article 651
« Aides à la personne » .

Art. 7. — Le présent arrêté sera notifié au bénéficiaire au cabinet de géomètre Wild et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 juillet 2024.

Moetai BROTHERTON

Arrêté n° 1309 PR du 30 juillet 2024 portant attribution d'une aide financière en vue de favoriser la sortie de l'indivision immobilière en faveur de Mme Rose Vahinehau PAEPAETAATA veuve DEANE dans le cadre des opérations de transcription d'un partage judiciaire

NOR : DAF24505705AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2023-066 APF du 14 décembre 2023 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2024 ;

Vu la délibération n° 2016-105 APF du 27 octobre 2016 modifiée instituant une aide individuelle en vue de favoriser la sortie de l'indivision immobilière ;

Vu l'arrêté n° 1899 CM du 22 novembre 2016 modifié portant application de la délibération n° 2016-105 APF du 27 octobre 2016 modifiée instituant une aide individuelle en vue de favoriser la sortie de l'indivision immobilière ;

Vu la demande de Mme Rose Vahinehau PAEPAETAATA veuve DEANE réceptionnée à la direction des affaires foncières le 20 mars 2023 ;

Vu le jugement 323-299 du 16 février 1994 rendu par le tribunal de première instance de Papeete le 16 février 1994 ;

Vu la lettre de consultation n° 6356 MAF/DAF du 28 mars 2023 ;

Vu le devis n° 25823 PAE_PAE_D transmis par le cabinet de géomètre Geo Fenua en date du 13 juin 2023 ;

Vu la proposition d'honoraire n° T22/115 transmise par l'entreprise individuelle Avé Transcription en date du 18 mai 2022,

Arrête :

Article 1er. — Dans le cadre des opérations de transcription d'un partage judiciaire, une aide financière d'un montant total de 581 400 F CFP (cinq-cent-quatre-vingt-un-mille-quatre-cents francs CFP) est accordée à Mme Rose Vahinehau PAEPAETAATA veuve DEANE pour la prise en charge des frais ci-après listés, relatifs à la procédure de sortie de l'indivision immobilière des biens définis à l'article 2 du présent arrêté :

- frais de géomètre à hauteur de 467 400 F CFP (quatre-cent-soixante-sept-mille-quatre-cents francs CFP) ;
- frais de l'agent de transcription à hauteur de 114 000 F CFP (cent-quatorze-mille francs CFP).

Art. 2. — Le bien concerné par la sortie de l'indivision immobilière est la terre suivante, sise commune de Pā'ea :

- Puoho 1, cadastrée section AO n° 82 d'une superficie de 565 m² ;
- Puoho 1, surplus (lot F), cadastrée section AO n° 150 d'une superficie de 13 085 m² ;
- Puoho 1 ou Buoho 1/(Partie), cadastrée section BM n° 1 d'une superficie de 21 281 m².

Art. 3. — S'agissant des frais de géomètre, l'aide financière sera versée sur le compte bancaire du cabinet de géomètre Geo Fenua à hauteur de 467 400 F CFP (quatre-cent-soixante-sept-mille-quatre-cents francs CFP) pour l'établissement des délimitations nécessaires aux formalités de transcription du jugement de partage de la terre Puoho 1 sise commune de Pā'ea suscitée, rendu par le tribunal de première instance de Papeete le 16 février 1994, conformément au devis n° 25823_PAE_PAE_D retenu par la direction des affaires foncières et joint au dossier de demande d'aide.

Pour justifier la réalisation de ses prestations, le cabinet de géomètre Geo Fenua devra adresser à la direction des affaires foncières une facture accompagnée d'un rapport d'opérations comprenant une copie du plan de partage, une copie du document d'arpentage ainsi qu'un récépissé de dépôt de ces documents à l'agent de transcription en charge du dossier.

Art. 4. — S'agissant des frais liés à la rémunération de l'agent de transcription, l'aide financière sera versée sur le compte bancaire de l'entreprise individuelle Avé Transcription à hauteur de 114 000 F CFP (cent-quatorze-mille francs CFP), sur constatation de la réalisation effective et complète des prestations prises en charge notamment la transcription du jugement n° 323-299 du 16 février 1994, conformément à la proposition d'honoraires n° T22/115 du 18 mai 2022, jointe au dossier de demande.

Les factures devront être adressées à la direction des affaires foncières par l'entreprise individuelle Avé Transcription accompagnées d'une copie revêtue de la formule de transcription ou à défaut d'une copie du refus de dépôt de l'acte établi par la section recette-conservation des hypothèques empêchant la transcription de l'acte.

Art. 5. — Conformément à l'article 7 de la délibération n° 2016-105 APF du 27 octobre 2016 modifiée il est précisé que : « *La décision d'attribution est caduque à l'échéance d'un délai de trois ans à compter de la date de sa notification* ».

Art. 6. — Conformément à l'article 8-2 de la délibération n° 2016-105 APF du 27 octobre 2016 modifiée il est précisé que : « *L'attribution de l'aide emporte l'obligation pour le demandeur ainsi que pour les co-indivisaires auxquels s'étend le bénéfice de la sortie d'indivision aidée de maintenir le bien partagé grâce à l'attribution de l'aide dans le patrimoine familial pendant un délai de trente ans à compter de la date de publication au Journal officiel de la Polynésie française de la décision de l'autorité compétente qui attribue l'aide* ».

Art. 7. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : mission 976, programme 97603, article 651 « Aides à la personne ».

Art. 8. — Le présent arrêté sera notifié au bénéficiaire, au cabinet de géomètre Geo Fenua, à l'entreprise individuelle Avé Transcription et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 juillet 2024.
Moetai BROTHERSON

Arrêté n° 1317 PR du 30 juillet 2024 portant octroi d'une aide financière à M. Marcel Tapare AMARU

NOR : SDR24507411AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 1929 CM du 30 octobre 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu la demande d'aide de M. Marcel Tapare AMARU réceptionnée le 23 février 2024 et réputée complète le 22 mars 2024 ;

Vu l'avis de la commission d'attribution des aides à l'agriculture du 27 mars 2024,

Arrête :

Article 1er. — Une aide à l'investissement en équipements agricoles et d'agro-transformation d'un montant plafonné de 3 500 000 F CFP (trois-millions-cinq-cent-mille francs CFP) est attribuée à M. Marcel Tapare AMARU (aide type 2 de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée). M. Marcel Tapare AMARU, né le 12 mai 1989 à Papeete, est exploitant agricole à Afaahiti (Taiaapu-Est), Tahiti, carte professionnelle CAPL n° 2022-CG-0626.

Le taux d'aide attribué correspond à 70 % (taux majoré pour filière agriculture biologique) du montant des dépenses éligibles selon le tableau ci-après :

Dépense éligible (en F CFP)	Aide plafonnée (en F CFP)
5 418 097	3 500 000

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : section investissement, centre de travail 740, mission 905, AP 74.2024, AE 129.2024, article 204.

Art. 3. — L'aide est versée sur le compte ouvert par Tahiti Automobile, fournisseur du matériel agricole, suivant les termes d'une convention qui sera signée par le bénéficiaire de l'aide, le fournisseur du matériel et la Polynésie française.

Une avance de l'aide ne dépassant pas 50 % du montant total peut-être versée auprès du fournisseur à la commande, après présentation d'un justificatif attestant le versement de la quote-part du bénéficiaire.

Le bénéficiaire de l'aide s'engage à commencer la mise en œuvre du projet, objet de l'aide, dans un délai de 12 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Il s'engage également à signer la facture correspondant au matériel subventionné lors de son retrait auprès du fournisseur.

Les tranches restantes ou totalité de l'aide sont versées au fournisseur sur présentation des factures justifiant la livraison complète des équipements.

Art. 4. — Le fournisseur du matériel dispose d'un délai de 3 mois, après livraison du matériel et à compter de la date figurant sur la facture signée par le bénéficiaire, pour faire parvenir à la direction de l'agriculture les pièces nécessaires à la liquidation de l'aide, spécifiées dans la convention précitée.

Art. 5. — Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est inférieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur la base d'une aide recalculée à partir de l'investissement réel. Le cas échéant, le reversement du trop-perçu est demandé au bénéficiaire.

Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est supérieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur le montant de l'aide octroyée sans qu'elle puisse être réévaluée.

Art. 6. — Si, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date de notification du présent arrêté, le projet, l'opération ou la tranche d'opération au titre duquel l'aide a été accordée n'a pas été réalisé, la décision attributive de l'aide est caduque et la direction en charge de l'agriculture en informe le bénéficiaire. Sur demande motivée du bénéficiaire transmise au service instructeur par lettre recommandée avant l'expiration du délai de caducité, cette autorité peut proroger la validité de sa décision pour une période qui ne peut excéder un an.

Art. 7. — M. Marcel Tapare AMARU s'engage à laisser libre accès à la direction de l'agriculture pour vérifier la réalisation de l'opération financée. Il s'engage à pratiquer l'agriculture, l'élevage ou l'exploitation forestière durant au moins 5 ans à partir de la date du présent arrêté, et à conserver l'usage de l'investissement financé durant toute la durée de son amortissement et pendant une durée minimale de 5 ans à partir de son acquisition. Il s'engage également à communiquer au service en charge de l'agriculture les informations nécessaires pour l'établissement des bilans financiers et comptables pendant les 3 années suivant l'attribution de l'aide, et les copies des rapports d'études, analyses et expertises éventuelles réalisées dans le cadre du projet objet de la demande d'aide.

Art. 8. — Le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté peut être exigé dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement financé sans autorisation, préalable et écrite, de l'autorité compétente ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté attributif ;
- opération subventionnée au-delà des taux autorisés ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande d'aide ainsi que dans la production des pièces justifiant la dépense ;
- non-respect des engagements auprès de l'administration, souscrits par le bénéficiaire et/ou mentionnés dans le présent arrêté.

Art. 9. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Marcel Tapare AMARU et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 juillet 2024.

Moetai BROTHERTON

Par le Président de la Polynésie française :

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, absent, le ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée,

Cédric MERCADAL

Arrêté n° 1318 PR du 30 juillet 2024 portant octroi d'une aide financière à Mme Blandine Tiriouoho KEHUEHITU épouse TAMARII

NOR : SDR24507451AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 1929 CM du 30 octobre 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu la demande d'aide de Mme Blandine Tiriouoho KEHUEHITU épouse TAMARII réceptionnée le 1er février 2024 et réputée complète le 22 février 2024 ;

Vu l'avis de la commission d'attribution des aides à l'agriculture du 27 mars 2024,

Arrête :

Article 1er. — Une aide à l'investissement en équipements agricoles et d'agro-transformation d'un montant de 1 901 720 F CFP (un-million-neuf-cent-un-mille-sept-cent-vingt francs CFP) est attribuée à Mme Blandine Tiriouoho KEHUEHITU épouse TAMARII (aide type 2 de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée). Mme Blandine Tiriouoho KEHUEHITU épouse TAMARII, née le 8 novembre 1977 à Hane, est exploitante agricole à Puna'auia, Tahiti, carte professionnelle CAPL n° 2023-CG-284.

Le taux d'aide attribué correspond à 30 % du montant des dépenses éligibles selon le tableau ci-après :

Dépense éligible (en F CFP)	Aide (en F CFP)
6 339 067	1 901 720

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : section investissement, centre de travail 740, mission 905, AP 74.2024, AE 129.2024, article 204.

Art. 3. — L'aide est versée sur le compte ouvert par Tahiti Automobiles, fournisseur du matériel agricole, suivant les termes d'une convention qui sera signée par la bénéficiaire de l'aide, le fournisseur du matériel et la Polynésie française.

Une avance de l'aide ne dépassant pas 50 % du montant total peut-être versée auprès du fournisseur à la commande, après présentation d'un justificatif attestant le versement de la quote-part du bénéficiaire.

La bénéficiaire de l'aide s'engage à commencer la mise en œuvre du projet, objet de l'aide, dans un délai de 12 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Elle s'engage également à signer la facture correspondant au matériel subventionné lors de son retrait auprès du fournisseur.

Les tranches restantes ou totalité de l'aide sont versées au fournisseur sur présentation des factures justifiant la livraison complète des équipements.

Art. 4. — Le fournisseur du matériel dispose d'un délai de 3 mois, après livraison du matériel et à compter de la date figurant sur la facture signée par la bénéficiaire, pour faire parvenir à la direction de l'agriculture les pièces nécessaires à la liquidation de l'aide, spécifiées dans la convention précitée.

Art. 5. — Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est inférieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur la base d'une aide recalculée à partir de l'investissement réel. Le cas échéant, le reversement du trop-perçu est demandé au bénéficiaire.

Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est supérieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur le montant de l'aide octroyée sans qu'elle puisse être réévaluée.

Art. 6. — Si, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date de notification du présent arrêté, le projet, l'opération ou la tranche d'opération au titre duquel l'aide a été accordée n'a pas été réalisé, la décision attributive de l'aide est caduque et la direction en charge de l'agriculture en informe la bénéficiaire. Sur demande motivée du bénéficiaire transmise au service instructeur par lettre recommandée avant l'expiration du délai de caducité, cette autorité peut proroger la validité de sa décision pour une période qui ne peut excéder un an.

Art. 7. — Mme Blandine Tiriouho KEHUEHITU épouse TAMARII s'engage à laisser libre accès à la direction de l'agriculture pour vérifier la réalisation de l'opération financée. Elle s'engage à pratiquer l'agriculture, l'élevage ou l'exploitation forestière durant au moins 5 ans à partir de la date du présent arrêté, et à conserver l'usage de l'investissement financé durant toute la durée de son amortissement et pendant une durée minimale de 5 ans à partir de son acquisition. Elle s'engage également à communiquer au service en charge de l'agriculture les informations nécessaires pour l'établissement des bilans financiers et comptables pendant les 3 années suivant l'attribution de l'aide, et les copies des rapports d'études, analyses et expertises éventuelles réalisées dans le cadre du projet objet de la demande d'aide.

Art. 8. — Le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté peut être exigé dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement financé sans autorisation, préalable et écrite, de l'autorité compétente ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté attributif ;
- opération subventionnée au-delà des taux autorisés ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande d'aide ainsi que dans la production des pièces justifiant la dépense ;
- non-respect des engagements auprès de l'administration, souscrits par la bénéficiaire et/ou mentionnés dans le présent arrêté.

Art. 9. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Blandine Tiriouho KEHUEHITU épouse TAMARII et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 juillet 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, absent, le ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée,
Cédric MERCADAL

Arrêté n° 1319 PR du 30 juillet 2024 portant octroi d'une aide financière à Mme Raymonde MAITERE épouse VILLIERME-PUPUTAUKE

NOR : SDR24507495AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 1929 CM du 30 octobre 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu la demande d'aide de Mme Raymonde MAITERE épouse VILLIERME-PUPUTAUKE réceptionnée le 6 mars 2024 et réputée complète le 26 mars 2024 ;

Vu l'avis de la commission d'attribution des aides à l'agriculture du 27 mars 2024,

Arrête :

Article 1er. — Une aide à l'investissement en équipements agricoles et d'agro-transformation d'un montant de 2 350 484 F CFP (deux-millions-trois-cent-cinquante-mille-quatre-cent-quatre-vingt-quatre francs CFP) est attribuée à Mme Raymonde MAITERE épouse VILLIERME-PUPUTAUKE (aide type 2 de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée). Mme Raymonde MAITERE épouse VILLIERME-PUPUTAUKE, née le 27 avril 1963 à Afaahiti, est exploitante agricole à Afaahiti (Taiaapu-Est), Tahiti, carte professionnelle CAPL n° 2024-CG-244.

Le taux d'aide attribué correspond à 60 % du montant des dépenses éligibles selon le tableau ci-après :

Dépense éligible (en F CFP)	Aide (en F CFP)
3 917 473	2 350 484

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : section investissement, centre de travail 740, mission 905, AP 74.2024, AE 129.2024, article 204.

Art. 3. — L'aide est versée sur le compte ouvert par Agridis Polynésie, fournisseur du matériel agricole, suivant les termes d'une convention qui sera signée par la bénéficiaire de l'aide, le fournisseur du matériel et la Polynésie française.

Une avance de l'aide ne dépassant pas 50 % du montant total peut-être versée auprès du fournisseur à la commande, après présentation d'un justificatif attestant le versement de la quote-part du bénéficiaire.

La bénéficiaire de l'aide s'engage à commencer la mise en œuvre du projet, objet de l'aide, dans un délai de 12 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Elle s'engage également à signer la facture correspondant au matériel subventionné lors de son retrait auprès du fournisseur.

Les tranches restantes ou totalité de l'aide sont versées au fournisseur sur présentation des factures justifiant la livraison complète des équipements.

Art. 4. — Le fournisseur du matériel dispose d'un délai de 3 mois, après livraison du matériel et à compter de la date figurant sur la facture signée par la bénéficiaire, pour faire parvenir à la direction de l'agriculture les pièces nécessaires à la liquidation de l'aide, spécifiées dans la convention précitée.

Art. 5. — Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est inférieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur la base d'une aide recalculée à partir de l'investissement réel. Le cas échéant, le reversement du trop-perçu est demandé au bénéficiaire.

Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est supérieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur le montant de l'aide octroyée sans qu'elle puisse être réévaluée.

Art. 6. — Si, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date de notification du présent arrêté, le projet, l'opération ou la tranche d'opération au titre duquel l'aide a été accordée n'a pas été réalisé, la décision attributive de l'aide est caduque et la direction en charge de l'agriculture en informe la bénéficiaire. Sur demande motivée du bénéficiaire transmise au service instructeur par lettre recommandée avant l'expiration du délai de caducité, cette autorité peut proroger la validité de sa décision pour une période qui ne peut excéder un an.

Art. 7. — Mme Raymonde MAITERE épouse VILLIERME-PUPUTAUKI s'engage à laisser libre accès à la direction de l'agriculture pour vérifier la réalisation de l'opération financée. Elle s'engage à pratiquer l'agriculture, l'élevage ou l'exploitation forestière durant au moins 5 ans à partir de la date du présent arrêté, et à conserver l'usage de l'investissement financé durant toute la durée de son amortissement et pendant une durée minimale de 5 ans à partir de son acquisition. Elle s'engage également à communiquer au service en charge de l'agriculture les informations nécessaires pour l'établissement des bilans financiers et comptables pendant les 3 années suivant l'attribution de l'aide, et les copies des rapports d'études, analyses et expertises éventuelles réalisées dans le cadre du projet objet de la demande d'aide.

Art. 8. — Le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté peut être exigé dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement financé sans autorisation, préalable et écrite, de l'autorité compétente ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté attributif ;
- opération subventionnée au-delà des taux autorisés ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande d'aide ainsi que dans la
- production des pièces justifiant la dépense ;
- non-respect des engagements auprès de l'administration, souscrits par la bénéficiaire et/ou mentionnés dans le présent arrêté.

Art. 9. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Raymonde MAITERE épouse VILLIERME-PUPUTAUKI et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 juillet 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, absent, le ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée,
Cédric MERCADAL

Arrêté n° 1320 PR du 30 juillet 2024 portant octroi d'une aide financière à M. Geoffrey Aivanaa TEVAEARAI

NOR : SDR24507409AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 1929 CM du 30 octobre 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu la demande d'aide de M. Geoffrey Aivanaa TEVAEARAI réceptionnée le 4 janvier 2024 et réputée complète le 22 février 2024 ;

Vu l'avis de la commission d'attribution des aides à l'agriculture du 27 mars 2024,

Arrête :

Article 1er. — Une aide à l'investissement en équipements agricoles et d'agro-transformation d'un montant de 1 854 532 F CFP (un-million-huit-cent-cinquante-quatre-mille-cinq-cent-trente-deux francs CFP) est attribuée à M. Geoffrey Aivanaa TEVAEARAI (aide type 2 de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée). M. Geoffrey Aivanaa TEVAEARAI, né le 27 octobre 1987 à Papeete, est exploitant agricole à Taiarapu-Est, Tahiti, carte professionnelle CAPL n° 2024-CG-236.

Le taux d'aide attribué aux équipements motorisés roulants correspond à 30 % et aux autres équipements à 40 % du montant des dépenses éligibles selon le tableau ci-après :

Type de matériel	Dépenses éligibles (en F CFP)	Aide (en F CFP)
Équipements motorisés roulants	5 219 999	1 566 000
Autres équipements	721 330	288 532
Total	5 941 329	1 854 532

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : section investissement, centre de travail 740, mission 905, AP 74.2024, AE 129.2024, article 204.

Art. 3. — L'aide est versée sur le compte ouvert par SARL ETS Dieumegard, fournisseur du matériel agricole, suivant les termes d'une convention qui sera signée par le bénéficiaire de l'aide, le fournisseur du matériel et la Polynésie française.

Une avance de l'aide ne dépassant pas 50 % du montant total peut être versée auprès du fournisseur à la commande, après présentation d'un justificatif attestant le versement de la quote-part du bénéficiaire.

Le bénéficiaire de l'aide s'engage à commencer la mise en œuvre du projet, objet de l'aide, dans un délai de 12 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Il s'engage également à signer la facture correspondant au matériel subventionné lors de son retrait auprès du fournisseur.

Les tranches restantes ou totalité de l'aide sont versées au fournisseur sur présentation des factures justifiant la livraison complète des équipements.

Art. 4. — Le fournisseur du matériel dispose d'un délai de 3 mois, après livraison du matériel et à compter de la date figurant sur la facture signée par le bénéficiaire, pour faire parvenir à la direction de l'agriculture les pièces nécessaires à la liquidation de l'aide, spécifiées dans la convention précitée.

Art. 5. — Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est inférieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur la base d'une aide recalculée à partir de l'investissement réel. Le cas échéant, le reversement du trop-perçu est demandé au bénéficiaire.

Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est supérieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur le montant de l'aide octroyée sans qu'elle puisse être réévaluée.

Art. 6. — Si, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date de notification du présent arrêté, le projet, l'opération ou la tranche d'opération au titre duquel l'aide a été accordée n'a pas été réalisé, la décision attributive de l'aide est caduque et la direction en charge de l'agriculture en informe le bénéficiaire. Sur demande motivée du bénéficiaire transmise au service instructeur par lettre recommandée avant l'expiration du délai de caducité, cette autorité peut proroger la validité de sa décision pour une période qui ne peut excéder un an.

Art. 7. — M. Geoffrey Aivanaa TEVAEARAI s'engage à laisser libre accès à la direction de l'agriculture pour vérifier la réalisation de l'opération financée. Il s'engage à pratiquer l'agriculture, l'élevage ou l'exploitation forestière durant au moins 5 ans à partir de la date du présent arrêté, et à conserver l'usage de l'investissement financé durant toute la durée de son amortissement et pendant une durée minimale de 5 ans à partir de son acquisition. Il s'engage également à communiquer au service en charge de l'agriculture les informations nécessaires pour l'établissement des bilans financiers et comptables pendant les 3 années suivant l'attribution de l'aide, et les copies des rapports d'études, analyses et expertises éventuelles réalisées dans le cadre du projet objet de la demande d'aide.

Art. 8. — Le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté peut être exigé dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement financé sans autorisation, préalable et écrite, de l'autorité compétente ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté attributif ;
- opération subventionnée au-delà des taux autorisés ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande d'aide ainsi que dans la production des pièces justifiant la dépense ;
- non-respect des engagements auprès de l'administration, souscrits par le bénéficiaire et/ou mentionnés dans le présent arrêté.

Art. 9. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Geoffrey Aivanaa TEVAEARAI et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 juillet 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, absent, le ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée,

Cédric MERCADAL

Arrêté n° 1321 PR du 30 juillet 2024 portant octroi d'une aide financière à M. Jules Tefania HAUATA

NOR : SDR24507489AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 1929 CM du 30 octobre 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu la demande d'aide de M. Jules Tefania HAUATA réceptionnée le 20 février 2024 et réputée complète le 18 mars 2024 ;

Vu l'avis de la commission d'attribution des aides à l'agriculture du 27 mars 2024,

Arrête :

Article 1er. — Une aide à l'investissement en équipements agricoles et d'agro-transformation d'un montant de 2 241 300 F CFP (deux-millions-deux-cent-quarante-et-un-mille-trois-cents francs CFP) est attribuée à M. Jules Tefania HAUATA (aide type 2 de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée). M. Jules Tefania HAUATA, né le 4 janvier 1950 à Tubuai, est exploitant agricole à Taahuaia, Tubuai, carte professionnelle CAPL n° 2024-CP-227.

Le taux d'aide attribué correspond à 30 % du montant des dépenses éligibles selon le tableau ci-après :

Dépense éligible (en F CFP)	Aide (en F CFP)
7 471 001	2 241 300

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : section investissement, centre de travail 740, mission 905, AP 87.2024, AE 130.2024, article 204.

Art. 3. — L'aide est versée sur le compte ouvert par la SARL Pacific Poids Lourds, fournisseur du matériel agricole, suivant les termes d'une convention qui sera signée par le bénéficiaire de l'aide, le fournisseur du matériel et la Polynésie française.

Une avance de l'aide ne dépassant pas 50 % du montant total peut être versée auprès du fournisseur à la commande, après présentation d'un justificatif attestant le versement de la quote-part du bénéficiaire.

Le bénéficiaire de l'aide s'engage à commencer la mise en œuvre du projet, objet de l'aide, dans un délai de 12 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Il s'engage également à signer la facture correspondant au matériel subventionné lors de son retrait auprès du fournisseur.

Les tranches restantes ou totalité de l'aide sont versées au fournisseur sur présentation des factures justifiant la livraison complète des équipements.

Art. 4. — Le fournisseur du matériel dispose d'un délai de 3 mois, après livraison du matériel et à compter de la date figurant sur la facture signée par le bénéficiaire, pour faire parvenir à la direction de l'agriculture les pièces nécessaires à la liquidation de l'aide, spécifiées dans la convention précitée.

Art. 5. — Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est inférieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur la base d'une aide recalculée à partir de l'investissement réel. Le cas échéant, le reversement du trop-perçu est demandé au bénéficiaire.

Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est supérieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur le montant de l'aide octroyée sans qu'elle puisse être réévaluée.

Art. 6. — Si, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date de notification du présent arrêté, le projet, l'opération ou la tranche d'opération au titre duquel l'aide a été accordée n'a pas été réalisé, la décision attributive de l'aide est caduque et la direction en charge de l'agriculture en informe le bénéficiaire. Sur demande motivée du bénéficiaire transmise au service instructeur par lettre recommandée avant l'expiration du délai de caducité, cette autorité peut proroger la validité de sa décision pour une période qui ne peut excéder un an.

Art. 7. — M. Jules Tefania HAUATA s'engage à laisser libre accès à la direction de l'agriculture pour vérifier la réalisation de l'opération financée. Il s'engage à pratiquer l'agriculture, l'élevage ou l'exploitation forestière durant au moins 5 ans à partir de la date du présent arrêté, et à conserver l'usage de l'investissement financé durant toute la durée de son amortissement et pendant une durée minimale de 5 ans à partir de son acquisition. Il s'engage également à communiquer au service en charge de l'agriculture les informations nécessaires pour l'établissement des bilans financiers et comptables pendant les 3 années suivant l'attribution de l'aide, et les copies des rapports d'études, analyses et expertises éventuelles réalisées dans le cadre du projet objet de la demande d'aide.

Art. 8. — Le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté peut être exigé dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement financé sans autorisation, préalable et écrite, de l'autorité compétente ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté attributif ;
- opération subventionnée au-delà des taux autorisés ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande d'aide ainsi que dans la production des pièces justifiant la dépense ;
- non-respect des engagements auprès de l'administration, souscrits par le bénéficiaire et/ou mentionnés dans le présent arrêté.

Art. 9. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Jules Tefania HAUATA et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 juillet 2024.

Moetai BROTHERRSON

Par le Président de la Polynésie française :

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, absent, le ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée,

Cédric MERCADAL

Arrêté n° 1322 PR du 30 juillet 2024 portant octroi d'une aide financière à Mme Wendy PRATT

NOR : SDR24507337AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 1929 CM du 30 octobre 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu la demande d'aide de Mme Wendy PRATT réceptionnée le 30 janvier 2024 et réputée complète le 12 mars 2024 ;

Vu l'avis de la commission d'attribution des aides à l'agriculture du 27 mars 2024,

Arrête :

Article 1er. — Une aide à la réalisation d'aménagements fonciers d'un montant plafonné de 3 500 000 F CFP (trois-millions-cinq-cent-mille francs CFP) est attribuée à Mme Wendy PRATT (aide type 4 de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée). Mme Wendy PRATT, née le 1er juin 1964 à San Juan, est exploitante agricole à Afaahiti (Taiarapu-Est), Tahiti.

Le taux d'aide attribué correspond à 70 % (taux majoré pour filière agriculture biologique) du montant des dépenses éligibles selon le tableau ci-après :

Dépense éligible (en F CFP)	Aide plafonnée (en F CFP)
5 042 116	3 500 000

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : section investissement, centre de travail 740, mission 905, AP 74.2024, AE 129.2024, article 204.

Art. 3. — L'aide est versée sur le compte ouvert par Mme Wendy PRATT selon les modalités suivantes :

- une avance de 50 %, soit 1 750 000 F CFP peut être versée, à la signature de l'arrêté accordant l'aide et sur présentation de(s) bon(s) de commande correspondant aux dépenses prévues ;
- les tranches restantes et le solde de l'aide en fonction de l'avancement réel de l'opération, après justification de l'utilisation de l'avance et sur présentation de(s) facture(s) acquittée(s) correspondant aux dépenses prévues réalisées.

La bénéficiaire de l'aide s'engage à commencer la mise en œuvre du projet, objet de l'aide, dans un délai de 12 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Art. 4. — Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est inférieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur la base d'une aide recalculée à partir de l'investissement réel. Le cas échéant, le reversement du trop-perçu est demandé au bénéficiaire.

Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est supérieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur le montant de l'aide octroyée sans qu'elle puisse être réévaluée.

Art. 5. — Si, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date de notification du présent arrêté, le projet, l'opération ou la tranche d'opération au titre duquel l'aide a été accordée n'a pas été réalisé, la décision attributive de l'aide est caduque et la direction en charge de l'agriculture en informe la bénéficiaire. Sur demande motivée du bénéficiaire transmise au service instructeur par lettre recommandée avant l'expiration du délai de caducité, cette autorité peut proroger la validité de sa décision pour une période qui ne peut excéder un an.

Art. 6. — Mme Wendy PRATT s'engage à laisser libre accès à la direction de l'agriculture pour vérifier la réalisation de l'opération financée. Elle s'engage à pratiquer l'agriculture, l'élevage ou l'exploitation forestière durant au moins 5 ans à partir de la date du présent arrêté, et à conserver l'usage de l'investissement financé durant toute la durée de son amortissement et pendant une durée minimale de 5 ans à partir de son acquisition. Elle s'engage également à communiquer au service en charge de l'agriculture les informations nécessaires pour l'établissement des bilans financiers et comptables pendant les 3 années suivant l'attribution de l'aide, et les copies des rapports d'études, analyses et expertises éventuelles réalisées dans le cadre du projet objet de la demande d'aide.

Art. 7. — Le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté peut être exigé dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement financé sans autorisation, préalable et écrite, de l'autorité compétente ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté attributif ;
- opération subventionnée au-delà des taux autorisés ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande d'aide ainsi que dans la production des pièces justifiant la dépense ;
- non-respect des engagements auprès de l'administration, souscrits par la bénéficiaire et/ou mentionnés dans le présent arrêté.

Art. 8. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Wendy PRATT et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 juillet 2024.

Moetai BROTHERRSON

Par le Président de la Polynésie française :

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, absent, le ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée,

Cédric MERCADAL

Arrêté n° 1329 PR du 30 juillet 2024 portant nomination de M. Anthony PHEU en qualité de directeur de cabinet, auprès du ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée*NOR : DRH24510258AP*

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2009-78 APF du 29 octobre 2009 portant statut de droit public des membres de cabinet du Président de la Polynésie française, des ministres du gouvernement de la Polynésie française et du président de l'Assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2156 CM du 23 novembre 2009 modifié fixant le régime de rémunération des personnels de cabinet du Président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er. — M. Anthony PHEU est nommé en qualité de directeur de cabinet, auprès du ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée, à compter du 1er août 2024.

Art. 2. — Le ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 juillet 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée,

Cédric MERCADAL

Arrêté n° 1331 PR du 30 juillet 2024 portant attribution d'une aide financière en vue de favoriser la sortie de l'indivision immobilière en faveur de M. Anotrito Oututoa TAPI dans le cadre d'un partage amiable

NOR : DAF24508051AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2024 ;

Vu la délibération n° 2016-105 APF du 27 octobre 2016 modifiée instituant une aide individuelle en vue de favoriser la sortie de l'indivision immobilière ;

Vu l'arrêté n° 1899 CM du 22 novembre 2016 modifié portant application de la délibération n° 2016-105 APF du 27 octobre 2016 modifiée instituant une aide individuelle en vue de favoriser la sortie de l'indivision immobilière ;

Vu la demande de M. Anotrito Oututoa TAPI réceptionnée à la direction des affaires foncières le 9 mars 2023 ;

Vu la lettre de consultation n° 6332 MAF/DAF du 28 mars 2023 ;

Vu le devis n° 26023_RUR_TAP_ transmis par le cabinet de géomètre Geo Fenua en date ;

Vu l'attestation et les prévisions de taxe n° 89015, n° 89016, n° 89017 et n° 89018 transmises par l'Office Notarial Dubouch Guichenu en date du 7 mars 2023,

Arrête :

Article 1er. — Dans le cadre d'un partage amiable, une aide financière d'un montant total de 5 000 000 F CFP (cinq-millions de francs CFP) est accordée à M. Anotrito Oututoa TAPI pour la prise en charge des frais ci-après listés, relatifs à la procédure de sortie de l'indivision immobilière des biens définis à l'article 2 du présent arrêté :

- frais de géomètre à hauteur de : 2 211 600 F CFP (deux-millions-deux-cent-onze-mille-six-cents francs CFP) ;
- frais de notaire à hauteur de : 2 788 400 F CFP (deux-millions-sept-cent-vingt-huit-mille-quatre-cents francs CFP).

Art. 2. — Les biens concernés par la sortie de l'indivision immobilière sont les terres suivantes :

- Moaivi 19, cadastrée section AC n° 136 d'une superficie de 741 m²,

sise commune associée de Moera'i, commune de Rurutū ;

- Arapiia 2/lot 2, cadastrée section KA n° 3 d'une superficie de 15 434 m² ;
- Taoraiti 5/lot 2, cadastrée section KC n° 10 d'une superficie de 42 509 m² ;
- Pupui 2/lot 2, cadastrée section KD n° 104 d'une superficie de 1 917 m² ;
- Vaionae 3, cadastrée section IA n° 135 d'une superficie de 623 m² ;
- Tearamea 4/lot 1 B, cadastrée section KI n° 2 d'une superficie de 15 724 m² ;
- Tearamea 4/lot 1 A, cadastrée section KI n° 35 d'une superficie de 2 053 m² ;
- Tairiura 5/partie, cadastrée section IC n° 146 d'une superficie de 477 m² ;
- Tairiura 5/partie, cadastrée section IC n° 154 d'une superficie de 2 215 m² ;
- Anaroa 4/lot 1 B, cadastrée section KH n° 9 d'une superficie de 3 357 m² ;
- Anaroa 4/lot 1 A, cadastrée section KH n° 15 d'une superficie de 2 183 m²,

sises commune associée de 'Averā, commune de Rurutū.

Art. 3. — S'agissant des frais de géomètre, l'aide financière sera versée sur le compte bancaire du cabinet de géomètre Geo Fenua à hauteur de 2 211 600 F CFP (deux-millions-deux-cent-onze-mille-six-cents francs CFP) pour l'établissement du plan de partage, du document d'arpentage, du complément cadastral et de la mise en place des limites, conformément au devis n° 26023_RUR_TAP_D du 13 juin 2023 retenu par la direction des affaires foncières et joint au dossier de demande d'aide.

Pour justifier la réalisation de ses prestations, le cabinet de géomètre Geo Fenua devra adresser à la direction des affaires foncières, une facture accompagnée d'un rapport d'opérations comprenant une copie du plan de partage, une copie du document d'arpentage, une copie du complément cadastral ainsi qu'un récépissé de dépôt de ces documents au notaire en charge du dossier.

Art. 4. — S'agissant des frais de notaire, l'aide financière sera versée sur le compte bancaire de l'Office Notarial Dubouch Guichenu à hauteur de 2 788 400 F CFP (deux-millions-sept-cent-quatre-vingt-huit-mille-quatre-cents francs CFP), sur constatation de la réalisation effective et complète des prestations désignées dans l'attestation et les prévisions de taxe n° 89015, n° 89016, n° 89017 et n° 89018 du 7 mars 2023 jointes au dossier de demande.

Les factures devront être adressées directement à la direction des affaires foncières par l'Office Notarial Dubouch Guichenu accompagnées d'une copie authentique des actes réalisés.

Art. 5. — Les frais de notaire demandés dans le cadre du présent partage étant supérieurs à l'aide accordée par la Polynésie française, les conjoints TAPI devront préalablement s'acquitter du reliquat, soit la somme de 18 419 F CFP (dix-huit-mille-quatre-cent-dix-neuf francs CFP), auprès de l'Office Notarial Dubouch Guichenu. L'envoi d'une facture acquittée correspondant au montant sus-mentionné conditionnera de l'aide de la Polynésie française à l'Office Notarial Dubouch Guichenu.

Art. 6. — Conformément à l'article 7 de la délibération n° 2016-105 APF du 27 octobre 2016 modifiée il est précisé que : « *La décision d'attribution est caduque à l'échéance d'un délai de trois ans à compter de la date de sa notification.* ».

Art. 7. — Conformément à l'article 8-2 de la délibération n° 2016-105 APF du 27 octobre 2016 modifiée il est précisé que : « *L'attribution de l'aide emporte l'obligation pour le demandeur ainsi que pour les co-indivisaires auxquels s'étend le bénéfice de la sortie d'indivision aidée de maintenir le bien partagé grâce à l'attribution de l'aide dans le patrimoine familial pendant un délai de trente ans à compter de la date de publication au Journal officiel de la Polynésie française de la décision de l'autorité compétente qui attribue l'aide.* ».

Art. 8. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : mission 976, programme 97603, article 651 « Aides à la personne ».

Art. 9. — Le présent arrêté sera notifié au bénéficiaire, au cabinet de géomètre Geo Fenua, à l'Office Notarial Dubouch Guichenu et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 juillet 2024.

Moetai BROTHERSON

Arrêté n° 1332 PR du 30 juillet 2024 portant attribution d'une aide financière en vue de favoriser la sortie de l'indivision immobilière en faveur de M. Georges Nédo Gustave Teuiarai PIEHI dans le cadre d'un partage amiable

NOR : DAF24505683AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2023-066 APF du 14 décembre 2023 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2024 ;

Vu la délibération n° 2016-105 APF du 27 octobre 2016 modifiée instituant une aide individuelle en vue de favoriser la sortie de l'indivision immobilière ;

Vu l'arrêté n° 1899 CM du 22 novembre 2016 modifié portant application de la délibération n° 2016-105 APF du 27 octobre 2016 modifiée instituant une aide individuelle en vue de favoriser la sortie de l'indivision immobilière ;

Vu la demande de M. Georges Nédo Gustave Teuiarai PIEHI réceptionnée à la direction des affaires foncières le 19 février 2024 ;

Vu l'attestation et les prévisions de taxe n° 861347 et n° 861348 transmises par l'Office Notarial Clemencet - Pinna - Mou-Hing en date du 30 novembre 2023,

Arrête :

Article 1er. — Dans le cadre d'un partage amiable, une aide financière d'un montant total de 1 574 475 F CFP (un-million-cinq-cent-soixante-quatorze-mille-quatre-cent-soixante-quinze francs CFP) est accordée à M. Georges Nédo Gustave Teuiarai PIEHI pour la prise en charge des frais ci-après listés, relatifs à la procédure de sortie de l'indivision immobilière des biens définis à l'article 2 du présent arrêté :

- frais de notaire à hauteur de 1 574 475 F CFP (un-million-cinq-cent-soixante-quatorze-mille-quatre-cent-soixante-quinze francs CFP).

Art. 2. — Le bien concerné par la sortie de l'indivision immobilière est la terre suivante, sise commune de Pā'ea Tahiti :

- Tepohue et Hoppenstedt /Part 1, cadastrée section AC n° 520 d'une superficie de 5 751 m².

Art. 3. — S'agissant des frais de notaire, l'aide financière sera versée sur le compte bancaire de l'Office Notarial Clemencet - Pinna - Mou-Hing à hauteur de 1 574 475 F CFP (un-million-cinq-cent-soixante-quatorze-mille-quatre-cent-soixante-quinze francs CFP), sur constatation de la réalisation effective et complète des prestations désignées dans l'attestation et les prévisions de taxe n° 861347 et n° 861348 en date du 30 novembre 2023 jointes au dossier de demande.

Les factures devront être adressées directement à la direction des affaires foncières par l'Office Notarial Clemencet - Pinna - Mou-Hing accompagnées d'une copie authentique des actes réalisés.

Art. 4. — Conformément à l'article 7 de la délibération n° 2016-105 APF du 27 octobre 2016 modifiée il est précisé que : « *La décision d'attribution est caduque à l'échéance d'un délai de trois ans à compter de la date de sa notification.* ».

Art. 5. — Conformément à l'article 8-2 de la délibération n° 2016-105 APF du 27 octobre 2016 modifiée il est précisé que : « *L'attribution de l'aide emporte l'obligation pour le demandeur ainsi que pour les co-indivisaires auxquels s'étend le bénéfice de la sortie d'indivision aidée de maintenir le bien partagé grâce à l'attribution de l'aide dans le patrimoine familial pendant un délai de trente ans à compter de la date de publication au Journal officiel de la Polynésie française de la décision de l'autorité compétente qui attribue l'aide.* ».

Art. 6. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : mission 976, programme 97603, article 651 « Aides à la personne ».

Art. 7. — Le présent arrêté sera notifié au bénéficiaire, à l'Office Notarial Clemencet - Pinna - Mou-Hing et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 juillet 2024.

Moetai BROTHERTON

Arrêté n° 1333 PR du 30 juillet 2024 portant attribution d'une aide financière en vue de favoriser la sortie d'indivision immobilière en faveur de M. Lao Yen Ming LIU dans le cadre d'un partage amiable*NOR : DAF24507373AP-1*

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2023-066 APF du 14 décembre 2023 modifiée approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2024 ;

Vu la délibération n° 2016-105 APF du 27 octobre 2016 modifiée instituant une aide individuelle en vue de favoriser la sortie de l'indivision immobilière ;

Vu l'arrêté n° 1899 CM du 22 novembre 2016 modifié portant application de la délibération n° 2016-105 APF du 27 octobre 2016 modifiée instituant une aide individuelle en vue de favoriser la sortie de l'indivision immobilière ;

Vu la demande de M. Lao Yen Ming LIU réceptionnée à la direction des affaires foncières le 24 mai 2022 ;

Vu la lettre de consultation n° 19056 MAF/DAF du 29 septembre 2022 ;

Vu l'offre transmise par le cabinet de géomètre Anding - Leininger en date 21 octobre 2022 ;

Vu le tableau de dépouillement du 25 octobre 2022 ;

Vu le rapport d'analyse des offres n° 22597 MAF/DAF du 18 novembre 2022 ;

Vu la lettre n° 22229 MAF/DAF du 15 novembre 2022 attribuant l'offre au cabinet de géomètre Anding - Leininger ;

Vu l'attestation et les provisions sur frais transmises par l'Office Notarial Dubouch - Guichenu en date du 19 avril 2022,

Arrête :

Article 1er. — Dans le cadre d'un partage amiable, une aide financière d'un montant total de 916 058 F CFP (neuf-cent-seize-mille-cinquante-huit francs CFP) est accordée à M. Lao Yen Ming LIU pour la prise en charge des frais ci-après listés, relatifs à la procédure de sortie de l'indivision immobilière des biens définis à l'article 2 du présent arrêté :

- frais de géomètre à hauteur de : 558 600 F CFP (cinq-cent-cinquante-huit-mille-six-cents francs CFP) ;
- frais de notaire à hauteur de : 357 458 F CFP (trois-cent-cinquante-sept-mille-quatre-cent-cinquante-huit francs CFP).

Art. 2. — Le bien concerné par la sortie de l'indivision immobilière est la terre suivante, sise commune associée de Opoa, commune de Taputapuatea, Rai'atea :

- Puputaea/lot 2 du lot 3, cadastrée section LN n° 4 d'une superficie de 21 134 m².

Art. 3. — S'agissant des frais de géomètre, l'aide financière sera versée sur le compte bancaire du cabinet de géomètre Anding - Leininger à hauteur de 558 600 F CFP (cinq-cent-cinquante-huit-mille-six-cents francs CFP) pour l'établissement du plan de partage, du document d'arpentage, du complément cadastral et de la mise en place des limites, conformément à l'offre retenue par la direction des affaires foncières et jointe au dossier de demande d'aide.

Les travaux devront être réalisés dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Pour justifier la réalisation de ses prestations, le cabinet de géomètre Anding - Leininger devra adresser à la direction des affaires foncières, une facture accompagnée d'un rapport d'opérations comprenant une copie du plan de partage, une copie du document d'arpentage, une copie du complément cadastral ainsi qu'un récépissé de dépôt de ces documents au notaire en charge du dossier.

Art. 4. — S'agissant des frais de notaire, l'aide financière sera versée sur le compte bancaire de l'Office Notarial Dubouch - Guichenu à hauteur de 357 458 F CFP (trois-cent-cinquante-sept-mille-quatre-cent-cinquante-huit francs CFP), sur constatation de la réalisation effective et complète des prestations désignées dans l'attestation et les provisions sur les frais en date du 19 avril 2022 jointes au dossier de demande.

Les factures devront être adressées directement à la direction des affaires foncières par l'Office Notarial Dubouch - Guichenu accompagnées d'une copie authentique des actes réalisés.

Art. 5. — Conformément à l'article 7 de la délibération n° 2016-105 APF du 27 octobre 2016 modifiée il est précisé que : « *La décision d'attribution est caduque à l'échéance d'un délai de trois ans à compter de la date de sa notification.* ».

Art. 6. — Conformément à l'article 8-2 de la délibération n° 2016-105 APF du 27 octobre 2016 modifiée, il est précisé que : « *L'attribution de l'aide emporte l'obligation pour le demandeur ainsi que pour les co-indivisaires auxquels s'étend le bénéfice de la sortie d'indivision aidée de maintenir le bien partagé grâce à l'attribution de l'aide dans le patrimoine familial pendant un délai de trente ans à compter de la date de publication au Journal officiel de la Polynésie française de la décision de l'autorité compétente qui attribue l'aide.* ».

Art. 7. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : mission 976, programme 97603, article 651
« Aides à la personne ».

Art. 8. — Le présent arrêté sera notifié au bénéficiaire, au cabinet de géomètre Anding - Leininger, à l'Office Notarial Dubouch - Guichenu et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 juillet 2024.

Moetai BROTHERSON

Arrêté n° 1336 PR du 30 juillet 2024 autorisant le transfert de l'autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime, sis commune de Rangiroa, au profit de la société Électricité de Polynésie

NOR : DAF24507825AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 modifié portant fixation des tarifs d'occupation et d'utilisation du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 394 MPF du 10 janvier 2018 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime, sis commune de Rangiroa, au profit de la société Électricité de Tahiti ;

Vu la demande de transfert de la société Électricité de Polynésie (EDP) n° TC/MS 2024/17 du 24 mai 2024 ;

Vu la lettre de la société Électricité de Tahiti (EDT) n° TC/MS 2024/16 du 24 mai 2024,

Arrête :

Article 1er. — Le transfert de l'autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime, d'une superficie de 56 m², situé dans le hoa de Tiputa, commune de Rangiroa, initialement accordée à la société Électricité de Tahiti (EDT), est autorisé au profit de la société Électricité de Polynésie (EDP), à des fins de gestion, d'entretien et d'exploitation des fourreaux permettant le passage d'un câble de haute tension.

Art. 2. — Le présent transfert est consenti à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française, pour le temps restant à courir dans l'autorisation susvisée soit jusqu'au 15 janvier 2027.

Art. 3. — Le bénéficiaire est tenu d'établir sur l'emplacement autorisé un passage public d'une largeur de trois (3) mètres le long des ouvrages de protection en bordure du front de mer.

Il doit matérialiser par une haie vive la limite séparative du passage public du surplus de l'emplacement réservé à son usage privatif.

Il est seul tenu à toutes les garanties que l'occupation et les installations pourraient entraîner à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés.

Il fait son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française.

Il ne peut céder ou sous-louer son droit à l'occupation sans l'accord exprès et préalable de l'autorité compétente.

Art. 4. — L'administration peut exercer à tout moment, par tout préposé de son choix, tout contrôle ou vérification tendant à s'assurer de la parfaite exécution de ses obligations par le bénéficiaire.

Art. 5. — La redevance annuelle d'occupation est fixée à 15 000 F CFP (quinze-mille francs CFP). L'occupant s'oblige à payer la redevance d'avance en début d'année à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini).

Le paiement du premier terme de la redevance et des frais y afférents intervient dans un délai de quatre (4) mois à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le montant de la redevance annuelle sera révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime.

Sans préjudice de l'application de l'article 10, en cas de retard dans le paiement, les sommes restant dues seront majorées d'une pénalité de retard dont le taux est fixé à 1 % par mois. Tout mois entier est payé.

Art. 6. — Les frais et droits d'enregistrement du présent arrêté et des documents y annexés seront à la charge de l'occupant.

Art. 7. — À l'expiration ou à la résiliation de l'autorisation d'occupation, les constructions et installations de toute nature édifiées sur le domaine public maritime devront être enlevées par le bénéficiaire, à ses frais et sous sa responsabilité, sans aucune indemnité.

Art. 8. — En cas d'inobservation des conditions particulières du présent arrêté, le conseil des ministres peut, après mise en demeure restée infructueuse, prononcer l'abrogation de la présente autorisation, sans préjudice de la remise en état des lieux et du versement éventuel de dommages-intérêts.

Art. 9. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 juillet 2024.

Moetai BROTHERRSON

Arrêté n° 1337 PR du 31 juillet 2024 autorisant la location d'une emprise de 20 000 m², à détacher de la parcelle de terre domaniale dénommée Karagatetaua, cadastrée section H n° 214 d'une superficie totale de 52 940 m², sise commune de Mānihi, île de Mānihi, archipel des Tuamotu et Gambier, au profit de Mme Laina Tearo HUHINA épouse POLTAVTSEEF

NOR : SDR24508929AP-2

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 modifié relatif au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 520 CM du 11 avril 2022 modifié portant application de l'article LP.28 de la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 136 CM du 11 février 2016 modifié portant fixation des tarifs d'occupation du domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2843 VP du 15 mars 2024 portant transfert de gestion de la parcelle dépendant de la terre dénommée Karagatetaua, cadastrée section H n° 214, sise commune de Mānihi, au profit de la direction de l'agriculture ;

Vu la demande de Mme Laina Tearo HUHINA épouse POLTAVTSEEF en date 17 août 2023 ;

Vu l'avis favorable de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier n° 717/PR/CTG/mt du 3 octobre 2023 ;

Vu l'avis favorable du maire de la commune de Mānihi du 24 octobre 2023 ;

Vu le compte-rendu n° 1035 MPR du 11 juillet 2024 de la commission d'attribution des lots des lotissements agricoles,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisé la location d'une emprise d'une superficie de 20 000 m² à détacher de la parcelle de terre domaniale dénommée Karagatetaua, sise commune de Mānihi, cadastré section H n° 124, au profit de Mme Laina Tearo HUHINA épouse POLTAVTSEEF, pour les activités suivantes :

Désignation	Superficie en m ²	Destination
Emprise de la parcelle de terre dénommée Karagatetaua, sise commune de Mānihi, cadastrée section H n° 124	1 000	Habitation
	3 900	Hébergement touristique
	3 000	Construction d'un hangar
	12 100	Agricole
Superficie totale en m ²	20 000	

Art. 2. — La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de quatre (4) mois à compter de la date de notification du présent arrêté au bénéficiaire de l'autorisation.

Art. 3. — La présente location est consentie à compter de la date de signature du bail pour une durée de neuf (9) années.

Art. 4. — Le loyer annuel, payable d'avance à la caisse de la section recette-conservation des hypothèques de la direction des affaires foncières de Papeete (immeuble Te Fenua Mā'ohi) est fixé à cent-quarante-mille-six-cents francs CFP (140 600 F CFP) décomposé de la manière suivante :

- 25 000 F CFP pour la superficie de 1 000 m² destinée à l'habitation ;
- 58 500 F CFP pour la superficie de 3 900 m² destinée à l'hébergement touristique ;
- 45 000 F CFP pour la superficie de 3 000 m² destinée à la construction d'un hangar ;
- 12 100 F CFP pour la superficie de 12 100 m² destinée à l'agriculture.

Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 5. — Le bénéficiaire ne peut céder ou sous-louer son droit au bail, sans l'accord exprès préalable de l'autorité compétente.

Art. 6. — Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Art. 7. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et la directrice des affaires foncières, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Laina Tearo HUHINA épouse POLTAVTSEEF et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 juillet 2024.

Moetai BROTHERRSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Taivini TEAI

Arrêté n° 1349 PR du 1 août 2024 portant nomination de Mme Heirani PANAI au conseil d'administration de l'établissement public administratif chargé de la prise en charge médico-sociale de l'enfant et de l'adolescent dénommé « Fare Tama Hau »

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2004-28 APF du 12 février 2004 modifiée portant création d'un établissement public administratif chargé de la prise en charge médico-sociale de l'enfant et de l'adolescent ;

Vu l'arrêté n° 298 CM du 18 février 2004 modifié portant organisation et fonctionnement de l'établissement public administratif dénommé « Fare Tama Hau » ;

Vu l'arrêté n° 338 PR du 22 mai 2020 modifié portant nomination de Mme Martine HARGOUS et de M. Erik DUPONT au conseil d'administration de l'établissement public administratif chargé de la prise en charge médico-sociale de l'enfant et de l'adolescent dénommé « Fare Tama Hau » ;

Vu l'arrêté n° 557 PR du 5 août 2021 portant nomination de Mme Christiane AH SCHA au conseil d'administration de l'établissement public administratif chargé de la prise en charge médico-sociale de l'enfant et de l'adolescent dénommé « Fare Tama Hau »,

Arrête :

Article 1er. — À l'article 1er de l'arrêté n° 338 PR du 22 mai 2020 susvisé, Mme Christiane AH SCHA est remplacée par Mme Heirani PANAI.

Art. 2. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er août 2024.

Moetai BROTHERSON

Arrêté n° 1374 PR du 1er août 2024 relatif à l'exercice des attributions de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat*NOR : SGG24510524AP-1*

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 824 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Arrête :

Article 1er. — M. Ronny TERIIPAIA, ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture, est chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, pendant l'absence de Mme Nahema TEMARII, du 5 au 7 août 2024 inclus.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er août 2024.

Moetai BROTHERSON

Arrêté n° 1375 PR du 1er août 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de l'entreprise individuelle de Mme Kathleen DUVAL dans le cadre du dispositif d'Aide à la création numérique - ACN

NOR : ADN24508240AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2022-32 du 23 août 2022 portant création d'un dispositif d'Aide à la création numérique - ACN ;

Vu la délibération n° 2022-97 APF du 8 décembre 2022 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2023 ;

Vu l'arrêté n° 1886 CM du 9 septembre 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-32 du 23 août 2022 portant création d'un dispositif d'Aide à la création numérique - ACN, en Polynésie française ;

Vu la demande d'aide de l'entreprise individuelle de Mme Kathleen DUVAL, réceptionnée le 25 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide financière de 135 000 F CFP (cent-trente-cinq-mille francs CFP) en faveur de l'entreprise individuelle de Mme Kathleen DUVAL, pour concevoir son site internet et/ou son application mobile.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : mission 974, programme 97405, article 6525, centre de travail 8410-F.

Art. 3. — L'aide financière sera versée sur le compte de l'entreprise individuelle de Mme Kathleen DUVAL selon les modalités suivantes :

- un premier versement de 67 500 F CFP (soixante-sept-mille-cinq-cents francs CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française du présent arrêté ;
- le solde de 67 500 F CFP (soixante-sept-mille-cinq-cents francs CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la remise des documents justifiant de la dépense.

Art. 4. — L'entreprise individuelle ou personne physique, doit, dans les douze (12) mois qui suivent la date de parution de l'arrêté d'octroi, au *Journal officiel* de la Polynésie française, produire un état récapitulatif des dépenses effectuées, les justificatifs comptables couvrant l'intégralité des dépenses locales telles que présentées dans le cadre du projet et les justificatifs techniques de l'existence du site internet et/ou de l'application, auprès du service instructeur, dans le cadre du projet présenté.

Art. 5. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre du projet présenté, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6. — Le présent arrêté sera notifié à l'entreprise individuelle de Mme Kathleen DUVAL et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er août 2024.

Moetai BROTHERRSON

Arrêté n° 1380 PR du 1er août 2024 portant commissionnement d'un agent de la direction de la santé pour rechercher et constater les infractions relevant de la compétence de cette direction

NOR : DSP24510142AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu les articles 809-II et 809-2 du code de procédure pénale ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code du travail ;

Vu la loi du pays n° 2008-12 du 26 septembre 2008 modifiée relative à la certification, la conformité et la sécurité des produits et des services ;

Vu la loi du pays n° 2009-4 du 11 février 2009 relative à la lutte contre l'abus du tabac et le tabagisme ;

Vu la loi du pays n° 2009-12 du 3 août 2009 relative à la recherche et la constatation des infractions en matière économique ;

Vu la loi du pays n° 2011-19 du 19 juillet 2011 relative à l'importation, la commercialisation et l'utilisation des pesticides en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 77-116 du 14 octobre 1977 modifiée portant réglementation de l'inspection des denrées alimentaires d'origine animale ;

Vu la délibération n° 91-58 AT du 18 avril 1991 relative au transport de corps, avant mise en bière, d'une personne décédée dans un établissement d'hospitalisation public ou privé ;

Vu la délibération n° 95-1 AT du 19 janvier 1995 modifiée portant réglementation des crèches, jardins d'enfants, haltes-garderies, garderies périscolaires et garderies parentales ;

Vu la délibération n° 99-71 APF du 11 mai 1999 modifiée portant réglementation et contrôle des centres de vacances ou de placement de vacances avec hébergement ;

Vu la délibération n° 99-72 APF du 11 mai 1999 modifiée portant réglementation et contrôle des centres de loisirs sans hébergement ;

Vu la délibération n° 99-178 APF du 14 octobre 1999 modifiée portant réglementation de l'hygiène des eaux destinées à la consommation humaine distribuées par des installations d'adduction d'eau, depuis la ressource jusqu'au point de distribution, exploitées pour un usage collectif, qu'elles soient publiques ou privées ;

Vu la délibération n° 2006-58 APF du 17 août 2006 modifiée relative aux laboratoires d'analyses de denrées alimentaires ;

Vu l'arrêté n° 583 S du 9 avril 1954 modifié réglementant l'hygiène et la salubrité publiques dans les Établissements français de l'Océanie ;

Vu la délibération n° 92-97 AT du 1er juin 1992 modifiée définissant les missions du service territorial de la santé publique dénommé « direction de la santé » ;

Vu l'arrêté n° 1771 CM du 26 août 2021 modifié portant organisation de la direction de la santé ;

Vu l'arrêté n° 5718 MSP du 1er juillet 2024 portant délégation de signature à Mme Karine VANNES, directrice de la santé par intérim ;

Vu le courrier PR-Ag 22/32 du 21 juillet 2023 du procureur de la République près le tribunal de première instance de Papeete,

Arrête :

Article 1er. — Mme Ambre VAN CAM, agent de la direction de la santé, est commissionnée pour rechercher et constater les infractions relevant de la compétence de cette direction.

Art. 2. — À cet effet, l'intéressée prêtera le serment prescrit par la loi.

Art. 3. — Le ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er août 2024.

Moetai BROTHERRSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée,

Cédric MERCADAL

Arrêté n° 1395 PR du 2 août 2024 relatif à l'exercice des attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale*NOR : SGG24510537AP-1*

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Arrête :

Article 1er. — M. Cédric MERCADAL, ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée, est chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, pendant l'absence de M. Taivini TEAI, du 6 au 8 août 2024 inclus.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 août 2024.

Moetai BROTHERRSON

Arrêté n° 1426 PR du 5 août 2024 portant nomination de Mme Soumia HANDACHY en qualité de directrice de cabinet, auprès de la vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions

NOR : DRH24510599AP

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2009-78 APF du 29 octobre 2009 portant statut de droit public des membres de cabinet du Président de la Polynésie française, des ministres du gouvernement de la Polynésie française et du président de l'Assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2156 CM du 23 novembre 2009 modifié fixant le régime de rémunération des personnels de cabinet du Président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er. — Mme Soumia HANDACHY est nommée en qualité de directrice de cabinet, auprès de la vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions à compter du 5 août 2024.

Art. 2. — La vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions, est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 5 août 2024.

Moetai BROTHERRSON

Par le Président de la Polynésie française :

La vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions,

Minarii GALENON-TAUPUA

Arrêté n° 1440 PR du 5 août 2024 portant octroi d'une aide financière à M. Arii Alain HOAN

NOR : SDR24504971AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 1929 CM du 30 octobre 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu la demande d'aide de M. Arii Alain HOAN réceptionnée le 23 juin 2022 et réputée complète le 26 mars 2024 ;

Vu l'avis de la commission d'attribution des aides à l'agriculture du 27 mars 2024,

Arrête :

Article 1er. — Une aide à l'investissement en équipements agricoles et d'agrotransformation d'un montant de 9 525 023 F CFP (neuf-millions-cinq-cent-vingt-cinq-mille-vingt-trois F CFP) est attribuée à M. Arii Alain HOAN (aide type 2 de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée). M. Arii Alain HOAN, né le 30 décembre 1988 à Papeete, est exploitant agricole à Mahina, Tahiti.

Le taux d'aide attribué correspond à 50 % (taux majoré pour filière transformation de produits locaux) du montant des dépenses éligibles selon le tableau ci-après :

Dépense éligible (en F CFP)	Aide (en F CFP)
19 050 045	9 525 023

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : section investissement, centre de travail 740, mission 905, AP 74.2024, AE 129.2024, article 204.

Art. 3. — L'aide est versée sur le compte ouvert par M. Arii Alain HOAN selon les modalités suivantes :

- une avance de 50 %, soit 4 762 512 F CFP peut être versée, à la signature de l'arrêté accordant l'aide et sur présentation de(s) bon(s) de commande correspondant aux dépenses prévues ;
- les tranches restantes et le solde de l'aide en fonction de l'avancement réel de l'opération, après justification de l'utilisation de l'avance et sur présentation de(s) facture(s) acquittée(s) correspondant aux dépenses prévues réalisées.

Le bénéficiaire de l'aide s'engage à commencer la mise en œuvre du projet, objet de l'aide, dans un délai de 12 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Art. 4. — Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est inférieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur la base d'une aide recalculée à partir de l'investissement réel. Le cas échéant, le reversement du trop-perçu est demandé au bénéficiaire.

Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est supérieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur le montant de l'aide octroyée sans qu'elle puisse être réévaluée.

Art. 5. — Si, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date de notification du présent arrêté, le projet, l'opération ou la tranche d'opération au titre duquel l'aide a été accordée n'a pas été réalisé, la décision attributive de l'aide est caduque et la direction en charge de l'agriculture en informe le bénéficiaire. Sur demande motivée du bénéficiaire transmise au service instructeur par lettre recommandée avant l'expiration du délai de caducité, cette autorité peut proroger la validité de sa décision pour une période qui ne peut excéder un an.

Art. 6. — M. Arii Alain HOAN s'engage à laisser libre accès à la direction de l'agriculture pour vérifier la réalisation de l'opération financée. Il s'engage à pratiquer l'agriculture, l'élevage ou l'exploitation forestière durant au moins 5 ans à partir de la date du présent arrêté, et à conserver l'usage de l'investissement financé durant toute la durée de son amortissement et pendant une durée minimale de 5 ans à partir de son acquisition. Il s'engage également à communiquer au service en charge de l'agriculture les informations nécessaires pour l'établissement des bilans financiers et comptables pendant les 3 années suivant l'attribution de l'aide, et les copies des rapports d'études, analyses et expertises éventuelles réalisées dans le cadre du projet objet de la demande d'aide.

Art. 7. — Le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté peut être exigé dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement financé sans autorisation, préalable et écrite, de l'autorité compétente ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté attributif ;
- opération subventionnée au-delà des taux autorisés ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande d'aide ainsi que dans la production des pièces justifiant la dépense ;
- non-respect des engagements auprès de l'administration, souscrits par le bénéficiaire et/ou mentionnés dans le présent arrêté.

Art. 8. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Arii Alain HOAN et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 5 août 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Taivini TEAI

VICE-PRÉSIDENTE, MINISTÈRE DES SOLIDARITÉS**Arrêté n° 6708 VP du 31 juillet 2024 portant abrogation de l'arrêté n° 1845 MTS du 27 février 2023 portant agrément de Mme Vaihotu WONG PAO SING en qualité d'accueillant familial**

NOR : DPS24510168AM-1

La vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 817 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions de la vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions ;

Vu la loi du pays n° 2009-16 du 6 octobre 2009 modifiée relative aux accueillants familiaux ;

Vu l'arrêté n° 2097 CM du 21 décembre 2011 modifié relatif à la demande d'agrément et au fonctionnement de la commission d'agrément des accueillants familiaux ;

Vu l'arrêté n° 2098 CM du 21 décembre 2011 relatif au régime indemnitaire des accueillants familiaux ;

Vu l'arrêté n° 687 CM du 26 mai 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2009-16 du 6 octobre 2009 relatif aux accueillants familiaux ;

Vu l'arrêté n° 1822 CM du 12 octobre 2017 modifié portant création d'un service dénommé Agence de régulation de l'action sanitaire et sociale (ARASS) ;

Vu l'arrêté n° 419 CM du 15 mars 2018 portant création et organisation de la direction des solidarités, de la famille et de l'égalité (DSFE) ;

Vu le courrier de Mme Vaihotu TEKURIO épouse WONG PAO SING en date du 11 juillet 2024 faisant part de sa décision de mettre fin à sa qualité d'accueillant familial,

Arrête :

Article 1er. — L'arrêté n° 1845 MTS du 27 février 2023 portant agrément de Mme Vaihotu WONG PAO SING en qualité d'accueillant familial est abrogé.

Art. 2. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 juillet 2024.

La vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions,

Minarii GALENON-TAUPUA

**MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL,
DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION, DU
DÉVELOPPEMENT DES ARCHIPELS ET DE LA FORMATION
PROFESSIONNELLE**

Arrêté n° 6666 MFT/DGRH du 30 juillet 2024 portant octroi d'une décharge partielle d'activité de service pour exercer une activité syndicale auprès de la fédération de Rassemblement des Agents des Administrations de Polynésie, au bénéfice de M. Steven REY, attaché principal, 3e échelon, en fonction à la direction de l'équipement

NOR : DRH24510375AM

La ministre de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration, du développement des archipels et de la formation professionnelle,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 818 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions de la ministre de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration, du développement des archipels et de la formation professionnelle ;

Vu la délibération n° 95-223 AT du 14 décembre 1995 modifiée relative à l'exercice du droit syndical dans la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1201 PR du 19 décembre 2022 portant attribution aux organisations syndicales représentatives du crédit d'heures mensuel alloué au titre des décharges d'activité de service, paru *in extenso* au JOPF 2023 n° 16 le 24 février 2023 ;

Vu l'avis favorable du chef de service de la direction de l'équipement concernant la demande de décharge partielle d'activité de service de M. REY sollicitée par la FRAAP le 8 février 2024 ;

Vu l'avis favorable n° 7289 MFT/DGRH du 12 juillet 2024 de la commission paritaire administrative des attachés d'administration réunie le 11 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — En application des articles 16 et 21 de la délibération n° 95-223 AT du 14 décembre 1995 modifiée susvisée, il est octroyé à M. Steven REY, attaché principal, 3e échelon, en fonction à la direction de l'équipement, une décharge partielle d'activité de service pour exercer une activité syndicale auprès de la fédération de Rassemblement des Agents des Administrations de Polynésie, à raison de trente-deux (32) heures par mois, à compter du 1er mars 2024.

Imputation budgétaire : Budget de la Polynésie française, programme 96202, article 641 111, programme de ventilation 974 01, centre de travail 327, poste n° 1312.

Art. 2. — L'arrêté n° 6551 MFT/DGRH du 25 juillet 2024 est retiré.

Art. 3. — La directrice générale des ressources humaines par intérim est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 juillet 2024.

Pour la ministre de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration, du développement des archipels et de la formation professionnelle, et par délégation : la directrice générale des ressources humaines p.i.,
Moerani LEHARTEL

MINISTÈRE DES GRANDS TRAVAUX, DE L'ÉQUIPEMENT

Arrêté n° 6534 MGT du 25 juillet 2024 portant autorisation d'empiètement d'une superficie de 34 m², sur la servitude établie aux abords des ouvrages d'art sise au PK 4,500 ouest côté montagne, section de Paopao, dans la commune de Moorea-Maiao, au profit de M. Rony FROGIER et Mme Teraimareva MAHOTU

NOR : DEQ24508219AM-1

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 385 CM du 21 mars 2024 portant modification de l'annexe n° 1 de l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 modifié portant fixation des tarifs d'occupation et d'utilisation du domaine public de la Polynésie française ;

Vu la demande formulée par M. Rony FROGIER et Mme Teraimareva MAHOTU, par lettre du 22 avril 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisé au profit de M. Rony FROGIER et Mme Teraimareva MAHOTU un empiètement pour une superficie totale de 34 m², sur la partie de la servitude aux abords des ouvrages d'art définie à l'article 26 de la délibération 2004-34 du 12 février 2004, en amont d'un dalot de traversée construit au droit de la parcelle de terre dite Mataivaahuoretaapeha lot B2, du lot 1, cadastrée section ES n° 24, sise au PK 4,500 ouest côté montagne, section de Paopao dans la commune de Moorea-Maiao, tel que le tout figure sur le plan à l'échelle 1/200e, joint au présent dossier.

Art. 2. — L'empiètement de la zone soumise à autorisation est acceptable du fait que l'ouvrage de traversée sous la route peut être réaménagé en cas de besoin, en demi-chaussée, ce qui limite le besoin foncier aux abords de l'ouvrage d'art.

Art. 3. — L'empiètement autorisé à l'article 1er est destiné à la construction d'une partie d'un bungalow de type F2, d'une piscine, d'une fosse septique avec des trains d'épandage et d'un puits perdu de 34 m².

Art. 4. — L'empiètement autorisé ne vaut pas permis de travaux immobiliers. M. Rony FROGIER et Mme Teraimareva MAHOTU devra solliciter les autorisations administratives de travaux immobiliers nécessaires à la réalisation des travaux prévus à l'article 3 au service de l'urbanisme.

Art. 5. — M. Rony FROGIER et Mme Teraimareva MAHOTU s'engage à prendre à leur charge tous les frais et les travaux de démolition et de reconstruction de leurs biens et ouvrages situés dans cette zone soumise à autorisation, consécutifs à l'exécution de travaux de conservation et de construction conduits par la direction de l'équipement sur le domaine public routier y attenant ou sur l'empiètement autorisé.

Art. 6. — La présente autorisation pourra être abrogée en cas de non-respect de la destination définie à l'article 3 ou de dépassement des dimensions des aménagements mentionnés au plan d'implantation joint au dossier.

Art. 7. — Le présent arrêté sera notifié à M. Rony FROGIER et Mme Teraimareva MAHOTU et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juillet 2024.

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,
Jordy CHAN

Arrêté n° 6635 MGT du 30 juillet 2024 portant autorisation d'empiétement d'une superficie totale de soixante-neuf mètres carrés (69 m²), dans la zone soumise à autorisation, sur la parcelle cadastrée section PL n° 33 (terre Taipiti 1 et 2 - Tareia 2), sise à Iripau, commune de Tahaa sur l'île de Tahaa, au profit de M. Punua MARUA'E

NOR : DEQ24509587AM-1

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 819 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34/APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 385 CM du 4 mars 2004 modifié relatif à la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupations de dépendances du domaine public ;

Vu le plan de masse à l'échelle 1/500 ;

Vu le plan de délimitation n° 986-240-20-N° 277-2021 MGT.DEQ.ISLV du 25 juin 2021 ;

Vu la demande de M. Punua MARUA'E du 4 juillet 2024 ;

Considérant que la servitude de curage n'est pas impactée par cet empiétement ;

Considérant que l'empiétement de la zone soumise à autorisation est acceptable du fait que l'ouvrage de traversée sous la route peut être réaménagé en cas de besoin, en demi-chaussée, ce qui limite le besoin foncier aux abords de l'ouvrage d'art,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisé au profit de Punua MARUA'E, un empiétement dans la zone soumise à autorisation, d'une superficie totale de soixante-neuf mètres carrés (69 m²), sur la parcelle cadastrée section PL n° 33 (terre Taipiti 1 et 2 - Tareia 2), sise à Iripau, commune de Tahaa sur l'île de Tahaa, tel que le tout figure sur le plan de masse à l'échelle 1/500, joint au présent dossier.

Art. 2. — L'empiétement autorisé à l'article 1er est destiné à la construction d'une maison d'habitation de type OPH.

Art. 3. — L'empiétement autorisé ne vaut pas permis de travaux immobiliers. M. Punua MARUA'E devra solliciter les autorisations administratives de travaux immobiliers nécessaires à la réalisation des travaux prévus à l'article 2 à la direction de la construction et de l'aménagement.

Art. 4. — M. Punua MARUA'E, s'engage à prendre à sa charge tous les frais et les travaux de démolition et de reconstruction de ses biens et ouvrages situés dans cette zone soumise à autorisation, consécutifs à l'exécution de travaux de conservation et de construction conduits par la direction de l'équipement sur le domaine public routier y attenant ou sur l'empiétement autorisé.

Art. 5. — La présente autorisation pourra être abrogée en cas de non-respect de la destination définie à l'article 2 ou de dépassement des dimensions des aménagements mentionnés au plan de masse joint au dossier.

Art. 6. — Le présent arrêté sera notifié à Punua MARUA'E et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 juillet 2024.

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,
Jordy CHAN

Arrêté n° 6636 MGT du 30 juillet 2024 portant autorisation d'empiétement d'une superficie totale de cent-vingt-et-un mètres carrés soixante-quatorze (121,74 m²), dans la zone soumise à autorisation, sur la parcelle cadastrée section PH n° 22, (terre Aharau dite Mahamene lot 1 - lot 4), sise à Tapuamu, commune de Tahaa, sur l'île de Tahaa, au profit de M. François ANUU

NOR : DEQ24509593AM-1

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 819 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 385 CM du 4 mars 2004 modifié relatif à la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupations de dépendances du domaine public ;

Vu le plan de masse à l'échelle 1/500 ;

Vu la demande de M. François ANUU du 15 juillet 2024 ;

Considérant que la servitude de curage n'est pas impactée par cet empiétement ;

Considérant que l'empiétement de la zone soumise à autorisation est acceptable du fait que l'ouvrage de traversée sous la route peut être réaménagé en cas de besoin, en demi-chaussée, ce qui limite le besoin foncier aux abords de l'ouvrage d'art,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisé au profit de M. François ANUU, un empiétement dans la zone soumise à autorisation, d'une superficie totale de cent-vingt-et-un mètres carrés soixante-quatorze (121,74 m²), sur la parcelle cadastrée section TN n° 22, (terre Aharau dite Mahamene lot 1 - lot 4), sise à Tapuamu, commune de Tahaa, sur l'île de Tahaa, tel que le tout figure sur le plan de masse à l'échelle 1/500, joint au présent dossier.

Art. 2. — L'empiétement autorisé à l'article 1er est destiné à la construction d'une maison d'habitation de type OPH.

Art. 3. — L'empiétement autorisé ne vaut pas permis de travaux immobiliers. M. François ANUU devra solliciter les autorisations administratives de travaux immobiliers nécessaires à la réalisation des travaux prévus à l'article 2, à la direction de la construction et de l'aménagement.

Art. 4. — M. François ANUU s'engage à prendre à sa charge tous les frais et les travaux de démolition et de reconstruction de ses biens et ouvrages situés dans cette zone soumise à autorisation, consécutifs à l'exécution de travaux de conservation et de construction conduits par la direction de l'équipement sur le domaine public routier y attenant ou sur l'empiétement autorisé.

Art. 5. — La présente autorisation pourra être abrogée en cas de non-respect de la destination définie à l'article 2 ou de dépassement des dimensions des aménagements mentionnés au plan de masse joint au dossier.

Art. 6. — Le présent arrêté sera notifié à M. François ANUU et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 juillet 2024.

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,
Jordy CHAN

Arrêté n° 6637 MGT du 30 juillet 2024 portant autorisation d'empiétement d'une superficie totale de un mètre carré (1,50 m²), dans la zone soumise à autorisation, sur la parcelle cadastrée section CV n° 13 (terre Niutehiri 1, sise à Faanui, commune de Bora Bora sur l'île de Bora Bora, au profit de M. Marcelino TEIHOTAATA

NOR : DEQ24510043AM-1

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 819 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 385 CM du 4 mars 2004 modifié relatif à la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupations de dépendances du domaine public ;

Vu le plan de masse à l'échelle 1/500 ;

Vu la demande de M. Marcelino TEIHOTAATA du 19 juillet 2024 ;

Considérant que la servitude de curage n'est pas impactée par cet empiétement ;

Considérant que l'empiétement de la zone soumise à autorisation est acceptable du fait que l'ouvrage de traversée sous la route peut être réaménagé en cas de besoin, en demi-chaussée, ce qui limite le besoin foncier aux abords de l'ouvrage d'art,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisé au profit de M. Marcelino TEIHOTAATA, un empiétement dans la zone soumise à autorisation, d'une superficie totale de un mètre carré cinquante (1,50 m²), sur la parcelle cadastrée section CV n° 13 (terre Niutehiri 1 lot 1 partie), sise à Faanui, commune de Bora Bora sur l'île de Bora Bora, tel que le tout figure sur le plan de masse à l'échelle 1/500, joint au présent dossier.

Art. 2. — L'empiétement autorisé à l'article 1er est destiné à la construction d'une maison d'habitation individuelle.

Art. 3. — L'empiétement autorisé ne vaut pas permis de travaux immobiliers. M. Marcelino TEIHOTAATA devra solliciter les autorisations administratives de travaux immobiliers nécessaires à la réalisation des travaux prévus à l'article 2 à la direction de la construction et de l'aménagement.

Art. 4. — M. Marcelino TEIHOTAATA, s'engage à prendre à sa charge tous les frais et les travaux de démolition et de reconstruction de ses biens et ouvrages situés dans cette zone soumise à autorisation, consécutifs à l'exécution de travaux de conservation et de construction conduits par la direction de l'équipement sur le domaine public routier y attenant ou sur l'empiétement autorisé.

Art. 5. — La présente autorisation pourra être abrogée en cas de non-respect de la destination définie à l'article 2 ou de dépassement des dimensions des aménagements mentionnés au plan de masse joint au dossier.

Art. 6. — Le présent arrêté sera notifié à M. Marcelino TEIHOTAATA et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 juillet 2024.

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,
Jordy CHAN

Arrêté n° 6638 MGT du 30 juillet 2024 portant modification de l'arrêté n° 6453 MLA du 7 juillet 2020 portant octroi d'une licence d'exploitation à l'EURL Apetahi Express pour l'exploitation du navire (Apetahi Express)

NOR : DAM24510072AM-1

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 819 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;

Vu le code des transports ;

Vu la loi n° 66-420 du 18 juin 1966 modifiée sur les contrats d'affrètement et de transport maritimes ;

Vu la loi n° 83-581 du 5 juillet 1983 sur la sauvegarde de la vie humaine en mer, l'habitabilité à bord des navires et la prévention de la pollution, ensemble le décret n° 84-810 du 30 août 1984 modifié sur la sauvegarde de la vie humaine en mer, l'habitabilité à bord des navires et la prévention de la pollution et l'arrêté du 23 novembre 1987 modifié relatif à la sécurité des navires et son règlement annexé ;

Vu la loi du pays n° 2016-03 du 25 février 2016 modifiée relative à l'organisation du transport intérieur maritime et aérien ;

Vu la délibération n° 2017-124 APF du 14 décembre 2017 modifiée relative à la licence d'exploitation et aux obligations de service public dans le transport maritime intérieur ;

Vu l'arrêté n° 1400 CM du 24 septembre 2015 arrêtant le schéma directeur des déplacements durables interinsulaires 2015-2025 de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 209 CM du 15 février 2018 modifié fixant la répartition des îles desservies par les navires titulaires d'une licence d'exploitation dans le cadre du transport maritime intérieur ;

Vu l'arrêté n° 210 CM du 15 février 2018 modifié relatif aux autorisations dans le cadre du transport maritime intérieur ;

Vu l'arrêté n° 211 CM du 15 février 2018 modifié relatif à la fixation de la durée de la licence d'exploitation dans le cadre du transport maritime intérieur ;

Vu l'arrêté n° 212 CM du 15 février 2018 modifié relatif aux documents obligatoires à fournir dans le cadre du transport maritime intérieur ;

Vu l'arrêté n° 6453 MLA du 7 juillet 2020 portant octroi d'une licence d'exploitation à l'EURL Apetahi Express pour l'exploitation du navire (Apetahi Express) ;

Vu la demande de l'EURL Apetahi Express,

Arrête :

Article 1er. — Dans l'intitulé et dans l'article 1er de l'arrêté n° 6453 MLA du 17 juillet 2020 modifié le groupe de mots : « l'EURL Apetahi Express » est remplacé par le groupe de mots : « la SAS Apetahi Express ».

Art. 2. — Dans l'article 1er de l'arrêté n° 6453 MLA du 17 juillet 2020 modifié, le groupe de mots : « et Bora Bora » remplacé par le groupe de mots : « , Bora Bora et Maupiti ».

Art. 3. — Dans l'annexe 1 de l'arrêté n° 6453 MLA du 17 juillet 2020 modifié le tableau présent est remplacé par le tableau ci-dessous :

Îles	Nombre de rotations minimum
Huahine, Raiatea, Tahaa, Bora Bora et Maupiti	3 fois par semaine soit 150 rotations par an sur la base de 51 semaines

Art. 4. — Dans l'annexe 1 de l'arrêté n° 6453 MLA du 17 juillet 2020 modifié dans la phrase présente sous le tableau, le nombre : « 153 » est remplacé par le nombre : « 150 ».

Art. 5. — Dans l'annexe 2 de l'arrêté n° 6453 MLA du 7 juillet 2020 susvisé, le tableau présent est remplacé par le tableau ci-dessous :

Nom du navire	(Apetahi Express)
Identification du navire	PY 2861 n° IMO : 9953200
Typologie	Navire à passagers NGV
Date de fin de construction	2023 Vietnam
Date de mise en exploitation en Polynésie française	7 juillet 2023
Port en lourd	99 tonnes
Jauge brute	1 553 UMS
Longueur	66,4 mètres
Largeur	15,2 mètres
Tirant d'eau	1,80 mètre
Motorisation principale	4 x 2 720 kW
Vitesse de croisière du navire	34 nœuds
Consommation de carburant à la vitesse de croisière	2 000 litres/heure
Capacité commerciale de transport	Passagers : 574 Fret : 16 tonnes
Capacité des soutes	80 000 litres

Art. 6. — Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 juillet 2024.

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,
Jordy CHAN

Arrêté n° 6644 MGT du 30 juillet 2024 portant autorisation d'empiétement d'une superficie totale de quarante-deux mètres carrés (42 m²), dans la zone soumise à autorisation, sur la parcelle cadastrée section DI n° 54, sise à, commune de Huahine, sur l'île de Huahine, au profit de M. Christobal FAATAUIRA

NOR : DEQ24509435AM-1

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 819 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 385 CM du 4 mars 2004 modifié relatif à la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupations de dépendances du domaine public ;

Vu le plan de masse à l'échelle 1/200 ;

Vu le plan de délimitation n° 986-220-20-N° 534-2021 MGT.DEQ.ISLV du 24 novembre 2021 ;

Vu la demande de M. Christobal FAATAUIRA du 29 mars 2024 ;

Considérant que la servitude de curage n'est pas impactée par cet empiétement ;

Considérant que l'empiétement de la zone soumise à autorisation est acceptable du fait que l'ouvrage de traversée sous la route peut être réaménagé en cas de besoin, en demi-chaussée, ce qui limite le besoin foncier aux abords de l'ouvrage d'art,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisé au profit de M. Christobal FAATAUIRA, un empiétement dans la zone soumise à autorisation, d'une superficie totale de quarante-deux mètres carrés (42 m²), sur la parcelle cadastrée section DI n° 54, sise à Faie, commune de Huahine, sur l'île de Huahine, tel que le tout figure sur le plan de masse à l'échelle 1/200, joint au présent dossier.

Art. 2. — L'empiétement autorisé à l'article 1er est destiné à la construction d'un meublé de tourisme Faie Lodge.

Art. 3. — L'empiétement autorisé ne vaut pas permis de travaux immobiliers. M. Christobal FAATAUIRA devra solliciter les autorisations administratives de travaux immobiliers nécessaires à la réalisation des travaux prévus à l'article 2 à la direction de la construction et de l'aménagement.

Art. 4. — M. Christobal FAATAUIRA, s'engage à prendre à sa charge tous les frais et les travaux de démolition et de reconstruction de ses biens et ouvrages situés dans cette zone soumise à autorisation, consécutifs à l'exécution de travaux de conservation et de construction conduits par la direction de l'équipement sur le domaine public routier y attenant ou sur l'empiétement autorisé.

Art. 5. — La présente autorisation pourra être abrogée en cas de non-respect de la destination définie à l'article 2 ou de dépassement des dimensions des aménagements mentionnés au plan de masse joint au dossier.

Art. 6. — Le présent arrêté sera notifié à M. Christobal FAATAUIRA et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 juillet 2024.

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,
Jordy CHAN

Arrêté n° 6647 MGT du 30 juillet 2024 portant autorisation d'empiétement du prospect routier d'une superficie totale de un mètre carré deux-cent (1,200 m²), dans la zone soumise à autorisation, sur la parcelle cadastrée section AO n° 64, terre Boraborafanautahi du lot 2 (parcelle), sise à Nunue, commune de Bora Bora sur l'île de Bora Bora, au profit de M. Olivier TOUBOUL

NOR : DEQ24508259AM-1

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 819 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 385 CM du 4 mars 2004 modifié relatif à la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupations de dépendances du domaine public ;

Vu le plan d'implantation à l'échelle 1/500 ;

Vu le plan de délimitation n° 986-210-20-N° 514-2023 MGT.DEQ.ISLV du 14 novembre 2023 ;

Vu la demande de M. Olivier TOUBOUL du 1er juillet 2024 ;

Considérant que la servitude de curage n'est pas impactée par cet empiétement ;

Considérant que l'empiétement de la zone soumise à autorisation est acceptable du fait que l'ouvrage de traversée sous la route peut être réaménagé en cas de besoin, en demi-chaussée, ce qui limite le besoin foncier aux abords de l'ouvrage d'art,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisé au profit de M. Olivier TOUBOUL, un empiétement de prospect sur le domaine public routier dans la zone soumise à autorisation, d'une superficie totale de un mètre carré deux cent (1,200 m²), sur la parcelle cadastrée section AO n° 64, terre Boraborafanautahi du lot 2 (parcelle), sise à Nunue, commune de Bora Bora, sur l'île de Bora Bora, tel que le tout figure sur le plan d'implantation à l'échelle 1/500, joint au présent dossier.

Art. 2. — L'empiétement autorisé à l'article 1er est destiné à la mise en place d'un escalier extérieur et d'une rampe d'accès .

Art. 3. — L'empiétement autorisé ne vaut pas permis de travaux immobiliers. M. Olivier TOUBOUL devra solliciter les autorisations administratives de travaux immobiliers nécessaires à la réalisation des travaux prévus à l'article 2 à la direction de la construction et de l'aménagement.

Art. 4. — M. Olivier TOUBOUL, s'engage à prendre à sa charge tous les frais et les travaux de démolition et de reconstruction de ses biens et ouvrages situés dans cette zone soumise à autorisation, consécutifs à l'exécution de travaux de conservation et de construction conduits par la direction de l'équipement sur le domaine public routier y attenant ou sur l'empiétement autorisé.

Art. 5. — La présente autorisation pourra être abrogée en cas de non-respect de la destination définie à l'article 2 ou de dépassement des dimensions des aménagements mentionnés au plan de masse joint au dossier.

Art. 6. — Le présent arrêté sera notifié à M. Olivier TOUBOUL et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 juillet 2024.

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,
Jordy CHAN

Arrêté n° 6707 MGT/DEQ du 31 juillet 2024 relatif à des travaux de voirie de la SA Électricité de Polynésie en accotement de la route territoriale sise à Ohutu, île de Rangiroa*NOR : DEQ24510144AM*

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 819 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;

Vu l'arrêté n° 4923 MGT du 23 mai 2023 modifié portant délégation de signature à M. Bruno GÉRARD, directeur de l'équipement ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu la demande reçue à STG/DEQ le 20 décembre 2023 par laquelle l'Électricité de Polynésie sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public routier dans le cadre des travaux en accotement aux Tuamotu et Gambier,

Arrête :

Article 1er. — Objet

Électricité de Polynésie, représentée par M. Rahiti CHARLET, est autorisée à réaliser des travaux en accotement de la route territoriale pour la pose en tranchée de 15 mètres linéaires de câbles et jonction sur le motu de Avatoru vers la passe de Ohotu, île de Rangiroa, et ce, conformément aux plans et documents joints.

Art. 2. — Dispositions à prendre avant de commencer les travaux

Implantation : le piquetage d'implantation sera effectué par le permissionnaire en accord avec le chef de la Subdivision des Tuamotu et Gambier (STG) de la direction de l'équipement, (M. Rémi PALLUAUD - tél. : 87 72 08 96) ou son collaborateur sur l'atoll de Rangiroa (M. Yoan HARO).

Constat photographique : un constat photographique sera effectué par le permissionnaire et à sa charge avant commencement des travaux et après réfection définitive. Il sera effectué en présence d'un représentant de la subdivision des Tuamotu et Gambier de la direction de l'équipement, dans la mesure du possible, et lui sera transmis dans les 8 jours à compter de la date du constat.

Information préalable : avant toute ouverture de chantier sur le domaine public, le permissionnaire devra impérativement en donner avis, trois (3) jours ouvrés au moins à l'avance, au chef de la subdivision des Tuamotu et Gambier. Il devra en outre aviser dans le même délai, les propriétaires et concessionnaires de toutes canalisations touchées par les travaux à exécuter. Aucune modification ne sera apportée aux réseaux de canalisations existantes sans accord préalable des services intéressés.

Arrêté de circulation : le permissionnaire devra solliciter au moins 3 jours ouvrés avant le démarrage des travaux un arrêté de circulation auprès de la mairie où sont situés les travaux qui font l'objet de cette permission de voirie. La présente autorisation d'occupation temporaire du domaine public routier devra être jointe à l'appui de la demande de l'arrêté de circulation.

Art. 3. — Exécution des travaux**Contraintes environnementales :**

Le permissionnaire sera tenu de prendre toutes les mesures nécessaires pour que l'exécution des travaux et l'exploitation de la distribution n'apportent ni gêne, ni troubles aux services publics.

Des alternats de circulation sont possibles. Toutefois, il est impératif de rétablir la circulation sur deux files, aux heures de pointe.

L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux de la route et de ses dépendances demeureront constamment assurés.

Signalisation du chantier :

Le permissionnaire aura la charge de la signalisation de son chantier de jour et de nuit, et adaptée à la situation (référence au manuel du chef de chantier) notamment :

- une signalisation d'approche (dangers, limitation de vitesse, interdiction de doubler) ;
- signalisation de position (lumières, cônes) ;
- signalisation de fin de prescriptions.

Il sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de signalisation.

Modalité d'ouverture des tranchées : l'ouverture de tranchées est autorisée que pour la réalisation des travaux mentionnés dans la demande.

Les canalisations seront posées de façon que la distance entre la génératrice supérieure et la surface du sol ne soit pas inférieure à 0,80 m.

Les canalisations posées sous-chaussées, et particulièrement pour les traversées de route, seront effectuées autant que possible par forage ou fonçage et mises sous gaines ou fourreaux, de manière à permettre toute intervention ultérieure sans ouverture de chaussées. Si les tranchées transversales sont effectuées par demi-chaussée, la circulation devant être assurée en permanence. Les découpes des bords de tranchées seront franches.

Remise en état du domaine public routier : les travaux nécessaires pour la reconstitution provisoire de la chaussée et éventuellement des accotements, des trottoirs et autres ouvrages, ainsi que leur entretien seront à la charge du permissionnaire jusqu'à la réfection définitive effectuée par une entreprise agréée.

Reconstitution provisoire des chaussées et accotements :

Le remblaiement de la tranchée se fera à l'aide de graves concassées de 0/30 ou 0/60 compactées ou pilonnées par couche successive de 15 cm d'épaisseur.

La direction de l'équipement prononcera une réception provisoire pour chaque tranche. Le permissionnaire devra fournir à celle-ci les résultats des essais de plaques d'un laboratoire agréé pour vérifier le degré de compactage des matériaux de remblaiement de fouilles. Les valeurs minimales à obtenir à l'essai de plaque pour les modules du sol devront être :

a) Sous chaussée $EV2 \geq 750$ bars et $K1 < 1,5$;

b) Sous accotement $EV2 > 550$ bars et $K1 < 1,5$.

Une réfection provisoire de la tranchée sera effectuée comme suit :

a) pour les chaussées, un grave ciment ≥ 16 cm sera mise en place ;

b) pour les accotements, des agrégats basaltiques 0/100 d'une épaisseur de 11 cm sera mise en place et compacté.

Un complément de grave ciment ou de matériaux basaltiques devra être apporté chaque fois qu'il sera nécessaire de compenser le tassement.

Pour les fouilles transversales, le revêtement en grave ciment > 16 cm devra être appliqué sur la première demi-chaussée avant le basculement de la circulation.

Reconstitution définitive des chaussées et accotements :

La réfection définitive des tranchées sera réalisée par une entreprise routière agréée et au frais du permissionnaire, et ce, dans un délai maximum de 3 mois après la reconstitution provisoire.

1° La réfection définitive des chaussées comprendra :

- le sciage sur une largeur dépassant de 20 cm de part et d'autre de la tranchée ;
- remblaiement de la tranchée en matériaux 0/30 et 0/60 ;
- le re-compactage du fond de forme à l'aide d'une dame vibrante ou rouleau ;
- compactage soigné à 95 % de l'OPM ;
- revêtement en béton sur une épaisseur de 16 cm/un béton bitumeux semi grenu 0/12 sur une épaisseur de 8 cm (en fonction du revêtement existant).

2° La réfection définitive des accotements non revêtus comprendra :

- le sciage sur une largeur dépassant de 10 cm de part et d'autre de la tranchée ;
- remblaiement de la tranchée en matériaux 0/30 et 0/60 ;
- compactage soigné à 95 % de l'OPM ;
- revêtement en agrégats basaltiques compacté sur une épaisseur de 11 cm.

Contrôle du laboratoire agréé par la direction de l'équipement :

Des essais dynamiques à la plaque seront effectués tous les 25 m par un laboratoire agréé avant la fermeture de la tranchée. Une planche d'essai sera effectuée avant le commencement des travaux par l'entreprise retenue en collaboration avec le laboratoire agréé, le modèle Evd correspondant à Ev2 sera retenu afin de valider le matériau de remblaiement.

Les résultats d'essais devront être communiqués à la subdivision des Tuamotu et Gambier de la direction de l'équipement à l'avancement du chantier.

Art. 4. — Dessins des ouvrages

L'emplacement des canalisations sera repéré par des points fixes, dans un délai de trois (3) mois à dater de la mise en service des ouvrages. Le plan de récolement des canalisations comportant toutes les indications nécessaires à leur repérage devra être remis à la direction de l'équipement. Ce plan devra obligatoirement être rattaché au système géodésique de la Polynésie française.

Art. 5. — Précarité, durée et modification

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, pour une durée de 9 ans à compter de la notification du présent arrêté, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie, sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, un procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office, par l'administration, aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Le gestionnaire de voirie se réserve le droit de demander le déplacement des ouvrages autorisés aux frais de l'occupant, dès lors que des travaux de voirie s'avéreront nécessaires. Les reprises de réseaux nécessitées éventuellement par les rectifications de route, exécution ou modification d'ouvrages d'art ou tous autres travaux publics seront à la charge du permissionnaire.

Art. 6. — Dommages

Le permissionnaire est responsable de tous les accidents ou dommages qui pourraient résulter de l'exécution des travaux ainsi que de l'existence et de l'exploitation des canalisations.

Art. 7. — Délai de garantie

À compter de la date de réfection définitive réalisée par une entreprise agréée, le permissionnaire sera tenu d'entretenir les tranchées pendant une durée d'un (1) an et de remédier aux malfaçons et désordres constatés dans un délai de 3 jours à compter de la date du constat de ceux-ci.

Art. 8. — Remboursement des travaux de réfection définitive

En cas de manquement du titulaire de la présente autorisation, la réfection définitive des tranchées sera confiée à une entreprise mandatée par la direction de l'équipement. Le montant des travaux de réfection définitive ainsi réalisés fera l'objet d'un titre de recette émis par les services administratifs auprès du permissionnaire.

Fait à Papeete, le 31 juillet 2024.

Pour le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes, et par délégation, pour le directeur de l'équipement, et par délégation : le directeur adjoint administratif,
Steven REY

Arrêté n° 6724 MGT du 1er août 2024 autorisant, à titre exceptionnel, le navire (Nuku Hau) à desservir l'île de Amanu lors de son voyage n° 8 du 10 août 2024*NOR : DAM24510489AM-1*

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 819 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;

Vu la loi du pays n° 2016-3 du 25 février 2016 modifiée relative à l'organisation du transport intérieur maritime et aérien ;

Vu la délibération n° 2017-124 APF du 14 décembre 2017 modifiée relative à la licence d'exploitation et aux obligations de service public dans le transport maritime intérieur ;

Vu l'arrêté n° 210 CM du 15 février 2018 modifié relatif aux autorisations dans le cadre du transport maritime intérieur ;

Vu l'arrêté n° 13608 MLA du 18 décembre 2018 portant octroi d'une licence d'exploitation à la SAS Société de navigation polynésienne (SNP) pour l'exploitation du navire Nuku Hau ;

Vu la demande de la SAS Société de Navigation Polynésienne (SNP) en date du 31 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — A titre exceptionnel, le navire (Nuku Hau), exploité par la SAS Société de Navigation Polynésienne (SNP), est autorisé à desservir l'île de Amanu lors de son voyage n° 8 du 10 août 2024.

Art. 2. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er août 2024.

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,
Jordy CHAN

Arrêté n° 6785 MGT du 2 août 2024 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public portuaire, d'une superficie de 403 m², au droit du quai de Tapuamu cadastré section TC n° 50, sis à Tahaa, au profit de la société Transport Maritime Vaitere représentée par M. Georges MOARII

NOR : DEQ24507880AM-1

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 819 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;

Vu la délibération n° 2001-5 APF du 11 janvier 2001 modifiée portant dispositions relatives au code des ports maritimes de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 portant fixation des tarifs d'occupation et d'utilisation du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 236 VP du 13 janvier 2021 autorisant l'affectation des ensembles immobiliers sis commune de Tahaa, commune associée de Tapuamu, au profit de la direction de l'équipement ;

Vu la demande de la société Transport Maritime Vaitere représentée par M. Georges MOARII en date du 31 janvier 2024 ;

Vu l'avis de la circonscription des îles Sous-le-Vent par courrier n° 615/PR/CISL du 24 avril 2024 ;

Vu l'avis de la commune de Tahaa par courrier n° 41/TECH du 22 avril 2024 ;

Vu l'avis de la subdivision des îles Sous-le-Vent de la direction de l'équipement par bordereau n° 961/MGT/DEQ/ISLV du 24 avril 2024 ;

Vu l'avis de la commission du domaine en séance du 2 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Objet de l'autorisation

L'occupation temporaire d'un emplacement d'une superficie de 403 m², du quai de Tapuamu cadastré section TC n° 50, sis à Tahaa, est autorisé en faveur de la société Transport Maritime Vaitere, tel que figuré sur le plan dressé par la SARL Landing-Leininger et détenu par le groupement d'études et de gestion du domaine public de la direction de l'équipement.

En aucun cas ledit emplacement ne pourra être modifié sans l'accord préalable de la direction de l'équipement.

Art. 2. — Destination de l'occupation

Cette occupation est destinée à la pose des aménagements suivants :

- un conteneur bureau de 20 pieds ;
- un conteneur réfrigéré de 20 pieds ;
- un conteneur congelé de 20 pieds ;
- deux conteneurs secs de 20 pieds chacun ;
- un compteur électrique ;
- quatre prises triphasées.

Ces aménagements permettront de garantir une exploitation optimale de l'activité de la société Transport Maritime Vaitere.

Cette destination ne pourra en aucun cas être changée sans l'autorisation préalable de la direction de l'équipement.

Art. 3. — Durée de l'occupation

La présente autorisation est consentie pour une durée de neuf (9) ans renouvelable, à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4. — Renouvellement de l'occupation

Toute demande de renouvellement de l'occupation est effectuée six (6) mois au moins avant la date d'échéance de la présente autorisation.

Cette demande est adressée par lettre à la direction de l'équipement (BP 85, 98713 Papeete) ou par tout moyen, accompagnée notamment d'un plan de récolement et d'une attestation justifiant le paiement à jour des redevances domaniales dues, délivrée par la direction des affaires foncières.

Art. 5. — Conditions financières

Au titre de la redevance, et conformément à l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023, le bénéficiaire s'engage à payer au receveur conservateur des hypothèques de la Polynésie française, une redevance annuelle d'un montant de deux-cent-cinquante-huit-mille-cent-trente-six francs CFP (258 136 F CFP), selon les modalités de paiement suivant :

- soit par virement sur le compte IEOM (ouvert au nom de la recette conservation des hypothèques de la direction des affaires foncières) ;
- soit en espèce ou par chèque directement à la direction des affaires foncières, immeuble Te Fenua, BP 114, 98713 Papeete.

Ci-après le détail du montant de la redevance :

Index	Emprise	Tarification	Unité/Superficie	Montant
CO_ECO_01	Bâti (cas général)	Part fixe : 40 000/unité/an	5 unités/conteneurs <i>(d'une superficie de 14.7 m² chacun)</i>	200 000 F
		Part variable : 45 F/m²/an	73.5 m² <i>(5*14.7 m²)</i>	3 308 F
IP_ECO_01	Equipement du Pays	Part fixe : 40 000/unité/an	1 unité/emplacement sur le quai <i>(d'une superficie de 403 m²)</i>	40 000 F
		Part variable : 45 F/m²/an	329.5 m² <i>(403 m² - superficie des conteneurs)</i>	14 828 F
MONTANT ANNUEL TOTAL				258 136 F

Cette somme est payable à compter de la date du présent arrêté.

En cas de versement tardif des redevances, les sommes dues seront majorées d'une pénalité de retard telle que fixée par l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023, relatif à la fixation des tarifs d'occupation et d'utilisation du domaine public de la Polynésie française.

Art. 6. — Conditions générales

L'occupant doit se conformer au code des ports maritimes de la Polynésie française adopté par la délibération n° 2001-5 APF du 11 janvier 2001 modifiée.

Il s'engage, en outre, à se conformer aux dispositions du règlement du quai de Tapuamu, sis à Tahaa, dès que ce document sera approuvé, en ce qui n'est pas contraire au présent arrêté.

Le présent arrêté n'est assimilable ni à un bail, ni à une location.

L'autorisation d'occupation est rigoureusement personnelle et ne peut faire l'objet d'une cession totale ou partielle. Toutefois, un simple changement de raison sociale ne met pas fin à l'autorisation si ce changement est porté préalablement à la connaissance de la Polynésie française par lettre recommandée.

L'occupant est tenu de n'apporter aucun trouble de jouissance.

Il doit se conformer à toute remarque faite, ou qui pourra être faite, par les agents de la direction de l'équipement et s'engage notamment à respecter les clauses et conditions suivantes :

1° Il est tenu d'obtenir toutes les autorisations administratives rendues obligatoires par la législation en vigueur et nécessaires pour l'exercice de son activité prévue au titre de l'occupation ;

2° Il est tenu de transmettre au groupement d'études et de gestion du domaine public et à la subdivision des îles Sous-le-Vent de la direction de l'équipement un exemplaire de ces autorisations administratives ;

3° Il est le seul tenu à toutes les garanties que l'occupation peut entraîner à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés ;

4° Il est tenu de ne causer aucun préjudice aux parties voisines de l'occupation concernée ;

5° L'occupant fait son affaire personnelle de toute contestation qui peut survenir et s'interdit à cet égard tous recours contre la Polynésie française.

Art. 7. — État des lieux

L'occupant prend l'emplacement dans l'état où il se trouve à la date de sa remise sans pouvoir exiger de la Polynésie française une indemnisation ou une quelconque réparation.

Il doit le rendre conformément à l'état des lieux dressé contradictoirement lors de l'entrée en jouissance.

Art. 8. — Entretien des lieux

Pendant toute la durée de l'occupation, l'occupant doit à ses frais et sous sa responsabilité, conserver en bon état de propreté, d'entretien et de fonctionnement les constructions et aménagements qu'il aura fait édifier.

Il supportera tous les travaux de réparation, reconstruction, surélévation, agrandissement et autres que la Polynésie française juge nécessaire, sans pouvoir prétendre à aucune indemnité, ni diminution de la redevance, quelle que soit leur importance et leur durée.

Il doit prendre les précautions nécessaires pour éviter les bruits, les odeurs et pour empêcher la présence d'animaux et insectes nuisibles tels que les rats, souris, cafards, etc., exercer une surveillance sur ses préposés et veiller à leur bonne tenue, ne rien entreprendre ni laisser en dépôt qui puisse apporter un trouble ou causer une gêne aux autres usagers du domaine public portuaire.

Il est tenu de prendre les mesures nécessaires pour éviter toute pollution du plan d'eau par rejet de déchets ou corps gras.

Il évacuera régulièrement les déchets et détritiques provenant de ses activités.

L'occupant ne peut mettre en cause la Polynésie française en cas de dégradation de tout ou partie de son matériel lors d'éventuels travaux entrepris sur le domaine public, par les agents de la direction de l'équipement.

Art. 9. — Travaux

L'occupant ne peut faire aucun travaux ou aménagements de quelque nature que ce soit, sans l'accord express et préalable de la direction de l'équipement, ni l'obtention des autorisations administratives nécessaires délivrées par les services et organismes compétents de la Polynésie française. L'occupant doit fournir à la direction de l'équipement toutes pièces justifiant ces autorisations et notamment le certificat d'achèvement des travaux, dans un délai d'un (1) mois, à compter de la réception desdits documents.

Il est tenu, au préalable, d'avertir le groupement d'études et de gestion du domaine public et la subdivision des îles Sous-le-Vent de la direction de l'équipement de toute intervention sur l'emplacement du domaine public qui lui a été autorisé.

Les travaux sont à la charge de l'occupant qui est seul tenu à toutes les garanties que l'occupation peut entraîner à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés.

Tout embellissement, amélioration ou installation réalisé par l'occupant pendant le cours de l'occupation reste la propriété de la Polynésie française sans aucune indemnité pour l'occupant.

Art. 10. — Assurance - Responsabilité - Recours

L'occupant est responsable de tous sinistres pouvant éventuellement intervenir à l'occasion ou du fait de ses activités ou de sa présence sur les lieux.

Il contractera auprès d'une compagnie notoirement solvable, toutes assurances nécessaires à sa responsabilité civile, vol, incendie, explosion, dégâts des eaux, accidents et tout autre sinistre imputable à son personnel ou aux installations immobilières et mobilières dont il a la propriété, l'exploitation ou la garde.

Il prendra à ses frais toutes mesures de sécurité qui pourraient lui être imposées par mesures générales de façon à prévenir tout sinistre ou accident. Faute par lui de prendre ces mesures, ceci pourra y être pourvu d'office et à ses frais.

Il devra s'acquitter exactement et régulièrement des primes de ces assurances, et justifiera du tout à toute réquisition de la direction de l'équipement.

La surveillance et la conservation des biens de l'occupant ou mis sous sa garde, placés sur les terrains, terre-pleins, locaux, ou voies publiques, ne sont pas à la charge de la Polynésie française et aucune responsabilité ne pèsera sur elle en cas de pertes, vols, ou détériorations.

L'occupant ne pourra élever aucune réclamation pour les dégâts provenant de l'action des eaux, de la mer et du vent.

Art. 11. — Abrogation de l'autorisation par la Polynésie française

La présente autorisation n'est accordée qu'à titre précaire.

L'autorité compétente peut abroger l'autorisation d'occupation, sans préjudice de la remise en état des lieux et de tous dommages et intérêts, en cas d'inobservation des dispositions des articles ci-dessus et après commandement d'exécuter demeuré infructueux et notamment en cas de :

- non-paiement des redevances échues ;
- cession partielle ou totale de l'autorisation sans accord préalable de la Polynésie française ;
- non-usage de l'emplacement dans un délai de six (6) mois, à compter de la date d'effet de la présente autorisation ;
- cessation de l'usage de l'activité précisée à l'article 2 du présent arrêté pendant une durée de trois (3) mois ;
- annulation ou caducité des autorisations pouvant être exigées par la réglementation en vigueur pour l'exercice de l'activité précisée à l'article 6 du présent arrêté ;
- condamnation pénale mettant l'occupante dans l'impossibilité de poursuivre l'exploitation ;
- cessation de l'exploitation consécutive à une procédure de redressement judiciaire ou de liquidation des biens ouverte à l'encontre de l'occupante.

Art. 12. — Résiliation de l'autorisation

L'occupant peut mettre fin à la présente autorisation et résilier son droit d'occupation en cas de cessation définitive de l'activité. Cette résiliation doit être notifiée, par lettre recommandée avec accusé de réception, à la direction de l'équipement, dans un délai d'un (1) mois avant la cessation définitive.

La résiliation ne donne droit à paiement d'aucune indemnité de quelque nature que ce soit. Les redevances payées d'avance par l'occupant resteront acquises par la Polynésie française, sans préjudice du droit, pour cette dernière, de poursuivre le recouvrement de toutes sommes pouvant lui être dues.

Art. 13. — Restitution des lieux et remise en état

L'occupant doit, en fin d'occupation ou à la date de cessation pour quelque cause que ce soit, remettre les lieux libres de toutes modifications qu'il aurait fait.

À défaut pour l'occupant de s'être acquitté de cette obligation dans le délai fixé par mise en demeure, la Polynésie française peut y pourvoir d'office aux frais et risques de l'occupant. Dans ce cas, la redevance continue à être due jusqu'à la remise en état des lieux.

Toutefois, la Polynésie française se réserve la possibilité de renoncer à la remise en état des lieux. L'occupant abandonnera à titre gracieux, tout ou partie des aménagements, installations ou transformations.

Dans tous les cas, la restitution de l'emplacement à la Polynésie française, objet des présentes, sera constatée par un procès-verbal par la direction de l'équipement signé par l'occupant.

Art. 14. — Attribution de compétences

Les litiges pouvant naître de l'interprétation ou de l'application du présent arrêté, après échec d'une tentative de règlement amiable entre les parties, seront soumis au tribunal administratif de la Polynésie française.

Art. 15. — Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 août 2024.

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,
Jordy CHAN

Arrêté n° 6832 MGT du 2 août 2024 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public portuaire, d'une superficie de 468 m², sur le quai de Rairua, au droit de la parcelle cadastrée section AC n° 116, sise commune de Raivavae, au profit du comité organisateur local de Raivavae

NOR : DEQ24510535AM-1

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 819 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2001-5 APF du 11 janvier 2001 modifiée portant dispositions relatives au code des ports maritimes de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 portant fixation des tarifs d'occupation et d'utilisation du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 396 CM du 19 avril 1990 portant affectation à la direction de l'équipement de parcelles de remblais à Rairua, commune de Raivavae (îles Australes) ;

Vu la demande du comité organisation local de Raivavae représenté par M. Mesmin MOEVAI en date du 22 mai 2024 ;

Vu l'avis de la subdivision des Australes de la direction de l'équipement en date du 9 juillet 2024 ;

Vu l'avis de la commune de Raivavae en date du 17 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — Objet de l'autorisation

L'occupation temporaire du domaine public portuaire, d'une superficie de 468 m², sur le quai de Rairua, au droit de la parcelle cadastrée section AC n° 116, sise commune de Raivavae, est autorisée au profit du comité organisateur local de Raivavae.

En aucun cas l'occupation ne pourra être modifiée sans l'accord préalable de la direction de l'équipement.

Art. 2. — Destination de l'occupation

Cette occupation est destinée à l'organisation des « VIe jeux des îles Australes » qui comprend des activités de pétanque, de va'a et de porteurs de fruits.

Cette destination ne pourra en aucun cas être changée sans l'autorisation préalable de la direction de l'équipement.

Art. 3. — Durée de l'occupation

La présente autorisation est consentie pour une durée de sept (7) jours, soit pour la période du 4 au 10 août 2024.

Art. 4. — Conditions financières

L'organisation de cet évènement s'inscrit dans un cadre sportif et culturel et répond à la volonté du gouvernement de la Polynésie française de relancer les activités physiques et sportives dans l'ensemble des archipels. Le comité organisateur local de Raivavae est donc exonéré de redevance conformément aux dispositions de l'article 10 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée.

Art. 5. — Conditions générales

L'occupant doit se conformer au code des ports maritimes de la Polynésie française adopté par la délibération n° 2001-5 APF du 11 janvier 2001 modifiée.

Le présent arrêté n'est assimilable ni à un bail, ni à une location.

L'autorisation d'occupation est rigoureusement personnelle et ne peut faire l'objet d'une cession totale ou partielle. Toutefois, un simple changement de raison sociale ne met pas fin à l'autorisation si ce changement est porté préalablement à la connaissance de la Polynésie française.

L'occupant est tenu de n'apporter aucun trouble de jouissance.

Il doit notamment prendre les précautions nécessaires pour éviter les bruits, les odeurs et pour empêcher la présence d'animaux et insectes nuisibles tels que les rats, souris, cafards, etc., exercer une surveillance sur ses préposés et veiller à leur bonne tenue, ne rien entreprendre ni laisser en dépôt qui puisse apporter un trouble ou causer une gêne aux autres usagers du domaine public portuaire.

Il est tenu de prendre les mesures nécessaires pour éviter toute pollution du plan d'eau par rejet de déchets ou corps gras.

Il doit se conformer à toute remarque faite par les agents de la direction de l'équipement et s'engage notamment à respecter les clauses et conditions suivantes :

- il est tenu d'obtenir toutes les autorisations administratives rendues obligatoires par la législation en vigueur et nécessaires pour l'exercice de son activité prévue au titre de l'occupation ;
- il est tenu de transmettre à la direction de l'équipement un exemplaire de ces autorisations ;
- il est le seul tenu à toutes les garanties que l'occupation peut entraîner à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés ;
- il est tenu de ne causer aucun préjudice aux parties voisines de l'occupation concernée ;
- il fait son affaire personnelle de toute contestation qui peut survenir et s'interdit à cet égard tous recours contre la Polynésie française.

Art. 6. — Prise des lieux

L'occupant prend l'emplacement dans l'état où il se trouve à la date de sa remise sans pouvoir exiger de la Polynésie française une indemnisation ou une quelconque réparation.

Art. 7. — Travaux - réparation - embellissement et entretien

L'occupant ne peut faire aucun travaux immobiliers ou aménagements de quelque nature que ce soit, sans l'accord express et préalable de l'autorité gestionnaire, ni l'obtention des autorisations administratives nécessaire délivrées par les services et organismes compétents de la Polynésie française.

Tout embellissement, amélioration ou installation réalisé par l'occupant pendant l'occupation reste la propriété de la Polynésie française sans aucune indemnité pour l'occupant.

L'occupant supporte, pendant la période d'occupation temporaire, tous les travaux de réparation, reconstruction, surélévation, agrandissement et autres que la Polynésie française juge nécessaires, sans pouvoir prétendre à aucune indemnité, quelle que soit leur importance et leur durée.

Pendant toute la durée de l'occupation, l'occupant doit à ses frais et sous sa responsabilité conserver en bon état de propreté, d'entretien et de fonctionnement les constructions et aménagements qu'il aurait fait édifier ou occuper.

Il évacuera périodiquement et régulièrement les déchets et détritiques provenant de ses activités.

Il est tenu d'avertir préalablement la direction de l'équipement de toutes interventions sur le domaine public portuaire.

Il ne peut mettre en cause la Polynésie française en cas de dégradation de tout ou partie de son matériel lors d'éventuels travaux entrepris sur le domaine public portuaire, par la direction de l'équipement.

Art. 8. — Assurance - Responsabilité - Recours

L'occupant est responsable de tous sinistres pouvant éventuellement intervenir à l'occasion ou du fait de ses activités ou de sa présence sur les lieux.

Il contractera auprès d'une compagnie notoirement solvable, toutes assurances nécessaires à sa responsabilité civile, vol, incendie, explosion, dégâts des eaux, accidents, et tout sinistre imputables à son personnel ou aux installations immobilières et mobilières dont il a la propriété, l'exploitation ou la garde.

Il prendra à ses frais toutes mesures de sécurité qui pourraient lui être imposées par mesures générales de façon à prévenir tout sinistre ou accident. Faute pour lui de prendre ces mesures, il pourra y être pourvu d'office à ses frais.

La Polynésie française ne peut être tenue responsable des pertes, vols ou détériorations pouvant survenir aux biens de l'occupant ou mis sous sa garde.

La garde et la conservation des biens placés sur les terrains, terre-pleins, locaux, voies publiques, ne sont pas à la charge de la Polynésie française et aucune responsabilité ne pèsera sur elle en cas de vol perte ou détérioration.

L'occupant ne pourra élever aucune réclamation pour les dégâts provenant de l'action des eaux, de la mer et du vent.

Art. 9. — Restitution des lieux et remise en état

L'occupant doit, en fin d'occupation ou la date de cessation pour quelle que cause que ce soit, remettre les lieux exempts de toutes modifications qu'il aurait fait.

À défaut pour l'occupant de s'être acquitté de cette obligation dans le délai fixé par mise en demeure, la Polynésie française peut y pourvoir d'office aux frais et risques de l'occupant.

Toutefois, la Polynésie française se réserve la possibilité de renoncer à la remise en état des lieux. L'occupant abandonnera à titre gracieux, tout ou partie des aménagements, installations ou transformations.

Art. 10. — Attribution de compétences

Les litiges pouvant naître de l'interprétation ou de l'application du présent arrêté, après échec d'une tentative de règlement amiable entre les parties, seront soumis au tribunal administratif de la Polynésie française.

Art. 11. — Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 août 2024.

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,
Jordy CHAN

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DU BUDGET ET DES FINANCES

Arrêté n° 6669 MEF/DGAE du 31 juillet 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de Mme Audrey DELLA-MAGGIORA et M. Benjamin HUYNH VAN PHUONG pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale, dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages

NOR : DAE24508482AM

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé « direction générale des affaires économiques » ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5122 MEF du 5 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de direction générale des affaires économiques ;

Vu la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction, l'acquisition ou les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale ;

Vu l'arrêté n° 213 CM du 25 février 2021 modifié portant application de la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction, l'acquisition ou les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale ;

Vu la demande déposée par la Banque de Tahiti le 10 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide financière d'un montant de 1 760 000 F CFP (un-million-sept-cent-soixante-mille francs CFP), correspondant à 40 000 F CFP x 44 m², en faveur de Mme Audrey DELLA-MAGGIORA et M. Benjamin HUYNH VAN PHUONG, pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou pour l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale d'une valeur totale de 30 900 000 F CFP (trente-millions-neuf-cent-mille francs CFP) et ce, dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages. Le logement aidé se situe dans la commune de Papeete.

Art. 2. — Conformément à l'article 14 de l'arrêté n° 213 CM du 25 février 2021 susvisé, l'aide est versée dans son intégralité aux bénéficiaires.

Art. 3. — La dépense est imputée au budget général de la Polynésie française : mission 916, programme 91604, AP 362.2024, AE 32.2024, article 204, centre de travail 73000.

Art. 4. — Le(s) bénéficiaire(s) s'engage(nt) à affecter de manière exclusive le logement aidé à son(leur) habitation principale pendant un délai de cinq ans à compter de la liquidation de l'aide.

Il(s) s'engage(nt) à justifier, auprès de l'autorité compétente, de la réalisation de l'acquisition du logement par la production de factures acquittées dans le délai d'un an à compter de la liquidation de l'aide ; ce délai est porté à 2 ans pour les travaux de construction d'un logement neuf. En cas de construction, il conviendra de justifier de la délivrance du certificat de conformité.

Art. 5. — En cas d'inexécution des obligations prévues à l'article LP. 16-I de la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 susvisée, un ordre de reversement sera établi pour le remboursement de tout ou partie de l'aide.

Art. 6. — La directrice est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 juillet 2024.

Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation, pour la directrice des affaires économiques, et par délégation : la directrice adjointe,
Catherine COLOMBET

Arrêté n° 6670 MEF/DGAE du 31 juillet 2024 portant autorisation dérogatoire de la section pétanque de l'association sportive Excelsior en application de l'article LP. 250-2-II

NOR : DAE24510177AM-1

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5122 MEF du 5 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu le code de débits de boissons ;

Vu la demande présentée par la section pétanque de l'association sportive Excelsior reçue le 21 juin 2024 ;

Vu l'avis de la mairie de la commune de Papara en date du 17 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — La section pétanque de l'association sportive Excelsior, représentée par son président, M. Jean-Pierre TEFAAFANA, dont le siège social est situé au sein de la vallée Tepapa de la commune de Papeete, est autorisée à ouvrir un débit de boissons temporaire le samedi 10 août et dimanche 11 août 2024 à l'occasion d'une manifestation sportive intitulée « Challenge 2024 doublettes hommes et femmes vétérans » qui se déroulera au PK 36 côté montagne, route de la mairie, site Hotu Maru de la commune de Papara .

Art. 2. — Les horaires d'ouverture de ce débit de boissons sont fixés ainsi :
- pour la vente à consommer sur place : de 10 heures à 20 heures.

Art. 3. — À l'occasion de la manifestation mentionnée à l'article 1er du présent arrêté, le débit de boissons temporaire ne pourra vendre ou offrir, sous quelque forme que ce soit, que des boissons alcooliques du 2e groupe défini à l'article LP. 110-1 du code des débits de boissons.

Art. 4. — La directrice est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 juillet 2024.

Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation : la directrice adjointe des affaires économiques,

Catherine COLOMBET

Arrêté n° 6671 MEF/DGAE du 31 juillet 2024 portant autorisation dérogatoire de l'association Fare Ute Pétanque en application de l'article LP. 250-2-II

NOR : DAE24510058AM-1

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5122 MEF du 5 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5271 MEF/DGAE du 14 juin 2024 portant modification de l'arrêté n° 5162 MEF/DGAE du 10 juin 2024 portant délégation de signature de Mme Sabine BAZILE, directrice de la direction générale des affaires économiques, au profit d'agents placés sous son autorité ;

Vu le code de débits de boissons ;

Vu la demande présentée par l'association Fare Ute Pétanque en date du 21 juin 2024 ;

Vu l'avis de la mairie de la commune de Papara en date du 17 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — L'association Fare Ute Pétanque, représentée par son président M. Arthur ESTALL, dont le siège social est situé à Fariipiti, rue du Commandant-Chessé, chez M. Arthur ESTALL dit Tahiri, est autorisée à ouvrir un débit de boissons temporaire les samedi 2 et dimanche 3 novembre 2024 à l'occasion d'une manifestation intitulée « Challenge 2024 : doublette hommes, femmes et vétérans » qui se déroulera au boulodrome de Papara, PK 35,500 côté montagne, route de la mairie, site Hotu Maru.

Art. 2. — Les horaires d'ouverture de ce débit de boissons sont fixés ainsi :
- pour la vente à consommer sur place : de 10 heures à 20 heures.

Art. 3. — À l'occasion de la manifestation mentionnée à l'article 1er du présent arrêté, le débit de boissons temporaire ne pourra vendre ou offrir, sous quelque forme que ce soit, que des boissons alcooliques du 2e groupe défini à l'article LP. 110-1 du code des débits de boissons.

Art. 4. — La directrice est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 juillet 2024.

Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation : la directrice adjointe des affaires économiques,
Catherine COLOMBET

Arrêté n° 6729 MEF du 1er août 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de l'entreprise individuelle Yolani Dominique Teheiopuaiki TEIKITUTOUA au titre des aides à l'équipement des petites entreprises*NOR : DAE24506605AM-1*

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la loi du pays n° 2017-28 du 9 octobre 2017 instituant un dispositif d'aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants ;

Vu l'arrêté n° 1855 CM du 18 octobre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-28 du 9 octobre 2017 instituant un dispositif d'aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants ;

Vu la demande d'aide présentée par l'entreprise individuelle Yolani Dominique Teheiopuaiki TEIKITUTOUA et déposée le 12 avril 2024 ;

Vu l'avis de la commission consultative d'attribution des aides économiques réunie le 15 mai 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide financière d'un montant de 2 070 000 F CFP (deux-millions-soixante-dix-mille francs CFP), au titre des aides à l'équipement des petites entreprises, en faveur de l'entreprise individuelle Yolani Dominique Teheiopuaiki TEIKITUTOUA (n° TAHITI A42553), pour cofinancer les dépenses d'acquisition d'équipements professionnels estimées à 6 900 224 F CFP (six-millions-neuf-cent-mille-deux-cent-vingt-quatre francs CFP) hors TVA, relatives à son activité (transports routiers réguliers de voyageurs) située à Hakahau (Ua Pou).

Art. 2. — Le montant de cette aide est imputé au budget général de la Polynésie française : mission 966, programme 96603, article 652, centre de travail 73000-F.

Art. 3. — Le montant total de l'aide financière sera versé en une seule fois, sur le compte bancaire de l'entreprise bénéficiaire mentionnée à l'article 1er, à compter de la publication de l'arrêté d'attribution de l'aide au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 4. — L'entreprise doit, dans les douze mois qui suivent la notification de l'arrêté d'attribution de l'aide, produire auprès de la direction générale des affaires économiques les documents justifiant la réalisation totale de son projet. À défaut de production de justificatifs ou dans le cas où l'aide a reçu une destination n'entrant pas dans le cadre du projet présenté, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide financière.

Art. 5. — Le présent arrêté devient caduc si l'entreprise n'a pas achevé son projet d'investissement dans un délai d'un an suivant sa notification.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'entreprise et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er août 2024.

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,
Tevaiti-Ariipaea POMARE

Arrêté n° 6784 MEF/DGAE du 2 août 2024 portant retrait de l'arrêté 6057 MEF/DGAE du 9 juin 2022 portant attribution d'une aide financière en faveur de M. Matahi ANESTIDES pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale, dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages

NOR : DAE24508917AM

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5122 MEF du 5 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de direction générale des affaires économiques ;

Vu la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction, l'acquisition ou les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale ;

Vu l'arrêté n° 213 CM du 25 février 2021 modifié portant application de la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction, l'acquisition ou les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale ;

Vu la demande de retrait de l'intéressé en date du 26 septembre 2022,

Arrête :

Article 1er. — L'arrêté n° 6057 MEF/DGAE du 9 juin 2022 portant attribution d'une aide financière au titre de l'aide à l'investissement des ménages à M. Matahi ANESTIDES est retiré.

Art. 2. — La directrice adjointe de la direction générale des affaires économiques est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 août 2024.

Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation : la directrice adjointe,
Catherine COLOMBET

Arrêté n° 6831 MEF du 2 août 2024 portant autorisation d'implantation d'un dépôt d'hydrocarbures sur la parcelle cadastrée section B n° 252, sur la commune de Faa'a*NOR : ENR24510241AM-1*

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu la délibération n° 97-128 APF du 24 juillet 1997 réglementant l'implantation des stations de distribution de carburants ;

Vu l'arrêté n° 842 CM du 21 août 1997 modifié fixant les règles d'organisation et de fonctionnement de la commission d'implantation des stations de distribution de carburants ;

Vu la demande de la direction de l'infrastructure de la défense de Papeete réceptionnée le 3 mai 2024 ;

Vu l'avis favorable de la commission d'implantation des stations de distribution de carburants réunie en séance du 10 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — La direction de l'infrastructure de la défense de Papeete est autorisée à implanter et exploiter un dépôt d'hydrocarbures de 440 m³ sur la parcelle cadastrée section B n° 252, sur la commune de Faa'a.

Art. 2. — La présente autorisation ne dispense pas le bénéficiaire de l'obtention de l'autorisation délivrée au titre des installations classées et de l'autorisation de travaux immobiliers.

Art. 3. — La présente autorisation devient caduque si les travaux n'ont pas commencé dans un délai d'un an à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 août 2024.

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,
Tevaiti-Ariipaea POMARE

Arrêté n° 6834 MEF/DGAE du 5 août 2024 portant habilitation de M. Stéphane GLAVINAZ en qualité d'agent spécial d'assurance de la société Vitis Life SA*NOR : DAE24508967AM*

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5122 MEF du 5 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu les articles R. 321-1 et R. 322-4 du code des assurances applicable en Polynésie française ;

Vu la demande d'habilitation sollicitée par M. Nicolas LIMBOURG, directeur général et par Mme Laurence AVAERT, directrice de l'exploitation de la société Vitis Life SA, en date du 17 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — M. Stéphane GLAVINAZ, demeurant à Tahiti, est habilité en qualité d'agent spécial d'assurance de la société Vitis Life SA en vue de pratiquer en Polynésie française les opérations d'assurances des branches définies à l'article R. 321-1 du code des assurances suivantes :

20. Vie-décès ;

22. Assurances liées à des fonds d'investissements ;

24. Capitalisation.

Art. 2. — La directrice est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 5 août 2024.

Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation : la directrice adjointe des affaires économiques,

Catherine COLOMBET

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES MARINES, DE
L'ENVIRONNEMENT****Arrêté n° 6661 MPR/DRM du 30 juillet 2024 autorisant à titre dérogatoire M. Moerani Taromahina LEHARTEL à prélever, transporter et détenir des trocas (*Rochia nilotica*) pour les besoins de son activité aquacole**

NOR : DRM24510087AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 183 CM du 15 février 2018 portant nomination de M. Cédric PONSONNET en qualité de directeur des ressources marines et minières ;

Vu l'arrêté n° 5163 MPR du 10 juin 2024 portant délégation de signature du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, à M. Cédric PONSONNET, directeur des ressources marines ;

Vu la délibération n° 88-184 AT du 8 décembre 1988 modifiée relative à la protection de certaines espèces animales marines et d'eau douce du patrimoine naturel polynésien ;

Vu l'arrêté n° 2830 MCE/DRM du 28 mars 2023 modifié portant renouvellement des qualités de collecteur et d'éleveur de bénitiers ainsi que l'agrément d'aquaculteur professionnel de la Polynésie française au profit de M. Moerani Taromahina LEHARTEL ;

Vu l'arrêté n° 13954 MCE/ENV du 20 décembre 2018 modifié autorisant Tahiti Marine Aquaculture à installer et exploiter les équipements techniques d'un élevage de bénitiers, commune de Papara, établissement de deuxième classe des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 66 CM du 16 janvier 2020 modifié réglementant la pêche sur l'espace maritime au droit de la commune de Papara au lieu-dit « pointe Patere » ;

Vu l'arrêté n° 3064 CM du 24 décembre 2021 modifié réglementant la pêche sur l'espace maritime au droit de la commune de Papara, de la passe Te Avaraa à la limite de commune côté Teva I Uta ;

Vu le courrier n° 2199 VP/ENV du 24 octobre 2023 ;

Vu la demande de M. Moerani Taromahina LEHARTEL enregistrée le 26 mars 2024,

Arrête :

Article 1er. — Dans le cadre de la mise en place d'un système multitrophique au sein de son exploitation aquacole, M. Moerani Taromahina LEHARTEL est autorisé à titre dérogatoire à prélever, transporter et détenir des trocas (*Rochia nilotica*) dans ses installations à terre, dans le but de les faire se reproduire et de produire des auxiliaires de culture pour les besoins de son activité, tel que prévu à l'article LP. 15 de la délibération n° 88-184 AT du 8 décembre 1988 modifiée susvisée.

Art. 2. — La présente autorisation est valable de la date de publication du présent arrêté au 31 décembre 2025.

Art. 3. — La présente autorisation est octroyée pour le prélèvement sur l'espace maritime situé au droit de la commune de Papara, de quarante trocas (*Rochia nilotica*) de plus de huit centimètres, à pied ou en apnée.

M. Moerani Taromahina LEHARTEL prélève un individu sur trois observés et hors des zones de pêche réglementée de la commune de Papara adoptées par les arrêtés n° 66 CM du 16 janvier 2020 modifié et n° 3064 CM du 24 décembre 2021 modifié susvisés.

Après reproduction de ces animaux sauvages, M. Moerani Taromahina LEHARTEL est autorisé à détenir et élever les trocas produits en éclosion.

Art. 4. — L'élevage des trocas est réalisé dans des bassins hors sol avec des supports benthiques adaptés (film algal) et un renouvellement d'eau de qualité suffisant pour permettre le maintien d'une eau claire et d'une température de l'eau équivalente à celle du lagon. Les structures d'élevage ne doivent pas permettre l'échappement des animaux.

Art. 5. — Les trocas produits en élevage ne peuvent pas être commercialisés.

Art. 6. — M. Moerani Taromahina LEHARTEL doit tenir un registre des lots en élevage comprenant le nombre d'animaux en élevage, les éventuels transferts réalisés, les poids moyens enregistrés, les paramètres d'élevage (renouvellement, températures), les éventuels nourrissages ainsi que les éventuelles mortalités survenues.

Le registre d'élevage doit être à jour et consultable à tout moment par les agents de la direction des ressources marines.

En cas de mortalité de plus de 30 % du cheptel, M. Moerani Taromahina LEHARTEL doit prévenir la direction des ressources marines.

Dans un délai d'un mois après la capture des trocas sauvages, M. Moerani Taromahina LEHARTEL fournit à la direction des ressources marines un bilan des prélèvements de trocas effectués indiquant le ou les jour(s) de collecte, le nombre d'individus prélevés par jour de collecte et la taille des individus collectés.

Au terme de la présente autorisation, M. Moerani Taromahina LEHARTEL remettra les trocas sauvages prélevés pour la production d'auxiliaires de culture sur leur site de collecte. Les trocas issus des productions en éclosion ne doivent pas être relâchés dans le milieu naturel.

Au 31 mars de chaque année, M. Moerani Taromahina LEHARTEL fournit à la direction des ressources marines un bilan annuel des stocks de trocas en élevage. Ce bilan précise l'origine des animaux (sauvages et/ou issus de productions en éclosion), leur taille, leur nombre, leurs structures d'élevage ainsi que les éventuels événements marquants ayant eu lieu durant l'année écoulée (mortalités importantes, intempéries, etc.).

Art. 7. — Le directeur des ressources marines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 juillet 2024.

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur des ressources marines,

Cédric PONSONNET

Arrêté n° 6662 MPR/DRM du 30 juillet 2024 portant octroi d'un agrément de mareyeur au profit de la SARL Fenua Fish*NOR : DRM24510270AM*

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 183 CM du 15 février 2018 portant nomination de M. Cédric PONSONNET en qualité de directeur des ressources marines et minières ;

Vu l'arrêté n° 5163 MPR du 10 juin 2024 portant délégation de signature du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, à M. Cédric PONSONNET, directeur des ressources marines ;

Vu la délibération n° 2007-17 APF du 19 juin 2007 portant mise en place d'une procédure d'agrément au profit des mareyeurs en vue de bénéficier des dispositifs d'aide intervenant dans le secteur de la pêche ;

Vu l'arrêté n° 927 CM du 2 juillet 2007 portant application de la délibération n° 2007-17 APF du 19 juin 2007 portant mise en place d'une procédure d'agrément au profit des mareyeurs en vue de bénéficier des dispositifs d'aide intervenant dans le secteur de la pêche ;

Vu l'arrêté n° 7999 MCE/DRM du 25 juillet 2022 portant renouvellement d'un agrément de mareyeur au profit de la SARL Fenua Fish ;

Vu les statistiques rendues le 26 juillet 2024 ;

Vu la demande d'agrément de mareyeur de la SARL Fenua Fish, représentée par son gérant M. Vincent BELLARD, du 26 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est octroyé, à la SARL Fenua Fish, un agrément en qualité de mareyeur au sens de la délibération n° 2007-17 APF du 19 juin 2007 susvisée.

Art. 2. — Cet agrément est valable deux ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 3. — À la date d'anniversaire de l'obtention de l'agrément, la SARL Fenua Fish doit fournir annuellement à la direction des ressources marines un état de situation de son activité.

Art. 4. — Le directeur des ressources marines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 juillet 2024.

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur des ressources marines,
Cédric PONSONNET

Arrêté n° 6694 MPR/DIREN du 31 juillet 2024 autorisant M. Tevai MALINOWSKI à exercer des activités d'approche et de prises de vues et de son des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Rurutu avec les navires de numéro d'immatriculation PY 4979 (Tearapatu 2) et PY 3842 (Naio 2) du 1er août 2024 au 11 novembre 2024

NOR : ENV24510393AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la délibération n° 2003-35 APF du 27 février 2003 portant création de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 242 CM du 16 février 2012 modifié portant organisation de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 5146 MPR du 7 juin 2024 portant délégation de signature à M. Alexandre VERHOEST, directeur de l'environnement ;

Vu la demande de M. Tevai MALINOWSKI en date du 22 mai 2024 ;

Vu le titre de conduite de Tevai MALINOWSKI, Manutea MALINOWSKI, Mike ARIIOTIMA, Piitara RIVETA, Marama GARRIGUES ou Jimmy CHAN ;

Vu la carte professionnelle de Tevai MALINOWSKI, Manutea MALINOWSKI ou Hervé COUPEL,

Arrête :

Article 1er. — M. Tevai MALINOWSKI est autorisé à exercer une activité d'approche des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Rurutu avec les navires de numéro d'immatriculation PY 4979 (Tearapatu 2) et PY 3842 (Naio 2) en application des dispositions des articles A. 2213-1-4 à A. 2213-1-8 du code de l'environnement.

Art. 2. — M. Tevai MALINOWSKI est autorisé à exercer une activité de prises de vues et de son des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Rurutu avec les navires de numéro d'immatriculation PY 4979 (Tearapatu 2) et PY 3842 (Naio 2) en application des dispositions de l'article A. 2213-1-5 du code de l'environnement hormis dans les espaces protégés dudit code.

Art. 3. — M. Tevai MALINOWSKI exercera l'activité de prises de vues et de son en apnée pour la promotion de son entreprise sans déroger aux règles d'approche.

Art. 4. — La présente autorisation est liée à la validité des permis de navigation des navires de numéro d'immatriculation PY 4979 (Tearapatu 2) et PY 3842 (Naio 2) et au respect des règles d'approche édictées par le code de l'environnement.

Art. 5. — La présente autorisation est liée à la validité de la carte professionnelle des encadrants aquatiques et des recyclages obligatoires leur permettant de conserver leur aptitude à exercer.

Art. 6. — Les 2 navires ne peuvent pas être utilisés simultanément sur la même zone d'observation (300 m).

Art. 7. — Les autorisations d'approche et de prises de vues et de son sont consenties du 1er août 2024 au 11 novembre 2024.

Art. 8. — M. Tevai MALINOWSKI s'engage à tenir une base de données dans laquelle sont saisies, au fur et à mesure, toutes les opérations d'observation de spécimens, conformément à l'article A. 2213-1-6 III du code de l'environnement. Ces données peuvent être remplies soit dans un modèle de registre disponible auprès de la direction de l'environnement soit en ligne sur le site de l'observatoire du pays <https://polynesie.magis.nc/observations/>.

Art. 9. — Les agents de la direction de l'environnement sont habilités à contrôler ce registre et à constater toute infraction relative à la réglementation sur la protection des mammifères marins.

Art. 10. — M. Tevai MALINOWSKI s'engage à fournir à la direction de l'environnement tous les éléments techniques acquis sur le terrain et pouvant permettre de répertorier et identifier les baleines ou autres mammifères marins de Polynésie française.

Art. 11. — M. Tevai MALINOWSKI s'engage à respecter les prescriptions et obligations du présent arrêté sous peine de retrait de l'autorisation accordée.

Art. 12. — M. Tevai MALINOWSKI s'engage à informer la direction de l'environnement de toutes modifications des conditions d'exécution de l'activité.

Art. 13. — L'éventuel renouvellement de la présente autorisation sera subordonné au respect des règles d'approche, à la remise des données saisies soit dans le registre, soit dans l'observatoire du pays, ainsi qu'à la remise du fanion de la direction de l'environnement de la saison précédente avant le 30 janvier de l'année suivante.

Art. 14. — Le directeur de l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 juillet 2024.

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur de l'environnement,
Alexandre VERHOEST

Arrêté n° 6695 MPR/DIREN du 31 juillet 2024 autorisant la société SARL Tahiti Dive Management à exercer des activités d'approche et de prises de vues et de son des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Tahiti Nui avec les navires de numéro d'immatriculation PY 18489 (Zetender) et PY 17294 (Bayaone) du 1er août 2024 au 11 novembre 2024

NOR : ENV24510391AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la délibération n° 2003-35 APF du 27 février 2003 portant création de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 242 CM du 16 février 2012 modifié portant organisation de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 5146 MPR du 7 juin 2024 portant délégation de signature à M. Alexandre VERHOEST, directeur de l'environnement ;

Vu la demande de M. Baptiste LE BOUIL en date du 23 mai 2024 ;

Vu le titre de conduite de Baptiste LE BOUIL ou Allan BESSE ;

Vu la carte professionnelle de Julien ANTON, Louise ROQUES ou Lou GOUIN,

Arrête :

Article 1er. — La société SARL Tahiti Dive Management est autorisée à exercer une activité d'approche des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Tahiti Nui avec les navires de numéro d'immatriculation PY 18489 (Zetender) et PY 17294 (Bayaone) en application des dispositions des articles A. 2213-1-4 à A. 2213-1-8 du code de l'environnement.

Art. 2. — La société SARL Tahiti Dive Management est autorisée à exercer une activité de prises de vues et de son des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Tahiti Nui avec les navires de numéro d'immatriculation PY 18489 (Zetender) et PY 17294 (Bayaone) en application des dispositions de l'article A. 2213-1-5 du code de l'environnement hormis dans les espaces protégés dudit code.

Art. 3. — La société SARL Tahiti Dive Management exercera l'activité de prises de vues et de son en apnée pour la promotion de son entreprise sans déroger aux règles d'approche.

Art. 4. — La présente autorisation est liée à la validité des permis de navigation des navires de numéro d'immatriculation PY 18489 (Zetender) et PY 17294 (Bayaone) et au respect des règles d'approche édictées par le code de l'environnement.

Art. 5. — La présente autorisation est liée à la validité de la carte professionnelle des encadrants aquatiques et des recyclages obligatoires leur permettant de conserver leur aptitude à exercer.

Art. 6. — Les 2 navires ne peuvent pas être utilisés simultanément sur la même zone d'observation (300 m).

Art. 7. — Les autorisations d'approche et de prises de vues et de son sont consenties du 1er août 2024 au 11 novembre 2024.

Art. 8. — La société SARL Tahiti Dive Management s'engage à tenir une base de données dans laquelle sont saisies, au fur et à mesure, toutes les opérations d'observation de spécimens, conformément à l'article A. 2213-1-6 III du code de l'environnement. Ces données peuvent être remplies soit dans un modèle de registre disponible auprès de la direction de l'environnement soit en ligne sur le site de l'observatoire du pays <https://polynesie.magis.nc/observations/>.

Art. 9. — Les agents de la direction de l'environnement sont habilités à contrôler ce registre et à constater toute infraction relative à la réglementation sur la protection des mammifères marins.

Art. 10. — La société SARL Tahiti Dive Management s'engage à fournir à la direction de l'environnement tous les éléments techniques acquis sur le terrain et pouvant permettre de répertorier et identifier les baleines ou autres mammifères marins de Polynésie française.

Art. 11. — La société SARL Tahiti Dive Management s'engage à respecter les prescriptions et obligations du présent arrêté sous peine de retrait de l'autorisation accordée.

Art. 12. — La société SARL Tahiti Dive Management s'engage à informer la direction de l'environnement de toutes modifications des conditions d'exécution de l'activité.

Art. 13. — L'éventuel renouvellement de la présente autorisation sera subordonné au respect des règles d'approche, à la remise des données saisies soit dans le registre, soit dans l'observatoire du pays, ainsi qu'à la remise du fanion de la direction de l'environnement de la saison précédente avant le 30 janvier de l'année suivante.

Art. 14. — Le directeur de l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 juillet 2024.

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur de l'environnement,
Alexandre VERHOEST

Arrêté n° 6696 MPR/DIREN du 31 juillet 2024 autorisant M. Gabriel de GALLERY de LA SERVIERE à exercer des activités d'approche et de prises de vues et de son des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Tahiti Nui avec le navire de numéro d'immatriculation PY 17992 (Tataina) du 1er août 2024 au 11 novembre 2024

NOR : ENV24510392AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la délibération n° 2003-35 APF du 27 février 2003 portant création de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 242 CM du 16 février 2012 modifié portant organisation de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 5146 MPR du 7 juin 2024 portant délégation de signature à M. Alexandre VERHOEST, directeur de l'environnement ;

Vu la demande de M. Gabriel de GALLERY de LA SERVIERE en date du 3 mai 2024 ;

Vu le titre de conduite de Gabriel de GALLERY de LA SERVIERE, Moana LY SAO, Remy di GIORGIO, Tinomana TAPU, Tchoy CAO ou Allan BESSE ;

Vu la carte professionnelle de Gabriel de GALLERY de LA SERVIERE ou Israel MOHI,

Arrête :

Article 1er. — M. Gabriel de GALLERY de LA SERVIERE est autorisé à exercer une activité d'approche des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Tahiti Nui avec le navire de numéro d'immatriculation PY 17992 (Tataina) en application des dispositions des articles A. 2213-1-4 à A. 2213-1-8 du code de l'environnement.

Art. 2. — M. Gabriel de GALLERY de LA SERVIERE est autorisé à exercer une activité de prises de vues et de son des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Tahiti Nui avec le navire de numéro d'immatriculation PY 17992 (Tataina) en application des dispositions de l'article A. 2213-1-5 du code de l'environnement hormis dans les espaces protégés dudit code.

Art. 3. — M. Gabriel de GALLERY de LA SERVIERE exercera l'activité de prises de vues et de son en apnée pour la promotion de son entreprise sans déroger aux règles d'approche.

Art. 4. — La présente autorisation est liée à la validité du permis de navigation du navire de numéro d'immatriculation PY 17992 (Tataina) et au respect des règles d'approche édictées par le code de l'environnement.

Art. 5. — La présente autorisation est liée à la validité de la carte professionnelle des encadrants aquatiques et des recyclages obligatoires leur permettant de conserver leur aptitude à exercer.

Art. 6. — Les autorisations d'approche et de prises de vues et de son sont consenties du 1er août 2024 au 11 novembre 2024.

Art. 7. — M. Gabriel de GALLERY de LA SERVIERE s'engage à tenir une base de données dans laquelle sont saisies, au fur et à mesure, toutes les opérations d'observation de spécimens, conformément à l'article A. 2213-1-6 III du code de l'environnement. Ces données peuvent être remplies soit dans un modèle de registre disponible auprès de la direction de l'environnement soit en ligne sur le site de l'observatoire du pays <https://polynesie.magis.nc/observations/>.

Art. 8. — Les agents de la direction de l'environnement sont habilités à contrôler ce registre et à constater toute infraction relative à la réglementation sur la protection des mammifères marins.

Art. 9. — M. Gabriel de GALLERY de LA SERVIERE s'engage à fournir à la direction de l'environnement tous les éléments techniques acquis sur le terrain et pouvant permettre de répertorier et identifier les baleines ou autres mammifères marins de Polynésie française.

Art. 10. — M. Gabriel de GALLERY de LA SERVIERE s'engage à respecter les prescriptions et obligations du présent arrêté sous peine de retrait de l'autorisation accordée.

Art. 11. — M. Gabriel de GALLERY de LA SERVIERE s'engage à informer la direction de l'environnement de toutes modifications des conditions d'exécution de l'activité.

Art. 12. — L'éventuel renouvellement de la présente autorisation sera subordonné au respect des règles d'approche, à la remise des données saisies soit dans le registre, soit dans l'observatoire du pays, ainsi qu'à la remise du fanion de la direction de l'environnement de la saison précédente avant le 30 janvier de l'année suivante.

Art. 13. — Le directeur de l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 juillet 2024.

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur de l'environnement,
Alexandre VERHOEST

Arrêté n° 6709 MPR du 31 juillet 2024 autorisant la location du lot n° 11 d'une superficie de 1 026 m² dépendant du lotissement agricole Matavahi-Tarodière, sis à Mata'ura, commune de Tubua'i, île de Tubua'i, archipel des Australes, au profit de Mme Nadège Poerava TEREOPA

NOR : SDR24510481AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 modifiée relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 520 CM du 11 avril 2022 modifié portant application de l'article LP. 28 de la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 541 MLV du 21 janvier 2015 portant affectation de plusieurs parcelles dépendant du domaine Matavahi, cadastrée commune de Tubua'i, commune associée de Mata'ura, au profit du service du développement rural ;

Vu l'arrêté n° 1235 CM du 30 juillet 2024 portant approbation du cahier des charges et création du lotissement agricole Matavahi-Tarodière, sis à Mata'ura, commune de Tubua'i, île de Tubua'i, archipel des Australes ;

Vu la demande de location de Mme Nadège Poerava TEREOPA en date du 17 juin 2024 ;

Vu l'avis favorable du maire de Tubua'i en date du 21 juin 2024 ;

Vu le compte-rendu n° 1035 MPR du 11 juillet 2024 de la commission d'attribution des lots des lotissements agricoles,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisée la location, à des fins agricoles, du lot n° 11 d'une superficie de 1 026 m² dépendant du lotissement agricole Matavahi-Tarodière, sis à Mata'ura, commune de Tubua'i, île de Tubua'i, archipel des Australes, au profit de Mme Nadège Poerava TEREOPA, à des fins agricoles.

Art. 2. — La présente autorisation est consentie à compter de la date de signature du bail pour une durée de neuf (9) années.

Art. 3. — Le loyer annuel est fixé à 1 026 F CFP (mille-vingt-six francs CFP), soit 10 000 F CFP par ha et par an, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua Mā'ohi à 'Orovini, Papeete).

Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 4. — La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

En application des dispositions de l'article 21 de l'arrêté n° 520 CM du 11 avril 2022 modifié la présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de quatre (4) mois à compter de la date de notification du présent arrêté à l'intéressée.

Art. 5. — Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par le cahier des charges du lotissement agricole et par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Art. 6. — Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail, sous peine de résiliation du bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 7. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Nadège Poerava TEREOPA et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 juillet 2024.

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Taivini TEAI

Arrêté n° 6710 MPR du 31 juillet 2024 autorisant la location du lot n° 10 d'une superficie de 1 046 m² dépendant du lotissement agricole Matavahi-Tarodièrè, sis à Mata'ura, commune de Tubua'i, île de Tubua'i, archipel des Australes, au profit de Mme Nadège Poerava TEREOPA

NOR : SDR24510480AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 modifiée relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 520 CM du 11 avril 2022 modifié portant application de l'article LP.28 de la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 541 MLV du 21 janvier 2015 portant affectation de plusieurs parcelles dépendant du domaine Matavahi, cadastrée commune de Tubua'i, commune associée de Mata'ura, au profit du service du développement rural ;

Vu l'arrêté n° 1235 CM du 30 juillet 2024 portant approbation du cahier des charges et création du lotissement agricole Matavahi-Tarodièrè, sis à Mata'ura, commune de Tubua'i, île de Tubua'i, archipel des Australes ;

Vu la demande de location de Mme Nadège Poerava TEREOPA en date du 17 juin 2024 ;

Vu l'avis favorable du maire de Tubua'i en date du 21 juin 2024 ;

Vu le compte-rendu n° 1035 MPR du 11 juillet 2024 de la commission d'attribution des lots des lotissements agricoles,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisée la location, à des fins agricoles, du lot n° 10 d'une superficie de 1 046 m² dépendant du lotissement agricole Matavahi-Tarodièrè, sis à Mata'ura, commune de Tubua'i, île de Tubua'i, archipel des Australes, au profit de Mme Nadège Poerava TEREOPA, à des fins agricoles.

Art. 2. — La présente autorisation est consentie à compter de la date de signature du bail pour une durée de neuf (9) années.

Art. 3. — Le loyer annuel est fixé à 1 046 F CFP (mille-quarante-six francs CFP), soit 10 000 F CFP par ha et par an, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua Mā'ohi à 'Orovini, Papeete).

Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 4. — La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

En application des dispositions de l'article 21 de l'arrêté n° 520 CM du 11 avril 2022 modifié la présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de quatre (4) mois à compter de la date de notification du présent arrêté à l'intéressée.

Art. 5. — Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par le cahier des charges du lotissement agricole et par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Art. 6. — Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail, sous peine de résiliation du bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 7. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Nadège Poerava TEREOPA et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 juillet 2024.

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Taivini TEAI

Arrêté n° 6711 MPR du 31 juillet 2024 autorisant la location du lot n° 9 d'une superficie de 929 m² dépendant du lotissement agricole Matavahi-Tarodièrè, sis à Mata'ura, commune de Tubua'i, île de Tubua'i, archipel des Australes, au profit de Mme Esther TETUA épouse HAUATA

NOR : SDR24510479AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 modifiée relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 520 CM du 11 avril 2022 modifié portant application de l'article LP. 28 de la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 541 MLV du 21 janvier 2015 portant affectation de plusieurs parcelles dépendant du domaine Matavahi, cadastrée commune de Tubua'i, commune associée de Mata'ura, au profit du service du développement rural ;

Vu l'arrêté n° 1235 CM du 30 juillet 2024 portant approbation du cahier des charges et création du lotissement agricole Matavahi-Tarodièrè, sis à Mata'ura, commune de Tubua'i, île de Tubua'i, archipel des Australes ;

Vu la demande de location de Mme Esther TETUA épouse HAUATA en date du 18 juin 2024 ;

Vu l'avis favorable du maire de Tubua'i en date du 21 juin 2024 ;

Vu le compte-rendu n° 1035 MPR du 11 juillet 2024 de la commission d'attribution des lots des lotissements agricoles,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisée la location, à des fins agricoles, du lot n° 9 d'une superficie de 929 m² dépendant du lotissement agricole Matavahi-Tarodièrè, sis à Mata'ura, commune de Tubua'i, île de Tubua'i, archipel des Australes, au profit de Mme Esther TETUA épouse HAUATA, à des fins agricoles.

Art. 2. — La présente autorisation est consentie à compter de la date de signature du bail pour une durée de neuf (9) années.

Art. 3. — Le loyer annuel est fixé à 929 F CFP (neuf-cent-vingt-neuf francs CFP), soit 10 000 F CFP par ha et par an, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua Mā'ohi à 'Orovini, Papeete).

Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 4. — La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

En application des dispositions de l'article 21 de l'arrêté n° 520 CM du 11 avril 2022 modifié la présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de quatre (4) mois à compter de la date de notification du présent arrêté à l'intéressée.

Art. 5. — Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par le cahier des charges du lotissement agricole et par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Art. 6. — Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail, sous peine de résiliation du bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 7. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Esther TETUA épouse HAUATA et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 juillet 2024.

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Taivini TEAI

Arrêté n° 6712 MPR du 31 juillet 2024 autorisant la location du lot n° 8 d'une superficie de 969 m² dépendant du lotissement agricole Matavahi-Tarodière, sis à Mata'ura, commune de Tubua'i, île de Tubua'i, archipel des Australes, au profit de Mme Esther TETUA épouse HAUATA

NOR : SDR24510478AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 modifiée relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 520 CM du 11 avril 2022 modifié portant application de l'article LP. 28 de la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 541 MLV du 21 janvier 2015 portant affectation de plusieurs parcelles dépendant du domaine Matavahi, cadastrée commune de Tubua'i, commune associée de Mata'ura, au profit du service du développement rural ;

Vu l'arrêté n° 1235 CM du 30 juillet 2024 portant approbation du cahier des charges et création du lotissement agricole Matavahi-Tarodière, sis à Mata'ura, commune de Tubua'i, île de Tubua'i, archipel des Australes ;

Vu la demande de location de Mme Esther TETUA épouse HAUATA en date du 18 juin 2024 ;

Vu l'avis favorable du maire de Tubua'i en date du 21 juin 2024 ;

Vu le compte-rendu n° 1035 MPR du 11 juillet 2024 de la commission d'attribution des lots des lotissements agricoles ,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisée la location, à des fins agricoles, du lot n° 8 d'une superficie de 969 m² dépendant du lotissement agricole Matavahi-Tarodière, sis à Mata'ura, commune de Tubua'i, île de Tubua'i, archipel des Australes, au profit de Mme Esther TETUA épouse HAUATA, à des fins agricoles.

Art. 2. — La présente autorisation est consentie à compter de la date de signature du bail pour une durée de neuf (9) années.

Art. 3. — Le loyer annuel est fixé à 969 F CFP (neuf-cent-soixante-neuf francs CFP), soit 10 000 F CFP par ha et par an, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua Mā'ohi à 'Orovini, Papeete).

Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 4. — La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

En application des dispositions de l'article 21 de l'arrêté n° 520 CM du 11 avril 2022 modifié la présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de quatre (4) mois à compter de la date de notification du présent arrêté à l'intéressée.

Art. 5. — Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par le cahier des charges du lotissement agricole et par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Art. 6. — Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail, sous peine de résiliation du bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 7. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Esther TETUA épouse HAUATA et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 juillet 2024.

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Taivini TEAI

Arrêté n° 6713 MPR du 31 juillet 2024 autorisant la location du lot n° 6 d'une superficie de 795 m² dépendant du lotissement agricole Matavahi-Tarodière, sis à Mata'ura, commune de Tubua'i, île de Tubua'i, archipel des Australes, au profit de M. Lenoir Tetaria TEHOIRI

NOR : SDR24510477AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 modifiée relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 520 CM du 11 avril 2022 modifié portant application de l'article LP. 28 de la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 541 MLV du 21 janvier 2015 portant affectation de plusieurs parcelles dépendant du domaine Matavahi, cadastrée commune de Tubua'i, commune associée de Mata'ura, au profit du service du développement rural ;

Vu l'arrêté n° 1235 CM du 30 juillet 2024 portant approbation du cahier des charges et création du lotissement agricole Matavahi-Tarodière, sis à Mata'ura, commune de Tubua'i, île de Tubua'i, archipel des Australes ;

Vu la demande de location de M. Lenoir Tetaria TEHOIRI en date du 10 juin 2024 ;

Vu l'avis favorable du maire de Tubua'i en date du 21 juin 2024 ;

Vu le compte-rendu n° 1035 MPR du 11 juillet 2024 de la commission d'attribution des lots des lotissements agricoles,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisée la location, à des fins agricoles, du lot n° 6 d'une superficie de 795 m² dépendant du lotissement agricole Matavahi-Tarodière, sis à Mata'ura, commune de Tubua'i, île de Tubua'i, archipel des Australes, au profit de M. Lenoir Tetaria TEHOIRI, à des fins agricoles.

Art. 2. — La présente autorisation est consentie à compter de la date de signature du bail pour une durée de neuf (9) années.

Art. 3. — Le loyer annuel est fixé à 795 F CFP (sept-cent-quatre-vingt-quinze francs CFP), soit 10 000 F CFP par ha et par an, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua Mā'ohi à 'Orovini, Papeete).

Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 4. — La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

En application des dispositions de l'article 21 de l'arrêté n° 520 CM du 11 avril 2022 modifié la présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de quatre (4) mois à compter de la date de notification du présent arrêté à l'intéressé.

Art. 5. — Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par le cahier des charges du lotissement agricole et par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Art. 6. — Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail, sous peine de résiliation du bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 7. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Lenoir Tetaria TEHOIRI et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 juillet 2024.

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Taivini TEAI

Arrêté n° 6714 MPR du 31 juillet 2024 autorisant la location du lot n° 5 d'une superficie de 720 m² dépendant du lotissement agricole Matavahi-Tarodièrè, sis à Mata'ura, commune de Tubua'i, île de Tubua'i, archipel des Australes, au profit de M. Lenoir Tetaria TEHOIRI

NOR : SDR24510476AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 modifiée relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 520 CM du 11 avril 2022 modifié portant application de l'article LP. 28 de la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 541 MLV du 21 janvier 2015 portant affectation de plusieurs parcelles dépendant du domaine Matavahi, cadastrée commune de Tubua'i, commune associée de Mata'ura, au profit du service du développement rural ;

Vu l'arrêté n° 1235 CM du 30 juillet 2024 portant approbation du cahier des charges et création du lotissement agricole Matavahi-Tarodièrè, sis à Mata'ura, commune de Tubua'i, île de Tubua'i, archipel des Australes ;

Vu la demande de location de M. Lenoir Tetaria TEHOIRI en date du 10 juin 2024 ;

Vu l'avis favorable du maire de Tubua'i en date du 21 juin 2024 ;

Vu le compte-rendu n° 1035 MPR du 11 juillet 2024 de la commission d'attribution des lots des lotissements agricoles,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisée la location, à des fins agricoles, du lot n° 5 d'une superficie de 720 m² dépendant du lotissement agricole Matavahi-Tarodièrè, sis à Mata'ura, commune de Tubua'i, île de Tubua'i, archipel des Australes, au profit de M. Lenoir Tetaria TEHOIRI, à des fins agricoles.

Art. 2. — La présente autorisation est consentie à compter de la date de signature du bail pour une durée de neuf (9) années.

Art. 3. — Le loyer annuel est fixé à 720 F CFP (sept-cent-vingt francs CFP), soit 10 000 F CFP par ha et par an, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua Mā'ohi à 'Orovini, Papeete).

Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 4. — La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

En application des dispositions de l'article 21 de l'arrêté n° 520 CM du 11 avril 2022 modifié la présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de quatre (4) mois à compter de la date de notification du présent arrêté à l'intéressé.

Art. 5. — Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par le cahier des charges du lotissement agricole et par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Art. 6. — Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail, sous peine de résiliation du bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 7. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Lenoir Tetaria TEHOIRI et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 juillet 2024.

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Taivini TEAI

Arrêté n° 6715 MPR du 31 juillet 2024 autorisant la location du lot n° 4 d'une superficie de 732 m² dépendant du lotissement agricole Matavahi-Tarodièrè, sis à Mata'ura, commune de Tubua'i, île de Tubua'i, archipel des Australes, au profit de M. Vetea RATIA

NOR : SDR24510475AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 modifiée relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 520 CM du 11 avril 2022 modifié portant application de l'article LP. 28 de la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 541 MLV du 21 janvier 2015 portant affectation de plusieurs parcelles dépendant du domaine Matavahi, cadastrée commune de Tubua'i, commune associée de Mata'ura, au profit du service du développement rural ;

Vu l'arrêté n° 1235 CM du 30 juillet 2024 portant approbation du cahier des charges et création du lotissement agricole Matavahi-Tarodièrè, sis à Mata'ura, commune de Tubua'i, île de Tubua'i, archipel des Australes ;

Vu la demande de location de M. Vetea RATIA en date du 3 juin 2024 ;

Vu l'avis favorable du maire de Tubua'i en date du 21 juin 2024 ;

Vu le compte-rendu n° 1035 MPR du 11 juillet 2024 de la commission d'attribution des lots des lotissements agricoles,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisée la location, à des fins agricoles, du lot n° 4 d'une superficie de 732 m² dépendant du lotissement agricole Matavahi-Tarodièrè, sis à Mata'ura, commune de Tubua'i, île de Tubua'i, archipel des Australes, au profit de M. Vetea RATIA, à des fins agricoles.

Art. 2. — La présente autorisation est consentie à compter de la date de signature du bail pour une durée de neuf (9) années.

Art. 3. — Le loyer annuel est fixé à 732 F CFP (sept-cent-trente-deux francs CFP), soit 10 000 F CFP par ha et par an, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua Mā'ohi à 'Orovini, Papeete).

Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 4. — La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

En application des dispositions de l'article 21 de l'arrêté n° 520 CM du 11 avril 2022 modifié la présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de quatre (4) mois à compter de la date de notification du présent arrêté à l'intéressé.

Art. 5. — Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par le cahier des charges du lotissement agricole et par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Art. 6. — Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail, sous peine de résiliation du bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 7. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Vetea RATIA et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 juillet 2024.

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Taivini TEAI

Arrêté n° 6716 MPR du 31 juillet 2024 autorisant la location du lot n° 1 d'une superficie de 2 500 m² dépendant du lotissement agricole Hamokai, sis commune de Fakarava, île de Fakarava, archipel des îles Tuamotu et Gambier, au profit de M. Pierre Damien TOAE

NOR : SDR24510466AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 modifiée relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 520 CM du 11 avril 2022 modifié portant application de l'article LP. 28 de la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11048 VP du 16 novembre 2023 portant transfert de gestion de la parcelle dépendant de la terre sans nom, cadastré commune de Fakarava, section CL n° 66, au profit de la direction de l'agriculture ;

Vu l'arrêté n° 1237 CM du 30 juillet 2024 portant approbation du cahier des charges et création du lotissement agricole Hamokai, sis commune de Fakarava, île de Fakarava, archipel des Tuamotu et Gambier ;

Vu la demande de location de M. Pierre Damien TOAE en date du 20 mai 2024 ;

Vu l'avis favorable du maire de Fakarava en date du 27 mai 2024 ;

Vu le compte-rendu n° 1035 MPR du 11 juillet 2024 de la commission d'attribution des lots des lotissements agricoles,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisée la location du lot n° 1 d'une superficie de 2 500 m² dépendant du lotissement agricole Hamokai, sis commune de Fakarava, île de Fakarava, archipel des îles Tuamotu et Gambier, au profit de M. Pierre Damien TOAE, à des fins agricoles.

Art. 2. — La présente autorisation est consentie à compter de la date de signature du bail pour une durée de neuf (9) années.

Art. 3. — Le loyer annuel est fixé à 2 500 F CFP (deux-mille-cinq-cents francs CFP), soit 10 000 F CFP par ha et par an, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua Mā'ohi à 'Orovini, Papeete).

Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 4. — La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

En application des dispositions de l'article 21 de l'arrêté n° 520 CM du 11 avril 2022 modifié la présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de quatre (4) mois à compter de la date de notification du présent arrêté à l'intéressé.

Art. 5. — Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par le cahier des charges du lotissement agricole et par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Art. 6. — Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail, sous peine de résiliation du bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 7. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Pierre Damien TOAE et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 juillet 2024.

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Taivini TEAI

Arrêté n° 6717 MPR du 31 juillet 2024 autorisant la location du lot n° 2 d'une superficie de 2 500 m² dépendant du lotissement agricole Hamokai, sis commune de Fakarava, île de Fakarava, archipel des îles Tuamotu et Gambier, au profit de M. Tamatea Olivier SNOW

NOR : SDR24510467AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 modifiée relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 520 CM du 11 avril 2022 modifié portant application de l'article LP. 28 de la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11048 VP du 16 novembre 2023 portant transfert de gestion de la parcelle dépendant de la terre sans nom, cadastré commune de Fakarava, section CL n° 66, au profit de la direction de l'agriculture ;

Vu l'arrêté n° 1237 CM du 30 juillet 2024 portant approbation du cahier des charges et création du lotissement agricole Hamokai, sis commune de Fakarava, île de Fakarava, archipel des îles Tuamotu et Gambier ;

Vu la demande de location de M. Tamatea Olivier SNOW en date du 17 mai 2024 ;

Vu l'avis favorable du maire de Fakarava en date du 29 mai 2024 ;

Vu le compte-rendu n° 1035 MPR du 11 juillet 2024 de la commission d'attribution des lots des lotissements agricoles,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisée la location du lot n° 2 d'une superficie de 2 500 m² dépendant du lotissement agricole Hamokai, sis commune de Fakarava, île de Fakarava, archipel des îles Tuamotu et Gambier, au profit de M. Tamatea Olivier SNOW, à des fins agricoles.

Art. 2. — La présente autorisation est consentie à compter de la date de signature du bail pour une durée de neuf (9) années.

Art. 3. — Le loyer annuel est fixé à 2 500 F CFP (deux-mille-cinq-cents francs CFP), soit 10 000 F CFP par ha et par an, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua Mā'ohi à 'Orovini, Papeete).

Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 4. — La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

En application des dispositions de l'article 21 de l'arrêté n° 520 CM du 11 avril 2022 modifié la présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de quatre (4) mois à compter de la date de notification du présent arrêté à l'intéressé.

Art. 5. — Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par le cahier des charges du lotissement agricole et par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Art. 6. — Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail, sous peine de résiliation du bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 7. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Tamatea Olivier SNOW et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 juillet 2024.

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Taivini TEAI

Arrêté n° 6718 MPR du 31 juillet 2024 autorisant la location du lot n° 3 d'une superficie de 2 500 m² dépendant du lotissement agricole Hamokai, sis commune de Fakarava, île de Fakarava, archipel des îles Tuamotu et Gambier, au profit de Mme Bélanda Teta TERAKAUHAU

NOR : SDR24510468AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 modifiée relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 520 CM du 11 avril 2022 modifié portant application de l'article LP. 28 de la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11048 VP du 16 novembre 2023 portant transfert de gestion de la parcelle dépendant de la terre sans nom, cadastré commune de Fakarava, section CL n° 66, au profit de la direction de l'agriculture ;

Vu l'arrêté n° 1237 CM du 30 juillet 2024 portant approbation du cahier des charges et création du lotissement agricole Hamokai, sis commune de Fakarava, île de Fakarava, archipel des Tuamotu et Gambier ;

Vu la demande de location de Mme Bélanda Teta TERAKAUHAU en date du 9 juin 2024 ;

Vu l'avis favorable du maire de Fakarava en date du 28 mai 2024 ;

Vu le compte-rendu n° 1035 MPR du 11 juillet 2024 de la commission d'attribution des lots des lotissements agricoles ,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisée la location du lot n° 3 d'une superficie de 2 500 m² dépendant du lotissement agricole Hamokai, sis commune de Fakarava, île de Fakarava, archipel des îles Tuamotu et Gambier, au profit de Mme Bélanda Teta TERAKAUHAU, à des fins agricoles.

Art. 2. — La présente autorisation est consentie à compter de la date de signature du bail pour une durée de neuf (9) années.

Art. 3. — Le loyer annuel est fixé à 2 500 F CFP (deux-mille-cinq-cents francs CFP), soit 10 000 F CFP par ha et par an, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua Mā'ohi à 'Orovini, Papeete).

Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 4. — La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

En application des dispositions de l'article 21 de l'arrêté n° 520 CM du 11 avril 2022 modifié la présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de quatre (4) mois à compter de la date de notification du présent arrêté à l'intéressée.

Art. 5. — Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par le cahier des charges du lotissement agricole et par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Art. 6. — Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail, sous peine de résiliation du bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 7. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Bélinda Teta TERAKAUHAU et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 juillet 2024.

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Taivini TEAI

Arrêté n° 6719 MPR du 31 juillet 2024 autorisant la location du lot n° 1 d'une superficie de 937 m² dépendant du lotissement agricole Matavahi-Tarodièrè, sis à Mata'ura, commune de Tubua'i, île de Tubua'i, archipel des Australes, au profit de M. Warren Matauarii VIRIAMU

NOR : SDR24510472AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 modifiée relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 520 CM du 11 avril 2022 modifié portant application de l'article LP.28 de la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 541 MLV du 21 janvier 2015 portant affectation de plusieurs parcelles dépendant du domaine Matavahi, cadastrée commune de Tubua'i, commune associée de Mata'ura, au profit du service du développement rural ;

Vu l'arrêté n° 1235 CM du 30 juillet 2024 portant approbation du cahier des charges et création du lotissement agricole Matavahi-Tarodièrè, sis à Mata'ura, commune de Tubua'i, île de Tubua'i, archipel des Australes ;

Vu la demande de location de M. Warren Matauarii VIRIAMU en date du 20 juin 2024 ;

Vu l'avis favorable du maire de Tubua'i en date du 21 juin 2024 ;

Vu le compte-rendu n° 1035 MPR du 11 juillet 2024 de la commission d'attribution des lots des lotissements agricoles,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisée la location, à des fins agricoles, du lot n° 1 d'une superficie de 937 m² dépendant du lotissement agricole Matavahi-Tarodièrè, sis à Mata'ura, commune de Tubua'i, île de Tubua'i, archipel des Australes, au profit de M. Warren Matauarii VIRIAMU, à des fins agricoles.

Art. 2. — La présente autorisation est consentie à compter de la date de signature du bail pour une durée de neuf (9) années.

Art. 3. — Le loyer annuel est fixé à 937 F CFP (neuf-cent-trente-sept francs CFP), soit 10 000 F CFP par ha et par an, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua Mā'ohi à 'Orovini, Papeete).

Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 4. — La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

En application des dispositions de l'article 21 de l'arrêté n° 520 CM du 11 avril 2022 modifié la présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de quatre (4) mois à compter de la date de notification du présent arrêté à l'intéressé.

Art. 5. — Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par le cahier des charges du lotissement agricole et par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Art. 6. — Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail, sous peine de résiliation du bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 7. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Warren Matauarii VIRIAMU et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 juillet 2024.

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Taivini TEAI

Arrêté n° 6720 MPR du 31 juillet 2024 autorisant la location du lot n° 2 d'une superficie de 733 m² dépendant du lotissement agricole Matavahi-Tarodièrre, sis à Mata'ura, commune de Tubua'i, île de Tubua'i, archipel des Australes, au profit de M. Warren Matauarii VIRIAMU

NOR : SDR24510473AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 modifiée relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 520 CM du 11 avril 2022 modifié portant application de l'article LP. 28 de la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 541 MLV du 21 janvier 2015 portant affectation de plusieurs parcelles dépendant du domaine Matavahi, cadastrée commune de Tubua'i, commune associée de Mata'ura, au profit du service du développement rural ;

Vu l'arrêté n° 1235 CM du 30 juillet 2024 portant approbation du cahier des charges et création du lotissement agricole Matavahi-Tarodièrre, sis à Mata'ura, commune de Tubua'i, île de Tubua'i, archipel des Australes ;

Vu la demande de location de M. Warren, Matauarii VIRIAMU en date du 20 juin 2024 ;

Vu l'avis favorable du maire de Tubua'i en date du 21 juin 2024 ;

Vu le compte-rendu n° 1035 MPR du 11 juillet 2024 de la commission d'attribution des lots des lotissements agricoles,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisée la location, à des fins agricoles, du lot n° 2 d'une superficie de 733 m² dépendant du lotissement agricole Matavahi-Tarodièrre, sis à Mata'ura, commune de Tubua'i, île de Tubua'i, archipel des Australes, au profit de M. Warren Matauarii VIRIAMU, à des fins agricoles.

Art. 2. — La présente autorisation est consentie à compter de la date de signature du bail pour une durée de neuf (9) années.

Art. 3. — Le loyer annuel est fixé à 733 F CFP (sept-cent-trente-trois francs CFP), soit 10 000 F CFP par ha et par an, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua Mā'ohi à 'Orovini, Papeete).

Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 4. — La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

En application des dispositions de l'article 21 de l'arrêté n° 520 CM du 11 avril 2022 modifié la présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de quatre (4) mois à compter de la date de notification du présent arrêté à l'intéressé.

Art. 5. — Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par le cahier des charges du lotissement agricole et par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Art. 6. — Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail, sous peine de résiliation du bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 7. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Warren Matauarii VIRIAMU et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 juillet 2024.

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Taivini TEAI

Arrêté n° 6721 MPR du 31 juillet 2024 autorisant la location du lot n° 3 d'une superficie de 775 m² dépendant du lotissement agricole Matavahi-Tarodièrè, sis à Mata'ura, commune de Tubua'i, île de Tubua'i, archipel des Australes, au profit de M. Vetea RATIA

NOR : SDR24510474AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 modifiée relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 520 CM du 11 avril 2022 modifié portant application de l'article LP. 28 de la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 541 MLV du 21 janvier 2015 portant affectation de plusieurs parcelles dépendant du domaine Matavahi, cadastrée commune de Tubua'i, commune associée de Mata'ura, au profit du service du développement rural ;

Vu l'arrêté n° 1235 CM du 30 juillet 2024 portant approbation du cahier des charges et création du lotissement agricole Matavahi-Tarodièrè, sis à Mata'ura, commune de Tubua'i, île de Tubua'i, archipel des Australes ;

Vu la demande de location de M. Vetea RATIA en date du 3 juin 2024 ;

Vu l'avis favorable du maire de Tubua'i en date du 21 juin 2024 ;

Vu le compte-rendu n° 1035 MPR du 11 juillet 2024 de la commission d'attribution des lots des lotissements agricoles ,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisée la location, à des fins agricoles, du lot n° 3 d'une superficie de 775 m² dépendant du lotissement agricole Matavahi-Tarodièrè, sis à Mata'ura, commune de Tubua'i, île de Tubua'i, archipel des Australes, au profit de M. Vetea RATIA, à des fins agricoles.

Art. 2. — La présente autorisation est consentie à compter de la date de signature du bail pour une durée de neuf (9) années.

Art. 3. — Le loyer annuel est fixé à 775 F CFP (sept-cent-soixante-quinze francs CFP), soit 10 000 F CFP par ha et par an, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua Mā'ohi à 'Orovini, Papeete).

Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 4. — La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

En application des dispositions de l'article 21 de l'arrêté n° 520 CM du 11 avril 2022 modifié la présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de quatre (4) mois à compter de la date de notification du présent arrêté à l'intéressé.

Art. 5. — Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par le cahier des charges du lotissement agricole et par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Art. 6. — Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail, sous peine de résiliation du bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 7. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Vetea RATIA et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 juillet 2024.

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Taivini TEAI

Arrêté n° 6736 MPR/DIREN du 1er août 2024 autorisant la SASU Hubert de CASTELBALJAC à exercer une activité de prises de vues et de son des baleines à bosse, espèces marines protégées du code de l'environnement à des fins commerciales dans les eaux de Mo'orea, Tahiti, Tubuai, Maiao du 8 août au 7 septembre 2024

NOR : ENV24510490AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 399 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions de la vice-présidente, ministre de la culture, de l'environnement, du foncier et de l'artisanat, en charge des relations avec les institutions ;

Vu la délibération n° 2003-35 APF du 27 février 2003 portant création de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 242 CM du 16 février 2012 modifié portant organisation de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 1648 CM du 20 septembre 2023 portant nomination de M. Alexandre VERHOEST en qualité de directeur de l'environnement ;

Vu le code de l'environnement de la Polynésie française et notamment son article A. 2213-1-8 ;

Vu l'arrêté du 10 avril 2020 modifiant l'arrêté du 17 décembre 2015 relatif à l'utilisation de l'espace aérien par les aéronefs qui circulent sans personne à bord ;

Vu la demande de M. Hubert de CASTELBALJAC en date du 23 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — La SASU Hubert de CASTELBALJAC est autorisée à exercer l'activité de prises de vues et de son des espèces marines protégées du code de l'environnement à des fins commerciales, dans les eaux de Mo'orea, Tahiti, Tubuai, Maiao, en application des dispositions de l'article LP. 2213-2 du code de l'environnement, hormis dans les espaces naturels protégés du code de l'environnement.

Art. 2. — L'autorisation de prises de vues et de son des espèces protégées du code de l'environnement est consentie du 8 août au 7 septembre 2024.

Art. 3. — L'autorisation est donnée pour des prises de vues et de son en Palmes, masque, tuba (PMT), en scaphandre et par drone pour la réalisation de courtes vidéos pour l'association Oceania et d'un documentaire sur les actions menées en Polynésie française pour la préservation des baleines à bosses qui seront diffusés sur divers supports numériques.

Art. 4. — Dans ce cadre exceptionnel, la SASU Hubert de CASTELBALJAC est autorisée à déroger aux règles d'approche des espèces protégées du code de l'environnement, sous réserve d'éviter les regroupements provoqués par les activités autorisées d'approche des mammifères marins.

Art. 5. — La SASU Hubert de CASTELBALJAC s'engage à fournir à la direction de l'environnement tous les éléments techniques acquis sur le terrain et pouvant permettre de répertorier et identifier les espèces protégées de Polynésie française (images, son).

Art. 6. — La SASU Hubert de CASTELBALJAC s'engage à joindre à son équipe un représentant technique choisi par la direction de l'environnement, et à avertir la direction de l'environnement avant chaque session de tournage et en s'assurant du bien-être des animaux lors des prises de vues et de son.

Art. 7. — La mention de la présente autorisation est obligatoire pour toutes les utilisations de prises de vues ou de son sur tous les supports, y compris numériques.

Art. 8. — La SASU Hubert de CASTELBALJAC s'engage à respecter les prescriptions et obligations du présent arrêté sous peine de retrait de l'autorisation accordée.

Art. 9. — Le directeur est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé(e) et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er août 2024.

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur de l'environnement

Alexandre VERHOEST

Arrêté n° 6737 MPR/DIREN du 1er août 2024 autorisant M. Naea BOUREZ à exercer des activités d'approche et de prises de vues et de son des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Tahiti Nui avec le navire de numéro d'immatriculation PY 10538 (Le Kaoriki) du 1er août 2024 au 11 novembre 2024

NOR : ENV24510510AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la délibération n° 2003-35 APF du 27 février 2003 portant création de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 242 CM du 16 février 2012 modifié portant organisation de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 5146 MPR du 7 juin 2024 portant délégation de signature à M. Alexandre VERHOEST, directeur de l'environnement ;

Vu la demande de M. Naea BOUREZ en date du 6 mai 2024 ;

Vu le titre de conduite de Naea BOUREZ ou Keanu ROBERT ;

Vu la carte professionnelle de Naea BOUREZ ou Keanu ROBERT,

Arrête :

Article 1er. — M. Naea BOUREZ est autorisé à exercer une activité d'approche des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Tahiti Nui avec le navire de numéro d'immatriculation PY 10538 (Le Kaoriki) en application des dispositions des articles A. 2213-1-4 à A. 2213-1-8 du code de l'environnement.

Art. 2. — M. Naea BOUREZ est autorisé à exercer une activité de prises de vues et de son des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Tahiti Nui avec le navire de numéro d'immatriculation PY 10538 (Le Kaoriki) en application des dispositions de l'article A. 2213-1-5 du code de l'environnement hormis dans les espaces protégés dudit code.

Art. 3. — M. Naea BOUREZ exercera l'activité de prises de vues et de son en apnée pour la promotion de son entreprise sans déroger aux règles d'approche.

Art. 4. — La présente autorisation est liée à la validité du permis de navigation du navire de numéro d'immatriculation PY 10538 (Le Kaoriki) et au respect des règles d'approche édictées par le code de l'environnement.

Art. 5. — La présente autorisation est liée à la validité de la carte professionnelle des encadrants aquatiques et des recyclages obligatoires leur permettant de conserver leur aptitude à exercer.

Art. 6. — Les autorisations d'approche et de prises de vues et de son sont consenties du 1er août 2024 au 11 novembre 2024.

Art. 7. — M. Naea BOUREZ s'engage à tenir une base de données dans laquelle sont saisies, au fur et à mesure, toutes les opérations d'observation de spécimens, conformément à l'article A. 2213-1-6 III du code de l'environnement. Ces données peuvent être remplies soit dans un modèle de registre disponible auprès de la direction de l'environnement soit en ligne sur le site de l'observatoire du pays <https://polynesie.magis.nc/observations/>.

Art. 8. — Les agents de la direction de l'environnement sont habilités à contrôler ce registre et à constater toute infraction relative à la réglementation sur la protection des mammifères marins.

Art. 9. — M. Naea BOUREZ s'engage à fournir à la direction de l'environnement tous les éléments techniques acquis sur le terrain et pouvant permettre de répertorier et identifier les baleines ou autres mammifères marins de Polynésie française.

Art. 10. — M. Naea BOUREZ s'engage à respecter les prescriptions et obligations du présent arrêté sous peine de retrait de l'autorisation accordée.

Art. 11. — M. Naea BOUREZ s'engage à informer la direction de l'environnement de toutes modifications des conditions d'exécution de l'activité.

Art. 12. — L'éventuel renouvellement de la présente autorisation sera subordonné au respect des règles d'approche, à la remise des données saisies soit dans le registre, soit dans l'observatoire du pays, ainsi qu'à la remise du fanion de la direction de l'environnement de la saison précédente avant le 30 janvier de l'année suivante.

Art. 13. — Le directeur de l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er août 2024.

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur de l'environnement,
Alexandre VERHOEST

Arrêté n° 6738 MPR/DIREN du 1er août 2024 autorisant la direction des ressources marines à installer et exploiter le pôle aquacole Vaia à Vairao, commune de Taïarapu Ouest, établissement de la deuxième classe des installations classées pour la protection de l'environnement*NOR : ENV24507383AM*

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu le code de l'environnement de la Polynésie française ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française ;

Vu le code du travail de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1476 CM du 31 août 2023 portant extension de l'arrêté-type 0000 à l'ensemble des nouvelles installations classées de 2e classe ;

Vu la délibération n° 2003-35 APF du 27 février 2003 portant création de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 242 CM du 16 février 2012 modifié portant organisation de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 1648 CM du 20 septembre 2023 portant nomination de M. Alexandre VERHOEST en qualité de directeur de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 5146 MPR du 7 juin 2024 portant délégation de signature à M. Alexandre VERHOEST, directeur de l'environnement ;

Vu la demande formulée par la direction des ressources marines, représentée par M. le directeur des ressources marines, enregistrée sous le n° 23-03/ENV/IC ;

Vu l'avis du bureau de santé environnementale enregistré sous le n° 3876 DIREN/AR du 8 août 2023 ;

Vu les avis de la direction de la biosécurité enregistrés sous les n° 3799 DIREN/AR du 2 août 2023 et n° 940 DIREN/AR du 19 février 2024 ;

Vu les prescriptions de la direction de la protection civile enregistrées sous les n° 3818 DIREN/AR du 3 août 2023 et n° 656 DIREN/AR du 2 février 2024 ;

Vu les compléments apportés par l'exploitant enregistrés sous les n° 5050 DIREN/AR du 13 octobre 2023 et n° 3259 DIREN/AR du 21 juin 2024 ;

Vu l'avis favorable de la commission des installations classées émis en sa séance du 4 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Sous réserve de la réglementation en vigueur et des dispositions du présent arrêté, la direction des ressources marines est autorisée à installer et exploiter le pôle aquacole Vaia à Vairao, établissement de la deuxième classe des installations classées pour la protection de l'environnement, sur le site partagé avec l'Ifremer.

L'installation est située sur un terrain référencé comme suit :

Terre/Démembrement	Commune	Section	N° Parcelle	Ha	a	ca	Propriétaire
Tevaiuri 1	Taiarapu-Ouest	BE	51	00	13	60	Polynésie française (gestion transférée à la direction des ressources marines)
Tevaiuri 1	Taiarapu-Ouest	BE	90	00	27	69	Polynésie française (gestion transférée à la direction des ressources marines)
Tevaiuri 2	Taiarapu-Ouest	BE	52	00	12	02	Polynésie française (gestion transférée à la direction des ressources marines)
Tevaiuri 2	Taiarapu-Ouest	BE	92	00	14	64	Polynésie française (gestion transférée à la direction des ressources marines)
Tie	Taiarapu-Ouest	BE	85	00	87	31	Polynésie française (gestion transférée à la direction des ressources marines)
Tie	Taiarapu-Ouest	BE	89	00	15	10	Polynésie française (gestion transférée à la direction des ressources marines)
Concession maritime	Taiarapu-Ouest	BE	91	00	48	36	Polynésie française (gestion transférée à la direction des ressources marines)
Concession maritime	Taiarapu-Ouest	BE	96	00	01	06	Polynésie française (gestion transférée à la direction des ressources marines)
Concession maritime	Taiarapu-Ouest	BE	97	00	02	42	Polynésie française (gestion transférée à la direction des ressources marines)
Oututaata Uritutua Lot B	Taiarapu-Ouest	BE	99	00	67	79	Polynésie française (gestion transférée à la direction des ressources marines)
Tie Lot C	Taiarapu-Ouest	BE	100	00	55	33	Polynésie française (gestion transférée à la direction des ressources marines)
Tavaiuri 2 Lot B	Taiarapu-Ouest	BE	104	00	18	26	Polynésie française (gestion transférée à la direction des ressources marines)

Art. 2. — L'établissement relève de la deuxième classe, rubrique 2131-b et 2131-c de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'activité classée est répertoriée dans le tableau suivant :

Rubrique	Définition de la rubrique	Volume	Classe
2131	Cultures et élevages aquatiques à terre, en lagune ou en eau douce b) La capacité de production étant supérieure à 5 t/an mais inférieure ou égale à 100 t/an c) Écloseries	Capacité de production d'environ 9 t/an dont 2 écloseries (crevettes et poissons)	2

Art. 3. — Cette installation est soumise aux dispositions de l'arrêté-type 0000, fixant les prescriptions générales applicables aux installations classées de deuxième classe. Pour l'application dudit arrêté-type, le site est considéré comme relevant de la « zone résidentielle urbaine ou suburbaine, avec quelques ateliers ou centres d'affaires, ou avec des voies de trafic terrestre ou aérien assez importantes ou dans les communes rurales ».

Art. 4. — Implantation de l'installation

Le site est accessible depuis la route principale. L'intérieur du site est desservi par des voies internes.

Le site n'est pas accessible au public. Il est clôturé et fermé.

Aux heures d'ouverture, le personnel assure une surveillance visuelle. Le site est fermé en dehors des heures d'ouverture et une personne est joignable 7j/7 et 24h/24 en cas de besoin.

L'accessibilité au site est maintenue en permanence pour garantir la mise en œuvre des moyens d'intervention et de secours des sapeurs-pompiers.

Art. 5. — Aménagement de l'installation

Le site présente les installations suivantes :

1° Côté montagne :

- plusieurs bassins terre servant au pré-grossissement et grossissement des poissons et des crevettes ;

2° Côté mer :

- une écloserie poissons ;
- une écloserie crevettes ;
- un bâtiment de maturation crevettes ;
- une nurserie crevettes ;
- un bâtiment Artemia ;
- des bassins extérieurs pour poissons et crevettes ;
- un bâtiment administratif ;
- un bâtiment recherche et développement ;
- un local pompage de l'eau de mer pour les bassins ;
- une station de traitement des eaux de process avant rejet ;

3) En mer :

- des cages lagunaires.

Art. 6. — Suivi de l'élevage

Les espèces élevées en écloseries au sein du pôle aquacole Vaia sont la crevette (*Litopenaeus stylirostris*) et le paraha peu (*Platax orbicularis*).

Dans le cadre de travaux de recherche et développement, d'autres espèces peuvent être présentes au pôle aquacole Vaia. L'exploitant communique par courrier une liste de ces espèces ainsi que les quantités présentes à la direction de l'environnement à chaque changement notable.

Toutes les dispositions sont prises pour garantir le bon état sanitaire du cheptel.

En outre, l'exploitant formalise également ses procédures :

- afin d'éviter l'importation et la propagation de maladies ;
- de surveillance et de suivi de l'élevage (introduction, mortalité, récoltes, etc.) ;
- de nettoyage des structures et de traitement des eaux usées ;
- de traitement de mortalité anormale, etc.

Une liste exhaustive des informations concernant le suivi du cheptel est définie par la direction de la biosécurité et consignée dans un registre d'élevage. Ce registre est conservé sur site et est tenu à la disposition des autorités compétentes.

Un vétérinaire sanitaire est choisi pour le suivi de l'élevage, il pourra alors fournir les éventuels médicaments sur ordonnance.

Art. 7. — Gestion de la mortalité

En cas de mortalité normale, les cadavres d'animaux sont stockés en contenants hermétiques et congelés. Ils sont ensuite traités dans une filière autorisée.

En cas de mortalité anormale, la fiche de déclaration obligatoire prévue à cet effet est complétée et envoyée à la direction de la biosécurité, qui validera au préalable le traitement assainissant des cadavres d'animaux avant mise en contact avec l'environnement. Dans l'attente, les cadavres sont stockés en contenants hermétiques dans un congélateur dédié.

En cas de mortalité liée à des expérimentations, les cadavres d'animaux subissent un traitement par banalisation via un autoclave.

Art. 8. — Entretien des bassins terre

L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour entretenir régulièrement les bassins de manière à éviter toute sédimentation excessive.

Les boues récupérées sont préalablement séchées suffisamment pour permettre l'élimination d'un risque pathogène et sont ensuite utilisées en matériaux de confortement des bassins.

Art. 9. — Gestion des rejets

1° Rejets des bassins terre

Les rejets des eaux des bassins terre sont réalisés par vidange vers des caniveaux étanchéifiés par groupes de bassins. Les eaux y subissent alors une décantation avant le rejet au lagon.

2° Rejets des bassins des bâtiments

Les eaux provenant des bassins dans les bâtiments sont dirigées vers un système de traitement composé d'une cuve de relevage, puis d'une cuve de filtration et enfin une cuve de décantation avant rejet dans le lagon.

Un pré-traitement des eaux par zone est nécessaire avant l'envoi dans le système de traitement pour les eaux chargées en :

- eau de javel : un dégazage des eaux est réalisé à l'aide d'un bulleur fine bulle, d'un évent et d'une filtration sur charbon actif ;
- produits médicamenteux : les eaux sont filtrées et envoyées sur charbon actif pour capter ces produits médicamenteux ;
- matières en suspension : les eaux sont filtrées de manière efficace afin de diminuer la quantité de matières en suspension.

Art. 10. — Programme de suivi

1° Suivi des eaux souterraines au niveau des bassins terre

L'exploitant réalise un suivi de la conductivité des eaux souterraines à l'aide de deux piézomètres, dont l'un est installé en amont et l'autre en aval.

Le suivi est annuel et réalisé par temps sec.

2° Suivi des rejets en lagon

L'exploitant réalise un suivi des sédiments ainsi que des paramètres physico-chimiques au droit des 3 points de rejet.

L'ensemble des mesures, l'identification précise des points de prélèvement, les protocoles employés ainsi que les résultats sont transmis à l'inspection des installations classées sous forme d'un rapport annuel d'exploitation.

a) Suivi des sédiments

L'exploitant réalise une analyse sédimentaire deux fois par an à proximité des points de rejets. Une analyse sédimentaire témoin est réalisée à proximité du captage d'eau de mer.

b) Suivi des paramètres physico-chimiques

L'exploitant réalise une analyse des paramètres physico-chimiques deux fois par an, en corrélation avec des périodes de purge.

Les analyses sont réalisées par un laboratoire, au choix de l'exploitant, par temps sec et à l'aide de 4 points de prélèvement :

- au droit de chacun des 3 points de rejet : 3 points d'analyses tous les 10 mètres à partir de chaque émissaire ;
- au droit du captage d'eau de mer : 1 point d'analyse témoin.

Les paramètres mesurés doivent respecter les valeurs suivantes :

pH	Entre 6 et 9
Azote total	5 mg/L
Phosphore total exprimé en P2O5	1 mg/L
MES	50 mg/L
DCO	100 mg/L
DBO5	50 mg/L

Art. 11. — Moyens de lutte incendie

Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour permettre de combattre immédiatement et efficacement tout départ d'incendie, notamment par la mise en place des équipements suivants :

- un poteau incendie normalisé et conforme à la norme NF S 62-200 (délivrant 60 m³/h à 1 bar) et situé à moins de 150 m des installations ou un raccord compatible avec les moyens de secours des pompiers mis en œuvre sur le système de pompage de l'eau de mer avec un débit suffisant ;
- des extincteurs en nombre suffisant, adaptés aux risques et répartis judicieusement sur l'ensemble des bâtiments du site ;
- des dispositifs d'aération permettant l'évacuation des fumées représentant au moins 2 % de la surface au sol.

Les eaux contaminées par les eaux de lutte incendie sont confinées sur site et collectées afin d'éviter une pollution des eaux de surface ou du sous-sol.

Art. 12. — Plan établissement répertorié (ETARE)

L'exploitant établit un Plan établissement répertorié (ETARE) de l'ensemble du site avant la mise en exploitation des installations permettant d'identifier les risques et prévoir les actions prioritaires à mener en cas de sinistre.

Il est transmis aux sapeurs-pompiers de la commune.

L'exploitant réalise annuellement un exercice basé sur l'un des scénarios de dangers avec les sapeurs-pompiers de la commune.

Art. 13. — La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Papeete dans un délai de deux mois à compter de sa publication *au Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 14. — Le directeur de l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé(e) et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er août 2024.

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur de l'environnement,
Alexandre VERHOEST

Arrêté n° 6739 MPR du 1er août 2024 relatif aux conditions d'inscription et aux modalités d'ouverture et de déroulement de l'examen du brevet préparateur de vanille

NOR : EVT24509067AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la délibération n° 2003-68 APF du 15 mai 2003 modifiée portant création d'un établissement public dénommé « Vanille de Tahiti » ;

Vu l'arrêté n° 1115 CM du 6 août 2003 modifié portant organisation et fonctionnement de l'établissement public à caractère industriel et commercial dénommé « Vanille de Tahiti » ;

Vu la loi du pays n° 2021-26 du 30 avril 2021 relative à l'organisation de la filière vanille ;

Vu l'arrêté n° 1762 CM du 26 août 2021 portant application de la loi du pays n° 2021-26 du 30 avril 2021 relative à l'organisation de la filière vanille ;

Vu l'arrêté n° 3068 CM du 24 décembre 2021 rendant exécutoire la délibération n° 8 EVT 2021 du 8 décembre 2021 fixant le tarif de la formation à la réparation de la vanille de Tahiti organisée par l'établissement public Vanille de Tahiti,

Arrête :

Article 1er. — Il est ouvert un examen pour l'obtention du brevet de préparateur de vanille.

Art. 2. — L'établissement public Vanille de Tahiti est chargé d'organiser l'examen mentionné à l'article 1er.

Art. 3. — Les candidats à cet examen adressent une demande d'inscription à l'établissement public Vanille de Tahiti par courrier électronique à : vanille@vanilledetahiti.pf

Les inscriptions sont arrêtées au plus tard, cinq (5) jours francs avant la date d'examen.

Art. 4. — Les sessions d'examen sont organisées comme suit :

- pour Tahiti : mercredi 9 octobre 2024 ;
- pour Hiva Oa : mercredi 16 octobre 2024 ;
- pour Huahine : mercredi 27 novembre 2024.

Art. 5. — Un jury d'examen est chargé d'évaluer les candidats à partir :

- d'une épreuve orale portant sur la connaissance de la réglementation sur la vanille ;
- d'une épreuve pratique portant sur la préparation de la vanille.

Art. 6. — Le brevet de préparateur de vanille est délivré par le ministre chargé de l'agriculture, sur proposition du jury d'examen.

Art. 7. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er août 2024.

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Taivini TEAI

Arrêté n° 6748 MPR du 1er août 2024 autorisant le renouvellement de la location du lot n° 32 d'une superficie de 0,76 ha dépendant du lotissement agricole Fa'ahue, sis à Hīpū, commune de Taha'a, îles Sous-le-Vent, au profit de M. Flavien MARAE

NOR : SDR24509261AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 520 CM du 11 avril 2022 modifié portant application de l'article LP. 28 de la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 789 CM du 28 juillet 2006 modifié portant affectation d'une partie de la terre Faahue dite « domaine Brown », référencée commune de Tahaa, section de commune de Iripau, au profit du service du développement rural (SDR) ;

Vu le cahier des charges du lotissement agricole Faahue, sis commune associée de Hipu, commune de Tahaa, îles Sous-le-Vent, approuvé par arrêté n° 595 CM du 18 avril 2019 ;

Vu le bail du 27 novembre 2015 conclu entre la Polynésie française et M. Flavien MARAE enregistré à Papeete le 14 décembre 2015 bordereau 2525 ;

Vu la demande de renouvellement de la location du lot n° 32 de M. Flavien MARAE du 24 mai 2024 ;

Vu l'avis favorable de la commission d'attribution des lots des lotissements agricoles dans sa séance du 24 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — Le renouvellement de la location, à des fins agricoles, du lot n° 32 d'une superficie de 0,76 ha dépendant du lotissement agricole Fa'ahue, sis à Hīpū, commune de Taha'a, îles Sous-le-Vent, est autorisé au profit de M. Flavien MARAE né le 18 août 1966.

Art. 2. — Ce renouvellement est consenti à compter du terme du bail initial pour une durée de neuf (9) années.

Art. 3. — Le loyer annuel est fixé à 3 800 F CFP (trois-mille-huit-cents francs CFP), soit 5 000 F CFP par ha et par an, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini, Papeete). Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 4. — La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

Art. 5. — En application des dispositions de l'article 21 de l'arrêté n° 520 CM du 11 avril 2022 modifié la présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de quatre (4) mois à compter de la date de notification du présent arrêté à l'intéressé.

Art. 6. — Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par le cahier des charges du lotissement agricole et par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Art. 7. — Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail, sous peine de résiliation du bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 8. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Flavien MARAE et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er août 2024.

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, absent, le ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée,
Cédric MERCADAL

Arrêté n° 6749 MPR du 1er août 2024 autorisant le renouvellement de la location du lot n° 31 d'une superficie de 0,76 ha dépendant du lotissement agricole Fa'ahue, sis à Hīpū, commune de Taha'a, îles Sous-le-Vent, au profit de M. Rai Jean-Luc TETUANUI-TEMATARU

NOR : SDR24509237AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 520 CM du 11 avril 2022 modifié portant application de l'article LP. 28 de la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 789 CM du 28 juillet 2006 modifié portant affectation d'une partie de la terre Faahue dite « domaine Brown », référencée commune de Tahaa, section de commune de Iripau, au profit du service du développement rural (SDR) ;

Vu le cahier des charges du lotissement agricole Faahue, sis commune associée de Hipu, commune de Tahaa, îles Sous-le-Vent, approuvé par arrêté n° 595 CM du 18 avril 2019 ;

Vu le bail du 1er septembre 2015 conclu entre la Polynésie française et M. Rai Jean-Luc TETUANUI-TEMATARU enregistré à Papeete le 11 septembre 2015 bordereau 1776 ;

Vu la demande de renouvellement de la location du lot n° 31 de M. Rai Jean-Luc TETUANUI-TEMATARU du 23 mai 2024 ;

Vu l'avis favorable de la commission d'attribution des lots des lotissements agricoles dans sa séance du 24 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — Le renouvellement de la location, à des fins agricoles, du lot n° 31 d'une superficie de 0,76 ha dépendant du lotissement agricole Fa'ahue, sis à Hīpū, commune de Taha'a, îles Sous-le-Vent, est autorisé au profit de M. Rai Jean-Luc TETUANUI-TEMATARU né le 27 juillet 1982.

Art. 2. — Ce renouvellement est consenti à compter du terme du bail initial pour une durée de neuf (9) années.

Art. 3. — Le loyer annuel est fixé à 3 800 F CFP (trois-mille-huit-cents francs CFP), soit 5 000 F CFP par ha et par an, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini, Papeete). Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 4. — La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

Art. 5. — En application des dispositions de l'article 21 de l'arrêté n° 520 CM du 11 avril 2022 modifié la présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de quatre (4) mois à compter de la date de notification du présent arrêté à l'intéressé.

Art. 6. — Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par le cahier des charges du lotissement agricole et par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Art. 7. — Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail, sous peine de résiliation du bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 8. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Rai Jean-Luc TETUANUI-TEMATARU et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er août 2024.

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, absent, le ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée,
Cédric MERCADAL

Arrêté n° 6750 MPR du 1er août 2024 autorisant le renouvellement de la location du lot n° 27 d'une superficie de 0,79 ha dépendant du lotissement agricole Fa'ahue, sis à Hīpū, commune de Taha'a, îles Sous-le-Vent, au profit de M. Bertho HAAVIHIA*NOR : SDR24509198AM-1*

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 520 CM du 11 avril 2022 modifié portant application de l'article LP. 28 de la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 789 CM du 28 juillet 2006 modifié portant affectation d'une partie de la terre Faahue dite « domaine Brown », référencée commune de Tahaa, section de commune de Iripau, au profit du service du développement rural (SDR) ;

Vu le cahier des charges du lotissement agricole Faahue, sis commune associée de Hipu, commune de Tahaa, îles Sous-le-Vent, approuvé par arrêté n° 595 CM du 18 avril 2019 ;

Vu le bail du 1er septembre 2015 conclu entre la Polynésie française et M. Bertho HAAVIHIA enregistré à Papeete le 11 septembre 2015 bordereau 1774 ;

Vu la demande de renouvellement de la location du lot n° 27 de M. Bertho HAAVIHIA du 23 avril 2024 ;

Vu l'avis favorable de la commission d'attribution des lots des lotissements agricoles dans sa séance du 24 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — Le renouvellement de la location, à des fins agricoles, du lot n° 27 d'une superficie de 0,79 ha dépendant du lotissement agricole Fa'ahue, sis à Hīpū, commune de Taha'a, îles Sous-le-Vent, est autorisé au profit de M. Bertho HAAVIHIA né le 27 avril 1969.

Art. 2. — Ce renouvellement est consenti à compter du terme du bail initial pour une durée de neuf (9) années.

Art. 3. — Le loyer annuel est fixé à 3 950 F CFP (trois-mille-neuf-cent-cinquante francs CFP), soit 5 000 F CFP par ha et par an, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini, Papeete). Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 4. — La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

Art. 5. — En application des dispositions de l'article 21 de l'arrêté n° 520 CM du 11 avril 2022 modifié la présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de quatre (4) mois à compter de la date de notification du présent arrêté à l'intéressé.

Art. 6. — Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par le cahier des charges du lotissement agricole et par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Art. 7. — Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail, sous peine de résiliation du bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 8. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Bertho HAAVIHIA et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er août 2024.

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, absent, le ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée,
Cédric MERCADAL

Arrêté n° 6799 MPR du 2 août 2024 autorisant la location du lot n° 109 d'une superficie de 2,70 ha dépendant du lotissement agricole Fa'aroa, sis à 'Avera, commune de Taputapuātea, Ra'iātea, îles Sous-le-Vent, au profit de Mme Vaitiare SMITH épouse TEIKIUTAPU

NOR : SDR24510134AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 520 CM du 11 avril 2022 modifié portant application de l'article LP. 28 de la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 864 MAA du 26 janvier 2012 modifié portant affectation d'une partie du domaine Faaroa, sise à Opoa et d'une partie du domaine Smith, sise dans la baie de Faarepaiti, référencées commune de Taputapuātea au profit du Service du développement rural (SDR) ;

Vu le cahier des charges du lotissement agricole Faaroa, sis commune associée de Avera, commune de Taputapuātea, Raiatea, îles Sous-le-Vent, approuvé par arrêté n° 595 CM du 18 avril 2019 ;

Vu la demande de lot de Mme Vaitiare SMITH épouse TEIKIUTAPU du 12 janvier 2023 ;

Vu l'avis favorable de la commission d'attribution des lots des lotissements agricoles dans sa séance du 23 novembre 2023,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisée la location, à des fins agricoles, du lot n° 109 d'une superficie de 2,70 ha dépendant du lotissement agricole Fa'aroa, sis à 'Avera, commune de Taputapuātea, Ra'iātea, îles Sous-le-Vent, au profit de Mme Vaitiare SMITH épouse TEIKIUTAPU née le 30 décembre 1992.

Art. 2. — La présente autorisation est consentie à compter de la date de signature du bail pour une durée de neuf (9) années.

Art. 3. — Le loyer annuel est fixé à 27 000 F CFP (vingt-sept-mille francs CFP), soit 10 000 F CFP par ha et par an, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini, Papeete). Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 4. — La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

Art. 5. — En application des dispositions de l'article 21 de l'arrêté n° 520 CM du 11 avril 2022 modifié, la présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de quatre (4) mois à compter de la date de notification du présent arrêté à l'intéressée.

Art. 6. — Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par le cahier des charges du lotissement agricole et par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Art. 7. — Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail, sous peine de résiliation du bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 8. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Vaitiare SMITH épouse TEIKIUTAPU et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 août 2024.

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Taivini TEAI

Arrêté n° 6800 MPR du 2 août 2024 autorisant la location du lot n° 1 d'une superficie de 0,90 ha dépendant du lotissement agricole Ha'amene, sis à Ha'amene, commune de Taha'a, îles Sous-le-Vent, au profit de Mme Amandine LAMBERT épouse LEVERD

NOR : SDR24510073AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 520 CM du 11 avril 2022 modifié portant application de l'article LP. 28 de la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2266 MAF du 18 mars 2022 autorisant le transfert de gestion de la terre Haamene, cadastrée commune de Tahaa, commune associée de Haamene, au profit de la direction de l'agriculture ;

Vu le cahier des charges du lotissement agricole Haamene, sis commune associée de Haamene, Tahaa, îles Sous-le-Vent, approuvé par arrêté n° 99 CM du 1er février 2024 ;

Vu la demande de lot de Mme Amandine LAMBERT épouse LEVERD du 24 avril 2024 ;

Vu l'avis favorable de la commission d'attribution des lots des lotissements agricoles dans sa séance du 24 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisée la location, à des fins agricoles, du lot n° 1 d'une superficie de 0,90 ha dépendant du lotissement agricole Ha'amene, sis à Ha'amene, commune de Taha'a, îles Sous-le-Vent, au profit de Mme Amandine LAMBERT épouse LEVERD née le 18 avril 1978.

Art. 2. — La présente autorisation est consentie à compter de la date de signature du bail pour une durée de neuf (9) années.

Art. 3. — Le loyer annuel est fixé à 4 500 F CFP (quatre-mille-cinq-cents francs CFP), soit 5 000 F CFP par ha et par an, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini, Papeete). Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 4. — La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

Art. 5. — En application des dispositions de l'article 21 de l'arrêté n° 520 CM du 11 avril 2022 modifié, la présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de quatre (4) mois à compter de la date de notification du présent arrêté à l'intéressée.

Art. 6. — Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par le cahier des charges du lotissement agricole et par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Art. 7. — Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail, sous peine de résiliation du bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 8. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Amandine LAMBERT épouse LEVERD et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 août 2024.

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Taivini TEAI

Arrêté n° 6801 MPR du 2 août 2024 autorisant la location du lot n° 22 d'une superficie de 1,80 ha dépendant du lotissement agricole Vaitahe-Teharato, sis commune de 'Uturoa, Ra'iātea, îles Sous-le-Vent, au profit de M. Adrien MONJOL-DELPHINE

NOR : SDR24510071AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 520 CM du 11 avril 2022 modifié portant application de l'article LP. 28 de la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 3662 MED du 20 mars 2020 autorisant l'affectation des parcelles dépendant du domaine Boubée-Barrier, cadastrées commune de Uturoa, au profit de la direction de l'agriculture ;

Vu l'arrêté n° 3051 CM du 23 décembre 2021 approuvant le cahier des charges du lotissement agricole Vaitahe-Teharato, sis à Uturoa, île de Raiatea, îles Sous-le-Vent ;

Vu la demande de lot de M. Adrien MONJOL-DELPHINE du 22 mai 2024 ;

Vu l'avis favorable de la commission d'attribution des lots des lotissements agricoles dans sa séance du 24 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisée la location, à des fins agricoles, du lot n° 22 d'une superficie de 1,80 ha dépendant du lotissement agricole Vaitahe-Teharato, sis commune de 'Uturoa, Ra'iātea, îles Sous-le-Vent, au profit de M. Adrien MONJOL-DELPHINE né le 7 novembre 1979.

Art. 2. — La présente autorisation est consentie à compter de la date de signature du bail pour une durée de neuf (9) années.

Art. 3. — Le loyer annuel est fixé à 18 000 F CFP (dix-huit-mille francs CFP), soit 10 000 F CFP par ha et par an, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini, Papeete). Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 4. — La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

Art. 5. — En application des dispositions de l'article 21 de l'arrêté n° 520 CM du 11 avril 2022 modifié la présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de quatre (4) mois à compter de la date de notification du présent arrêté à l'intéressé.

Art. 6. — Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par le cahier des charges du lotissement agricole et par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Art. 7. — Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail, sous peine de résiliation du bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 8. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Adrien MONJOL-DELPHINE et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 août 2024.

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Taivini TEAI

Arrêté n° 6802 MPR du 2 août 2024 autorisant la location du lot n° 30 d'une superficie de 1,60 ha dépendant du lotissement agricole Vaitahe-Teharato, sis commune de 'Uturoa, Ra'iātea, îles Sous-le-Vent, au profit de M. Gaston HAPAITAHAA

NOR : SDR24509626AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 520 CM du 11 avril 2022 modifié portant application de l'article LP. 28 de la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 3662 MED du 20 mars 2020 autorisant l'affectation des parcelles dépendant du domaine Boubée-Barrier, cadastrées commune de Uturoa, au profit de la direction de l'agriculture ;

Vu l'arrêté n° 3051 CM du 23 décembre 2021 approuvant le cahier des charges du lotissement agricole Vaitahe-Teharato, sis à Uturoa, île de Raiatea, îles Sous-le-Vent ;

Vu la demande de lot de M. Gaston HAPAITAHAA du 21 mai 2024 ;

Vu l'avis favorable de la commission d'attribution des lots des lotissements agricoles dans sa séance du 24 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisée la location, à des fins agricoles, du lot n° 30 d'une superficie de 1,60 ha dépendant du lotissement agricole Vaitahe-Teharato, sis commune de 'Uturoa, Ra'iātea, îles Sous-le-Vent, au profit de M. Gaston HAPAITAHAA né le 6 février 1975.

Art. 2. — La présente autorisation est consentie à compter de la date de signature du bail pour une durée de neuf (9) années.

Art. 3. — Le loyer annuel est fixé à 16 000 F CFP (seize-mille francs CFP), soit 10 000 F CFP par ha et par an, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini, Papeete). Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 4. — La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

Art. 5. — En application des dispositions de l'article 21 de l'arrêté n° 520 CM du 11 avril 2022 modifié, la présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de quatre (4) mois à compter de la date de notification du présent arrêté à l'intéressé.

Art. 6. — Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par le cahier des charges du lotissement agricole et par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Art. 7. — Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail, sous peine de résiliation du bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 8. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Gaston HAPAITAHAA et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 août 2024.

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Taivini TEAI

Arrêté n° 6803 MPR du 2 août 2024 autorisant la location du lot n° 25 d'une superficie de 1,30 ha dépendant du lotissement agricole Vaitahe-Teharato, sis commune de 'Uturoa, Ra'iātea, îles Sous-le-Vent, au profit de Mme Mihimana TAUTU

NOR : SDR24509622AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 520 CM du 11 avril 2022 modifié portant application de l'article LP. 28 de la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 3662 MED du 20 mars 2020 autorisant l'affectation des parcelles dépendant du domaine Boubée-Barrier, cadastrées commune de Uturoa, au profit de la direction de l'agriculture ;

Vu l'arrêté n° 3051 CM du 23 décembre 2021 approuvant le cahier des charges du lotissement agricole Vaitahe-Teharato, sis à Uturoa, île de Raiatea, îles Sous-le-Vent ;

Vu la demande de lot de Mme Mihimana TAUTU du 21 mai 2024 ;

Vu l'avis favorable de la commission d'attribution des lots des lotissements agricoles dans sa séance du 24 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisée la location, à des fins agricoles, du lot n° 25 d'une superficie de 1,30 ha dépendant du lotissement agricole Vaitahe-Teharato, sis commune de 'Uturoa, Ra'iātea, îles Sous-le-Vent, au profit de Mme Mihimana TAUTU née le 29 avril 1994.

Art. 2. — La présente autorisation est consentie à compter de la date de signature du bail pour une durée de neuf (9) années.

Art. 3. — Le loyer annuel est fixé à 13 000 F CFP (treize-mille francs CFP), soit 10 000 F CFP par ha et par an, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini, Papeete). Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 4. — La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

Art. 5. — En application des dispositions de l'article 21 de l'arrêté n° 520 CM du 11 avril 2022 modifié la présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de quatre (4) mois à compter de la date de notification du présent arrêté à l'intéressée.

Art. 6. — Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par le cahier des charges du lotissement agricole et par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Art. 7. — Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail, sous peine de résiliation du bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 8. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Mihimana TAUTU et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 août 2024.

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Taivini TEAI

Arrêté n° 6804 MPR du 2 août 2024 autorisant la location du lot n° 24 d'une superficie de 2,75 ha dépendant du lotissement agricole Vaitahe-Teharato, sis commune de 'Uturoa, Ra'iātea, îles Sous-le-Vent, au profit de M. Louis FAAHU

NOR : SDR24509620AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 520 CM du 11 avril 2022 modifié portant application de l'article LP. 28 de la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 3662 MED du 20 mars 2020 autorisant l'affectation des parcelles dépendant du domaine Boubée-Barrier, cadastrées commune de Uturoa, au profit de la direction de l'agriculture ;

Vu l'arrêté n° 3051 CM du 23 décembre 2021 approuvant le cahier des charges du lotissement agricole Vaitahe-Teharato, sis à Uturoa, île de Raiatea, îles Sous-le-Vent ;

Vu la demande de lot de M. Louis FAAHU du 17 mai 2024 ;

Vu l'avis favorable de la commission d'attribution des lots des lotissements agricoles dans sa séance du 24 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisée la location, à des fins agricoles, du lot n° 24 d'une superficie de 2,75 ha dépendant du lotissement agricole Vaitahe-Teharato, sis commune de 'Uturoa, Ra'iātea, îles Sous-le-Vent, au profit de M. Louis FAAHU né le 24 juillet 1967.

Art. 2. — La présente autorisation est consentie à compter de la date de signature du bail pour une durée de neuf (9) années.

Art. 3. — Le loyer annuel est fixé à 27 500 F CFP (vingt-sept-mille-cinq-cents francs CFP), soit 10 000 F CFP par ha et par an, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini, Papeete). Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 4. — La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

Art. 5. — En application des dispositions de l'article 21 de l'arrêté n° 520 CM du 11 avril 2022 modifié, la présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de quatre (4) mois à compter de la date de notification du présent arrêté à l'intéressé.

Art. 6. — Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par le cahier des charges du lotissement agricole et par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Art. 7. — Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail, sous peine de résiliation du bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 8. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Louis FAAHU et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 août 2024.

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Taivini TEAI

Arrêté n° 6805 MPR du 2 août 2024 autorisant la location du lot n° 26 d'une superficie de 1,20 ha dépendant du lotissement agricole Vaitahe-Teharato, sis commune de 'Uturoa, Ra'iātea, îles Sous-le-Vent, au profit de Mme Miranda FOSSE épouse ROOPINIA

NOR : SDR24509617AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 520 CM du 11 avril 2022 modifié portant application de l'article LP. 28 de la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 3662 MED du 20 mars 2020 autorisant l'affectation des parcelles dépendant du domaine Boubée-Barrier, cadastrées commune de Uturoa, au profit de la direction de l'agriculture ;

Vu l'arrêté n° 3051 CM du 23 décembre 2021 approuvant le cahier des charges du lotissement agricole Vaitahe-Teharato, sis à Uturoa, île de Raiatea, îles Sous-le-Vent ;

Vu la demande de lot de Mme Miranda FOSSE épouse ROOPINIA du 30 avril 2024 ;

Vu l'avis favorable de la commission d'attribution des lots des lotissements agricoles dans sa séance du 24 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisée la location, à des fins agricoles, du lot n° 26 d'une superficie de 1,20 ha dépendant du lotissement agricole Vaitahe-Teharato, sis commune de 'Uturoa, Ra'iātea, îles Sous-le-Vent, au profit de Mme Miranda FOSSE épouse ROOPINIA née le 22 décembre 1981.

Art. 2. — La présente autorisation est consentie à compter de la date de signature du bail pour une durée de neuf (9) années.

Art. 3. — Le loyer annuel est fixé à 12 000 F CFP (douze-mille francs CFP), soit 10 000 F CFP par ha et par an, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini, Papeete). Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 4. — La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

Art. 5. — En application des dispositions de l'article 21 de l'arrêté n° 520 CM du 11 avril 2022 modifié, la présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de quatre (4) mois à compter de la date de notification du présent arrêté à l'intéressée.

Art. 6. — Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par le cahier des charges du lotissement agricole et par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Art. 7. — Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail, sous peine de résiliation du bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 8. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Miranda FOSSE épouse ROOPINIA et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 août 2024.

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Taivini TEAI

Arrêté n° 6806 MPR du 2 août 2024 autorisant la location du lot n° 28 d'une superficie de 0,80 ha dépendant du lotissement agricole Vaitahe-Teharato, sis commune de 'Uturoa, Ra'iātea, îles Sous-le-Vent, au profit de Mme Meihiti SUHAS épouse TAUTU

NOR : SDR24509614AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 520 CM du 11 avril 2022 modifié portant application de l'article LP. 28 de la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 3662 MED du 20 mars 2020 autorisant l'affectation des parcelles dépendant du domaine Boubée-Barrier, cadastrées commune de Uturoa, au profit de la direction de l'agriculture ;

Vu l'arrêté n° 3051 CM du 23 décembre 2021 approuvant le cahier des charges du lotissement agricole Vaitahe-Teharato, sis à Uturoa, île de Raiatea, îles Sous-le-Vent ;

Vu la demande de lot de Mme Meihiti SUHAS épouse TAUTU du 5 avril 2024 ;

Vu l'avis favorable de la commission d'attribution des lots des lotissements agricoles dans sa séance du 24 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisée la location, à des fins agricoles, du lot n° 28 d'une superficie de 0,80 ha dépendant du lotissement agricole Vaitahe-Teharato, sis commune de 'Uturoa, Ra'iātea, îles Sous-le-Vent, au profit de Mme Meihiti SUHAS épouse TAUTU née le 28 juillet 1991.

Art. 2. — La présente autorisation est consentie à compter de la date de signature du bail pour une durée de neuf (9) années.

Art. 3. — Le loyer annuel est fixé à 8 000 F CFP (huit-mille francs CFP), soit 10 000 F CFP par ha et par an, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini, Papeete). Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 4. — La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

Art. 5. — En application des dispositions de l'article 21 de l'arrêté n° 520 CM du 11 avril 2022 modifié la présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de quatre (4) mois à compter de la date de notification du présent arrêté à l'intéressée.

Art. 6. — Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par le cahier des charges du lotissement agricole et par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Art. 7. — Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail, sous peine de résiliation du bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 8. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Meihiti SUHAS épouse TAUTU et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 août 2024.

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,
Taivini TEAI

Arrêté n° 6807 MPR du 2 août 2024 autorisant la location du lot n° 27 d'une superficie de 2,40 ha dépendant du lotissement agricole Vaitahe-Teharato, sis commune de 'Uturoa, Ra'iātea, îles Sous-le-Vent, au profit de M. Sergio TUPAIA

NOR : SDR24509608AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 520 CM du 11 avril 2022 modifié portant application de l'article LP. 28 de la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 3662 MED du 20 mars 2020 autorisant l'affectation des parcelles dépendant du domaine Boubée-Barrier, cadastrées commune de Uturoa, au profit de la direction de l'agriculture ;

Vu l'arrêté n° 3051 CM du 23 décembre 2021 approuvant le cahier des charges du lotissement agricole Vaitahe-Teharato, sis à Uturoa, île de Raiatea, îles Sous-le-Vent ;

Vu la demande de lot de M. Sergio TUPAIA du 26 mars 2024 ;

Vu l'avis favorable de la commission d'attribution des lots des lotissements agricoles dans sa séance du 24 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisée la location, à des fins agricoles, du lot n° 27 d'une superficie de 2,40 ha dépendant du lotissement agricole Vaitahe-Teharato, sis commune de 'Uturoa, Ra'iātea, îles Sous-le-Vent, au profit de M. Sergio TUPAIA né le 24 juin 1962.

Art. 2. — La présente autorisation est consentie à compter de la date de signature du bail pour une durée de neuf (9) années.

Art. 3. — Le loyer annuel est fixé à 24 000 F CFP (vingt-quatre-mille francs CFP), soit 10 000 F CFP par ha et par an, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini, Papeete). Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 4. — La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

Art. 5. — En application des dispositions de l'article 21 de l'arrêté n° 520 CM du 11 avril 2022 modifié, la présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de quatre (4) mois à compter de la date de notification du présent arrêté à l'intéressé.

Art. 6. — Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par le cahier des charges du lotissement agricole et par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Art. 7. — Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail, sous peine de résiliation du bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 8. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Sergio TUPAIA et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 août 2024.

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Taivini TEAI

Arrêté n° 6808 MPR du 2 août 2024 autorisant la location du lot n° 16 d'une superficie de 2,50 ha dépendant du lotissement agricole Vaitahe-Teharato, sis commune de 'Uturoa, Ra'iātea, îles Sous-le-Vent, au profit de la SCA Hineora, représentée par Mme Sylvie WANE

NOR : SDR24509603AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 520 CM du 11 avril 2022 modifié portant application de l'article LP. 28 de la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 3662 MED du 20 mars 2020 autorisant l'affectation des parcelles dépendant du domaine Boubée-Barrier, cadastrées commune de Uturoa, au profit de la direction de l'agriculture ;

Vu l'arrêté n° 3051 CM du 23 décembre 2021 approuvant le cahier des charges du lotissement agricole Vaitahe-Teharato, sis à Uturoa, île de Raiatea, îles Sous-le-Vent ;

Vu la demande de lot de la SCA Hineora, représentée par Mme Sylvie WANE du 25 mars 2024 ;

Vu l'avis favorable de la commission d'attribution des lots des lotissements agricoles dans sa séance du 24 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisée la location, à des fins agricoles, du lot n° 16 d'une superficie de 2,50 ha dépendant du lotissement agricole Vaitahe-Teharato, sis commune de 'Uturoa, Ra'iātea, îles Sous-le-Vent, au profit de la SCA Hineora, représentée par Mme Sylvie WANE née le 17 août 1977.

Art. 2. — La présente autorisation est consentie à compter de la date de signature du bail pour une durée de neuf (9) années.

Art. 3. — Le loyer annuel est fixé à 25 000 F CFP (vingt-cinq-mille francs CFP), soit 10 000 F CFP par ha et par an, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini, Papeete). Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 4. — La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

Art. 5. — En application des dispositions de l'article 21 de l'arrêté n° 520 CM du 11 avril 2022 modifié la présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de quatre (4) mois à compter de la date de notification du présent arrêté à l'intéressée.

Art. 6. — Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par le cahier des charges du lotissement agricole et par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Art. 7. — Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail, sous peine de résiliation du bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 8. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SCA Hineora, représentée par Mme Sylvie WANE et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 août 2024.

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Taivini TEAI

Arrêté n° 6809 MPR du 2 août 2024 autorisant la location du lot n° 13 d'une superficie de 0,54 ha dépendant du lotissement agricole Hamoa, sis à 'Avera, commune de Taputapuātea, Ra'iātea, îles Sous-le-Vent, au profit de M. Julio MOU THAM

NOR : SDR24509598AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 520 CM du 11 avril 2022 modifié portant application de l'article LP. 28 de la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 4937 MED du 26 mai 2020 autorisant l'affectation des diverses parcelles constituant le domaine Hamoa, cadastrées commune de Taputapuātea, commune associée de Avera, au profit de la direction de l'agriculture ;

Vu le cahier des charges du lotissement agricole Hamoa, sis commune associée de Avera, commune de Taputapuātea, Raiatea, îles Sous-le-Vent, approuvé par arrêté n° 595 CM du 18 avril 2019 ;

Vu la demande de lot de M. Julio MOU THAM du 29 avril 2024 ;

Vu l'avis favorable de la commission d'attribution des lots des lotissements agricoles dans sa séance du 24 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisée la location, à des fins agricoles, du lot n° 13 d'une superficie de 0,54 ha dépendant du lotissement agricole Hamoa, sis à 'Avera, commune de Taputapuātea, Ra'iātea, îles Sous-le-Vent, au profit de M. Julio MOU THAM né le 29 novembre 1965.

Art. 2. — La présente autorisation est consentie à compter de la date de signature du bail pour une durée de neuf (9) années.

Art. 3. — Le loyer annuel est fixé à 5 400 F CFP (cinq-mille-quatre-cents francs CFP), soit 10 000 F CFP par ha et par an, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini, Papeete). Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 4. — La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

Art. 5. — En application des dispositions de l'article 21 de l'arrêté n° 520 CM du 11 avril 2022 modifié la présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de quatre (4) mois à compter de la date de notification du présent arrêté à l'intéressé.

Art. 6. — Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par le cahier des charges du lotissement agricole et par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Art. 7. — Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail, sous peine de résiliation du bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 8. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Julio MOU THAM et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 août 2024.

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Taivini TEAI

Arrêté n° 6810 MPR du 2 août 2024 autorisant la location du lot n° 23b d'une superficie de 0,79 ha dépendant du lotissement agricole Maraeroa, sis à Ōpōa, commune de Taputapuātea, Ra'iātea, îles Sous-le-Vent, au profit de Mme Justine BROTHERS

NOR : SDR24509573AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 520 CM du 11 avril 2022 modifié portant application de l'article LP. 28 de la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 10465 MED du 16 octobre 2018 modifié portant affectation du domaine Aratao dit domaine Charles SMITH, cadastré commune de Taputapuātea, commune associée de Opoa, au profit de la direction de l'agriculture ;

Vu le cahier des charges du lotissement agricole Opoa, sis commune associée de Opoa, commune de Taputapuātea, Raiatea, îles Sous-le-Vent, approuvé par arrêté n° 595 CM du 18 avril 2019 ;

Vu la demande de lot de Mme Justine BROTHERS du 6 mai 2024 ;

Vu l'avis favorable de la commission d'attribution des lots des lotissements agricoles dans sa séance du 24 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisée la location, à des fins agricoles, du lot n° 23b d'une superficie de 0,79 ha dépendant du lotissement agricole Maraeroa, sis à Ōpōa, commune de Taputapuātea, Ra'iātea, îles Sous-le-Vent, au profit de Mme Justine BROTHERS née le 26 janvier 1983.

Art. 2. — La présente autorisation est consentie à compter de la date de signature du bail pour une durée de neuf (9) années.

Art. 3. — Le loyer annuel est fixé à 3 950 F CFP (trois-mille-neuf-cent-cinquante francs CFP), soit 5 000 F CFP par ha et par an, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini, Papeete). Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 4. — La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

Art. 5. — En application des dispositions de l'article 21 de l'arrêté n° 520 CM du 11 avril 2022 modifié la présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de quatre (4) mois à compter de la date de notification du présent arrêté à l'intéressée.

Art. 6. — Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par le cahier des charges du lotissement agricole et par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Art. 7. — Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail, sous peine de résiliation du bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 8. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Justine BROTHERS et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 août 2024.

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Taivini TEAI

Arrêté n° 6811 MPR du 2 août 2024 autorisant la location du lot n° 38 d'une superficie de 1,60 ha dépendant du lotissement agricole Ōpōa, sis à Ōpōa, commune de Taputapuātea, Raiātea, îles Sous-le-Vent, au profit de M. Ludovic PUNAA

NOR : SDR24509570AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 520 CM du 11 avril 2022 modifié portant application de l'article LP. 28 de la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 10465 MED du 16 octobre 2018 modifié portant affectation du domaine Aratao dit domaine Charles Smith, cadastré commune de Taputapuātea, commune associée de Opoa, au profit de la direction de l'agriculture ;

Vu le cahier des charges du lotissement agricole Opoa, sis commune associée de Opoa, commune de Taputapuātea, Raiātea, îles Sous-le-Vent, approuvé par arrêté n° 595 CM du 18 avril 2019 ;

Vu la demande de lot de M. Ludovic PUNAA du 21 mai 2024 ;

Vu l'avis favorable de la commission d'attribution des lots des lotissements agricoles dans sa séance du 24 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisée la location, à des fins agricoles, du lot n° 38 d'une superficie de 1,60 ha dépendant du lotissement agricole Ōpōa, sis à Ōpōa, commune de Taputapuātea, Raiātea, îles Sous-le-Vent, au profit de M. Ludovic PUNAA né le 17 mai 1967.

Art. 2. — La présente autorisation est consentie à compter de la date de signature du bail pour une durée de neuf (9) années.

Art. 3. — Le loyer annuel est fixé à 8 000 F CFP (huit-mille francs CFP), soit 5 000 F CFP par ha et par an, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini, Papeete). Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 4. — La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

Art. 5. — En application des dispositions de l'article 21 de l'arrêté n° 520 CM du 11 avril 2022 modifié, la présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de quatre (4) mois à compter de la date de notification du présent arrêté à l'intéressé.

Art. 6. — Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par le cahier des charges du lotissement agricole et par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Art. 7. — Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail, sous peine de résiliation du bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 8. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Ludovic PUNAA et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 août 2024.

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,
Taivini TEAI

Arrêté n° 6812 MPR/DRM du 2 août 2024 portant suspension du bénéfice de la licence de pêche professionnelle dite « apte à naviguer » de M. Jonathan Philippe CONSTANS pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française

NOR : DRM24510435AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 403 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche ;

Vu l'arrêté n° 4944 MPR du 25 mai 2023 portant délégation de signature du ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche, à M. Cédric PONSONNET, le directeur des ressources marines ;

Vu la délibération 88-184 AT du 8 décembre 1988 modifiée relative à la protection de certaines espèces animales marines et d'eau douce du patrimoine naturel polynésien ;

Vu la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1977 modifiée relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 557 CM du 6 juin 1997 modifié portant dispositions pour l'application de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 208 CM du 9 février 2012 modifié portant dispositions pour l'application de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 3562 MPR/DRM du 3 avril 2024 accordant à M. Jonathan Philippe CONSTANS le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle dite « apte à naviguer » pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu la demande de suspension présentée par M. Jonathan Philippe CONSTANS du 1er août 2024, réceptionnée ce même jour,

Arrête :

Article 1er. — L'arrêté n° 3562 MPR/DRM du 3 avril 2024 accordant à M. Jonathan Philippe CONSTANS le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle dite « apte à naviguer » pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française, est suspendu à compter du 9 août 2024 jusqu'au 26 août 2024 inclus.

Art. 2. — La suspension mentionnée à l'article 1er du présent arrêté, suspend également le bénéfice des avantages attachées à l'autorisation de pêche pour la même durée et concernant les biens destinés directement à l'activité de pêche du navire de pêche dénommé (Tatum), immatriculé à Papeete sous le numéro PY 40390 PE.

Art. 3. — Le directeur est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 août 2024.

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur des ressources marines,
Cédric PONSONNET

Arrêté n° 6813 MPR/DRM du 2 août 2024 accordant à M. Temauiarii Teddy Al LAISE le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle dite « apte à naviguer » pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française

NOR : DRM24510363AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 403 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche ;

Vu l'arrêté n° 4944 MPR du 15 mai 2023 portant délégation de signature du ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche ;

Vu la délibération n° 88-184 AT du 8 décembre 1988 modifiée relative à la protection de certaines espèces animales marines et d'eau douce du patrimoine naturel polynésien ;

Vu la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1977 modifiée relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 557 CM du 6 juin 1997 modifié portant dispositions pour l'application de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1099 CM du 27 juin 2022 portant application de l'article 6 de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu les pièces de la demande de pêche présentée par M. Temauiarii Teddy Al LAISE le 22 novembre 2022 et réceptionnée ce même jour ;

Vu l'arrêté n° 1011 VP/DPAM du 30 janvier 2023 portant délivrance du brevet de capitaine de pêche côtière (BCPC) à M. Temauiarii Teddy Al LAISE ;

Vu l'arrêté n° 343 MEC/DRM du 10 janvier 2023 accordant à M. Temauiarii Teddy Al LAISE le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle dite en projet de construction pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriales et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu le permis de navigation n° DPAM-PROF PPT 669/2024 du 24 juillet 2024 ;

Vu l'avis de la commission consultative de la pêche hauturière en sa séance du 23 novembre 2022,

Arrête :

Article 1er. — Une licence de pêche professionnelle dite « apte à naviguer » est accordée à M. Temauiarii Teddy Al LAISE, armateur du navire dénommé (Tearihere II), immatriculé à Papeete sous le numéro PY 40603 PE, pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Art. 2. — Les caractéristiques principales dudit navire sont les suivantes :

- a) Type : poti marara ;
- b) Nationalité : française ;
- c) Longueur hors tout : 7,42 m ;
- d) Largeur hors tout : 2,55 m ;
- e) Type de motorisation : hors-bord essence ;
- f) Composition de l'équipage : 1 capitaine, 1 marin pêcheur.

Art. 3. — Les techniques de pêche autorisées et les espèces ciblées par l'armateur sont les suivantes :

a) Techniques ou engins de pêche :

- pêche au harpon ;
- pêche à la traîne ;
- pêche à la ligne de fond ;
- pêche à la canne.

b) Espèces ciblées :

- petits pélagiques ;
- grands pélagiques ;
- poissons des profondeurs.

Art. 4. — M. Temauiarui Teddy Al LAISE est soumis aux obligations fixées par l'arrêté n° 1099 CM du 27 juin 2022 modifié et notamment :

- tenir un journal de pêche dans lequel sont consignées les activités et les captures journalières et remettre ce document à la direction des ressources marines chaque trimestre ;
- fournir les informations complémentaires relatives à l'activité et la contribution du projet à l'emploi, notamment le nombre de création d'emploi par exploitation et la consommation de carburant ;
- restituer le dernier carnet carburant utilisé avant toute délivrance d'un nouveau carnet carburant ;
- équiper le navire d'un système de suivi de navires, en état de fonctionnement, maintenu activé pendant toute la durée de la campagne de pêche et de respecter les modalités d'utilisation de ce système conformément aux prescriptions du service en charge de la pêche.

Art. 5. — Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n° 343 MEC/DRM du 10 janvier 2023 accordant à M. Temauiarui Teddy Al LAISE le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle dite en « projet de construction » pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Art. 6. — Le directeur est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 août 2024.

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur des ressources marines,

Cédric PONSONNET

Arrêté n° 6814 MPR/DRM du 2 août 2024 portant autorisation d'occupation temporaire de deux emplacements du domaine public maritime à des fins d'exploitation aquacole sis à Tahiti, commune de Punaauia, au profit de l'association Tamari'i no te Moana (exploitant n° 107)

NOR : DRM24508397AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 403 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 183 CM du 15 février 2018 portant nomination de M. Cédric PONSONNET en qualité de directeur des ressources marines et minières ;

Vu l'arrêté n° 5163 MPR du 10 juin 2024 portant délégation de signature du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, à M. Cédric PONSONNET, directeur des ressources marines ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 approuvant le cahier des charges applicable à toutes les autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 modifié portant fixation des tarifs d'occupation et d'utilisation du domaine public de la Polynésie française ;

Vu la demande de l'association Tamari'i no te Moana du 13 février 2023, réceptionnée le 15 décembre 2023 ;

Vu l'avis favorable du maire de la commune de Punaauia du 6 mars 2023 ;

Vu l'avis favorable de la commission unique du domaine public de la pêche du 6 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est accordée, au profit de la l'association Tamari'i no te Moana, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 susvisé, l'autorisation d'occupation temporaire de deux emplacements du domaine public maritime à des fins d'exploitation aquacole d'une superficie totale de 1 860 m² sis à Tahiti, commune de Punaauia.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation du domaine public maritime précitée est accordée pour l'exercice des activités, les superficies et aux coordonnées GPS ci-après :

- un emplacement pour l'implantation d'une nurserie de coraux d'une emprise totale de 1 760 m² sis en face de l'église Saint-Étienne côté récif et aux points GPS suivants :
 - 17.616431469379783, -149.6195037746848 ;
 - 17.616464050053622, -149.6200398748634 ;
 - 17.616871308476625, -149.6197762675933 ;
 - 17.61689, -149.61994 ;
- une zone d'acclimatation des microfragments d'une emprise totale de 100 m² sis au niveau du littoral du quartier Nordhoff et aux points GPS suivants :
 - 17.61836113383496, -149.6161820268929 ;

- 17.61837594323216, -149.61627384515552 ;
- 17.61829301060784, -149.61628273079384 ;
- 17.6182752393312, -149.6161820268929 ;

et tel que ces emplacements figurent sur le plan détenu par la direction des ressources marines.

Art. 3. — Le bénéficiaire s'oblige à respecter les conditions particulières suivantes :

A. Les installations ne gênent en aucun cas la navigation ;

B. Le bénéficiaire prend toutes les mesures de protection nécessaires de manière à limiter au maximum les atteintes au milieu marin, avant, pendant et après l'exécution des travaux ;

C. Le site est maintenu en parfait état de propreté et d'esthétisme ;

D. Les éléments détériorés doivent être retirés ou remplacés ;

E. Les installations sont dépourvues d'arêtes tranchantes susceptibles d'occasionner des blessures aux baigneurs ;

F. Le bénéficiaire n'introduit dans le milieu naturel aucun produit chimique ou médicamenteux ;

G. Le bénéficiaire se conforme aux prescriptions que pourront lui faire tenir les agents des services habilités par la Polynésie française, notamment la direction de l'environnement, la direction polynésienne des affaires maritimes, la direction des ressources marines, la direction de l'équipement et le centre de santé environnemental ;

H. Le bénéficiaire s'engage à gérer le flux de personnes occasionné par son activité, notamment limiter l'impact sur le milieu naturel et les interactions avec les riverains et les autres usagers du même site ;

I. La zone est bien balisée en ses quatre extrémités et côtés par des bouées jaunes ;

J. Le bénéficiaire fournit à la direction des ressources marines :

- ses statistiques de production avant le 31 mars de chaque année ;
- ses comptes de résultats avant le 30 juin de chaque année ;

I. Le bénéficiaire détient en tout temps et rend accessible à tout agent du service en charge des ressources marines un registre des flux d'entrées et sorties des microfragments pour la nurserie avec la mise en place d'une traçabilité à partir de la colonie mère ;

Art. 4. — Le bénéficiaire sera seul tenu à toutes les garanties que l'occupation pourrait entraîner à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés. Il est responsable de toutes contestations qui pourraient survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française.

Art. 5. — L'autorisation d'occupation définie aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordée pour une période de dix années consécutives à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 6. — Le tarif applicable est celui défini, selon le cas de figure, par l'index IF_ECO_05 et IF_ECO_06 de l'annexe 1 de l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 modifié susvisé. Le montant de la redevance annuelle d'occupation payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete, est fixé à 18 600 F CFP (dix-huit-mille-six-cents francs CFP). Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté. Le montant de la redevance est révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime destinées à la pêche et à l'aquaculture.

Art. 7. — Conformément à l'article 26 de l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié susvisé, toute demande de renouvellement d'une autorisation d'occupation temporaire du domaine public consacrée à l'activité de pêche et d'aquaculture doit être adressée à la direction des ressources marines trois mois au moins avant la date d'expiration de l'autorisation et selon les dispositions prévues à cet effet.

Art. 8. — En cas d'inobservation des conditions particulières du présent arrêté et des obligations fixées par l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié susvisé, après mise en demeure restée infructueuse, l'abrogation de la présente autorisation peut être prononcée sans préjudice de la remise en état des lieux et du versement éventuel de dommages-intérêts.

Art. 9. — À l'expiration ou à la résiliation de l'autorisation d'occupation, les constructions et installations de toute nature édifiées sur le domaine public maritime devront être enlevées par l'occupant, à ses frais et sous sa responsabilité, sans aucune indemnité, dans un délai de trois mois à compter de la cessation de ladite autorisation.

Art. 10. — Le directeur des ressources marines et la directrice des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'association Tamari'i no te Moana et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 août 2024.

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur des ressources marines,

Cédric PONSONNET

Arrêté n° 6815 MPR/DRM du 2 août 2024 portant autorisation d'occupation temporaire de quatre emplacements du domaine public maritime à des fins d'exploitation aquacole sis à Moorea, commune de Moorea-Maiao, au profit de la SARL Coral Gardeners (exploitant n° 35)

NOR : DRM24508412AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 183 CM du 15 février 2018 portant nomination de M. Cédric PONSONNET en qualité de directeur des ressources marines et minières ;

Vu l'arrêté n° 5163 MPR du 10 juin 2024 portant délégation de signature du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, à M. Cédric PONSONNET, directeur des ressources marines ;

Vu l'arrêté n° 5163 MPR du 10 juin 2024 portant délégation de signature du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, à M. Cédric PONSONNET, directeur des ressources marines ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 approuvant le cahier des charges applicable à toutes les autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 modifié portant fixation des tarifs d'occupation et d'utilisation du domaine public de la Polynésie française ;

Vu la demande de la SARL Coral Gardeners du 16 février 2024, réceptionnée le 4 mars 2024 ;

Vu l'avis favorable de la commission unique du domaine public de la pêche du 6 juin 2024 ;

Vu l'avis favorable du comité de gestion de l'espace maritime de Moorea du 9 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est accordée, au profit de la SARL Coral Gardeners, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 susvisé, l'autorisation d'occupation temporaire de quatre emplacements du domaine public maritime à des fins d'exploitation aquacole d'une superficie totale de 6 020 m² sis à Moorea, commune de Moorea-Maiao.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation du domaine public maritime précitée est accordée pour l'exploitation de quatre nurseries de coraux aux superficies et aux localisations ci-après :

a) Une emprise totale de 1 770 m² sis à Haapiti, dans le lagon de Hauru en face de la terre dénommée domaine Xavier Matohi (parcelle KI 12) et hors de la zone de pêche réglementée, aux points GPS suivants :

1 : -17.51766, -149.91639 ;

2 : -17.51756, -149.91607 ;

3 : -17.5107, - 149.91585 ;

4 : -17.51819, -149.91617 ;

b) Une emprise totale de 1 600 m² sis à Maharepa, aux points GPS suivants :

1 : -17.47744, -149.81097 ;

2 : -17.47744, -149.81059 ;

3 : -17.47778, -149.81058 ;

4 : -17.47777, -149.81098 ;

c) Une emprise totale de 1 550 m² sis à Teavaro, à tribord de la passe de Vaiare, aux points GPS suivants :

1 : -17.51814, -149.76584 ;

2 : -17.51817, -149.76555 ;

3 : -17.51859, -149.76589 ;

4 : -17.5186, -149.76580 ;

d) Une emprise totale de 1 100 m² sis à Paopao, dans le lagon de Tiaia en face de la terre dénommée Tamaruhaari (parcelle EV 3), aux points GPS suivants :

1 : -17.47616, -149.78451 ;

2 : -17.47611, -149.78442 ;

3 : -17.47603, -149.78446 ;

4 : -17.47597, -149.78436 ;

5 : -17.47581, -149.78445 ;

6 : -17.47578, - 149.78437 ;

7 : -17.47568, -149.78442 ;

8 : -17.47581, -149.78473 ;

et tel que ces emplacements figurent sur les plans détenus par la direction des ressources marines.

Art. 3. — Le bénéficiaire s'oblige à respecter les conditions particulières suivantes :

A. Les installations ne gênent en aucun cas la navigation ;

B. Le bénéficiaire prend toutes les mesures de protection nécessaires de manière à limiter au maximum les atteintes au milieu marin, avant, pendant et après l'exécution des travaux ;

C. Le site est maintenu en parfait état de propreté et d'esthétisme ;

D. Les éléments détériorés doivent être retirés ou remplacés ;

E. Les installations sont dépourvues d'arêtes tranchantes susceptibles d'occasionner des blessures aux baigneurs ;

F. Le bénéficiaire n'introduit dans le milieu naturel aucun produit chimique ou médicamenteux ;

G. Le bénéficiaire se conforme aux prescriptions que pourront lui faire tenir les agents des services habilités par la Polynésie française, notamment la direction de l'environnement, la direction polynésienne des affaires maritimes, la direction des ressources marines, la direction de l'équipement et le centre de santé environnemental ;

H. Le bénéficiaire s'engage à gérer le flux de personnes occasionné par son activité, notamment limiter l'impact sur le milieu naturel et les interactions avec les riverains et les autres usagers du même site ;

I. La zone est bien balisée en ses quatre extrémités et côtés par des bouées jaunes ;

J. L'activité ne doit occasionner aucun impact négatif sur l'écosystème notamment lors du prélèvement des fragments de coraux à bouturer et lors de leur repiquage dans le milieu ;

K. Aucune activité de ramassage, de bouturage ou repiquage de coraux n'est réalisée dans les aires marines protégées à proximité ;

L. Le bénéficiaire fournit à la direction des ressources marines :

- ses données de production avant le 31 mars de chaque année ;
- ses comptes de résultats avant le 30 juin de chaque année ;
- ses statistiques mensuelles de vente ;

M. Le bénéficiaire détient en tout temps et rend accessible à tout agent du service en charge des ressources marines :

- un registre des flux d'entrées et sorties des microfragments pour la nurserie avec la mise en place d'une traçabilité à partir de la colonie mère ;
- un registre de suivi de la croissance et de l'état de santé pour les transplants.

Art. 4. — Le bénéficiaire sera seul tenu à toutes les garanties que l'occupation pourrait entraîner à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés. Il est responsable de toutes contestations qui pourraient survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française.

Art. 5. — L'autorisation d'occupation définie aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordée pour une période de cinq années consécutives à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 6. — Le tarif applicable est celui défini, selon le cas de figure, par l'index IF_ECO_05 et IF_ECO_06 de l'annexe 1 de l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 modifié susvisé. Le montant de la redevance annuelle d'occupation payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete, est fixé à 58 500 F CFP (cinquante-huit-mille-cinq-cents francs CFP). Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté. Le montant de la redevance est révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime destinées à la pêche et à l'aquaculture.

Art. 7. — Conformément à l'article 26 de l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié susvisé, toute demande de renouvellement d'une autorisation d'occupation temporaire du domaine public consacrée à l'activité de pêche et d'aquaculture doit être adressée à la direction des ressources marines trois mois au moins avant la date d'expiration de l'autorisation et selon les dispositions prévues à cet effet.

Art. 8. — En cas d'inobservation des conditions particulières du présent arrêté et des obligations fixées par l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié susvisé, après mise en demeure restée infructueuse, l'abrogation de la présente autorisation peut être prononcée sans préjudice de la remise en état des lieux et du versement éventuel de dommages-intérêts.

Art. 9. — À l'expiration ou à la résiliation de l'autorisation d'occupation, les constructions et installations de toute nature édifiées sur le domaine public maritime devront être enlevées par l'occupant, à ses frais et sous sa responsabilité, sans aucune indemnité, dans un délai de trois mois à compter de la cessation de ladite autorisation.

Art. 10. — Le directeur des ressources marines et la directrice des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SARL Coral Gardeners et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 août 2024.

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur des ressources marines,
Cédric PONSONNET

Arrêté n° 6816 MPR/DRM du 2 août 2024 portant autorisation d'occupation temporaire de deux emplacements du domaine public maritime à des fins d'exploitation aquacole sis à Tahiti, communes de Taïarapu-Ouest, au profit de la société civile aquacole Tahiti Marine Products (exploitant n° 109)

NOR : DRM24508999AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 183 CM du 15 février 2018 portant nomination de M. Cédric PONSONNET en qualité de directeur des ressources marines et minières ;

Vu l'arrêté n° 5163 MPR du 10 juin 2024 portant délégation de signature du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, à M. Cédric PONSONNET, directeur des ressources marines ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 approuvant le cahier des charges applicable à toutes les autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 modifié portant fixation des tarifs d'occupation et d'utilisation du domaine public de la Polynésie française ;

Vu la demande de la société civile aquacole Tahiti Marine Products du 21 décembre 2023, réceptionnée le 12 mars 2024 ;

Vu l'avis favorable de la commission unique du domaine public de la pêche du 6 juin 2024 ;

Vu l'avis favorable du maire et du maire délégué des communes de Taïarapu-Ouest,

Arrête :

Article 1er. — Est accordée, au profit de la société civile aquacole Tahiti Marine Products, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 susvisé, l'autorisation d'occupation temporaire de deux emplacements du domaine public maritime à des fins d'exploitation aquacole d'une superficie totale de 107 926 m² sis à Tahiti, communes de Taïarapu-Ouest.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation du domaine public maritime précitée est accordée pour l'exploitation de deux stations d'élevage d'holothuries ou « rori » dont la localisation, les superficies et les coordonnées GPS suivent :

- sis sur le site de Temaino à Toahotu, pour une emprise totale de 82 092 m², et aux points GPS ci-après :

-17.461607, -149.19656 ;

-17.461488, -149.19429 ;

-17.462557, -149.185420 ;

-17.463245, -149.185080 ;

-17.463373, -149.185513 ;

- sis sur le site de Toarahiri à Vairao, pour une emprise totale de 25 834 m², et aux points GPS ci-après :

-17.493991, -149.172841 ;

-17.493987, -149.172484 ;

-17.494859, -149.172354 ;

-17.494889, -149.172633,

et tel que ces emplacements figurent sur les plans détenus par la direction des ressources marines.

Art. 3. — Le bénéficiaire s'oblige à respecter les conditions particulières suivantes :

A. Les installations ne gênent en aucun cas la navigation ;

B. Le bénéficiaire prend toutes les mesures de protection nécessaires de manière à limiter au maximum les atteintes au milieu marin, avant, pendant et après l'exécution des travaux ;

C. Le site est maintenu en parfait état de propreté et d'esthétisme ;

D. Les éléments détériorés doivent être retirés ou remplacés ;

E. Le bénéficiaire n'introduit dans le milieu naturel aucun produit chimique ou médicamenteux ;

F. Le bénéficiaire se conforme aux prescriptions que pourront lui faire tenir les agents des services habilités par la Polynésie française, notamment la direction de l'environnement, la direction polynésienne des affaires maritimes, la direction des ressources marines, la direction de l'équipement et le centre de santé environnemental ;

G. La zone est bien balisée en ses quatre extrémités et côtés par des bouées jaunes ;

H. Le bénéficiaire fournit à la direction des ressources marines :

- ses données de production avant le 31 mars de chaque année ;

- ses comptes de résultats avant le 30 juin de chaque année ;

- ses statistiques mensuelles de vente.

Art. 4. — Le bénéficiaire sera seul tenu à toutes les garanties que l'occupation pourrait entraîner à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés. Il est responsable de toutes contestations qui pourraient survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française.

Art. 5. — L'autorisation d'occupation définie aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordée pour une période de cinq années consécutives à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 6. — Le tarif applicable est celui défini, selon le cas de figure, par l'index IF_ECO_05 et IF_ECO_06 de l'annexe 1 de l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 modifié susvisé. Le montant de la redevance annuelle d'occupation payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete, est fixé à 1 079 260 F CFP (un-million-soixante-dix-neuf-mille-deux-cent-soixante francs CFP). Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté. Le montant de la redevance est révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime destinées à la pêche et à l'aquaculture.

Art. 7. — Conformément à l'article 26 de l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié susvisé, toute demande de renouvellement d'une autorisation d'occupation temporaire du domaine public consacrée à l'activité de pêche et d'aquaculture doit être adressée à la direction des ressources marines trois mois au moins avant la date d'expiration de l'autorisation et selon les dispositions prévues à cet effet.

Art. 8. — En cas d'inobservation des conditions particulières du présent arrêté et des obligations fixées par l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié susvisé, après mise en demeure restée infructueuse, l'abrogation de la présente autorisation peut être prononcée sans préjudice de la remise en état des lieux et du versement éventuel de dommages-intérêts.

Art. 9. — À l'expiration ou à la résiliation de l'autorisation d'occupation, les constructions et installations de toute nature édifiées sur le domaine public maritime devront être enlevées par l'occupant, à ses frais et sous sa responsabilité, sans aucune indemnité, dans un délai de trois mois à compter de la cessation de ladite autorisation.

Art. 10. — Le directeur des ressources marines et la directrice des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société civile aquacole Tahiti Marine Products et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 août 2024.

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur des ressources marines,

Cédric PONSONNET

Arrêté n° 6817 MPR/DRM du 2 août 2024 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime à des fins d'exploitation aquacole sis à Tupai, commune de Bora Bora, au profit de la société civile aquacole Tahiti Marine Products (exploitant n° 2)

NOR : DRM24509083AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 183 CM du 15 février 2018 portant nomination de M. Cédric PONSONNET en qualité de directeur des ressources marines et minières ;

Vu l'arrêté n° 5163 MPR du 10 juin 2024 portant délégation de signature du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, à M. Cédric PONSONNET, directeur des ressources marines ;

Vu l'arrêté n° 5163 MPR du 10 juin 2024 portant délégation de signature du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, à M. Cédric PONSONNET, directeur des ressources marines ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 approuvant le cahier des charges applicable à toutes les autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 modifié portant fixation des tarifs d'occupation et d'utilisation du domaine public de la Polynésie française ;

Vu la demande de la société civile aquacole Tahiti Marine Products du 13 décembre 2023, réceptionnée le 13 décembre 2023 ;

Vu l'avis favorable de la commission unique du domaine public de la pêche du 6 juin 2024 ;

Vu l'avis favorable du maire de la commune de Bora Bora du 31 mai 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est accordée, au profit de la société civile aquacole Tahiti Marine Products, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 susvisé, l'autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime à des fins d'exploitation aquacole d'une superficie de 50 318 m² sis à Tupai, commune de Bora Bora.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation du domaine public maritime précitée est accordée pour l'exploitation de dix enclos d'élevage d'holothuries de 5 031 m² chacun sis en face de la terre Pooponuiehara au nord-est du lagon, aux coordonnées GPS suivantes :

-16.145035, -151.481142 ;

-16.145087, -151.48649 ;

-16.15126, -151.481225 ;

-16.15178, -151.48719,

et tel que ces emplacements figurent sur le plan détenu par la direction des ressources marines.

Art. 3. — Le bénéficiaire s'oblige à respecter les conditions particulières suivantes :

A. Les installations ne gênent en aucun cas la navigation ;

B. Le bénéficiaire prend toutes les mesures de protection nécessaires de manière à limiter au maximum les atteintes au milieu marin, avant, pendant et après l'exécution des travaux ;

C. Le site est maintenu en parfait état de propreté et d'esthétisme ;

D. Les éléments détériorés doivent être retirés ou remplacés ;

E. Le bénéficiaire n'introduit dans le milieu naturel aucun produit chimique ou médicamenteux ;

F. Le bénéficiaire se conforme aux prescriptions que pourront lui faire tenir les agents des services habilités par la Polynésie française, notamment la direction de l'environnement, la direction polynésienne des affaires maritimes, la direction des ressources marines, la direction de l'équipement et le centre de santé environnemental ;

G. Le bénéficiaire fournit à la direction des ressources marines :

- ses données de production avant le 31 mars de chaque année ;
- ses comptes de résultats avant le 30 juin de chaque année ;
- ses statistiques mensuelles de vente ;

H. Le bénéficiaire tient à jour un registre des flux d'entrées et sorties des animaux.

Art. 4. — Le bénéficiaire sera seul tenu à toutes les garanties que l'occupation pourrait entraîner à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés. Il est responsable de toutes contestations qui pourraient survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française.

Art. 5. — L'autorisation d'occupation définie aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordée pour une période de cinq années consécutives à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 6. — Le tarif applicable est celui défini, selon le cas de figure, par l'index IF_ECO_05 et IF_ECO_06 de l'annexe 1 de l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 modifié susvisé. Le montant de la redevance annuelle d'occupation payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete, est fixé à 503 180 F CFP (cinq-cent-trois-mille-cent-quatre-vingt francs CFP). Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté. Le montant de la redevance est révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime destinées à la pêche et à l'aquaculture.

Art. 7. — Conformément à l'article 26 de l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié susvisé, toute demande de renouvellement d'une autorisation d'occupation temporaire du domaine public consacrée à l'activité de pêche et d'aquaculture doit être adressée à la direction des ressources marines trois mois au moins avant la date d'expiration de l'autorisation et selon les dispositions prévues à cet effet.

Art. 8. — En cas d'inobservation des conditions particulières du présent arrêté et des obligations fixées par l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié susvisé, après mise en demeure restée infructueuse, l'abrogation de la présente autorisation peut être prononcée sans préjudice de la remise en état des lieux et du versement éventuel de dommages-intérêts.

Art. 9. — À l'expiration ou à la résiliation de l'autorisation d'occupation, les constructions et installations de toute nature édifiées sur le domaine public maritime devront être enlevées par l'occupant, à ses frais et sous sa responsabilité, sans aucune indemnité, dans un délai de trois mois à compter de la cessation de ladite autorisation.

Art. 10. — Le directeur des ressources marines et la directrice des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société civile aquacole Tahiti Marine Products et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 août 2024.

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur des ressources marines,
Cédric PONSONNET

Arrêté n° 6818 MPR/DRM du 2 août 2024 portant autorisation d'occupation temporaire de six emplacements du domaine public maritime à des fins d'exploitation aquacole sis à Reao, commune de Reao, au profit de Mme Tuhei Raihau Vaimiti Thérèse TEMAIEVA (exploitant n° 57)

NOR : DRM24509196AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 183 CM du 15 février 2018 portant nomination de M. Cédric PONSONNET en qualité de directeur des ressources marines et minières ;

Vu l'arrêté n° 5163 MPR du 10 juin 2024 portant délégation de signature du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, à M. Cédric PONSONNET, directeur des ressources marines ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 approuvant le cahier des charges applicable à toutes les autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 modifié portant fixation des tarifs d'occupation et d'utilisation du domaine public de la Polynésie française ;

Vu la demande de Mme Tuhei Raihau Vaimiti Thérèse TEMAIEVA du 13 décembre 2023, réceptionnée le 8 février 2024 ;

Vu l'avis favorable de la commission unique du domaine public de la pêche du 6 juin 2024 ;

Vu l'avis favorable du maire de la commune de Reao du 9 avril 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est accordée, au profit de Mme Tuhei Raihau Vaimiti Thérèse TEMAIEVA, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 susvisé, l'autorisation d'occupation temporaire de six emplacements du domaine public maritime à des fins d'exploitation aquacole d'une superficie totale de 1 100 m² sis à Reao, commune de Reao.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation du domaine public maritime précitée est accordée pour l'exercice des activités, aux superficies et aux localisations ci-après :

- cinq stations de collectage de bénitiers d'une superficie de 200 m² chacune sis dans le bassin 1 du lagon de Reao, aux points GPS suivants :

1 : 348596.15 X - 7956866.51 Y et 348543.03 X - 7956906.06 Y ;

2 : 348737.61 X - 7956784.63 Y et 348681.68 X - 7956808.78 Y ;

3 : 349273.35 X - 7955811.22 Y et 349199.06 X - 7955819.86 Y ;

4 : 349338.07 X - 7955787.14 Y et 349290.97 X - 7955808.29 Y ;

5 : 349263.86 X - 7956269.23 Y et 349208.03 X - 7956281.08 Y ;

- un enclos d'élevage de bénitiers d'une superficie de 100 m² sis face à l'aérodrome,

et tel que ces emplacements figurent sur le plan détenu par la direction des ressources marines.

Art. 3. — Le bénéficiaire s'oblige à respecter les conditions particulières suivantes :

A. Les installations ne gênent en aucun cas la navigation ;

B. Le bénéficiaire prend toutes les mesures de protection nécessaires de manière à limiter au maximum les atteintes au milieu marin, avant, pendant et après l'exécution des travaux ;

C. Le site est maintenu en parfait état de propreté et d'esthétisme ;

D. Les éléments détériorés doivent être retirés ou remplacés ;

E. Le bénéficiaire n'introduit dans le milieu naturel aucun produit chimique ou médicamenteux ;

F. Le bénéficiaire se conforme aux prescriptions que pourront lui faire tenir les agents des services habilités par la Polynésie française, notamment la direction de l'environnement, la direction polynésienne des affaires maritimes, la direction des ressources marines, la direction de l'équipement et le centre de santé environnemental ;

G. La zone est bien balisée en ses quatre extrémités et côtés par des bouées jaunes ;

H. Le bénéficiaire fournit à la direction des ressources marines :

- ses données de production avant le 31 mars de chaque année ;
- ses comptes de résultats avant le 30 juin de chaque année ;
- ses statistiques mensuelles de vente.

Art. 4. — Le bénéficiaire sera seul tenu à toutes les garanties que l'occupation pourrait entraîner à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés. Il est responsable de toutes contestations qui pourraient survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française.

Art. 5. — L'autorisation d'occupation définie aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordée pour une période de cinq années consécutives à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 6. — Le tarif applicable est celui défini, selon le cas de figure, par l'index IF_ECO_05 et IF_ECO_06 de l'annexe 1 de l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 modifié susvisé. Le montant de la redevance annuelle d'occupation payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete, est fixé à 11 000 F CFP (onze-mille francs CFP). Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté. Le montant de la redevance est révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime destinées à la pêche et à l'aquaculture.

Art. 7. — Conformément à l'article 26 de l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié susvisé, toute demande de renouvellement d'une autorisation d'occupation temporaire du domaine public consacrée à l'activité de pêche et d'aquaculture doit être adressée à la direction des ressources marines trois mois au moins avant la date d'expiration de l'autorisation et selon les dispositions prévues à cet effet.

Art. 8. — En cas d'inobservation des conditions particulières du présent arrêté et des obligations fixées par l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié susvisé, après mise en demeure restée infructueuse, l'abrogation de la présente autorisation peut être prononcée sans préjudice de la remise en état des lieux et du versement éventuel de dommages-intérêts.

Art. 9. — À l'expiration ou à la résiliation de l'autorisation d'occupation, les constructions et installations de toute nature édifiées sur le domaine public maritime devront être enlevées par l'occupant, à ses frais et sous sa responsabilité, sans aucune indemnité, dans un délai de trois mois à compter de la cessation de ladite autorisation.

Art. 10. — Le directeur des ressources marines et la directrice des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Tuhei Raihau Vaimiti Thérèse TEMAÉVA et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 août 2024.

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur des ressources marines,
Cédric PONSONNET

Arrêté n° 6819 MPR/DIREN du 2 août 2024 portant modification et changement d'exploitant de l'arrêté n° 4927 MCE/ENV du 18 juin 2015 autorisant M. Edwin TERAHAROA à installer et exploiter dans la commune Hitia'a O Te Ra, commune associée de Hitia'a, les équipements d'un centre d'enfouissement technique de catégorie 2 et 3, établissement de 1re classe des installations classées pour la protection de l'environnement

NOR : ENV23513162AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 399 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions de la vice-présidente, ministre de la culture, de l'enseignement supérieur, de l'environnement, du foncier et de l'artisanat, en charge des relations avec les institutions ;

Vu le code de l'environnement de la Polynésie française ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française ;

Vu le code du travail de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2003-35 APF du 27 février 2003 portant création de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 242 CM du 16 février 2012 portant organisation de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 1648 CM du 20 septembre 2023 portant nomination de M. Alexandre VERHOEST en qualité de directeur de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 5146 MPR du 7 juin 2024 portant délégation de signature à M. Alexandre VERHOEST, directeur de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 4927 MCE/ENV du 18 juin 2015 autorisant M. Teraiharoa Edwin à installer et exploiter dans la commune Hitia'a O Te Ra, commune associée de Hitia'a, les équipements d'un centre d'enfouissement technique de catégorie 2 et 3, établissement de 1re classe des installations classées pour la protection de l'environnement, et portant abrogation de l'arrêté n° 1621 MEM/ENV du 21 mai 2011 autorisant M. Edwin Teraiharoa à installer et exploiter dans la commune associée de Hitia'a, commune de Hitiaa O Te Ra, un centre d'enfouissement technique de déchets de catégorie 3, installation de 1re classe des (installations classées pour la protection de l'environnement) ;

Vu la demande formulée par M. Edwin Teraiharoa Junior, enregistrée sous le n° 23-32/ENV/IC ;

Vu l'étude géotechnique enregistrée sous le n° 4117/DIREN/AR du 23 août 2023,

Arrête :

Article 1er. — Le titre de l'arrêté n° 4927 MCE/ENV du 18 juin 2015 est modifié et rédigé comme suit :

« Autorisant la SARL Centre d'enfouissement technique Teraiharoa Edwin Junior à installer et exploiter un Centre d'enfouissement technique (CET) de catégorie 3 à Hitia'a, commune de Hitia'a O Te Ra, établissement de la première classe des installations classées pour la protection de l'environnement ».

Art. 2. — À l'article 1er de l'arrêté n° 4927 MCE/ENV du 18 juin 2015, les termes « M. Edwin Teraiharoa est autorisé » sont modifiés et rédigés comme suit :

« La SARL Centre d'enfouissement technique Teraiharoa Edwin Junior est autorisée ».

Art. 3. — L'article 2 de l'arrêté n° 4927 MCE/ENV du 18 juin 2015 est modifié et rédigé comme suit :

« L'établissement relève de la première classe, rubrique 2760 la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'activité classée est répertoriée dans le tableau suivant :

Rubrique	Définition de la rubrique	Activité	Classe
2760	Installations de stockage de déchets autre que celles mentionnées à la rubrique 2720 Nota : Sont notamment concernés par cette rubrique les centres d'enfouissement techniques de 1re, 2e et 3e catégorie.	Un CET 3 dont le volume d'enfouissement total autorisé est de 31 625 m ³ pour une durée prévisionnelle d'exploitation de 20 ans à compter du 2 mai 2011	1 »

Art. 4. — L'article 19 de l'arrêté n° 4927 MCE/ENV du 18 juin 2015 est modifié et rédigé comme suit :

« Par définition, seuls les déchets inertes sont acceptés dans le CET 3. La définition d'un déchet inerte est spécifiée à l'article LP. 4000-1 du code de l'environnement de la Polynésie française. ».

Art. 5. — L'article 20 de l'arrêté n° 4927 MCE/ENV du 18 juin 2015 est modifié et rédigé comme suit :

« Les déchets admissibles en CET 3 sont conformes à l'Annexe I - Déchets admissibles par catégorie, catégorie 3 - du chapitre 4 du titre II du livre IV de la partie "Arrêtés" du code de l'environnement de la Polynésie française. ».

Art. 6. — L'article 23 de l'arrêté n° 4927 MCE/ENV du 18 juin 2015 est modifié et rédigé comme suit :

« Le volume d'enfouissement total du site prévu pour le CET 3 est de 31 625 m³ à compter du 2 mai 2011 pour une durée prévisible de 20 ans. L'exploitant est tenu d'informer l'inspection des installations classées de tous les événements susceptibles de modifier, par rapport aux informations de la demande d'autorisation, la durée de vie prévisible des zones de stockage autorisées. ».

Art. 7. — L'article 24 de l'arrêté n° 4927 MCE/ENV du 18 juin 2015 est modifié et rédigé comme suit :

« À l'intérieur du casier, les déchets disposés sont compactés, à l'aide d'une drague, selon un front d'avancement quadrillant l'aire totale du casier, par couches successives et superposées jusqu'à atteindre une hauteur maximale d'exploitation de 15 mètres.

Les digues de surélévation présentent les caractéristiques suivantes :

- les pentes de remblai sont limitées à 3H/2V ;
- les hauteurs de digue sont limitées à 5 m ;
- la pente de talutage des remblais est limitée à 2H/1V (26°).

L'exploitant assure une bonne gestion des eaux en amont des talus de déblai et remblai afin d'en assurer une stabilité à long terme.

L'exploitant réalise une mission géotechnique G4 pour attester de la bonne exécution des travaux. ».

Art. 8. — Le titre V de l'arrêté n° 4927 MCE/ENV du 18 juin 2015 relatif aux prescriptions concernant le CET de catégorie 2 est supprimé.

Art. 9. — Les articles 107 à 112 de l'arrêté n° 4927 MCE/ENV du 18 juin 2015 relatifs à la station d'épuration et les effluents sont supprimés.

Art. 10. — Aux articles 137 et 138 de l'arrêté n° 4927 MCE/ENV du 18 juin 2015, la pente générale pour l'écoulement des eaux pluviales est modifiée à 5 % au lieu de 1 %.

Art. 11. — Le terme « Pour le CET 2 : » après l'article 139 ainsi que les articles 140 et 141 de l'arrêté n° 4927 MCE/ENV du 18 juin 2015 sont supprimés.

Art. 12. — Le reste des prescriptions de l'arrêté n° 4927 MCE/ENV du 18 juin 2015 est inchangé.

Art. 13. — La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Papeete dans un délai de deux mois à compter de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 14. — Le directeur de l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé(e) et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 août 2024.

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur de l'environnement,
Alexandre VERHOEST

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR**Arrêté n° 6730 MEE du 1er août 2024 portant délégation de signature à M. Rainui HUGON, directeur général de l'éducation et des enseignements**

NOR : DEE24508212AM-1

Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 822 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur, en charge de la culture ;

Vu l'arrêté n° 1024 CM du 12 juillet 2024 portant nomination de M. Rainui HUGON en qualité de directeur général de l'éducation et des enseignements ;

Vu l'arrêté n° 1414 CM du 10 septembre 2020 relatif au régime des délégations de signature ;

Vu l'arrêté n° 1843 CM du 13 octobre 2023 modifié portant organisation et fonctionnement de la direction générale de l'éducation et des enseignements ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er. — Délégation de signature est donnée à M. Rainui HUGON, directeur général de l'éducation et des enseignements, à l'effet de signer au nom du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture, dans la limite de ses attributions, les actes et correspondances définis aux paragraphes 1.1, 1.2, 1.3, 1.5, 1.6 et 2.1 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 susvisée, à savoir :

- 1° Les correspondances échangées entre les services placés sous l'autorité du ministre ;
- 2° Les correspondances échangées entre les services et les établissements relevant d'autres ministères de la Polynésie française ;
- 3° Les bordereaux de transmission au vice-rectorat des pièces relatives à la situation administrative et financière des personnels de l'État ;
- 4° Les correspondances adressées aux usagers du service pour l'instruction de dossiers intéressants ces usagers ;
- 5° Les correspondances liées aux affaires courantes adressées aux organismes privés : associations, organisations syndicales, établissements d'enseignement privés ;
- 6° Les publications officielles adressées à la presse écrite et audiovisuelle.

Art. 2. — M. Rainui HUGON est habilité à signer au nom du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture, les actes et correspondances relatifs aux missions attribuées à la direction générale de l'éducation et des enseignements par l'arrêté n° 1843 CM du 13 octobre 2023 susvisé, et notamment :

A - Enseignements et politique éducative

- participation à la décision stratégique ;
- coordination, animation et contrôle des politiques éducatives et des enseignements décidés par le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture ;
- pilotage ;
- élaboration et mise en œuvre du plan de formation continue des personnels enseignants et non enseignants, arrêté par le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture ;
- orientations, affectations et suivi du parcours scolaire des élèves ;

- mise en œuvre des actions éducatives, culturelles et sportives ;
- préparation des lettres de missions des inspecteurs de l'éducation nationale chargés d'une circonscription ou de missions spécifiques et des lettres de mission des chefs d'établissement.

B - Gestion financière

1- Exécution budgétaire

- a) Préparation de l'ensemble des actes budgétaires dans le cadre de l'adoption du budget du service ;
- b) Proposition de désignation des agents chargés de l'engagement et de la liquidation des recettes et des dépenses du service ;
- c) Engagement des recettes et dépenses imputables au budget du service, sections fonctionnement et investissement, dans la limite de 5 000 000 F CFP, en particulier :
 - i) La conclusion des contrats et des conventions nécessaires à la mise en œuvre administrative, technique et pédagogique des missions du service ;
 - ii) En section investissement, tous les actes, décisions, pièces, administratives et techniques liés à la préparation, à la mise en œuvre des procédures de passation, à l'exécution et au règlement des marchés publics ;
- d) Certification de service fait et liquidation des recettes et dépenses imputables au budget du service, sections fonctionnement et investissement ;
- e) Ordres de déplacement à l'intérieur de la Polynésie française, réquisitions de passages et de bagages, remboursement des frais et des états indemnitaires pour tous les déplacements des personnels à l'intérieur de la Polynésie française et pour les stages de formation continue, à l'exception des déplacements du chef de service ;
- f) Arrêtés d'attribution des indemnités kilométriques pour les agents de l'État ;
- g) Préparation de la répartition des subventions aux établissements publics d'enseignement de la Polynésie française, à l'enseignement privé et à tout autre bénéficiaire, pour validation par le ministre ;
- h) Préparation et exécution des marchés publics ;
- i) Engagement, certification de service fait et liquidation des dépenses de fonctionnement des Centres scolaires primaires (CSP) et des Centres des jeunes adolescents (CJA) imputables au budget du service ;
- j) Procès-verbaux de condamnation de matériels ;
- k) Accusé de réception des délibérations des conseils d'établissement des établissements publics d'enseignement de la Polynésie française et les documents annexés ;
- l) Certification de service fait et liquidation des bourses, secours, aides scolaires, prêts d'études de l'enseignement supérieur.

2 - Constructions scolaires

- a) Préparation des programmes de constructions scolaires et suivi de l'exécution des travaux des écoles et des Centres des jeunes adolescents (CJA) ;
- b) Gestion de la maintenance et des constructions scolaires du second degré, après validation du programme par le ministre.

3 - Gestion et organisation du transport scolaire

- a) Réquisitions de passage des élèves ;
- b) Plan de transport scolaire ;
- c) Transmission des listes aux transporteurs pour l'exécution du transport scolaire ;
- d) Tout courrier relatif à l'organisation du transport scolaire.

C - Bourses du 2nd degré

- a) Instruction et gestion des demandes de bourses du ressort de la Polynésie française ;
- b) Correspondances avec les établissements scolaires du 2nd degré et les familles ;
- c) Toute correspondance utile à la gestion des bourses.

D - Gestion des ressources humaines

1° Propositions à la décision du ministre

- a) Recrutements, affectations, attributions et fins de fonctions ;
- b) Affectations initiales, mutations des personnels, renouvellement de séjour, CIMM et remises à disposition des personnels ;
- c) Avancements, listes d'aptitude et modulations indemnitaires ;
- d) Sanctions disciplinaires des personnels ;
- e) Recrutement des jeunes volontaires dans le cadre du dispositif relatif au service civique.

2° Signature

- a) Actes relevant de la gestion courante des agents placés sous son autorité ;
- b) Autorisation d'absence à l'intérieur de la Polynésie française pour les agents de l'État ;
- c) Autorisation d'absence à l'intérieur de la Polynésie française pour les agents de la Polynésie française ;
- d) Notations et évaluations individuelles ;
- e) Rapports d'inspection et comptes-rendus du rendez-vous de carrière ;
- f) Actes de gestion et correspondances relatifs aux jeunes volontaires dans le cadre du service civique ;
- g) Fiches de notation du personnel ANFA ;
- h) Sanctions du 1er groupe (avertissements et blâmes) à l'encontre des personnels du pays, des professeurs des écoles et des instituteurs des corps de l'État créés pour la Polynésie française après validation du ministre.

E - Organisation scolaire

- a) Préparation de la carte scolaire, organisation des structures et répartition des moyens en personnels enseignants et non enseignants après validation par le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture ;
- b) Certification du service fait, notamment pour les heures supplémentaires, les heures de suppléance, les indemnités de missions particulières et les indemnités diverses ;
- c) Préparation et mise en œuvre du calendrier scolaire ;
- d) Préparation du dialogue de gestion ;
- e) Autorisations de cumul d'activités.

F - Examens

- a) Organisation matérielle des examens relevant de la compétence de la Polynésie française ;
- b) Organisation matérielle des concours généraux relevant de la compétence de la Polynésie française ;
- c) Organisation matérielle de la validation des acquis de l'expérience.

Art. 3. — Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er août 2024.

Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,
Ronny TERIIPAIA

Arrêté n° 6833 MEE/DGEE du 5 août 2024 portant délégation de signature de M. Rainui HUGON, directeur général de l'éducation et des enseignements, au profit d'agents placés sous son autorité

NOR : DEE24510626AM

Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 822 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur, en charge de la culture ;

Vu l'arrêté n° 1024 CM du 12 juillet 2024 portant nomination de M. Rainui HUGON en qualité de directeur général de l'éducation et des enseignements ;

Vu l'arrêté n° 1414 CM du 10 septembre 2020 relatif au régime des délégations de signature ;

Vu l'arrêté n° 1843 CM du 13 octobre 2023 portant organisation et fonctionnement de la direction générale de l'éducation et des enseignements (DGEE) ;

Vu l'arrêté n° 6730 MEE du 1er août 2024 portant délégation de signature à M. Rainui HUGON, directeur général de l'éducation et des enseignements ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu la circulaire n° 6125 PR du 15 septembre 2020 relatif au régime des délégations de signature du Président de la Polynésie française, du vice-président et des autres membres du gouvernement ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er. — Délégation de signature est donnée à M. Heiva DEGAGE, secrétaire général, à M. Didier HENNEMANN, chef du département des affaires financières, de la logistique, des constructions scolaires et des marchés publics et à Mme Sandrine TOUSSAINT, cheffe du département des ressources humaines et des moyens du pays, à l'effet de signer, au nom du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture.

1 - Dans la limite de ses attributions, les actes et correspondances définis aux paragraphes 1.1, 1.2, 1.3, 1.5, 1.6 et 2.1 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 susvisée, à savoir :

- les correspondances échangées entre services placés sous l'autorité du ministre ;
- les correspondances échangées entre les services et les établissements relevant d'autres ministères de la Polynésie française ;
- les bordereaux de transmission au vice-rectorat des pièces relatives à la situation administrative et financière des personnels de l'État ;
- les correspondances adressées aux usagers du service pour l'instruction de dossiers intéressant ces usagers ;
- les correspondances liées aux affaires courantes adressées aux organismes privés : associations, organisations syndicales, établissements d'enseignement privé ;
- les publications officielles adressées à la presse écrite et audiovisuelle.

2 - Les actes et correspondances relatifs aux missions attribuées à la direction générale de l'éducation et des enseignements par l'arrêté n° 1843 CM du 13 octobre 2023 susvisé, et notamment :

A - Enseignements et politique éducative

- participation à la décision stratégique ;
- coordination, animation et contrôle des politiques éducatives et des enseignements décidés par le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture ;
- pilotage, élaboration et mise en œuvre du plan de formation continue des personnels enseignants et non enseignants, arrêté par le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture ;
- orientations, affectations et suivi du parcours scolaire des élèves ;
- mise en œuvre des actions éducatives, culturelles et sportives ;
- préparation des lettres de mission des inspecteurs de l'éducation nationale chargés d'une circonscription ou de missions spécifiques et des lettres de mission des chefs d'établissement.

B - Gestion financière

1° Exécution budgétaire

- a) Préparation de l'ensemble des actes budgétaires dans le cadre de l'adoption du budget du service ;
- b) Proposition de désignation des agents chargés de l'engagement et de la liquidation des recettes et des dépenses du service ;
- c) Engagement des recettes et dépenses imputables au budget du service, sections fonctionnement et investissement, dans la limite de 5 000 000 F CFP, en particulier :
 - la conclusion de contrats et conventions nécessaires pour la mise en œuvre administrative, technique et pédagogique des missions du service ;
 - en section investissement, tous actes, décisions, pièces administratives et techniques liés à la préparation, à la mise en œuvre des procédures de passation, à l'exécution et au règlement des marchés publics ;
- d) Certification de service fait et liquidation des recettes et dépenses imputables au budget du service, sections fonctionnement et investissement ;
- e) Ordres de déplacement à l'intérieur de la Polynésie française, réquisitions de passages et de bagages, remboursement des frais et états indemnitaires pour tous déplacements des personnels à l'intérieur de la Polynésie française et pour les stages de formation continue, à l'exception des déplacements du chef de service ;
- f) Arrêtés d'attribution des indemnités kilométriques pour les agents de l'État ;
- g) Préparation de la répartition des subventions aux établissements publics d'enseignement de la Polynésie française, à l'enseignement privé et à tout autre bénéficiaire, pour validation par le ministre ;
- h) Préparation et exécution des marchés publics ;
- i) Engagement, certification de service fait et liquidation des dépenses de fonctionnement des Centres scolaires primaires (CSP) et des Centres des jeunes adolescents (CJA) imputables au budget du service ;
- j) Procès-verbaux de condamnation de matériels ;
- k) Accusé de réception des délibérations des conseils d'établissement des établissements publics d'enseignement de la Polynésie française et les documents annexés ;

2° Constructions scolaires

- a) Préparation des programmes de constructions scolaires et suivi de l'exécution des travaux des écoles et des Centres des jeunes adolescents (CJA) ;
- b) Gestion de la maintenance et des constructions scolaires du second degré, après validation du programme par le ministre ;

3° Gestion et organisation du transport scolaire

- a) Réquisitions de passage des élèves ;
- b) Plan de transport scolaire ;
- c) Transmission des listes aux transporteurs pour l'exécution du transport scolaire ;
- d) Tout courrier relatif à l'organisation du transport scolaire.

C - Bourses du 2nd degré

- a) Instruction et gestion des demandes de bourses du ressort de la Polynésie française ;
- b) Correspondances avec les établissements scolaires du 2nd degré et les familles ;
- c) Toute correspondance utile à la gestion des bourses.

D - Gestion des ressources humaines

1° Propositions à la décision du ministre

- a) Recrutements, affectations, attributions et fins de fonction ;
- b) Affectations initiales, mutations des personnels, renouvellements de séjour, CIMM et remises à disposition des personnels ;
- c) Avancements, listes d'aptitude et modulations indemnitaires ;
- d) Sanctions disciplinaires des personnels ;

e) Recrutement des jeunes volontaires dans le cadre du dispositif relatif au service civique ;

2° Signature

a) Actes relevant de la gestion courante des agents placés sous l'autorité du directeur ;

b) Autorisations d'absence à l'intérieur de la Polynésie française pour les agents de l'État ;

c) Autorisations d'absence à l'intérieur de la Polynésie française pour les agents de la Polynésie française ;

d) Notations et évaluations professionnelles ;

e) Rapports d'inspection et comptes rendus du rendez-vous de carrière ;

f) Actes de gestion et correspondances relatifs aux jeunes volontaires dans le cadre du service civique ;

g) Fiches de notation des personnels ANFA ;

h) Sanctions du 1er groupe (avertissements et blâmes) à l'encontre des personnels du pays, des professeurs des écoles et des instituteurs des corps de l'État créés pour la Polynésie française après validation du ministre.

E - Organisation scolaire

a) Préparation de la carte scolaire, organisation des structures et répartition des moyens en personnels enseignants et non enseignants après validation par le ministre ;

b) Certification du service fait, notamment pour les heures supplémentaires, les heures de suppléance, les indemnités de missions particulières et les indemnités diverses ;

c) Préparation et mise en œuvre du calendrier scolaire ;

d) Préparation du dialogue de gestion ;

e) Autorisations de cumul d'activités.

F - Examens

a) Organisation matérielle des examens relevant de la compétence de la Polynésie française ;

b) Organisation matérielle des concours généraux relevant de la compétence de la Polynésie française ;

c) Organisation matérielle de la validation des acquis de l'expérience.

Art. 2. — Délégation de signature est donnée à Mme Vaitini ATGER, cheffe du bureau de l'évaluation des performances de la politique éducative, à l'effet de signer, au nom du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture : les bordereaux de transmission liés aux missions de ce bureau.

Art. 3. — Délégation de signature est donnée à M. Arnaud PROVO, chef du bureau des examens, à l'effet de signer, au nom du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture :

- les bordereaux de transmission liés aux missions du bureau ;
- les convocations des candidats ;
- les relevés de notes et les attestations de réussite ;
- les copies certifiées conformes ;
- les notifications favorables d'aménagements des conditions d'examens ;
- les convocations aux travaux d'examens ;
- les demandes d'élaboration de sujets ;
- les certificats de réception, les certificats de destruction et de non-divulcation des sujets ;
- la certification de service fait.

Art. 4. — Délégation de signature est donnée à Mme Lovaina CHUNG TIEN, cheffe du bureau de l'organisation scolaire - Moyens État, à l'effet de signer, au nom du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture :

- la certification de service fait concernant les HSA, HSE, les indemnités de missions particulières et les indemnités diverses ;
- les bordereaux de transmission au vice-rectorat.

Art. 5. — Délégation de signature est donnée à M. Karl LIU, chef du bureau des finances et de la comptabilité, à l'effet de signer, au nom du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture :

- la certification de service fait et liquidation des recettes et dépenses imputables au budget du service, sections fonctionnement et investissement ;
- les ordres de déplacement à l'intérieur de la Polynésie française, réquisitions de passages et de bagages, remboursement des frais et états indemnitaires pour tous déplacements des personnels à l'intérieur de la Polynésie française et pour les stages de formation continue, à l'exception des déplacements du chef de service ;

- les arrêtés d'attribution des indemnités kilométriques pour les agents de l'État ;
- les certifications de service fait et liquidation des dépenses de fonctionnement des Centres scolaires primaires (CSP) et des Centres des jeunes adolescents (CJA) imputables au budget du service ;
- les actes et correspondances relevant de la gestion courante du bureau.

Art. 6. — Délégation de signature est donnée à Mme Catherine LEFOC, cheffe du bureau des constructions scolaires, à l'effet de signer, au nom du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture :

- la certification de service fait et liquidation des recettes et dépenses imputables au budget du service, sections fonctionnement et investissement ;
- les bordereaux de transmissions liés aux missions du bureau ;
- les actes et correspondances relevant de la gestion courante du bureau ;
- les pièces administratives et techniques relatives à l'exécution et à la liquidation des bons de commande, des contrats et des marchés publics.

Art. 7. — Délégation de signature est donnée à Mme Danielle SEOW, cheffe du bureau des marchés publics, à l'effet de signer, au nom du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture :

- la certification de service fait et liquidation des recettes et dépenses imputables au budget du service, sections fonctionnement et investissement ;
- les bordereaux de transmissions liés aux missions du bureau ;
- les actes et correspondances relevant de la gestion courante du bureau ;
- les pièces administratives et techniques relatives à l'exécution et à la liquidation des bons de commande, des contrats et des marchés publics.

Art. 8. — Délégation de signature est donnée à Mme Tatiana CHINES, cheffe du département des affaires juridiques, à l'effet de signer, au nom du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture : les bordereaux de transmission liés aux missions de ce département, les accusés de réception des délibérations des conseils d'établissement des établissements publics d'enseignement de la Polynésie française, les documents annexés, les demandes de consultation de dossiers individuels et les procès-verbaux de consultation de dossiers individuels.

Art. 9. — Délégation de signature est donnée à :

- Mme Roselyne WONG, cheffe du bureau du contentieux et de la réglementation ;
- Mme Ludivine BESSON, adjointe de la cheffe du bureau du contentieux et de la réglementation,

et en cas d'absence ou d'empêchement de celles-ci, à Mme Tinihau LEONTIEFF, juriste au bureau du contentieux et de la réglementation,

à l'effet de signer, au nom du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture :

- les bordereaux de transmission liés aux missions de ce bureau ;
- les accusés de réception des délibérations des conseils d'établissement des établissements publics d'enseignement de la Polynésie française et les documents annexés.

Art. 10. — Délégation de signature est donnée à :

- Mme Esther TANG, cheffe du bureau disciplinaire et conseil ressources humaines ;
- M Quentin PIDOUX, adjoint de la cheffe du bureau disciplinaire et conseil ressources humaines,

à l'effet de signer, au nom du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture :

- les demandes de consultation de dossiers individuels ;
- les procès-verbaux de consultation de dossiers individuels.

Art. 11. — Délégation de signature est donnée à Mme Joëlle RALLET, cheffe du département de l'action pédagogique et éducative, à l'effet de signer, au nom du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture : les invitations, comptes-rendus, relevés de conclusions des groupes de travail dont elle assure la coordination.

Art. 12. — Délégation de signature est donnée à Mme Caroline MAUZE, cheffe du département de la formation continue et de l'innovation, à l'effet de signer, au nom du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture :

- les invitations, comptes rendus, relevés de conclusions des groupes de travail dont elle assure la coordination ;
- tous actes liés aux actions de la formation continue des personnels de l'éducation ou relevant des actions liées à l'innovation : correspondances liées à l'élaboration et à la mise en œuvre du plan de formation continue des personnels enseignants et non enseignants arrêtées par le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture, convocations et attestations de présence aux formations ou groupes de travail, attestations de service fait et fiches de rétribution des intervenants ;
- les procès-verbaux d'installation, attestations de service fait des personnels exerçant au sein du département de la formation continue et de l'innovation et des formateurs académiques ;
- tous actes concernant les brigadiers de la formation continue : procès-verbaux d'installation, correspondances, convocations, invitations, avis d'affectation et de remplacement, attestations, bilans, évaluations sur la manière de servir ;
- les correspondances liées à la formation continue des personnels relevant des agents du pays.

Art. 13. — Délégation de signature est donnée à Mme Valérie LIAO, cheffe du département de l'informatique et du numérique éducatif, à l'effet de signer, au nom du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture : les invitations, comptes rendus, relevés de conclusions des groupes de travail dont elle assure la coordination.

Art. 14. — Délégation de signature est donnée à Mme Nathalie NOVELLI, cheffe du département de l'orientation et de l'insertion, à l'effet de signer, au nom du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture : les invitations, comptes rendus, relevés de conclusions des groupes de travail dont elle assure la coordination, et les décisions d'affectations des élèves.

Art. 15. — Délégation de signature est donnée à Mme Stacey GRAFFE, cheffe du département des ressources humaines de l'État, à l'effet de signer, au nom du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture :

- les bordereaux de transmissions liés aux missions de ce département ;
- les congés de maladie ordinaire ;
- les congés de maternité ;
- les congés de longue maladie ;
- les actes et correspondances relevant de la gestion courante des agents placés sous l'autorité du directeur ;
- les autorisations d'absence à l'intérieur de la Polynésie française pour les agents de la Polynésie française.

Art. 16. — Délégation de signature est donnée à Mme Hina-Arii BUCHIN, cheffe du bureau des ressources humaines des personnels enseignants du premier degré - État, à l'effet de signer, au nom du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture :

- les notifications du Numen ;
- les états de service ;
- les arrêtés d'octroi de congés maladie au titre du jour de carence et les bordereaux d'envoi ;
- les ordres de mission sans frais ;
- les congés de maladie ordinaire ;
- les congés de maternité ;
- les congés de longue maladie ;
- les congés pour garde d'enfant malade dans le respect des droits ouverts ;
- les transmissions aux circonscriptions.

Art. 17. — Délégation de signature est donnée à Mme Meleana RAOULX, cheffe du bureau des ressources humaines des personnels enseignants du second degré, à l'effet de signer, au nom du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture :

- les notifications du Numen ;
- les états de service ;
- les congés de maladie ordinaire ;
- les congés de maternité ;
- les congés de longue maladie ;
- les congés pour garde d'enfant malade dans le respect des droits ouverts ;
- les transmissions aux établissements du second degré ;
- les bordereaux d'envoi des arrêtés d'octroi de congés de maladie au titre du jour de carence.

Art. 18. — Délégation de signature est donnée à M. Andy YOU KAI MING, chef du bureau des ressources humaines des personnels non enseignants du second degré, à l'effet de signer, au nom du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture :

- les notifications Numen ;
- les états de service ;
- les congés de maladie ordinaire ;
- les congés de maternité ;
- les congés longue maladie ;
- les congés pour garde d'enfant malade dans le respect des droits ouverts ;
- les bordereaux d'envoi des arrêtés d'octroi de congés maladie au titre du jour de carence.

Art. 19. — Délégation de signature est donnée à Mme Atea TEUIRA, cheffe du bureau santé au travail, à l'effet de signer, au nom du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture : les pièces administratives relevant de ses attributions et n'ayant pas de caractère de décision, afin de respecter les droits des agents liés au secret médical.

Art. 20. — Délégation de signature est donnée à Mme Régina TEUIRA-AIHO, cheffe du bureau des ressources humaines du pays, à l'effet de signer, au nom du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture :

- les états de service ;
- les états de remboursement des avances d'indemnités journalières et les bordereaux d'envoi ;
- les bordereaux de transmission liés aux missions de ce bureau.

Art. 21. — Délégation de signature est donnée à Mme Bettina TINORUA, cheffe du département de la vie des élèves, des écoles et des établissements, à l'effet de signer, au nom du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture :

- les liquidations relatives aux opérations du transport scolaire et des bourses ;
- les invitations, comptes rendus, relevés de conclusions des groupes de travail dont il assure la coordination ;
- les correspondances relatives à la représentation des élèves et la démocratie scolaire, aux demandes d'agréments des associations et intervenants extérieurs, et aux enfants scolarisés à domicile ;
- les autorisations de sorties scolaires dans les premier et second degrés à l'intérieur de la Polynésie française ;
- la certification du service fait ;
- les réquisition de passage et de bagages des étudiants ;
- les correspondances liées à l'exécution du transport scolaire et à la gestion des bourses.

Art. 22. — Délégation de signature est donnée à Mme Lizzie AVAEMAI, cheffe du bureau des transports scolaires, des bourses, à l'effet de signer, au nom du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture :

- la certification du service fait ;
- les liquidations relatives aux opérations du transport scolaires et des bourses ;
- les réquisition de passage et de bagages des étudiants ;
- les correspondances liées à l'exécution du transport scolaire et à la gestion des bourses.

Art. 23. — Délégation de signature est donnée à Mme Stéphanie SANQUER, cheffe du bureau des activités physiques et sportives, du sport scolaire et de la sécurité, à l'effet de signer, au nom du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture : la validation des avis pédagogiques transmis par les inspecteurs de l'éducation nationale concernant les autorisations d'agrément des personnels et des structures.

Art. 24. — Délégation de signature est donnée à Mmes Joëlle RALLET, Aline HEITAA-ARCHIER, Anne EBERWEIN, Fatima KESKAS, Marie GOETZ-GEORGES, Emmanuelle PRELOIS et MM. Pierre CHIN MEUN, Jean-Claude Moana GREIG, Matani KAINUKU, André POTDEVIN, Gilles TEYSSÉDRE, inspecteurs de l'éducation nationale, à l'effet de signer au nom du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture :

- les actes validant la liste des accompagnateurs lors des sorties permettant aux élèves de se rendre à leur cours de natation ;
- les autorisations de sorties scolaires occasionnelles sans nuitées, sans changement d'îles et sans déplacements maritimes.

Art. 25. — L'arrêté n° 5400 MEE/DGEE du 20 juin 2024 portant délégation de signature de M. Éric TOURNIER, directeur général de l'éducation et des enseignements, au profit d'agents placés sous son autorité est abrogé.

Art. 26. — Le directeur est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 5 août 2024.

Pour le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture, et par délégation : le directeur général de l'éducation et des enseignements,

Rainui HUGON

MINISTÈRE DE LA SANTÉ**Arrêté n° 6747 MSP du 1er août 2024 portant délégation de signature du ministre de la santé en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée à M. Anthony PHEU, directeur de cabinet**

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu l'arrêté n° 823 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée ;

Vu l'arrêté n° 1329 PR du 30 juillet 2024 portant nomination de M. Anthony PHEU en qualité de directeur de cabinet, auprès du ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier,

Arrête :

Article 1er. — Délégation de signature est donnée à M. Anthony PHEU, directeur de cabinet, à l'effet de signer au nom du ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée, tous les actes et correspondances nécessaires à l'exécution des instructions du ministre, et plus particulièrement :

- a) Tous actes, correspondances et bordereaux de transmission relatifs à la gestion des services relevant de l'autorité ou de la tutelle du ministre adressés aux services de la Polynésie française, aux autres administrations ou établissements publics, aux usagers et aux organismes privés ;
- b) Les ordres de déplacement et réquisitions de passage à l'intérieur de la Polynésie française, pour les chefs de service et directeurs d'établissements placés sous la tutelle du ministre ;
- c) Les notes et bordereaux de transmission adressés à la présidence de la Polynésie française et aux ministres ;
- d) Les actes de gestion ci-après du personnel du cabinet du ministère de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée :
 - congés de toutes natures, à l'exclusion des congés administratifs ;
 - déplacements à l'intérieur de la Polynésie française ;
 - certificats de travail et attestations prévus par la réglementation sociale et du travail.

Art. 2. — Délégation de signature est donnée à M. Anthony PHEU, directeur de cabinet, à l'effet de signer au nom du ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée, dans la limite de ses attributions, les engagements, les certifications de service fait, les liquidations ainsi que toutes correspondances et pièces justificatives des dépenses imputées sur les budgets de fonctionnement ou d'investissement alloués au cabinet et, le cas échéant, aux services rattachés au ministère.

Art. 3. — Délégation de signature est donnée à M. Anthony PHEU, directeur de cabinet, pour accomplir les actes ayant trait à la passation des marchés publics, ainsi qu'à l'attribution, la signature et au règlement des marchés publics passés en application de la réglementation applicable aux marchés publics de la Polynésie française dont les dépenses sont imputées sur les budgets alloués au cabinet, et le cas échéant, aux services rattachés au ministère.

Art. 4. — Délégation de signature est donnée à M. Anthony PHEU, directeur de cabinet, pour certifier le caractère exécutoire des actes pris par le ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée.

Art. 5. — L'arrêté n° 5133 MSP du 6 juin 2024 portant délégation de signature du ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée, à M. Yannis CERAN-JERUSALEM, directeur de cabinet, et à Mme Tatiana HART, cheffe de cabinet, est abrogé.

Art. 6. — Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er août 2024.

Le ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée,
Cédric MERCADAL

**MINISTÈRE DES SPORTS, DE LA JEUNESSE, DE LA PRÉVENTION
CONTRE LA DÉLINQUANCE**

Arrêté n° 6731 MJP du 1er août 2024 portant attribution du brevet professionnel polynésien de guide d'activités physiques de pleine nature, mention « plongée subaquatique »

NOR : SJS24505444AM-1

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 824 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat ;

Vu l'arrêté n° 1709 CM du 28 septembre 2017 modifié portant création et organisation du brevet professionnel polynésien de guide d'activités physiques de pleine nature ;

Vu l'arrêté n° 1778 CM du 6 octobre 2017 modifié portant création et organisation de la mention plongée subaquatique du brevet professionnel polynésien de guide d'activités physiques de pleine nature ;

Vu l'arrêté n° 4043 MJP du 20 avril 2023 modifié portant composition du jury et nomination des experts du brevet professionnel polynésien de guide d'activités physiques de pleine nature mention plongée subaquatique ;

Vu le compte-rendu n° 3744 MJP/DJS du 22 juillet 2024 de la délibération du jury du brevet professionnel polynésien de guide d'activités physiques de pleine nature mention plongée subaquatique du 13 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — Le brevet professionnel polynésien de guide d'activités physiques de pleine nature, mention « plongée subaquatique » est attribué à :

- N° BPP GAPPN 987 24 01 M. Jérémy Heremoana de PAEPE ;
- N° BPP GAPPN 987 24 02 Mme Fanny Florence Marie FOUQUE ;
- N° BPP GAPPN 987 24 03 M. Stéphane Serge Philippe Olivier LASSERRE ;
- N° BPP GAPPN 987 24 04 M. David Moana MEDIONI ;
- N° BPP GAPPN 987 24 05 M. Natuanui Tuatini Paul NATUA ;
- N° BPP GAPPN 987 24 06 Mme Virginie Eliane ORIA.

Art. 2. — La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er août 2024.

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,
Nahema TEMARII

Arrêté n° 6732 MJP du 1er août 2024 portant attribution du certificat de spécialisation « directeur de plongée » associé à la mention « plongée subaquatique » du brevet professionnel polynésien de guide d'activités physiques de pleine nature

NOR : SJS24504897AM-1

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 824 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat ;

Vu l'arrêté n° 1709 CM du 28 septembre 2017 modifié portant création et organisation du brevet professionnel polynésien de guide d'activités physiques de pleine nature ;

Vu l'arrêté n° 1778 CM du 6 octobre 2017 modifié portant création et organisation de la mention plongée subaquatique du brevet professionnel polynésien de guide d'activités physiques de pleine nature ;

Vu l'arrêté n° 1939 CM du 27 septembre 2018 portant création du certificat de spécialisation directeur de plongée de la mention plongée subaquatique du brevet professionnel polynésien de guide d'activités physiques de pleine nature créée par arrêté n° 1778 CM du 6 octobre 2017 ;

Vu l'arrêté n° 4043 MJP du 20 avril 2023 modifié portant composition du jury et nomination des experts du brevet professionnel polynésien de guide d'activités physiques de pleine nature mention plongée subaquatique ;

Vu le compte-rendu n° 3745 MJP/DJS du 22 juillet 2024 de la délibération du jury du 7 mai 2024 du certificat de spécialisation directeur de plongée associé à la mention plongée subaquatique du brevet professionnel polynésien de guide d'activités physiques de pleine nature ;

Vu le compte-rendu n° 3746 MJP/DJS du 22 juillet 2024 de la délibération du jury du 15 mai 2024 du certificat de spécialisation directeur de plongée associé à la mention plongée subaquatique du brevet professionnel polynésien de guide d'activités physiques de pleine nature,

Arrête :

Article 1er. — Le certificat de spécialisation « directeur de plongée » associé à la mention « plongée subaquatique » du brevet professionnel polynésien de guide d'activités physiques de pleine nature est attribué à :

-N° BPP GAPPN CS 987 24 11 Mme Justine Yvette CERTAIN ;

-N° BPP GAPPN CS 987 24 12 M. Marama Teaiha DROLLET ;

-N° BPP GAPPN CS 987 24 13 M. Gautier Paulin MANSUY ;

-N° BPP GAPPN CS 987 24 14 Mme Ivy Taiana PETRE ;

-N° BPP GAPPN CS 987 24 15 M. Christophe René SERPE.

Art. 2. — La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er août 2024.

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,
Nahema TEMARII

Arrêté n° 6733 MJP du 1er août 2024 portant modification de l'arrêté n° 6180 MJP du 16 juillet 2024 portant attribution du certificat professionnel polynésien d'accompagnateur d'activités physiques de pleine nature, mention « randonnée aquatique »

NOR : SJS24509046AM-1

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 824 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat ;

Vu l'arrêté n° 219 CM du 27 février 2020 portant création et organisation du certificat professionnel polynésien d'accompagnateur d'activités physiques de pleine nature ;

Vu l'arrêté n° 953 CM du 7 juillet 2020 modifié portant création et organisation de la mention « randonnée aquatique » du certificat professionnel polynésien d'accompagnateur d'activités physiques de pleine nature ;

Vu l'arrêté n° 7864 MJP du 28 août 2023 modifié portant composition du jury et nomination des experts de la mention « randonnée aquatique » du certificat professionnel polynésien d'accompagnateur d'activités physiques de pleine nature du 25 août 2023 au 24 août 2026 ;

Vu l'arrêté n° 6180 MJP du 16 juillet 2024 portant attribution du certificat professionnel polynésien d'accompagnateur d'activités physiques de pleine nature, mention « randonnée aquatique »,

Arrête :

Article 1er. — A l'avant-dernier tiret de l'article 1er de l'arrêté n° 6180 MJP du 16 juillet 2024 susvisé, au lieu de lire : « M. Tanetua Teraivanaa TANETUA », lire : « M. Tanetua Teraivanaa TEURURAI ».

Art. 2. — La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé.

Fait à Papeete, le 1er août 2024.

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,
Nahema TEMARII

Arrêté n° 6734 MJP du 1er août 2024 portant attribution du certificat professionnel polynésien d'accompagnateur d'activités physiques de pleine nature, mention « randonnée à scooter ou moto des mers à selle »

NOR : SJS24508880AM-1

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 824 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat ;

Vu l'arrêté n° 219 CM du 27 février 2020 portant création et organisation du certificat professionnel polynésien d'accompagnateur d'activités physiques de pleine nature ;

Vu l'arrêté n° 754 CM du 18 mai 2022 portant création et organisation de la mention « randonnée à scooter ou moto des mers à selle » du certificat professionnel polynésien d'accompagnateur d'activités physiques de pleine nature ;

Vu l'arrêté n° 9777 MJP du 12 septembre 2022 modifié portant composition du jury et nomination des experts de la mention « randonnée à scooter ou moto des mers à selle » du certificat professionnel polynésien d'accompagnateur d'activités physiques de pleine nature ;

Vu le compte-rendu n° 3366 MJP/DJS du 8 juillet 2024 de la délibération du jury du certificat professionnel polynésien d'accompagnateur d'activités physiques de pleine nature mention « randonnée à scooter ou moto des mers à selle » du 4 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Le certificat professionnel polynésien d'accompagnateur d'activités physiques de pleine nature, mention « randonnée à scooter ou moto des mers à selle » est attribué à :

- n° CPPA APPN 987 24 73 M. Tautua Dylan ROCHET ;
- n° CPPA APPN 987 24 74 M. Grégory Emmanuel CARLA ;
- n° CPPA APPN 987 24 75 M. Damien CHÊNE ;
- n° CPPA APPN 987 24 76 Mme Karine Marie GUYOT épouse CHÊNE ;
- n° CPPA APPN 987 24 77 Mme Vaimana Leaticia SARY.

Art. 2. — La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er août 2024.

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,
Nahema TEMARII

Arrêté n° 6735 MJP du 1er août 2024 portant attribution du certificat professionnel polynésien d'accompagnateur d'activités physiques de pleine nature, mention « randonnée aquatique »

NOR : SJS24508703AM-1

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 824 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat ;

Vu l'arrêté n° 219 CM du 27 février 2020 portant création et organisation du certificat professionnel polynésien d'accompagnateur d'activités physiques de pleine nature ;

Vu l'arrêté n° 953 CM du 7 juillet 2020 modifié portant création et organisation de la mention randonnée aquatique du certificat professionnel polynésien d'accompagnateur d'activités physiques de pleine nature ;

Vu l'arrêté n° 7864 MJP du 28 août 2023 modifié portant composition du jury et nomination des experts de la mention randonnée aquatique du certificat professionnel polynésien d'accompagnateur d'activités physiques de pleine nature du 25 août 2023 au 24 août 2026 ;

Vu le compte-rendu n° 3422 MJP/DJS du 10 juillet 2024 de la délibération du jury du certificat professionnel polynésien d'accompagnateur d'activités physiques de pleine nature mention « randonnée aquatique » du 10 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Le certificat professionnel polynésien d'accompagnateur d'activités physiques de pleine nature, mention « randonnée aquatique » est attribué à :

- n° CPPA APPN 987 24 64 M. Daniel FAATUPUA ;
- n° CPPA APPN 987 24 65 M. Léon Tuihani GANAHOA ;
- n° CPPA APPN 987 24 66 M. Aririma Jason MAUAHITI ;
- n° CPPA APPN 987 24 67 M. Néphi TAIORE ;
- n° CPPA APPN 987 24 68 M. Vetea Aimé TAPUHIRO ;
- n° CPPA APPN 987 24 69 M. Tereva Andy TUPAIA ;
- n° CPPA APPN 987 24 70 M. Raimana Honoarii HOPARA ;
- n° CPPA APPN 987 24 71 M. Faeta Teriinoho MAITUITU ;
- n° CPPA APPN 987 24 72 M. Rudolphe TEAMOTUAITAU.

Art. 2. — La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er août 2024.

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,
Nahema TEMARII



Le Tarif des Douanes de Polynésie française



est disponible à la vente
au prix de 5.495 F CFP TTC les 2 volumes